

France Forum

- *La France de François Mitterrand*
- *Régionalisation et industrialisation*
- *Presse et Politique*
- *Les grèves : traditions et novations*
- *Vieillir vers l'an 2000*
- *Quelle politique des finances publiques ?*
- *Napoléon imaginaire*
- *Pologne : sentinelle de l'Europe*

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 80 F

Abonnement de soutien 100 F

Sommaire *193 - 194*

Février - Mars 1982
20 F

DOSSIERS ET ETUDES

- LA FRANCE DE FRANÇOIS MITTERRAND**
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 2
- PRESSE ET POLITIQUE: DES RAPPORTS AMBIGUS**
PAR BERNARD VOYENNE p. 10
- L'AMENAGEMENT INDUSTRIEL DU TERRITOIRE
ET LA REGIONALISATION**
PAR EMILE ARRIGHI DE CASANOVA p. 13
- VIEILLIR VERS L'AN 2000**
PAR CHARLES DELAMARE p. 19
- HISTOIRE DES GREVES: TRADITIONS ET NOVATIONS**
PAR GERARD ADAM p. 22
- LES FINANCES PUBLIQUES A UN TOURNANT?**
PAR EDMOND ALPHANDERY p. 28
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 33
- LE MESSAGE D'EDUARDO FREI**
PAR ALAIN POHER p. 40
- L'OPPOSITION POUR QUOI FAIRE?**
PAR ETIENNE BORNE p. 41
- BONAPARTE EN BRUMAIRE OU LE NAPOLEON IMAGINAIRE**
PAR DOMINIQUE-ANDRE KERGAL p. 44

ARTS

- LA VIE LITTERAIRE**
PAR PHILIPPE SENART p. 61
- DU PASSEISME A L'ARCHAISME**
PAR YVAN CHRIST p. 67
- RAGTIME - MEPHISTO**
PAR HENRI BOURBON p. 70

NOTES DE LECTURE

- ENQUETE SUR LES IDEES CONTEMPORAINES
DE JEAN-MARIE DOMENACH**
PAR HUGUES BOUSIGES p. 73
- LE SEL DE LA TERRE D'ALFRED GROSSER**
PAR HENRI BOURBON p. 75
- LA VIE POLITIQUE DANS LA HAUTE-LOIRE
DE 1815 A 1974 D'AUGUSTE RIVET**
PAR CLAUDE LANGLOIS p. 75
- LE GAULLISME EN QUESTION? DE JEAN TEITGEN**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 76
- LA PENSEE D'HANNAH ARENDT**
PAR JOSEPH MACE-SCARON p. 78
- LA PRODIGIEUSE AVENTURE DES PLANTES
DE JEAN-MARIE PELT ET JEAN-PIERRE CUNY** p. 79
- L'HISTOIRE CULTURELLE**
PAR JEAN CHELINI p. 80
- 1956, BUDAPEST, L'INSURRECTION DE FRANÇOIS FEJTO**
PAR ALBERT KALAYDJIAN p. 81
- LES GENS, LES US, ET LES COUTUMES**
PAR JEAN CHELINI p. 83

PROPOS DU TEMPS

- LA SENTINELLE DE L'EUROPE**
PAR ETIENNE BORNE p. 86

LA FRANCE DE FRANÇOIS MITTERRAND

par François FEJTO

L'article ci-après de notre collaborateur François Fejtö a paru en Octobre dernier dans la revue britannique "Encounter" et la revue allemande "Der Monat". L'auteur a pour "France Forum", actualisé son étude à la mi-décembre 1981. Depuis cette date la vie a évidemment continué, des événements d'importance inégale se sont déroulés, parmi lesquels nous citerons : la poursuite de la politique du changement, la conférence de presse et l'interview télévisés du Président de la République, le débat sur l'éventualité d'une "pause" dans le rythme des réformes, le succès de l'opposition unie aux législatives partielles de janvier 1982, la mise en place des nationalisations, la crise polonaise et le renforcement du pouvoir communiste par le Général Jaruzelski. Mais l'analyse de François Fejtö qui n'est pas simplement circonstancielle conserve son intérêt et sa pertinence.

AU fond, la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles n'a pas été une réelle surprise. Déjà en 1974 le candidat de la gauche faillit l'emporter sur Valéry Giscard d'Estaing. Il ne lui manquait pour cela que quelques centaines de milliers de voix (1). La vraie, la grande surprise, non seulement pour l'étranger, mais aussi pour les Français, a été la victoire éclatante du P.S. aux élections législatives en juin 81. Personne n'avait prévu que le P.S. pourrait prendre une telle distance par rapport au P.C. et qu'il pourrait avoir à lui seul la majorité absolue (2). Dans son livre publié à la veille des élections "Ici et maintenant", comprenant une série de conversations avec le journaliste Guy Claisse au cours de l'été 1980 et où il s'est donné déjà comme vainqueur, François Mitterrand justifiait son alliance avec les communistes par le fait qu'aucun parti politique "stricto-sensu" n'a jamais obtenu en France la majorité absolue.

Ni sous la Troisième, ni sous la Quatrième, ni sous la Cinquième République. "Nous en sommes, nous-mêmes, fort loin". Or, en démocratie, ajouta-t-il, on gouverne avec une majorité et on n'obtient cette majorité que par alliance. Les seules exceptions en Europe démocratique sont l'Autriche et depuis peu, la Grande-Bretagne avec le parti de Mme Thatcher. Aussi François Mitterrand refusait-il d'écouter en 1977-1978, après la rupture par les communistes de l'Union de la gauche, les voix qui lui suggéraient d'adopter une "ligne autonome". Les socialistes, m'expliquait alors un vétéran de la S.F.I.O., l'ancien ministre Albert Gazier rallié à Mitterrand, n'ont d'autre alternative qu'ou bien gouverner avec les communistes, ou bien gouverner avec la droite. Les expériences de centre-gauche, de troisième force, "l'adultère avec la droite" de l'après guerre, ne leur ont pas porté chance.

LES FACTEURS CONJONCTURELS DE LA MONTÉE DU P.S.

Ainsi, la majorité absolue paraissait une chimère. Elle est aujourd'hui une réalité. Pourquoi? Qu'est-ce qui a poussé dans le camp socialiste près de deux millions de nouveaux électeurs venant en partie de l'extrême gauche, en partie du centre et de la droite? La première explication qui vient à l'esprit est d'ordre économique. A Ottawa, le 20 juillet, François Mitterrand a expliqué au Président Reagan: "si une très large majorité de Français s'étaient prononcés en ma faveur, c'était, pour une bonne part parce qu'en France, le seuil de tolérance en matière de chômage fut pratiquement atteint" (3). Au cours des derniers mois du règne de Giscard-Barre, on s'approchait dangereusement du chiffre de deux millions. C'était trop pour la France, cela fournissait à l'opposition un des meilleurs arguments de propagande contre l'*ancien régime* libéral qui légitimait son pouvoir en tout premier lieu par son efficacité économique, sa capacité de maîtriser la crise et d'éviter à la France la *maladie anglaise*. Il ne suffisait pas de montrer que — comme l'histoire sans doute le reconnaîtra — "le septennat écoulé eut l'intelligence des nécessités rationnelles du siècle finissant" (4) et, que tout compte fait et comparé à celui d'autres pays européens, le bilan de Giscard était honorable. Plus de 500 000 jeunes chômeurs, dont beaucoup d'intellectuels, étaient une tache noire d'autant plus facile à exploiter contre le régime que le plan de lutte contre le chômage, présenté par Mitterrand le 10 septembre 1978, en Lorraine, proposait une solution rapide, quasi miraculeuse de ce douloureux problème que l'on promettait de surmonter sans craindre une inflation plus forte et un déséquilibre aggravé du commerce extérieur! (5).

Le chômage a été donc un des facteurs qui ont sérieusement influé sur les élections présidentielles, puis législatives, ne serait-ce que parce qu'il a amené au P.S. la majorité des voix des jeunes de 18 ans et plus. Mais je ne pense pas qu'il fut, parmi les causes immédiates, conjoncturelles, le facteur le plus décisif. François Mitterrand doit une grande partie de son succès à ce que l'aucuns ont appelé la "trahison de Jacques Chirac", ainsi qu'au déclin spectaculaire et inattendu du Parti Communiste. René Rémond déclarait, en juillet dernier dans son entretien avec Henri Bourbon (*France-Forum* n° 189-190), qu'à son avis si la majorité sortante était restée unie elle aurait très probablement remporté les élections; il estimait que les responsabilités de cette désunion étaient partagées.

Qu'en est-il exactement de cette "trahison" de Jacques Chirac? Pendant plus d'un an, l'ancien Premier ministre de Giscard, chef du parti gaulliste R.P.R., a laissé libre cours à sa rancune contre celui qu'il avait aidé à mettre en selle en 1974, ne négligeant aucun effort pour discréditer sa personne et sa politique. Les critiques de Jacques Chirac contre la politique économique et contre l'action extérieure de Giscard ont souvent dépassé en

âpreté celles de l'opposition, alors que la raison politique aurait commandé le renforcement de l'unité de la majorité. Beaucoup de chiraquiens ont laissé entendre qu'en cas d'élimination de leur candidat au premier tour des présidentielles, leurs voix iraient au second tour de préférence à Mitterrand. Ce qui est arrivé, en réalité. Certains d'entre eux préconisaient la stratégie du pire: il convenait de hâter la conquête du pouvoir par la gauche, afin que devant la catastrophe économique que celle-ci ne manquerait pas de provoquer en quelques mois, Jacques Chirac puisse réapparaître sur la scène comme l'ultime recours, un De Gaulle II. Il s'agit de propos tenus par des militants partiels; Jacques Chirac ne les a jamais cautionnés à ma connaissance. En fait, beaucoup de gaullistes et de conservateurs n'ont pas pardonné à Valéry Giscard d'Estaing d'avoir voulu les écarter de la vie politique - ou réduire leur importance - pour ouvrir la voie à un centre-gauche. Ils ont réussi à casser la majorité et ainsi largement contribué à la victoire des socialistes.

De l'analyse précise des scrutins présidentiel et législatifs, des transferts de voix, des proportions d'abstentions, François Goguel a pu conclure dans un article publié par *Le Monde* (11 novembre 1981) qu'en fait l'électorat qui a permis le succès de la nouvelle majorité a sans doute conféré aux partis de gauche la faculté de transformer profondément les structures de la société et de l'économie françaises, mais ne leur en a pas expressément donné le mandat.

Les communistes, de leur côté, ont contribué à la victoire du P.S. par la stratégie insensée d'après 1977 qui s'est retournée contre eux. Selon Mitterrand, les origines de cette stratégie, visant à réduire l'importance du Parti Socialiste, remontent à l'automne 1974. A peine deux ans après la signature du Programme commun, les communistes se sont aperçus que — contrairement à leurs prévisions — ce seraient surtout les socialistes qui profiteraient de l'alliance (6). Par la suite, ils ont été de plus en plus déçus de perdre le leadership de la gauche. Ils avaient rêvé, en effet, comme François Mitterrand le dit dans son livre, "L'abeille et l'architecte" à une situation italienne: Parti Communiste fort, à 40%, Parti Socialiste, faible, à 10%. Or, les élections partielles de fin septembre 1974, marquées par un grand succès socialiste et la stagnation communiste, ont montré qu'un nouveau rapport de forces favorable au P.S., s'établissait à gauche. Le P.C. ne pouvait s'y résigner. En 1977, il s'est mis sérieusement à chercher des prétextes pour rompre l'Union de la gauche, tout en rejetant la responsabilité de la rupture sur les socialistes. Sans raison valable, Marchais accusa Mitterrand de trahir le Programme commun. Le P.C. effectua un virage à 180°, il remplaça son masque "eurocommuniste" de 1975-1976, par un profil agressivement prosoviétique. De réformiste, il est redevenu révolutionnaire. " Désormais la victoire commune importait moins au P.C. que l'échec socialiste ", dit Mitterrand, parlant " de la volonté de la propagande com-

muniste de détruire le P.S.". A l'approche des élections législatives de 1978, tout l'appareil communiste fut mis en mouvement pour provoquer cet échec. On a pu s'étonner de l'impassibilité stoïque avec laquelle Mitterrand se tenait face à cette tempête déclenchée pour l'ébranler et pour décourager son Parti. Face aux communistes qui le vilipendaient, François Mitterrand affichait la sérénité de la "force tranquille" et faisait valoir ses bons rapports avec Berlinguer, et Carrillo. Son pari (dont presque tous les observateurs ont mis alors en doute le bien fondé) était que la nouvelle stratégie du P.C. ne porterait préjudice qu'à ce dernier. Or son intuition se révéla juste. Une partie importante de l'électorat communiste, dans laquelle l'alliance de 1972 avait réveillé les vieilles nostalgies du Front Populaire, considérait le ton insultant des accusations lancées contre les socialistes comme déraisonnable et jugeait le nouvel alignement inconditionnel sur l'URSS absurde. Beaucoup étaient ulcérés par les "clowneries" de Georges Marchais à la T.V. : les ouvriers français étaient habitués à plus de dignité dans le comportement de leurs chefs. Résultat : le 26 avril 1981, au premier tour des élections présidentielles, Georges Marchais n'a recueilli que 15 % des voix. Jamais depuis la fin de la guerre l'influence du P.C. n'était descendue si bas.

François Mitterrand a gagné son pari. Du même coup, la barrière que représentait traditionnellement dans la voie de la victoire de la gauche la grande peur du communiste était levée. Avec seulement 15 % des voix les communistes n'effrayaient plus. Ils étaient réduits au rôle de force d'appoint. Ils ne feront même pas peur au sein du gouvernement, où François Mitterrand les fera entrer par son bon vouloir de Prince, sans qu'il y en ait eu une nécessité impérieuse.

LES CAUSES PROFONDES DU SUCCÈS DU P.S.

Voilà pour les raisons conjoncturelles. Reste à comprendre la cause profonde de la montée irrésistible du P.S. à partir de l'année 1969 lorsque, avec le score de 5,07 % obtenu aux élections présidentielles par le candidat socialiste, Gaston Defferre, le Parti de Jaurès et de Léon Blum, en déclin permanent depuis la fin de la guerre, a touché le fond (7). A la suite de cette défaite d'autant plus humiliante que Defferre avait été soutenu par le prestigieux Mendès-France, même le chef autoritaire de la S.F.I.O., Guy Mollet se rendit compte de la nécessité de rénover la "vieille maison", d'en renouveler les cadres, le personnel parlementaire et les effectifs par un afflux de forces neuves. L'œuvre de rajeunissement fut d'abord confiée à Alain Savary, ancien résistant, ancien ministre socialiste de De Gaulle, qui avait quitté le Parti pour protester contre son enlisement dans la politique coloniale. En 1971, au congrès d'Epinay, François Mitterrand, chef d'un petit groupement de gauche socialisant, la Convention des Institutions républicaines, réussit alors, avec l'aide des "anciens" Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Albert Gazier et quelques autres chefs historiques de la S.F.I.O., ainsi que de l'aile gauche du

nouveau P.S., le CERES de Jacques Chévènement, à évincer Alain Savary (qui est maintenant ministre de l'éducation) et à se rendre maître de l'appareil du Parti Socialiste. En effet, Mitterrand qui avait fait ses armes dans la Résistance, puis sous la IVème République, comme champion de l'anti-gaullisme, paraissait qualifié pour diriger le renouveau du P.S. grâce à sa performance très honorable aux élections présidentielles de 1965, où il s'était présenté avec l'appui d'un côté de Guy Mollet et d'un autre côté des communistes, comme candidat unitaire de la gauche contre le général de Gaulle (8).

Fête à la Bastille pour l'élection de François Mitterrand le 10 Mai 1981

Après la disparition de ce dernier, François Mitterrand a fait l'analyse suivante de la situation politique. Pour que la gauche l'emporte, il est indispensable que le Parti Socialiste devienne majoritaire à gauche. Tant que le P.C. sera majoritaire, la situation restera bloquée. La thèse était audacieuse. En 1973 encore, Georges Pompidou, lorsque quelqu'un lui a parlé de Mitterrand demanda : "Le P.S.? Qu'est-ce que c'est?" Or nous avons vu qu'en 1974, nul ne pouvait plus ignorer ce qu'était le P.S. Mitterrand serrait Giscard d'Estaing de près. Ce qui suscitait un "élan unitaire" dans le pays. L.

“peuple de gauche” reprenait espoir, il paraissait avoir le vent en poupe. Entre 1974 et 1977, le P.S., malgré ses inévitables luttes de tendances, malgré le “flou” de sa doctrine, a fait un formidable bon en avant, tant sur le plan des effectifs que sur celui de l’organisation, de la propagande, de l’agitation. Aux élections législatives de 1978, perdues essentiellement en raison du désarroi provoqué dans l’opinion par le revirement du P.C., le P.S. a obtenu un pourcentage plus élevé qu’un parti socialiste ait jamais atteint en France et cela à un moment où ailleurs, en commençant par la Suède et jusqu’en Grande-Bretagne, on constatait plutôt un glissement à droite en Europe. Les socialistes français seraient-ils en train de réaliser ce qu’en 1945, puis après 1958, ils avaient manqué en raison de l’imprévisible phénomène De Gaulle ?

C’est que, au-delà des effets de la crise économique d’après 1973, qui en France a usé surtout la droite, le P.S. a bénéficié des mécontentements multiformes provoqués dans divers milieux traditionnalistes (petits commerçants, artisans, pêcheurs, viticulteurs, cadres etc.) par la modernisation rapide qu’a subie le pays sous Pompidou et sous Giscard, par les concentrations industrielles, l’urbanisation désordonnée, la construction de centrales nucléaires etc. En outre il a bénéficié aussi de l’héritage de mai 1968, diffusé à partir des Universités aux effectifs gonflés.

LE MESSAGE MAGIQUE DU CHANGEMENT

L’héritage de mai 68, c’était avant tout un obscur, confus, mais puissant désir de changement. Très souvent, dans tous les milieux, mais surtout intellectuels, on a pu entendre au cours des dix dernières années, l’exclamation : “ *Cela ne peut plus durer comme cela ! Il faut que ça change !* ”. Qu’est-ce qui ne peut plus durer ? La société de consommation ? Les inégalités qui tendaient plutôt à diminuer ? La société de classe ? Par ailleurs, l’on constatait que la France s’était considérablement développée, qu’elle avait atteint un niveau de vie sans précédent, que le pouvoir d’achat de ses salariés n’avait pas diminué malgré la crise, que de nouveaux marchés avaient été conquis par son industrie. Mais “il fallait que cela change”. Cela : quoi ? Réponse : un geste, circulaire, vague : *tout*. Le pouvoir, sa logique centralisatrice, son discours trop rationnel. Les têtes de l’*establishment*, toujours les mêmes. L’orientation de toute la vie économique et sociale. Georges Pompidou a peut-être eu raison en disant à Alain Peyrefitte à propos du réformisme modernisateur de son premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, qui avait lancé le slogan de la “nouvelle société” : “Attention, la France est essentiellement conservatrice”. Il n’est pas exclu que les aspirations au changement affirmées avec tant de passion n’aient servi à camoufler la peur d’une “sortie du XXème siècle”, le refus d’une modernisation assimilée à l’américanisation, la crainte des conséquences de l’innovation et de la compétitivité, le désir d’être à la fois plus libre et plus protégé, un ensemble de souhaits contradictoires.

Toujours est-il, que la réorganisation du P.S. a coïncidé avec une extraordinaire diffusion de ce qu’Edgar Morin appelle la *vulgate marxiste* comme explication passe-partout et qui, comme l’a noté François Bourricaud, a mis fin au dégel idéologique amorcé dans les années 1950 (9). Les premiers héritiers de l’explosion de 1968, les groupes maoïstes, trotskystes, spontanéistes se sont assez vite disloqués. C’est le P.S. qui a recueilli l’aspiration révolutionnaire quelque peu assagié. Après avoir ravagé les Facultés des lettres des Universités, le radicalisme marxisant, rousseuisant, anti-moderniste, étatiste, écologiste a envahi l’enseignement secondaire. Ce n’est point par hasard que la majorité des quelques deux cent quarante députés socialistes du Parlement soit à présent professeurs de lycée et de C.E.S. Le P.C. compromis par sa longue solidarité avec le “socialisme des blindés”, discrédité par les révélations de Soljénitsyne, a perdu son attrait pour les enseignants. Le rôle mobilisateur qu’il se promettait, c’est le P.S. qui l’a joué. Ce dernier a aussi davantage attiré les séminaristes et les prêtres. Les jésuites qui naguère voyaient dans le Parti Communiste le seul parti de la classe ouvrière, commençaient également à s’intéresser au P.S. qui après tout représentait un refuge plus accueillant que le dogmatique P.C. aux ecclésiastiques cherchant à collaborer au bonheur terrestre de leurs ouailles... Michel Rocard avait amené au Parti Socialiste dès 1974, un nombre non négligeable de syndicalistes chrétiens, dont Edmond Maire, le talentueux et imaginatif chef de la C.F.D.T., ce qui a permis au Parti d’étendre son influence syndicale au-delà de la respectable Force Ouvrière d’André Bergeron, laquelle est plutôt en fait de tendance centre-gauche que gauche (10), compte tenu de son hostilité à l’alliance avec le P.C.F.

Ainsi, à un moment où la droite se divisait, où elle perdait progressivement confiance dans ses valeurs traditionnelles, la gauche non communiste dans laquelle baignait le P.S. avec son message magique du changement, acquit une position d’hégémonie dans la Société française, dans l’Edition, les Ecoles, le Théâtre, l’Audio-visuel. La flambée d’intérêt qu’ont suscité les “nouveaux philosophes”, le Comité des intellectuels pour l’Europe des libertés, et enfin la “nouvelle droite”, n’a été que de courte durée, (cette dernière n’a d’ailleurs pas mérité mieux...).

LE P.S. : UNE COALITION

Sur le plan de l’organisation, le P.S. se présente comme une coalition dont les composantes gardent une certaine autonomie, et partagent, après les élections, les responsabilités proportionnellement à leur nombre : on l’a vu notamment lorsqu’il s’agissait de répartir les présidences de Commissions dans la nouvelle Assemblée Nationale.

Le groupe le plus important est évidemment celui de François Mitterrand, avec Claude Estier, directeur de

l'Unité, Louis Mermaz, Président de l'Assemblée, Lionel Jospin, Premier secrétaire du P.S., Pierre Bérégoz, secrétaire général de l'Élysée. Ce groupe contrôle la grande partie de l'appareil du Parti. Vient ensuite le groupe de Pierre Mauroy, Premier ministre, qui comprend avant tout les anciens de la S.F.I.O. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, Robert Pontillon, Gérard Jaquet, Fajardie. Enseignant de formation, créateur du réseau des Foyers Léo Lagrange, (Ecoles politiques); maire de Lille, très attaché à l'implantation ouvrière, Pierre Mauroy a le profil le plus "social-démocrate nordique" parmi les chefs du nouveau P.S. Le CERES de Chévènement et de Motchane représente environ 25 à 30% des militants. Les chefs de ce groupe tiennent un discours qui rappelle souvent celui d'Antony Benn et de ses partisans. Pour des raisons de pur opportunisme, François Mitterrand avait conclu au dernier congrès du Parti, à Metz, une alliance tactique avec le groupe CERES, constituant avec lui une nouvelle majorité. Mais celle-ci a vécu, le véritable allié de Mitterrand est Mauroy, homme pondéré, expérimenté, ayant une vocation et un tempérament de rassembleur. Enfin, il y a la minorité avec Michel Rocard, homme de la rigueur économique et de la confusion autogestionnaire, disciple des vieux socialistes gauchisants Oreste Rosenfeld, et Victor Fay et à qui on se demande si jamais Mitterrand pardonnera son double péché: avoir voulu rivaliser avec lui comme candidat à la candidature, et l'avoir qualifié d'*archaïque*. Il est le ministre du Plan dans le nouveau gouvernement, ce qui n'est pas sans une nuance ironique pour un partisan de l'auto-gestion.

François Mitterrand est-il effectivement archaïque ou non? "Ce qui nous plaît en lui, m'a dit un jeune, c'est son côté "rétro". En effet, comme l'a noté Annie Kriegel, Mitterrand cultive volontiers "un genre légèrement désuet". Il aime qu'on insiste sur son intelligence, sa culture; il souligne son amour de la terre et des arbres, sa familiarité avec les saisons et leurs plaisirs; son style soigné témoigne d'ambitions littéraires et d'un goût un peu passéiste. Quand il parle d'un "nouveau type de croissance" — de la croissance sociale, fondée en priorité sur la satisfaction des besoins collectifs, sur une autre qualité de la vie, sur la conquête du temps libre etc., on le sent plus proche de Rousseau que des néo-keynésiens ou d'autres théoriciens de la société post-industrielle. Il a aussi un côté barrésien. Le nombre des cimetières qu'il a visités après les élections pour rendre un fidèle hommage à des ancêtres ou amis défunts, est impressionnant. "Le socialisme de Mitterrand est d'abord un socialisme républicain où flottent les parfums de 1848, le souvenir de Proudhon, d'antiques vertus et d'anciennes valeurs", écrit un de ses biographes (11). En même temps on ne saurait oublier que c'est lui qui a considérablement *rajeuni* le Parti Socialiste.

IDÉOLOGUES ET RÉFORMISTES DOGMATIQUES ET PRAGMATIQUES

François Mitterrand se montra très attentif aux pro-

pos de Michel Rocard lorsque celui-ci, au congrès de Nantes, a relevé la longue coexistence dans le socialisme français de deux cultures politiques, jacobine et anarchiste, symbolisées par les deux dirigeants Jules Guesde et Jean-Jaurès. Effectivement, dans les discours des actuels orateurs du P.S. perçent souvent les échos tantôt du collectivisme dogmatique de Jules Guesde, tantôt ceux d'un socialisme ouvert, associatif, libertaire. Théoriquement, le P.S. paraît plus girondin que jacobin, plus jaurésien que guesdiste; comme le montre la première grande tentative de réforme du Parlement dominé par les socialistes, celle qui porte sur la décentralisation et dont Pierre Mauroy a dit qu'elle sera probablement la "grande affaire" du septennat. Mais il est encore trop tôt pour juger quelle sera la valeur pratique de cette réforme, face aux nationalisations qui sont entreprises simultanément. L'opposition entre les idéologues et les "réalistes" dans l'entourage de Mitterrand est peut-être plus aiguë que l'ancien clivage entre guesdistes et anti-guesdistes. Les idées réformistes d'un Jacques Delors, ministre des finances, qui vint au socialisme après avoir servi d'éminence grise, sous Georges Pompidou, à Jacques Chaban-Delmas, et celles apparemment plus dogmatiques de Jean-Pierre Chevènement, le dynamique énarque, chargé de réorganiser la recherche scientifique, ne paraissent pas moins inconciliables il y a quelques semaines encore, que les vues de Denis Healey et d'Eric Heffer.

On peut s'étonner que le progressiste bourgeois que reste au fond François Mitterrand ait fini par prendre autant de distance par rapport à la social-démocratie que par rapport au léninisme, les deux conduisant, d'après lui, le socialisme dans l'impasse (12). C'est du moins la leçon qu'il prétend tirer des expériences de ses amis de l'Internationale Socialiste, Palme, Kreisky, Brandt et Callaghan ("qui n'a rien d'un social-traître") (13). A la différence de ces derniers, et à l'instar d'Allende, dont le destin l'a fasciné, François Mitterrand s'affirme *socialiste*, depuis que vers 1965, il a eu une espèce d'*illumination* qui lui a révélé que "tout changement fondamental passe par la conquête du pouvoir d'Etat". Par conséquent il faut dompter les multinationales et rendre aussi complet que possible le contrôle par l'Etat du fonctionnement des grands moyens de production. Pour ce qui est des nationalisations, dont le principe a été inscrit au Programme commun, surtout pour donner satisfaction aux communistes, Mitterrand a simplement renoué avec la tradition gaulliste de 1945. Il ne semble pas partager à cet égard l'enthousiasme de la gauche socialiste. Mais puisqu'il s'y est engagé, il y croit et y tient. Il veut aller jusqu'au bout du chemin tracé par l'Union de la gauche. Après avoir abaissé les communistes, il prend allègrement en quelque sorte la voie d'un changement et d'une "rupture" avec le capitalisme qui les satisfait.

Pourtant s'il y a quelqu'un en France qui a mesuré toute la duplicité des communistes pour n'avoir aucune illusion à leur propos, c'est bien lui. Pour le constater, on

n'a qu'à lire dans son dernier livre, les pages consacrées aux négociations qu'il avait menées en 1977 avec Georges Marchais sur l'actualisation du Programme commun (14). Ainsi, en mai de cette année là, les communistes se sont brusquement ralliés à l'arme nucléaire française à laquelle auparavant ils étaient farouchement opposés. L'examen attentif des nouvelles propositions communistes laissait cependant apparaître que celles-ci ne représentaient "qu'une nouvelle tentative, plus feutrée, plus subtile, de destruction de la défense nationale atomique". Idem pour ce qui était du plan de réorganisation de l'Etat, soumis par le P.C. à l'approbation du P.S. Ce plan démantelait les ministères des finances et de l'intérieur et réduisait les compétences des services du Premier ministre dont les communistes pouvaient prévoir qu'ils seraient occupés par des socialistes. Le plan communiste "concevait la France... gouvernée par une mosaïque de ministères transformés chacun en forteresse ou en blokhous... propriétés exclusives des partis qui en détiendraient le commandement..." François Mitterrand a dit non. Il ne s'est pas laissé hypnotiser par le P.C., il a vécu l'Union selon son propre aveu "comme un corps à corps de chaque instant", sachant que les communistes auraient préféré un compromis historique avec le gaullisme, comme cela a été indiqué par leur tactique de rechange, "union du peuple français".

Mais alors, connaissant à fond le cynisme fondamental des communistes, sachant qu'ils sont restés stalinien, pourquoi François Mitterrand n'a-t-il pas renoncé à traiter avec eux ? A cette question posée par Guy Claisse il a répondu : "Je n'ai pas agi autrement que Blum en 1936, Staline régnant. J'ai cru comme lui, à la force entraînante, à la capacité des socialistes à gouverner la France et à changer la société, forts de la confiance des forces populaires". Certes. Mais Blum n'a pas ignoré chez les socialistes français, depuis la scission de Tours à laquelle Robert Verdier vient de consacrer un bon petit livre (15), l'existence d'un *complexe d'infériorité* à l'égard des communistes. "Le Parti a peur, a dit Léon Blum au Congrès de 1946. Il a peur des communistes, il a peur du qu'en dira-t-on des communistes, de la polémique communiste, du dénigrement communiste, il a peur de la nouveauté"... Mitterrand réussira-t-il à délivrer le P.S. de ses peurs ? On n'en est pas encore là, comme le prouvent les acrobaties dialectiques des leaders du P.S. tendant à démontrer la différence du socialisme français par rapport à la social-démocratie et la sincérité de la rupture du P.S. avec le capitalisme.

L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Il est vrai que, une fois au pouvoir, Mitterrand a surpris tant ses adversaires que ses partisans en se mettant à réaliser rapidement point par point ses engagements électoraux, en reprenant les grands thèmes du Programme commun de 1972. L'action du gouvernement Mauroy s'inspire largement du keynesisme des années 1950 ; il affirme que le but prioritaire est la lutte contre le chômage, avec comme moyens la relance de la

consommation par l'augmentation du salaire minimum, des allocations familiales, des retraites, la création de nouveaux postes de fonctionnaires, la diminution du temps de travail. Par conséquent, le P.N.B. devrait s'accroître au lieu de baisser. Pour mener à bien cette expérience de manière ordonnée, le Président Mitterrand compte sur la prolongation de "l'état de grâce" : la paix sociale, due à la curieuse euphorie qui a suivi la victoire de la gauche, comme si la France se trouvait brusquement délivrée d'une longue et pesante tyrannie, pour passer sous un gouvernement réellement représentatif. Les Français avaient l'air de vivre, pendant les vacances de l'été 1981, dans la béatitude et l'espérance, une sorte de révolution pacifique jalonnée de purges dans l'audio-visuel et à l'Université, de mesures d'amnistie, de réformes judiciaires, de manifestations culturelles, de la suppression de la taxe frappant les motards etc. L'intelligentsia a grandement contribué à la création de "l'état de grâce". *Le Monde*, *Le Matin*, *Le Nouvel Observateur*, se sont transformés en journaux gouvernementaux, plutôt ennuyeux d'ailleurs ; ce sont le *Quotidien de Paris* et *Libération* qu'il faut lire désormais (ils ont beaucoup augmenté leur tirage) si l'on souhaite s'informer en respirant un peu d'air non conformiste. "Peut-être tout cela illustre-t-il une vieille tare de l'intelligentsia française, celle de se prendre elle-même pour un organe politique", écrivait Paul Thibaud dans sa revue *Esprit* qui, tout en étant une publication de gauche, tient à garder quelque distance à l'égard du pouvoir socialiste.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le Programme Mitterrand-Mauroy n'est pas sans rappeler celui de 1936. Sauf que cette-fois-ci, les économistes socialistes essayent de prévenir le processus fatal des expériences de gauche qui mènent après un délai à l'accroissement de l'inflation par des voies convergentes : demande, coût, monnaie, déficit, baisse du taux de change etc. Il s'agit d'éviter que l'augmentation des charges sociales et autres mesures redistributives n'aient pour conséquence le déclin des investissements, la fermeture des usines, donc l'augmentation du chômage et que le pouvoir d'achat des revenus moyens ne descende plus bas qu'il ne fut au début. Faute de quoi la petite bourgeoisie, les ouvriers qualifiés, les employés moyens lâcheraient la gauche et les redoutables ménagères descendraient dans la rue comme au Chili ou en Pologne. Certains économistes, comme Serge Christophe Kolm (16), estiment qu'il est possible, grâce à un ensemble de précautions raisonnables, de rompre la chaîne fatale et de progresser dans le changement. Selon d'autres, comme Raymond Aron, les libéralités du gouvernement peuvent prolonger le climat euphorique, mais le coup de semonce ne tardera pas à venir du déficit de la balance des paiements : "la défiance à l'égard de la monnaie, l'accélération de la hausse des prix, l'alourdissement des charges des entreprises obligeront les "apprentis sorciers" à battre en retraite ou bien à rétablir des contrôles aux frontières et à l'intérieur du pays". (17) Selon Yves Laulan, ce qui est à craindre, c'est moins une fluctuation à court

terme, mais " *the slow and progressive creation of industrial distortion*". Les petites et moyennes entreprises peuvent subir une chute vertigineuse de productivité si l'entrepreneur perd son pouvoir de gestion et de décision par suite des réformes concédant aux syndicats l'augmentation substantielle du pouvoir des Comités d'entreprise. Alors la France, pense Yves Laulan, entrerait dans le sillage de la Grande-Bretagne et de la Scandinavie, en s'éloignant du chemin pris par les États-Unis, et en accroissant massivement les impôts.

Même si l'on sait que l'économie n'est pas le fort de François Mitterrand, on pourrait être rassuré par le fait qu'il a choisi comme ministre de l'Economie et des Finances (et garde-fou) Jacques Delors (jusqu'à quand tiendra-t-il ?) et comme ministre de l'Industrie l'ancien P.D.G. des usines Renault, Pierre Dreyfus. Pierre Mauroy, lui, s'est entouré de têtes solides. Michel Rocard, dit-on s'est mis "en réserve de la France". Ceux qui ne veulent pas désespérer de l'avenir de ce pays, s'attendent à ce que les experts "pragmatiques" prennent les choses en main à temps pour arrêter la course aux abîmes engagée par les idéologues dogmatiques. Il est probable que c'est avant tout à l'intérieur du P.S. que se livrera la grande bataille pour l'orientation du septennat (cf le congrès socialiste de Valence). On peut se demander combien de temps la cohésion des tendances, consolidée par des nécessités et opportunités électorales, résistera aux coups de boutoir des réalités économiques et internationales ?

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Quelques mots enfin sur la doctrine et les premiers pas du P.S. dans le domaine de la politique étrangère. François Mitterrand est un "atlantiste" sans doute sincère. Il a pris ses distances par rapport aux illusions de son vieil ami de l'Internationale Socialiste, Willy Brandt sur le pacifisme foncier et le non-expansionnisme des Soviétiques. Un de ses premiers actes à la Présidence a été de conforter la position du chancelier Schmidt dans l'affaire des fusées S.S. 20 contre la poussée neutraliste dans son parti. Aussi pour condamner verbalement l'action des Soviétiques en Afghanistan, François Mitterrand a-t-il été plus ferme que Valéry Giscard d'Estaing, à qui même certains de ses amis reprochaient de plus en plus de prêter le flanc au risque d'une certaine finlandisation en subissant l'influence d'un homme d'affaires "idéaliste", Samuel Pisar. Cependant, si l'on étudie attentivement les déclarations et les actes de François Mitterrand, on s'aperçoit que son atlantisme est assorti de limitations et de réserves. L'accord politique que, sous son égide, le P.S. a signé avec le P.C. afin de rendre possible l'entrée des communistes au gouvernement, a permis à Georges Marchais de dire sans se vanter qu'il n'avait rien cédé d'essentiel. Ainsi quant à la Pologne, l'accord s'est borné à confirmer le principe de non-ingérence, alors que nul ne peut ignorer la pression de tous les jours à laquelle les Soviétiques soumettent les dirigeants de Varsovie depuis août 1980. De même, en ce qui concerne l'Afghanistan,

où la résistance des Afghans est couramment dénoncée par les communistes comme instrument de "l'ingérence américaine", on se contentait de propos vagues. Enfin, l'accord propose une négociation sur la présence des missiles soviétiques et sur la décision d'installer des fusées américaines Pershing 2, alors que le point de vue atlantiste accorde la priorité au rétablissement de l'équilibre rompu par les SS 20 dans l'objectif de négociation. Si donc quelqu'un a fait des concessions, ce sont plutôt les socialistes. Il est aussi piquant de signaler que dans *Combat socialiste*, quotidien éphémère du P.S. M. Bailby a évoqué, en riposte aux remontrances américaines concernant la participation communiste au gouvernement français, l'exemple de la Finlande pour illustrer la compatibilité d'une telle participation avec le respect des libertés (19). Enfin, Paul Thibaud a peut-être raison en observant qu'à lire les écrits de Mitterrand, on a parfois l'impression que l'importance radicale, déterminante, du totalitarisme à notre époque, lui échappe ou du moins que la menace que l'URSS fait peser sur la liberté dans le monde n'est pas une de ses préoccupations prioritaires (20). Ainsi, lorsque le plus anti-atlantiste de ses amis, Jean-Pierre Chevènement, lui fait remarquer que la thèse sur le danger d'expansion soviétique "fait passer au second plan une menace plus réelle, plus actuelle, celle de l'appareil militaire-industriel du bloc capitaliste", Mitterrand, tout en disant qu'on aurait tort de mésestimer l'accroissement de l'armement soviétique en Europe, lui concède qu'on aurait également tort "de minimiser le côté revanchard, souvent provocateur, des forces réactionnaires du monde occidental". Certes, l'impérialisme américain ne menace pas l'intégrité de la France, mais "il s'empare de nos ressources agricoles et industrielles et nous oblige à organiser notre défense économique... J'essaie de faire face à la double menace". N'y a-t-il pas quelque ambiguïté dans les propos suivants : "Quelle différence de nature existe-t-il, s'interroge François Mitterrand, entre les idées impérialistes selon qu'elles viennent de l'Est ou de l'Ouest ?" (21). Mais depuis qu'il est à l'Élysée on doit reconnaître que sa fidélité à l'Alliance Atlantique a été exprimée clairement, et l'opposition par la voix de Jean Lecanuet l'a reconnu, tout en notant le maintien de certaines équivoques. De l'avis des experts de la politique allemande, François Mitterrand a rendu un réel service en soutenant le Chancelier Schmidt contesté dans les rangs de son propre parti à cause de sa politique concernant le déploiement des euro-missiles sur le territoire de la R.F.A.

François Mitterrand a choisi, comme ministre des affaires étrangères, Claude Cheysson, un tiers-mondiste passionné, dont on sait qu'il ne porte pas les États-Unis dans son cœur, mais qui a récemment déclaré : "il est clair que l'objectif n° 1 des stratèges soviétiques depuis dix ans est de séparer la défense de l'Europe de celle de l'ensemble atlantique" (22). Comme ministre du commerce extérieur, l'intelligent et excentrique Michel Jobert, assurément plus maurassien (ou jobertien) qu'atlantiste ; comme ami et conseiller pour les affaires d'Amérique latine, le cheguevariste Régis Debray, auteur

de "La Révolution dans la révolution", très proche de Fidel Castro et ennemi déclaré de l'impérialisme américain. C'est probablement Régis Debray qui a inspiré à Mitterrand le chaleureux message d'amitié qu'il a envoyé à Castro lors de sa prise de fonction et où il a proposé au dictateur de la Havane, une coopération "au service du respect des droits de l'homme". Sur le Nicaragua, sur le Salvador, les positions de la France de Mitterrand rejoignent désormais les orientations, des membres les plus radicaux de l'Internationale socialiste. Dans la question du Proche Orient, François Mitterrand conformément à ses engagements antérieurs, — les quelques cinq cents mille voix juives n'ont pas peu contribué à sa victoire — a infléchi l'attitude de la France, unilatéralement pro-arabe depuis 1967, vers plus de compréhension envers Israël. Le voyage de Claude Cheysson en Israël paraît avoir quelque peu amélioré le climat des relations entre Jérusalem et Paris. Mais une partie du P.S. reste anti-Israélien ou vulnérable aux pressions pro-arabes. L'annexion surprise du Golan par Israël n'a pas simplifié la situation.

On doit prendre en compte, enfin, la gêne créée dans les rapports franco-américains, par la présence des communistes dans le gouvernement de Paris, ainsi que le déphasage que connaîtra désormais la France avec son expérience économique discordante axée sur les nationalisations, par rapport aux Etats-Unis, et au reste de l'Alliance atlantique. On a noté aussi l'étonnement provoqué à Washington par la déclaration assez partisane sur le Salvador et certaines déclarations de Claude Cheysson, faites au cours de ses voyages en Amérique Centrale et au Proche-Orient. Tout cela ne veut pas dire que la France de Mitterrand ne sera pas un bon allié des Etats-Unis. Mais il y aura des problèmes. Et on peut penser que François Mitterrand aura aussi des problèmes avec quelques-uns de ses amis du P.S. et avec ses alliés du P.C.F. Les réactions divergentes du P.C.F. et du P.S. à propos des dramatiques événements de Pologne ont fourni un nouvel argument à tous ceux qui estiment contre nature l'alliance de ces deux partis.

Le septennat commence seulement. Au fur et à mesure des mois qui viennent se dessinera plus nettement le type de société voulu en France par le nouveau pouvoir socialiste.

François FEJTO.

(1) Giscard d'Estaing, 13.396.203 voix (50,81 %) contre François Mitterrand 12.971.604 (49,18 %).

(2) Le P.S. a obtenu 9.380.000 voix en 1981 contre 7.018.915 en 1978 ; le P.C. 4.003.000 voix en 1981 contre 5.791.725 en 1978. A noter qu'au premier tour des législatives de 1981, l'ensemble des candidats de gauche ont recueilli en métropole 13.850.000 voix environ soit 1.690.000 de moins que Mitterrand le 10 mai ; mais la diminution a été plus forte entre les voix obtenues par Giscard en mai et les voix de la nouvelle opposition en juin (3.610.000 voix de moins).

(3) *Le Monde*, 22 juillet 1981.

(4) Annie Kriegel, *Le Figaro*, 21 juillet 1981.

(5) Voir dans l'Annexe ce Plan.

(6) En 1972, au moment de la signature du Programme commun, le P.S. reconstitué à Epinay, représentait environ 10 % de l'opinion publique et le P.C. 23 à 24 %. En 1918 le P.S. représentait 23 à 25 % et le P.C. 20 %.

(7) Le candidat communiste contre Pompidou, Jacques Duclos a eu 21,52 %.

(8) A la surprise générale, Mitterrand réussit alors à mettre le Général De Gaulle en ballottage. Au deuxième tour, il eut 45,5 % des suffrages exprimés contre 54,59 % pour le général.

(9) Cf. François Bourricaud, *Le bricolage idéologique*, Presses Universitaires de France, 1980 ; Edgar Morin, *Pour sortir du XXème siècle*, Fernand Nathan, 1981.

(10) En 1965, la majorité des membres de la C.F.D.T. votait encore à droite. En 1974, la majorité des membres de la C.F.D.T. étaient déjà convertis à la gauche.

(11) Cf. Jean-François Bizot, *Au parti des socialistes, Plongée libre dans les courants d'un grand parti*, Grasset 1975.

(12) Mitterrand, *Ici et Maintenant*, Le livre de poche, Fayard, 1980, page 124.

(13) Mitterrand qualifiait à la même occasion Harold Wilson "d'opportuniste sans foi ni loi".

(14) Mitterrand, *op. cit.* p. 59.63.

(15) Robert Verdier, *Le Congrès de Tours*, Gallimard Collection Idée, 1981.

(16) S-C Kolm, *La transition socialiste*, Cerf 1977 ; voir aussi son article, *La transition socialiste française*, *Le Monde* 17 juin 1981.

(17) Raymond Aron, *Plus de risque que d'espoir*, *Express* 12-18 mai 1981.

(18) Yves Lulan, *News Week* 6 juillet 1981.

(19) Ph. Raynaud, *L'accord P.C. - P.S. dans Esprit*, juillet-août 1981.

(20) Paul Thibaud, *Mouvement social ou réforme politique ? Esprit idem*.

(21) Mitterrand *op. cit.* page 239.

(22) "Le Monde" : interview de M. Cheysson par Maurice Delarue (2 décembre 1981).

Le respect des architectures naturelles

La direction et la rédaction de "France-Forum" se félicitent du projet du Ministre de l'Environnement de "classer" un certain nombre de sites naturels tels les Alpilles, la Montagne Sainte-Victoire, la presqu'île de Saint-Tropez, la baie du Mont Saint-Michel, la pointe du Raz, le Ballon d'Alsace, le Canigou, le Puy-mary, le site d'Alésia, le cap de la Chèvre, les gorges du Verdon, les gorges de l'Ardèche, afin d'assurer une meilleure protection de ces zones et d'éviter les dégradations qu'a subies la Côte d'Azur par exemple.

Douze grands sites nationaux qui ne bénéficiaient pas de protection spéciale devraient donc être préservés : une heureuse nouvelle.

La culture n'est pas tout entière à réinventer. Elle requiert d'abord le respect des héritages, parmi lesquels quelques architectures naturelles depuis toujours admirées et inspiratrices. Nous donnerons toujours notre approbation à tout ce qui contribue et contribuera à mieux préserver notre patrimoine naturel, artistique, historique, touristique, et plus généralement à toute politique active et intelligente favorisant ou prenant des mesures efficaces d'amélioration de la qualité et du cadre de vie.

H. B.

PRESSE ET POLITIQUE

par Bernard VOYENNE

Très longtemps, et jusqu'à aujourd'hui, tout journal a été identifié à un homme. C'est la "tribune agrandie", comme l'appellera Benjamin Constant. L'imprimé est considéré seulement en tant que porte-voix, amplifiant une parole singulière pour lui permettre - pense-t-on - de produire de plus grands effets.

Une telle conception a régné, en particulier, sous la Révolution française, qui laissera une empreinte si durable. Les journaux y ont pullulé mais, le *Moniteur* mis à part, aucun ne se souciait d'information: ils exprimaient des opinions personnelles, donnaient libre cours à un tempérament. On entendait Desmoulins, Rivarol, Marat, le Père Duchesne, non le Club des jacobins, ni celui des Feuillants, encore moins des partis organisés.

Bien entendu chacun de ces "orateurs de l'écrit" évoluait dans un milieu, subissait l'influence de ses amis, incarnait une tendance. Mais il ne pensait pas nécessairement sur chaque sujet comme son entourage et pouvait même se trouver à contre-courant: c'est lui qui décidait de sa parole. Par la suite, les coûts devenant plus élevés, la plupart des journalistes devront recourir à des commanditaires et leur aisance de mouvement s'en trouvera passablement compliquée. Ce n'en est pas moins l'exercice d'une liberté individuelle que leurs fidèles comme leurs adversaires continueront à attendre d'eux.

Tout au long du XIX^e siècle cette image fortement personnalisée continuera à marquer la presse. L'attention se focalise sur le journal de Carrel, ceux de Girardin, de Proudhon, de Veillot, de Rochefort, de Vallès et de tant d'autres. Même quand le titre de leurs organes et parfois leurs options politiques ont changé. Ce qui compte ce n'est pas le parti, mais une voix exemplaire qui subjugué, irrite ou convainc.

D'ailleurs les partis, au sens où nous l'entendons, n'existent pas encore. Il faudra attendre 1905 et la réalisation de l'unité socialiste pour voir naître le premier d'entre eux. Encore les courants - tous formés autour d'un leader prestigieux - y demeurent-ils multiples. *L'Humanité*, fondée l'année précédente, sera essentiellement le journal de Jean Jaurès avant d'être l'organe du parti socialiste; elle deviendra l'organe du parti communiste après la scission du Congrès de Tours (1920).

LA PRESSE ET LES POUVOIRS

Il n'en est pas moins vrai que si ce sont des hommes qui

apparaissent sur le devant de la scène et captivent leur audience par la magie du verbe, des forces plus ou moins organisées, plus ou moins secrètes, ont toujours cristallisé les idéologies et les intérêts des groupes. A leur service - à moins que ce ne soit le contraire - l'argent, nerf indispensable de tout combat. D'autant plus nécessaire que les très faibles tirages faisaient de presque tous les journaux des entreprises à fonds perdus.

Encore aux débuts de la III^e République, chaque fraction ou sous-fraction du monde politique tenait à avoir son organe, fût-il minuscule. On ne comptait pas un journal républicain mais plusieurs; de nombreuses feuilles légitimistes et orléanistes, et non un seul journal monarchiste. De même pour les écoles socialistes. Plus la presse a de mal à vivre et plus elle est divisée: c'est une règle constante. Certaines de ces petites feuilles dites "d'opinion" subsisteront dans l'entre-deux-guerres et l'on s'étonne aujourd'hui d'une influence sans rapport avec leur importance matérielle. *L'Action française* en est le plus remarquable exemple.

Si les journaux sont dans la mouvance - large ou étroite - de ce que l'on appelle alors les partis, et que nous désignerions plutôt sous le nom de groupes de pression, ils entretiennent aussi des rapports avec le Pouvoir. La discrétion et la complexité de ces échanges en rendent l'analyse difficile, mais leur réalité n'est pas discutable. Elle explique non seulement les fluctuations mais l'existence de bon nombre d'organes, petits et même grands.

Les gouvernements, qui avaient étroitement contrôlé la presse depuis ses origines, n'entendaient certes pas se priver de ce moyen d'action, pour sacrifier aux idées nouvelles. Des ministres héritiers de l'Empire, voire formés sous la monarchie de Juillet, considèrent donc comme de leur devoir de soutenir les "bons" journaux (ceux qui les approuvent) et de gêner autant que possible les "mauvais" (les opposants). A peine la III^e République a-t-elle été proclamée - à une voix de majorité, il est vrai - que le ministre de Fourtou s'adresse ainsi à ses préfets: "*Il faut protéger l'ordre et la morale contre la propagande coupable qui menace non seulement le fonctionnement régulier des institutions mais toute l'organisation sociale*" (janvier 1876). On sait ce que parler veut dire...

La loi établissant la liberté de la presse ne sera votée que le 29 juillet 1881: on vient de fêter son centenaire. Elle a omis d'interdire, et pour cause, l'utilisation des fonds

secrets dans le but d'aider les feuilles gouvernementales à penser juste. Et, bien entendu, l'autre camp s'en plaint à grand bruit, en majorant probablement l'importance de cette manne. Déjà aussi la publicité financière de l'Etat commence à être "judicieusement" répartie: il y a même des subventions directes.

Enfin la pratique des "enveloppes" remises directement aux journalistes, permet de s'assurer et d'entretenir bien des amitiés, y compris dans l'opposition. Après tout, se dit-on, mieux vaut ne pas exposer ces pauvres diables à des tentations plus douteuses ! L'un n'empêche pas l'autre, pourtant, comme le démontreront l'affaire de Panama et celle de l'emprunt russe (voir *L'Abominable vénalité de la presse*, de Raffalovitch).

DES JOURNAUX POUR LES LECTEURS

Cependant, alors que se perpétue une petite presse à l'intention presque exclusive de la classe politique, une autre est déjà née et il ne lui faudra que quelques décennies pour occuper pratiquement tout le terrain. Ce sont les journaux de masse, produits d'une double apparition:

un nouveau public en mesure de consommer et de nouvelles machines permettant d'abaisser considérablement le prix de revient par les grands tirages. Avec, bien entendu, le recours à la publicité commerciale qui est le corollaire de cette révolution à la fois sociale et technologique.

Dans le prodigieux développement qui caractérise cette époque, certains ont compris que la presse pouvait être aussi une affaire, et même une très bonne affaire. A condition d'être faite pour ses consommateurs, comme tout produit commercial. Pour réussir il faut aller à la rencontre des nouvelles couches de la petite bourgeoisie et du peuple en leur parlant *leur* langage. Là est le nombre; là aussi une énorme demande potentielle pour un produit peu coûteux, à la fois source de distraction et ouverture sur le monde.

Le premier organe de ce type en France - et l'un des premiers au monde - est *Le Petit Journal* de Moïse-Polydore Millaud, sorti le 1^{er} février 1863, vendu un sou (5 centimes) quand les autres sont à 15 ou 20 centimes. Résolument populaire, il offre un savant dosage de nouvelles sensationnelles, de feuilletons, de mots pour rire, mais sait aussi être informatif quand un sujet concerne véritablement ses lecteurs. Ceux-ci lui en sont reconnaissants: en peu d'années le tirage grimpe à 300.000 exemplaires, puis 500.000 et au-delà. Tandis que les journaux dont on parle dans les salons ne dépassent guère les 10 ou 15.000 exemplaires - quand ils les atteignent - et n'en bougeront pas.

D'autres marchent sur cette trace, mais ils sont plus limités à une clientèle parisienne - "boulevardière", comme l'on dit alors - tel *Le Figaro* relancé par Hippolyte de Villemessant. On y trouve abondance de potins, de chroniques écrites d'une plume légère, mais aussi les premiers reportages en France ou même à l'étranger, que le personnel politique "sérieux" méprise d'ailleurs, comme s'il s'agissait de plaisanteries de garçons de bains. "*Cela fait rire, voilà tout !*" dira un jour avec dédain le député Depeyre à la tribune de la Chambre. Hors d'une parole politique, engoncée dans un col à manger de la tarte, il n'est évidemment rien qui mérite considération.

LA POLITIQUE AU VESTIAIRE

En vérité c'est surtout la "grande" politique, notamment internationale - celle dont on aime à disserter dans les anti-chambres du pouvoir - qui a été chassée des colonnes de la nouvelle presse. Mais il s'en faut de beaucoup que toute préoccupation politique, pour ne pas dire électorale, y soit absente.

Aucun directeur de journal ne renoncera en effet de son propre gré à imposer ses idées au plus grand nombre ou, du moins, à rêver qu'il en soit ainsi. Il faudra l'expérience, cette grande inspiratrice des hommes d'affaires, pour qu'ils comprennent enfin où se situe leur véritable intérêt. Cette leçon viendra, du moins en France, avec

Dessin dans "L'illustration" du 10 Juin 1848

l'affaire Dreyfus et elle ne sera jamais oubliée.

Le pays est pratiquement divisé en deux. Chacun est sommé de choisir. *Le Petit Journal* (alors dirigé par Ernest Judet, journaliste assez classique) se lance dans la bataille comme il l'avait déjà fait avec succès lors du scandale de Panama, en prenant violemment position contre Dreyfus. Cette fois le résultat est tout différent: le tirage - alors d'un million d'exemplaires, le premier au monde à atteindre ces hauteurs - chutera rapidement de quelques centaines de mille et ne cessera plus de décliner. Choqués dans leurs convictions, les dreyfusards étaient partis, mais aussi ceux des lecteurs qui ne voulaient pas entendre parler de ce débat gênant. Le journal eut-il opté en sens contraire que le résultat eut été probablement le même.

Au contraire, un concurrent qui était resté jusque-là loin derrière, *Le Petit Parisien* se met à monter irrésistiblement (il dépassera, moins de quarante ans plus tard, les 2 millions, record national absolu). La raison de cette faveur subite? le journal s'était prudemment abstenu de se prononcer sur l'innocence ou la culpabilité du capitaine. Sans doute une partie des lecteurs n'avait pas été satisfaite mais, du moins, n'en avait-on gravement mécontenté aucun.

Désormais les débats brûlants seront traités avec la plus grande circonspection, ou même carrément occultés par les grands journaux populaires, exactement comme le font les commerçants avisés pour qui "le client a toujours raison". Il est impossible de faire plaisir en même temps à tout le monde: mais, évitant les abîmes de droite et de gauche, la seule voie praticable est celle qui divise le moins. A condition d'être suffisamment agrémentée de charmes divers.

MORT DES ORGANES DE PARTI

Cela ne signifie pas, naturellement, que les gens de presse se soient définitivement interdit d'avoir des opinions et de chercher à les répandre. Il est bien d'autres moyens que la prise de position avouée pour influencer autrui et les plus discrets sont les plus efficaces. "*Je n'ai pas besoin d'éditoriaux*, disait Villemessant déjà nommé, *Mes Titres y pourvoient amplement!*"

Les journaux de masse ne peuvent plus, en revanche, épouser les positions d'un parti constitué. En effet, aucun d'eux, dans un pays comme le nôtre, n'a assez d'adhérents vraiment convaincus pour former une clientèle suffisante. En outre, les militants mis à part (et encore!), tout se passe comme si les gens n'aimaient confier ni leur information ni, surtout leurs distractions aux gens pour lesquels ils votent.

Il est évident que tout organe de presse, comme tout homme, a une tendance politique, même quand il prétend ne pas en avoir. La ligne suivie par un journal est la résultante complexe des intentions de ses propriétaires,

des inflexions multiples de ses journalistes, parfois des vœux de ses annonceurs et enfin de la réponse des lecteurs. Dans certains cas, quand se dégage un large assentiment, les prises de position peuvent être assez nettes. Sur les questions controversées, l'approche devra se faire plus ou moins indirecte.

En fait les clivages entre journaux sont beaucoup plus économique-sociologiques que politiques au sens précis. Néanmoins la plupart d'entre eux sont en général gouvernementaux, pour la raison même qui - en régime de suffrage - fait le gouvernement: c'est le plus petit commun rassembleur. Ainsi la quasi totalité de la presse fut hostile au Front populaire, qui n'en gagnera pas moins les élections de 1936.

Déjà, à la veille de la guerre de 1914, quatre titres répondant à ces critères (*Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Matin*, et *Le Journal*), détenaient ensemble environ les trois-quarts du tirage de la presse parisienne et près de la moitié de celui de tous les quotidiens français. C'est dire que les journaux dits "d'opinion" étaient devenus négligeables. La tendance n'a fait que s'affermir entre les deux guerres, couronnée par l'apparition d'un cinquième grand qui dépassa tous les autres en poussant à l'extrême leurs caractéristiques: *Paris-Soir*.

Dans les années qui suivirent la Libération, le tripartisme au pouvoir parut amener une situation contraire. *L'Humanité* avoisinait alors les 500.000 exemplaires, *Le Populaire* (S.F.I.O.) 250.000 et *L'aube* (M.R.P.) 150.000: soit, à eux trois, autant que le champion de l'époque *France-Soir* (1 million). Mais, dès les années 50, le reflux s'amorça. Sur les trois grands journaux de partis deux sont morts aujourd'hui et le survivant ne cesse de décliner. Corrélativement, ni le gaullisme au faite de sa puissance, ni le giscardisme, ni aujourd'hui le socialisme, n'ont réussi à avoir un quotidien leur appartenant en propre.

Selon toute probabilité, la presse de parti ne revivra jamais, du moins aussi longtemps que durera la démocratie et que la France pourra s'offrir le luxe de la pimenter de trois cents sauces. Ce qui ne signifie nullement que les journaux engagés soient dépourvus d'avenir. Bien au contraire. *Le Matin*, *Le Quotidien de Paris*, en sont la preuve; et *Le Monde* au moins autant! Au surplus les techniques modernes favorisent une évolution inverse de celle qu'avait engendrée le machinisme lourd du XIX^e siècle: nous commençons tout juste à en voir les premiers effets. Mais il faudrait un autre article pour en parler.

Il reste que le public, quel que soit son vote, se méfie plus que jamais de tout ce qui lui paraît être une courroie de transmission des états-majors. Et aussi que les intrigues de la politique politicienne lui donnent plus que jamais la nausée. Saine réaction que nous nous garderons de désapprouver.

Bernard VOYENNE

L'AMÉNAGEMENT INDUSTRIEL DU TERRITOIRE ET LA RÉGIONALISATION

par Emile ARRIGHI de CASANOVA

Ni l'aménagement industriel du territoire, ni la régionalisation ne sont des idées neuves.

La première se rattache à une tradition interventionniste dont l'expression politique la plus ancienne est sans doute le colbertisme, la deuxième à notre ancienne organisation provinciale. L'une comme l'autre ont marqué les institutions et les comportements du XVII^e siècle à nos jours au même titre d'ailleurs que leurs contraires : le capitalisme financier et marchand, puis industriel, poussant à la liberté d'entreprendre et la volonté royale de cimenter l'unité nationale battant en brèche les prérogatives des parlements.

L'état, exalté dans un domaine, contesté dans l'autre, en vint à se définir par rapport à chacun, au point d'apparaître au cours du XIX^e siècle, centralisateur en politique et libéral en économie.

Les départements lui avaient servi, depuis la révolu-

tion, de trame régionale. Grâce à un quadrillage voulu comme artificiel, ils avaient brisé les particularismes provinciaux et favorisé la pénétration locale des courants d'opinion. Nous donnant de l'avance sur nos voisins allemands et italiens en matière d'unité nationale, ils avaient eu un effet retardateur sur l'évolution des mentalités, lesquelles restèrent, en effet, rurales en dépit de nos épopées militaires, coloniales ou missionnaires.

Le retournement ne s'opéra vraiment qu'après l'épreuve de la décolonisation. Ramenée à peu de choses près aux dimensions de l'hexagone, sevrée de l'orgueil de dominer, ayant perdu les attributs du pouvoir tels que le modèle romain les avait maintenus jusqu'à nous, la France réalisa ce que les aventures, proches ou lointaines, avaient englouti de richesses matérielles et humaines. Eût-elle conservé les unes et les autres, cela n'aurait sans doute pas suffi à lui permettre d'égaliser la force économique de ses voisins allemands ou britanni-

ques, mieux pourvus en matières premières et en énergie. Elle les aurait cependant davantage talonnés et, très probablement avec une autre mentalité, non plus marquée par ce mélange de prudence terrienne vis-à-vis des affaires, d'élan cocardier et de générosité, mais par une volonté de mettre d'abord en valeur l'hexagone, de l'équiper, de le peupler d'industries manufacturières et, sans rien renier des gloires passées, d'asseoir la place de la France sur la capacité de ses entreprises à affronter les luttes sévères et indécisées de la concurrence.

Cette discordance entre une apparence rurale dominante et une réalité industrielle circonscrite géographiquement, mais d'importance croissante, se maintint jusqu'aux environs des années 50, sous l'effet combiné du calcul économique des chefs d'entreprises leur commandant de s'installer à proximité des sources de matières premières et d'énergie et de la passivité de l'Etat s'efforçant de n'être ni "gendarme" ni "providence".

C'est à partir du moment où les pouvoirs publics se sont intéressés à l'aménagement de l'espace que le lien s'est établi entre l'industrialisation et la régionalisation. L'exigence d'une meilleure répartition des activités a fait redécouvrir les réalités provinciales qui ont, à leur tour, amené les responsables locaux à réagir par eux-mêmes contre le dépérissement de l'activité.

Il n'est pas sans intérêt, au moment où la loi sur la régionalisation crée des collectivités territoriales nouvelles à vocation économique dominante, de s'attacher à évaluer, d'une part, le rôle de l'industrialisation dans la renaissance des régions et, d'autre part, l'action attendue de ces dernières pour poursuivre, en l'adaptant, l'effort de pénétration industrielle du territoire.

L'INDUSTRIALISATION, MOTEUR DE LA REGIONALISATION

A - C'est de l'année 1955 que date la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire. Fluctuante dans ses modalités, elle n'a guère varié dans ses principes. Elle s'est assignée comme objectif une reconquête économique de l'espace en s'appuyant principalement sur le levier de l'industrialisation. Alors que l'agriculture se mécanisait, que la petite exploitation rurale reculait, que l'essor des activités tertiaires, à part les fonctions purement administratives, découlait, de manière directe ou indirecte, de l'envolée de la production industrielle, seule cette dernière apparaissait capable de faire aller de pair croissance de l'emploi et de la productivité.

C'est même grâce à la coexistence de ces deux mouvements, d'habitude exclusifs l'un de l'autre, que notre pays a pu tout à la fois au cours des trente années, justement nommées les "trente glorieuses", reporter une partie du potentiel de croissance de l'économie parisienne sur la province, combattre l'exode rural et rénover les zones de vieille implantation manufacturière.

Il l'a fait, bien entendu, sans assigner à l'Etat le rôle de créateur d'entreprises, ni à l'administration celui de décideur en matière de localisations. C'est aux entrepreneurs privés, comme d'ailleurs publics, qu'il laissa la responsabilité des choix. Il se réserva, cependant, de les orienter. A cet effet, il réalisa des infrastructures propres à réduire les handicaps naturels, usa d'incitations financières et fiscales modulées en fonction des localisations souhaitées et mit en œuvre une réglementation dissuasive de créations et d'extensions d'activités en région parisienne, fondée sur le système des agréments préalables et des redevances.

Le mouvement, tel qu'il peut être aujourd'hui mesuré sur une période de 25 ans, a permis de localiser, dans la province proche ou lointaine, 200 000 emplois issus de l'appareil industriel parisien auxquels sont venus s'ajouter 800 000 emplois engendrés, pour partie - 300 000 environ - par ces rameaux décentralisés et, pour la différence, soit 500 000, par des implantations d'autres provenances nationales et étrangères ou de décisions de création et d'extension prises par des chefs d'entreprise locaux.

Cet essor remarquable, qui a affecté toutes les régions, de manière certes inégale, mais partout tangible, a bénéficié, jusqu'au premier choc pétrolier, de la croissance remarquable de l'économie française (5 à 7 % par an en matière industrielle). Il a conduit non pas à répartir différemment des capacités industrielles supposées constantes, mais à localiser équitablement les marges de développement. La remarque vaut surtout pour la région parisienne qui, jusqu'à l'année 79, a connu un excédent annuel de quelques dizaines de milliers d'emplois. Ces chiffres contredisent l'opinion selon laquelle la décentralisation aurait fait œuvre de démantèlement ; ils illustrent, par contre, une évolution substituant aux usines qui s'éloignent ou disparaissent, un ensemble d'activités de recherche ou de service génératrices d'emplois qualifiés et de forte valeur ajoutée.

B - Ces transformations ont influé sur la régionalisation en faisant découvrir l'importance d'assises géographiques coïncidant avec des réalités économiques.

Les implantations industrielles ont, en effet, révélé les rapports d'interdépendance qui s'établissent entre le sol et l'activité. Ces rapports sont apparus de plusieurs façons. D'abord par la tendance à la juxtaposition d'entreprises en un lieu déterminé, généralement une zone industrielle. Les aménageurs ont, en effet, préféré les usines groupées aux usines isolées. Ils ont voulu éviter les risques de fragilité inhérents à la monoactivité et créer, tout au contraire, les conditions de la sécurité.

Il est vrai qu'à partir du moment où des usines se groupent et où divers groupements s'opèrent sur une aire géographique déterminée, les mailles d'un réseau se tis-

sent, enserrant un ensemble d'activités dans des rapports de sous-traitance, d'assistance technique et plus généralement de fournisseur à client. Le maillage englobe d'ailleurs en sus les relations bancaires, commerciales et administratives dont les chefs d'entreprises sont tributaires pour leurs décisions.

A ce réseau diversifié s'en superposent d'autres : ceux des bassins d'emploi qui traduisent les mouvements migratoires journaliers, ceux des liaisons routières, ferroviaires, voire fluviales qu'empruntent les flux d'activités, ceux des localisations d'équipements culturels, scolaires et universitaires fréquentés par les jeunes, mais aussi les adultes en quête de perfectionnement ou de recyclages. Ceux, enfin, des centres de détente et de loisirs qui constituent l'environnement auquel la population industrielle, à quelque niveau qu'elle se situe, est de plus en plus sensible.

Or, l'expérience a révélé que ces aires géographiques de dimensions variables, trouvaient leur articulation la meilleure dans le cadre des régions économiques telles que les avait définies un décret de 1919. Ce texte prémonitoire avait autorisé les chambres de commerce à se réunir dans le cadre de circonscriptions pluridépartementales définies en tenant compte des anciennes réalités provinciales, revues et corrigées en fonction de l'expérience.

Restées, dans l'entre-deux guerres, plus empiriques qu'officielles, ces circonscriptions se sont d'abord imposées comme un cadre de concertation entre responsables consulaires. Après le temps de la défaite et de l'occupation, elles ont permis de franchir un pas et d'associer les forces économiques, administratives et politiques en vue de rééquilibrer les activités, c'est-à-dire, avant tout, de remodeler la carte industrielle. Elles ont, il est vrai, dans un premier temps, surtout mis l'accent sur l'importance des infrastructures comme facteur de correction des déséquilibres géographiques. Mais il ne s'agissait, pour tous les acteurs de la vie régionale, que d'un préalable aux créations et aux extensions d'entreprises.

Ces découpages étaient à ce point bien ajustés que c'est, à peu de choses près, dans leurs limites que se sont inscrits les établissements publics régionaux de la loi de Juillet 1972 et que vont maintenant se situer les collectivités territoriales de plein exercice que leur substitue la loi de décentralisation.

Une œuvre patiente et persévérante fondée sur la force d'entraînement de l'industrialisation a donc abouti à susciter des circonscriptions à vocation et ambition économiques. Elle n'a pas pour autant mis en cause l'existence des départements. Ceux-ci, étrangers dès leur origine à ce type de préoccupations et d'ailleurs impuissants à les assumer, se sont par contre affirmés comme le niveau convenable d'une bonne administration de gestion.

En réalisant ce partage des tâches de manière presque spontanée, l'industrialisation a fait apparaître la région comme la circonscription qui, par ses dimensions et l'homogénéité ou la complémentarité de ses caractéristiques, était la plus apte à mettre en œuvre une bonne coordination entre l'aménagement du sol et la capacité d'un territoire à attirer les initiatives créatrices d'activités en leur offrant les moyens de se concrétiser.

C - L'industrialisation a eu un autre effet non moins déterminant pour l'évolution des régions. Elle a contribué au déclenchement d'un processus d'organisation institutionnelle.

Comment expliquer ces liens de connexité ? Ils trouvent, en tout premier lieu, leur origine dans un souci d'efficacité, lui-même entretenu par une transformation des mentalités. Les groupements consulaires du décret de 1919 avaient révélé l'intérêt d'une instance de concertation pour débattre de problèmes économiques d'intérêt commun. S'ils ont été à l'origine de quelques grands projets d'aménagement : la canalisation du Rhône, par exemple, ils ont surtout contribué, par la qualité de leurs avis, à rendre l'appareil administratif sensible à l'importance des équipements comme facteur de développement.

Leur principale faiblesse tenait aux lacunes de leur représentativité. L'appellation région économique dont ils se couvraient était, de ce point de vue, plus une anticipation qu'une réalité. S'ils représentaient les entreprises, et encore pas toutes, puisque l'artisanat et l'agriculture échappaient à leur compétence, c'était par le canal de leurs dirigeants. Ni les syndicats ouvriers, ni les composantes universitaires, culturelles, associatives des régions ne siégeaient au sein de ces groupements.

A quoi tenait l'identification d'un tout à l'une de ses parties seulement ? A des disparités d'influence certes, mais aussi aux pesanteurs d'une société ignorant la poussée des forces vives et accentuant les tendances conflictuelles dans la mesure où l'ignorance nourrit les incompréhensions.

La poussée industrielle n'a certes pas effacé les clichés, ni balayé les arrière-pensées, elle a cependant fait progresser la notion de partenaires. Les méthodes de planification à la française ont préparé les voies en privilégiant la concertation à l'intérieur de commissions spécialisées où patrons et syndicalistes se retrouvant côte à côte ont découvert qu'ils avaient entre eux des dénominateurs communs. La décentralisation industrielle a confirmé les points de convergence. Rares ont été les déménagements d'entreprises. Il s'est agi, le plus souvent, d'extensions décentralisées placées sous l'autorité de responsables issus de l'encadrement. En s'insérant dans le tissu provincial, ils y ont apporté des préoccupations de rationalité économique et de dynamisme conquérant, caractéristiques de cette race de décideurs qui ne sont ni

patrons, ni salariés, tout en s'apparentant aux premiers par les pouvoirs et aux seconds par leur statut. Il n'est pas rare qu'ils aient été accompagnés d'un noyau de collaborateurs : contremaîtres et ouvriers qualifiés. Ceux-ci, en acceptant de se déplacer, ont amené avec eux la fierté du métier et témoigné d'un attachement à l'entreprise l'emportant sur les désagréments du dépaysement. Les uns et les autres ont apporté aussi la pratique du dialogue syndical plus répandu en région parisienne et dans la grande entreprise qu'ailleurs.

La décentralisation a, enfin, d'une certaine manière, donné de l'entreprise en tant que collectivité humaine une image plus solidaire. Les risques partagés d'une aventure rapprochent, en effet, ceux qui ont accepté de la courir ensemble quelles que soient les positions hiérarchiques.

Toute l'animation industrielle qui en est résultée, si elle a suscité une floraison d'initiatives visant à assurer l'accueil et l'assistance en même temps qu'un intense travail de propositions et de recommandations, a, cependant, fait apparaître la limite des pouvoirs de décision localement exercés. Elle a révélé notamment que la décentralisation contribuait à régler les problèmes d'emplois, mais n'apportait qu'une réponse insuffisante à un meilleur partage de responsabilités. Elle a mis en lumière une hiérarchie d'un nouveau genre entre la province et Paris, non plus celle de l'activité intense ici, contrastant avec l'activité réduite ailleurs, mais celle d'aires géographiques pour décideurs, îlots restreints face à la plus grande partie du territoire, jugée capable d'accueillir surtout des exécutants.

L'essor de la province butait ainsi sur un obstacle majeur. Elle avait dépéri parce qu'elle avait subi une hémorragie humaine. Sa léthargie s'était aggravée sous l'effet d'une organisation administrative conçue en dehors des réalités économiques. Or voilà que l'industrialisation en relançant l'activité affermissait l'espoir d'une reconquête démographique de l'espace sans parvenir à éviter que s'ajoutent aux liens de subordination du centralisme administratif et politique, ceux du centralisme économique.

L'un renforçant l'autre, le besoin s'est fait pressant d'une organisation institutionnelle capable d'incarner une réelle volonté de décentralisation. C'est de ce besoin que sont nés les comités d'expansion. Ils se sont développés à divers niveaux. La formule a cependant trouvé sa traduction la meilleure dans le cadre géographique régional où elle a rassemblé des porte-parole qualifiés capables d'embrasser des problèmes auxquels un espace convenablement délimité donnait consistance et cohérence.

Ces comités ont été les précurseurs de structures qui, à travers des modalités successives (commissions de développement économique régionales (CODER), établissements publics régionaux de la loi de 1972 et maintenant

collectivités territoriales) ont maintenu le principe d'une collaboration entre élus du sol et représentants des forces vives, cimentée par une finalité dominante, celle du développement économique régional.

Le terme de cette évolution, que nous sommes en train de vivre, marque le passage de la déconcentration à la décentralisation, autrement dit du pouvoir des bureaux à celui des élus.

Ceux-ci auront ainsi connu, en matière de politique régionale, trois types d'intervention. L'un où leur rôle n'était que de proposition, un autre où le pouvoir de décider leur était reconnu dans les limites de compétences d'un établissement public par nature spécialisé, le troisième, enfin, où le statut de collectivité territoriale déspecialisée élargit leurs pouvoirs, sans cependant leur ouvrir d'autre champ d'intervention que celui de la vie régionale.

Alors que va s'opérer une mutation fondamentale dans les rapports entre l'Etat et les composantes régionales de la nation, l'importance du résultat ne doit pas faire oublier le rôle capital de la démarche elle-même. Celle-ci a été caractérisée par la volonté d'aboutir, à partir d'une évolution des situations concrètes, à une nouvelle définition des structures et des pouvoirs. Dans cette modification des réalités de terrain, la tension dialectique entre élus, forces vives et administration a joué un rôle déterminant. Elle a rapproché les deux premiers pour mieux affronter la dernière, tantôt pour la convaincre, tantôt pour la seconder, tantôt pour contester ses vues ou ses décisions. Les délais d'attente et de réponse, les insatisfactions ont provoqué irritations et découragements. Les énergies y ont aussi trouvé motif à se déployer et à faire avancer la solution de problèmes concrets, souvent grâce à l'appui de l'appareil d'Etat, même s'il ne fut acquis qu'après un effort patient.

La balance a été dans l'ensemble positive, le pouvoir de proposition, de conviction, d'initiative ayant suppléé à l'absence d'abord, à l'insuffisance ensuite, du pouvoir régional de décision.

Maintenant que le pouvoir régional l'emporte, que peut en attendre la politique industrielle ?

LA REGION SOUTIEN DE L'INDUSTRIALISATION

Cette question on appelle une autre qui lui est préalable.

A - L'industrialisation demeure-t-elle le moteur du développement ?

A considérer les évolutions, il y aurait lieu d'en douter. Les industries de main-d'œuvre émigrent vers le Tiers monde en raison de l'attrait des bas salaires. Celles qui

demeurent sur place ont accompli des progrès de productivité d'une telle ampleur qu'elles produisent davantage avec des effectifs moindres. La première révolution industrielle avait largement compensé les pertes d'emplois dues à la mécanisation par les gains d'emplois dus à l'extraordinaire diversification des productions. Cette diversification est aujourd'hui plus extraordinaire encore, mais aucune branche n'échappe au remplacement de la force de travail de l'homme par les machines transferts et les robots.

Sommes-nous pour autant entrés dans l'ère post-industrielle comme le proclament certains sociologues ? Ce serait une grave erreur de prendre à la lettre un abus de langage.

Si l'expression traduit la contraction de l'emploi industriel, elle ne fait qu'expliquer une vérité statistique que la montée du chômage rend évidente pour tous. Si elle vise la place croissante des activités tertiaires et notamment de la recherche, des services techniques, administratifs, culturels, d'hygiène, de loisirs, génératrices d'une croissance spectaculaire de l'emploi dans ces divers secteurs, elle traduit un autre aspect de la réalité.

Si, par contre, la notion de société post-industrielle prétend signifier que la production n'est plus la force d'entraînement de l'économie, elle accrédite une idée erronée et dangereuse.

Ce n'est pas parce que ses effectifs se contractent que l'industrie pèse d'un poids moins lourd. L'accumulation du capital technique n'y a jamais été aussi forte, les besoins de financement aussi importants, le recours à du personnel qualifié aussi nécessaire. C'est elle qui engendre la poussée du secteur tertiaire, soit qu'une certaine spécialisation l'amène à isoler des fonctions qui lui étaient naguère incorporées, soit que la complexité des divers circuits exige plus de densité de matière grise que de force physique, soit enfin que l'élévation du niveau de vie -effet dérivé du progrès technique- crée des besoins à finalité moins utilitaire. Même dans ce dernier cas, le plus éloigné apparemment du processus de production, la recherche d'un équilibre entre fonctions utilitaires et épanouissement intellectuel et corporel n'est pas sans influence sur le taux de productivité.

De quelque point de vue qu'on les considère, les fonctions tertiaires ne peuvent donc naître de leur propre nécessité. Elles précèdent, accompagnent ou prolongent les activités de production. Ce rappel amène naturellement à souligner l'erreur qui consisterait à tirer un trait sur l'industrialisation régionale et à lui préférer des substituts tels que le tourisme ou les services. Sans doute ne faut-il en récuser aucun. Les atouts climatiques, architecturaux, historiques sont loin d'être négligeables. Ils sont cependant d'autant plus utiles qu'ils sont mis en œuvre dans un contexte diversifié, correcteur des effets de discontinuité saisonnière ou des risques de fragilité de toute

mono-activité, surtout lorsqu'elle est touristique et subit plus qu'elle ne provoque les variations du pouvoir d'achat.

Il en va de même pour les services. Mis à part des cas exceptionnels comme Sophia-Antipolis près de Nice, ils ne s'agglomèrent que là où ils ont une utilité d'amont ou d'aval géographiquement proche, soit qu'un complexe industriel suffisant existe, soit qu'ils en préparent le développement. Le cas de Toulouse où le potentiel de recherche a favorisé la concentration d'industries aéronautiques et spatiales illustre cet effet d'anticipation et d'attraction.

B - La chance de développement des régions passe donc par la poursuite de leur industrialisation.

Si celle-ci s'impose en raison de sa force d'entraînement, elle s'impose aussi pour une autre raison.

Aussi longtemps que l'économie était portée par l'expansion, la pénétration industrielle du territoire pouvait apparaître comme *la bonne œuvre* de l'économie nationale ; maintenant qu'il ne s'agit plus de canaliser l'expansion, mais d'en recréer les conditions, la question n'est plus : comment répartir équitablement un potentiel de production en attente de localisation, mais : comment faire concourir les ressources et les capacités des régions à la politique industrielle nationale ?

A ceux qui pourraient taxer cette position d'irréaliste, il suffira de faire observer que la situation d'aujourd'hui ne peut être jugée avec les critères d'hier.

Il était, en effet, illusoire d'envisager un effort industriel autonome des régions aussi longtemps que notre essor global était fondé sur l'importation de matières premières et d'énergie à bas prix et que les comportements industriels n'avaient entamé les comportements ruraux que dans des zones territorialement restreintes.

Il n'était pas davantage concevable de s'appuyer sur le tissu de petites et moyennes entreprises dont le maillage, bien qu'inégal, couvrait cependant la majeure partie des régions. La mode était alors aux grands groupes et aux opérations de concentration. Les structures traditionnelles étaient traitées comme des survivances, encensées dans les discours électoraux, mais promises au mieux, selon l'opinion des experts, à la stagnation.

Aujourd'hui, les retournements conjoncturels consécutifs aux chocs pétroliers et aussi à certaines surcapacités sectorielles préexistantes à ces chocs, ont rendu possible ce qui, hier encore, eût pu paraître, à bon droit, utopique.

Le redéploiement industriel illustre ces possibilités. Il met, en effet, l'accent sur des activités capables de trouver en province de nombreux points d'application. Tout ce qui concerne les énergies nouvelles, l'exploitation des

mers, la filière bois, l'agro-alimentaire, sans oublier la reconquête du marché intérieur par les industries de main-d'œuvre telles que celles dérivées du textile et du cuir, touche pour des raisons tenant soit aux conditions climatiques, soit aux ressources naturelles, soit aux traditions industrielles, la presque totalité des régions.

L'évolution des structures industrielles ne place plus sur un piédestal les seuls groupes puissants. Les unités plus restreintes, loin de se situer à contre courant, révèlent leur capacité d'adaptation. Elles sont le siège de rapports humains personnalisés. Les progrès de la technologie leur permettent de rester elles-mêmes tout en utilisant des capacités de production et donc de concurrence accrues. Elles offrent une ambition raisonnable aux créateurs d'entreprises et aux investisseurs locaux.

Elles peuvent accueillir l'innovation avec d'autant moins de préjugés qu'elles s'adaptent avec plus de souplesse et qu'il est plus facile pour un créateur de trouver un marché pour un produit nouveau que de bousculer des positions acquises.

La natalité industrielle est enfin l'un des meilleurs auxiliaires du recul du chômage. Si l'emploi diminue par unité de production, rien ne le condamne à diminuer globalement, si ce n'est une démographie industrielle où les naissances ne compenseraient même pas les pertes.

En conséquence, plus le tissu industriel des petites et moyennes entreprises sera dense et quadrillera le territoire, mieux sera assurée la mise à contribution de toutes les potentialités humaines, naturelles et géographiques des régions et, par voie de conséquence, l'aptitude de ces dernières à devenir de vrais partenaires du développement économique national.

C- C'est dans ce contexte que les régions vont commencer leur carrière de collectivités majeures. Cet article n'avait pas pour objet de décrire les mécanismes qui accompagnent cette promotion, mais d'en marquer la finalité. Il visait à apprécier si l'ambition dont elles sont porteuses sera à ce point mobilisatrice qu'elle relaiera un effort d'industrialisation destiné à s'épuiser s'il reste tributaire d'impulsions extérieures. Or, tout concourt à placer la poursuite de l'industrialisation au premier rang des problèmes urgents et de longue haleine qu'elles auront à résoudre.

Largement redevables de leur naissance à l'effort antérieurement poursuivi, elles joueront leur avenir sur leur aptitude à en prendre le relais.

Le risque qui les guette est de s'intéresser davantage au pouvoir pour lui-même qu'à la solution des problèmes concrets.

Il est bien connu que l'hypertrophie du politique est en raison inverse du retard économique : ou bien les futurs élus régionaux auront en vue par priorité de combler ce retard et leur action sera marquée de réalisme et d'efficacité, ou bien ils seront tentés de reculer les limites de leurs compétences et ils alimenteront des tensions dont nul ne peut prévoir si elles raviveront le centralisme ou affaibliront l'Etat.

Pour que les régions préfèrent la sagesse à l'aventure, il ne suffit pas de leur conférer des pouvoirs, encore faut-il qu'elles disposent de moyens. Ceux-ci resteront incertains aussi longtemps que le deuxième volet de la loi sur les droits et libertés des collectivités territoriales n'aura pas été voté. Les transferts de ressources doivent aller de pair avec les transferts de responsabilités. Mais les ressources que procurera la matière imposable régionale seront insuffisantes, là où le retard est le plus grand, si la solidarité nationale ne continue pas de s'exprimer.

Elle ne pourra le faire que grâce à une péréquation de ressources où les plus riches seront sollicités au profit des plus démunis, faute de quoi l'écart, loin de se combler, se creuserait encore.

La conciliation entre l'autonomie économique régionale et le rôle coordonnateur et compensateur de l'Etat dépendra d'une bonne articulation entre les plans régionaux et le plan national, traduite de manière opérationnelle par un réseau de relations contractuelles entre les collectivités territoriales et l'Etat, de même qu'entre collectivités locales de divers niveaux. C'est dans ce tissu d'engagements réciproques que l'autonomie régionale trouvera les compléments capables de l'affranchir de ses limites sans la faire dévier de sa finalité.

La partie qui s'engage est loin d'être gagnée. La régionalisation reste un pari. Sa réussite ou son échec est entre les mains de ceux qui la mettront en œuvre. La sagesse voudrait qu'ils refusent la tentation de transformer les futures assemblées en parlements locaux, qu'ils s'y comportent en décideurs, en gestionnaires, en éveilleurs d'initiatives issues du terroir et qu'ils ajoutent aux préoccupations de saine administration, cet influx d'ardeur que donne l'appartenance à une collectivité dont on est l'élu et à laquelle, de ce fait, on doit des comptes.

C'est, en définitive, une classe politique d'un type nouveau qu'appellent les institutions régionales, moins préoccupée de joutes oratoires et d'affrontements idéologiques que de reconquête de l'espace par l'activité. Si cet avènement échoue, nous courrons le risque de l'aventure, s'il réussit, la régionalisation prendra place parmi les grands desseins de notre temps.

Emile ARRIGHI de CASANOVA

VIEILLIR VERS L'AN 2000

par Charles DELAMARE

Le vieillissement devient le cauchemar de l'Occident. Dès aujourd'hui, celui-ci constate le rapetissement auquel sa démographie le condamne, à l'aube du XXI^e siècle. Dans un monde de plus en plus tassé, de plus en plus resserré, de plus en plus unifié, ne peser que le dixième de l'ensemble ne favorise pas l'optimisme. Surtout lorsqu'on prétend demeurer libre, riche et heureux.

"Surgit amari aliquid medio de fonte leporum"(1) comme disait Lucrèce : le goût funèbre de la décadence vient gâter les satisfactions et corrompre les espérances.

L'innovation s'enlisera dans des cerveaux sclérosés. Les initiatives créatrices vont se racornir dans des mains tremblotantes. Les arts se dessècheront par tarissement de la sève. La Sécurité Sociale épuisée par les ponctions des retraités écrasera les quelques actifs encore à l'ouvrage, avant de s'écrouler dans un grand bruit de formulaires froissés.

Le pressentiment de ces désastres explique la hargne avec laquelle sont traités les vieux. "Qu'ils crèvent au plus vite ! Qu'ils épargnent aux êtres beaux et jeunes (que nous sommes) le spectacle répugnant de leur déchéance ! Qu'ils se cachent, s'ils ne veulent pas disparaître dans la terre ! Ils coûtent cher ! Ils sont inutiles. Ils sont aigris. Ils sont bêtes. Ils sont laids". Ce discours est tenu par les magazines illustrés, par la télévision, par les héritiers et les prolétaires, les automobilistes et les "joggeurs". Pas de cette manière franche, mais d'une façon encore plus persuasive, sous le voile des allusions, ou dans la glorification de l'anti-vieillard, de l'homme moderne.

Celui-ci n'emprunte jamais les traits d'Abraham ou de

Ninon de Lenclos. Il (ou elle) s'avance sur des paturons solides, le teint hâlé, les dents éclatantes, les muscles roulant sous une chemise entrouverte, les fesses moulées dans des maillots de bain discrets comme la presse du dimanche.

Derrière ces idoles placardées sur tous les murs de la vie quotidienne court une foule haletante de femmes et d'hommes, tels qu'ils ne devraient pas être. Dans la profession, les relations sociales, les promenades publiques, des Français ventripotents, des Françaises rondouillardes s'efforcent de contraindre leur nature épaisse pour s'approcher du modèle juvénile, blanc, anglo-saxon qu'ils adorent sans restriction, ni réflexion.

L'entrée dans la retraite sonne l'abandon définitif de ces prétentions difficilement assumées pendant l'adolescence et toute une vie de labeur. Chacun prend conscience de son inutilité. Devenir un poids mort annonce qu'on sera bientôt mort. La sagesse ancestrale se conjugue avec le culte moderne de la juvénilité pour ne promettre rien de bon à celui qui quitte son travail pour "aller en pension", à peu près comme on va au coin. Cette amère expérience est faite tous les ans par un nombre croissant d'individus. La montée du chômage s'accompagne d'un abaissement de l'âge d'activité. Ainsi devient-on vieux de plus en plus jeune.

Les Pouvoirs Publics, les entreprises, l'opinion poussent un soupir de soulagement quand ils constatent qu'un nombre croissant de personnes peuvent être repoussées à coups de bulldozers législatifs hors des limites du travail policé. Autant leurs droits suscitaient des débats et des initiatives politiques lorsqu'elles possédaient le statut de travailleur ou de chômeur, autant leur

existence se vide-t-elle d'intérêt du jour où elles sont mises à la retraite. Elles sont plongées dans une sorte de Nirvâna, d'où elles ne sortent que pour entrer dans un monde meilleur. Pourtant, ces êtres mis entre parenthèses, acceptant docilement leur condition d'hilotes de la société productiviste, deviennent de plus en plus nombreux, de moins en moins affaiblis par la pénurie et la maladie.

La prospérité des trente dernières années a légué aux retraités une situation matérielle plus satisfaisante que ce qui a jamais été connu. Les progrès de la médecine donnent une vingtaine d'années en moyenne à chaque personne partant en retraite. Ce n'est pas un mince cadeau.

Que peut en faire le peuple timide des vieillards, des nouveaux vieillards ? Se poser la question entraîne en effet une motivation profonde dans la représentation que se font encore la plupart de nos compatriotes sur la dernière partie de leur vie.

Que celle-ci puisse être active, ouverte, riche est une idée qui rompt avec les préjugés anciens. Il faut l'avoir et la propager. La vieillesse n'est plus ce qu'elle était. Elle offre des ressources insoupçonnées à une nette majorité de nos concitoyens.

Ma réflexion part de cette constatation. La question que l'on ne peut manquer de se poser immédiatement après consiste à savoir ce que l'on peut faire des possibilités nouvelles offertes à quelques neuf millions d'individus.

À l'abattement doit succéder l'activité. La résignation doit être remplacée par la recherche, par l'exploration, par la conquête. De quoi ? De soi-même.

La civilisation moderne qui a produit la richesse grâce à laquelle la retraite change profondément de sens et de contenu demande des sacrifices. En particulier ceux des personnalités. La discipline de la production fait passer sous sa toise ouvriers, employés et patrons. Les coups de fouet de la consommation ont arraché par lambeaux la vieille culture qui enveloppait chaque nation comme d'une toison.

L'Européen à la fin du XX^e siècle est nu, comme le roi dans le conte d'Andersen. Ce n'est plus aux enfants de le crier, mais aux vieillards. À eux de proclamer cette évidence inimaginable : notre culture, en quelques dizaines d'années, s'est volatilisée. Seul règne le standard américain, d'Edimbourg à Vienne. Pour se retrouver eux-mêmes, les retraités ont à remplir une mission : créer une nouvelle culture pour l'ensemble de la communauté.

C'est au cours de cette quête qu'ils découvriront les réponses aux grandes questions assaillant tout être humain, assez sage et assez fort pour s'extraire du tumulte entretenu par la publicité, la télévision, les dis-

cours politiques. Les personnes âgées ont la chance, grâce à la semi-exclusion qui les frappe, d'être en position d'entreprendre une telle aventure. La retraite, au sens religieux ou philosophique, précède toujours l'action des grands réformateurs. Ce qui semble une malédiction peut se transformer en une chance de renouveau.

Elle ne peut pas être saisie par des individus isolés, même si ceux-ci doivent avoir opéré au préalable un effort personnel pour suivre le retournement qu'elle implique. Il est évident que ce mouvement s'étiolera et déperira s'il n'est pas porté par un vaste courant collectif. Prendre conscience de leur nombre, de leur force, puis s'organiser pour agir sur les gouvernants et sur la société, telle est la tâche qui doit aiguillonner les nouveaux vieillards. Pourquoi languiraient-ils tristement, alors qu'ils ont à accomplir une œuvre profondément originale, d'une éclatante utilité ? Eux seuls, appuyés par les jeunes de bonne volonté, sont en mesure de passer au crible notre civilisation, de distinguer son acquis des défaillances de la culture et de brandir à nouveau le flambeau éteint de cette dernière. La crise économique n'est que le reflet de la transformation en profondeur des rapports intellectuels et moraux au sein du monde occidental, ainsi que celle de ses relations avec les autres cultures qui l'entourent et qui bientôt l'assailleront. Il ne s'agira pas d'instaurer une lutte des classes d'âge, mais au contraire de mettre au service des générations nouvelles et futures la réflexion et la sagesse des retraités d'aujourd'hui.

Des recettes pratiques aideront à soutenir cette action, tant sur le plan personnel que sur le plan collectif. L'essentiel ne peut être fourni par la médecine. On a trop tendance à tenir un langage exclusivement thérapeutique à toute personne ayant franchi la ligne de la retraite, comme si elle avait passé la porte d'un vaste hôpital. La gériatrie va faire beaucoup de progrès. Elle jouera un rôle fort utile pour que nous finissions tous en beauté. Mon propos consiste à affirmer qu'elle restera une auxiliaire, précieuse certes, d'un changement qui doit s'opérer ailleurs et autrement. Les vieillards ne doivent pas être seulement l'objet de tous les soins. Ils ont à s'affirmer en tant que sujets. D'où l'importance des méthodes d'organisation, d'éducation, de communication qu'il faut savoir imaginer. Grâce à celles-ci, les retraités pourront mettre les techniques modernes au service de leur propres besoins, corporels, intellectuels et sentimentaux. Jusqu'à maintenant, presque aucun effort n'a été entrepris dans ce sens tant cet investissement paraissait peu intéressant. Chacun acceptait l'idée que la retraite neutralisait une partie de la population, et qu'il n'y avait pas lieu de consacrer beaucoup de temps et d'efforts à des individus en voie rapide d'extinction, à l'exception des traitements médicaux ou des adaptations hospitalières. Et encore !...

S'ils s'occupent d'eux-mêmes, les retraités s'apercevront qu'ils ont entre les mains les moyens de transformer leurs conditions de vie d'une manière radicale. Ils feront surface dans l'histoire du monde. Ils redevien-

dront pleinement vivants à partir du moment où ils dépasseront la préoccupation étroite de leur survie individuelle.

Leur objectif, recréer une culture, nécessite de longues méditations, des milliers et des milliers d'enquêtes, d'études, de discussions. Il n'est pas possible de le définir en quelques mots. En revanche, il n'est pas difficile d'indiquer quelle sera la trame de la recherche. Elle partira de la confrontation avec la mort. Toute culture humaine est née de ce problème, de cette énigme posée à chaque individu. Aujourd'hui, en Europe, il s'y ajoute une problématique nouvelle. La probabilité de la guerre atomique sur le territoire situé entre Brest et Brest-Litovsk laisse prévoir, non seulement la fin des existences individuelles, mais aussi de tout notre continent, avec ses richesses, son histoire et son avenir ! ...

La prise de conscience de ce fait impensable il y a trente ans provoque un choc psychologique, une véritable répulsion. On le dissimule, on l'oublie, on le cache. La civilisation de consommation déploie tous ses artifices pour refouler dans l'inconscient cette menace du destin.

Parce que ce travail s'opère depuis trente ans, la vieille culture a été peu à peu corrompue. Dénuée de sens, elle est en train de disparaître. Elle ne pouvait subsister dans le mensonge et la dissimulation. Elle est réduite à une croûte d'esthétisme. Il faut reprendre l'interrogation de Freud : "Le progrès de la civilisation saura-t-il, et dans quelle mesure, dominer les perturbations apportées à la vie en commun par les pulsions humaines d'agression et d'auto-destruction ?". (2)

Sous l'effet de la négation du Destin, ainsi que des progrès techniques, de l'américanisation et de la mondialisation, la culture ancienne a refusé de répondre à la question du médecin autrichien. Ainsi, la culture qui sous-tend la civilisation s'est desséchée, et est tombée en

poussière. Il faut repartir à l'assaut du problème devenu de plus en plus aigu, de plus en plus pressant, de plus en plus brûlant. Comment réfréner l'agressivité du genre humain au moment même où il s'unifie ? La lutte contre la violence, la contre-violence : voilà où se trouve le cœur de la nouvelle culture, celle que les retraités d'aujourd'hui ont le devoir et la chance de mettre en œuvre.

Si ce projet se réalise, si les quelques neuf millions de retraités que compte notre pays se mettent en marche, il apparaîtra qu'ils sont capables de montrer une issue à la crise de la civilisation. L'accroissement dans la population du nombre des personnes âgées n'aura pas l'effet négatif que l'on imagine aujourd'hui à la seule lumière de l'expérience ancienne.

Il peut représenter au contraire la transition vers une société de plus en plus allégée des tâches de production, et de plus en plus orientée vers les conquêtes de l'esprit. Mais rien n'est joué. Tout dépend de la confiance qu'un certain nombre de nouveaux vieillards accorderont à leurs propres capacités. Elles sont immenses, mais elles sont inconnues. L'idée même qu'elles existent est réprimée par des dizaines de mécanismes sociaux.

Que la lumière se fasse sur l'avenir ! Que le siècle prochain se prépare à accueillir, non plus des déchets de l'humanité, mais l'âge extrême adulte, paré de sa force, brillant de sagesse, illuminé de bonheur !

Charles DELAMARE

N.B. L'article de Charles Delamare résume en quelque sorte les thèmes de son ouvrage intitulé : "A tous les retraités et à tous ceux qui ont peur de le devenir", ouvrage qui vient de paraître aux Editions France-Empire.

(1) "Une certaine amertume surgit au milieu de la source des plaisirs".

(2) Sigmund Freud : *Malaise dans la civilisation*.

HISTOIRE DES GRÈVES : TRADITIONS ET NOVATIONS

par Gérard ADAM

Notre collaborateur Gérard Adam, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et au Conservatoire national des arts et métiers, vient de publier aux éditions Bordas (Collection Voir l'histoire) une "Histoire des grèves". Dans cet ouvrage, remarquablement illustré, l'auteur montre comment la grève est un phénomène essentiellement lié au salariat, donc à la révolution industrielle, comme le syndicalisme lui-même, dont elle est le moyen de pression ultime mais normal. Si "la grève générale" a été un mythe temporaire, la grève vécue a connu une extraordinaire diversification dans ses modalités: grève tournante, grève de solidarité, grève du zèle, etc...

Ensuite, il présente un tableau des aspects juridiques, sociologiques et économiques des grèves, tant dans les pays anglosaxons qu'en France. L'auteur analyse notamment la stratégie syndicale d'ensemble que rend possible dans notre pays la coexistence d'un secteur nationalisé et des entreprises privées; il note la politisation des syndicats français et les fondements idéologiques du pluralisme syndical.

Enfin, adoptant une vue conflictuelle de la société, Gérard Adam estime que la grève est, sous couvert d'un heurt de forces, une modalité normale des rapports sociaux et un facteur d'évolution sociale.

L'analyse des conflits sociaux relève rarement d'un genre serein. Peu importe que les accidents du travail représentent huit ou neuf fois plus de journées perdues que les grèves: de 28 à 30 millions environ contre 3 ou 4 millions en moyenne pour les grèves. L'accident est perçu comme une fatalité, le conflit, lui, comme une maladie sociale pernicieuse. Cette distorsion entre la mesure objective du phénomène et sa perception témoigne aussi du caractère rudimentaire et passionné de la compréhension des conflits.

L'importance des grèves est souvent mesurée à partir des pertes de production qu'elles provoquent. En fait, cette mesure est trompeuse: le coût peut être faible si la production excède la demande (notamment si les stocks sont importants), important si l'arrêt de la production fait perdre un marché. Les résultats économiques de l'année 1968 ne laissent pas soupçonner l'existence de 150 millions de journées de grève en mai, soit près de quarante fois plus que les années "normales". Mais la dévaluation du franc intervenue en 1969 n'est-elle pas une conséquence indirecte de l'excès d'augmentation des

salaires accordée lors du "constat" de Grenelle? En fait, même si elle coûte parfois cher à l'entreprise qui la subit, la grève coûte moins cher à la collectivité que le rhume de cerveau: elle représente moins de 3% de l'absentéisme total. La France n'atteint pas le record de l'Autriche où la grève a représenté une seconde par travailleur en 1979, mais son niveau reste modeste: moins d'une demi-journée par salarié et par an. En réalité, la grève est importante parce qu'elle modifie les rapports de pouvoir entre les groupes sociaux. Les syndicats n'ont pas tort d'affirmer que "rien n'est plus comme avant" à l'issue d'un conflit. La grève est essentiellement un phénomène politique en ce sens qu'elle est un moyen de réaliser le changement social, de modifier les règles du jeu entre les employeurs et leurs salariés.

Mais, objectera-t-on, les grèves ne sont-elles pas des événements douloureux, des ratés explicables par l'incompréhension mutuelle ou la maladresse?

LA RATIONALITE DU CONFLIT

Pendant longtemps, les conflits ont été considérés

comme un état pathologique, le signe du mauvais fonctionnement de la machine sociale. Des comparaisons psychologiques simplistes réduisent la grève à un mouvement de colère, une révolte, parfois provoquée par une manipulation. Beaucoup comparent le conflit à une maladie.

Dans cette ligne, l'explication oscille spontanément entre l'analyse de la stratégie des états-majors et celle de la revendication sauvage de la base. L'antienne est classique: des syndicats contestataires et politisés jouent avec les entreprises sur l'échiquier de la révolution. La dénonciation des chefs d'orchestre clandestins ou simplement des meneurs fait toujours recette. Les conflits seraient imposés artificiellement de l'extérieur. Toute grève du secteur public est suspecte d'être "politisée". A contrario, la politisation est tout autant évoquée pour expliquer le calme relatif des périodes électorales: on y voit alors la preuve subtile de la dépendance de la CGT à l'égard de la stratégie électorale du PCF. Tout se passe comme si des consignes secrètes venues d'en haut permettaient la mobilisation de troupes dociles. Bâtie sur le modèle militaro-taylorien, l'entreprise ne saurait avoir en face d'elle que des partenaires organisés à son image...

En même temps, en sens inverse, on évoque de plus en plus les soulèvements spontanés des exécutants. "Explosion de colère", "refus de courber la tête", "sursaut d'indignation", les clichés défilent pour décrire ces jacqueries en termes simples où l'action collective n'apparaît que comme l'addition de révoltes individuelles, étrangères à toutes visées stratégiques. Les mécanismes économiques, la réalité des structures industrielles, les organisations s'effacent derrière les portraits de tous "les paroissiens de Palente de la guerre sociale". La grève serait au corps social ce qu'est la colère ou une agressivité excessive à l'individu.

Cependant, des hommes aussi différents que le biologiste français Henri Laborit, l'éthologue autrichien Konrad Lorenz ou le sociologue américain Thomas Schelling sont venus bouleverser ces schémas psychologiques simplistes et affirmer que l'agressivité et donc l'affrontement social étaient naturels. Le développement de la personnalité ne passe-t-il pas par l'affirmation de son existence aux dépens des autres?

En fait, quelles que soient leurs conclusions, ces comparaisons biologiques ou psychologiques qui assimilent

les comportements des groupes à ceux des individus ne situent pas la grève sur son vrai terrain. Elle n'est ni un geste de mauvaise humeur ou de passion ni un accident dû à la maladresse ou à de mauvaises communications. Le conflit est un acte rationnel, un processus stratégique. Comme le note J.D. Reynaud, le conflit est une rencontre de groupes sociaux dont les points de vue diffèrent, rencontre qui prend une forme "violente" parce qu'un réajustement de leurs rapports est demandé, au moins par l'une des parties, et qu'il comporte novation dans le fond ou dans la procédure. Dans cette perspective, pour analyser et prévoir la conduite du conflit, il est raisonnable de postuler que les acteurs ont un objectif, qu'ils cherchent à employer les moyens les plus efficaces pour l'atteindre, bref, qu'ils sont rationnels.

La rationalité n'est-elle pas l'adéquation entre la poursuite d'*objectifs* et l'utilisation de *moyens* pour les atteindre? La grève n'est pas autre chose qu'une certaine façon de faire prendre une décision à des groupes (les salariés, les employeurs, les pouvoirs publics) qui n'ont pas les mêmes fins et donc pas la même rationalité. Aussi, en même temps qu'elle établit un nouveau mode de partage (des salaires, par exemple, et plus généralement du pouvoir), doit-elle fixer les règles de la coexistence. Les conflits sociaux comme les rapports internationaux entre pays ennemis reposent sur des "règles de jeu", mais qui sont changeantes et incertaines. Les règles se transforment par l'infraction. Règles de jeu et jeu sur des règles s'imbriquent étroitement. Ces modifications dans les coups permis et interdits sont le reflet des transformations de la société. Elles sont significatives de l'avenir. Reste cependant à distinguer les vraies innovations des traditions qui resurgissent parfois sous un habillage nouveau. En France, la nouveauté n'est peut être pas toujours là où on l'imagine.

TROIS FAUSSES INNOVATIONS

1. Le *recours à l'illégalité* a toutes les apparences de la nouveauté depuis 1968. Les occupations d'usine, les séquestrations, voire les sabotages, les paies sauvages semblent rompre avec le légalisme antérieur. En fait, l'occupation des lieux de travail n'est guère une nouveauté. La Commune, 1936, les grèves de 1947-1948: l'histoire du mouvement ouvrier oscille en permanence entre la fuite hors de l'usine, la conquête de la rue et la saisie d'un gage - les moyens de production - et le repliement sur les lieux familiers de l'atelier.

La violence est certes un problème de société et, finalement, les violences ouvrières restent bien en deçà de celles des commerçants ou des agriculteurs. Ni le plastic ni le fusil de chasse ne font partie de l'arsenal des luttes syndicales. Non seulement, les "violences" des travailleurs sont symboliques - on "retient" un cadre supérieur quelques heures - mais elles sont rares et condamnées par les confédérations représentatives. On est loin de l'époque où les anarcho-syndicalistes préconisaient le boycottage et le sabotage comme moyens de lutte, ou des années

cinquante, quand la CGT s'opposait à la guerre d'Indochine par des moyens violents. Les nouvelles formes de grève "active" conduisent plutôt à poursuivre la production qu'à détruire l'outil de travail.

Quant au triptyque "on produit, on vend, on se paie", il est spectaculaire mais surtout symbolique. Ce n'est pas la vente sauvage de montres, d'électrophones, de meubles de cuisine, de chemisiers ou de pains d'épice qui ébranlent réellement le système économique. Surtout, les travailleurs n'ont-ils pas toujours eu conscience qu'ils étaient propriétaires des fruits de leur travail? Quand le patron disparaît, renonce à ses responsabilités, n'est-il pas naturel de se substituer - provisoirement - à lui pour maintenir en marche l'outil de production? La notion d'illégalité est d'ailleurs elle-même relative aux yeux non seulement de l'opinion, mais aussi des juges. Ainsi, en octobre 1977, menacés de chômage, les deux mille salariés des textiles Schlumpf à Mulhouse décident d'occuper le musée de l'Automobile, fondé par leurs patrons qui, accusés d'abus de biens sociaux, se sont réfugiés en Suisse. Personne ne désapprouve cette appropriation illégale, pendant plus de deux ans, d'un gage évalué à plusieurs dizaines de millions de francs.

De façon moins spectaculaire, saisis en référé par les employeurs pour faire expulser des grévistes occupant les lieux de travail, les juges ont de plus de plus tendance, comme dans l'affaire Rateau (l'usine Rateau de La Courneuve, filiale du groupe CGE-Alsthom a été occupée en 1974 pendant plusieurs semaines à la suite de l'annonce de licenciements), à se poser la question suivante: "Pour apprécier s'il y a lieu d'expulser les occupants, il convient préalablement d'examiner si l'employeur ne fait pas un usage abusif de son droit" (ordonnance du 8 mai 1974 du tribunal de Bobigny). Qui a tort, qui a raison? Problématique qui n'a absolument plus rien à voir avec le respect intangible, automatique, immédiat du droit de propriété.

2. Mêlant les situations très différentes de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Suède ou même de l'Allemagne, on souligne beaucoup la montée récente des grèves sauvages. *L'initiative et l'imagination de la base* sont opposées à la pesanteur et au conservatisme des états-majors. En fait, en France, les grèves sauvages n'existent pas, au sens juridique du mot. Et la règle habituelle est celle des déclenchements de conflits par la base, non l'inverse. Tous les grands conflits des cinquante dernières années ont toujours été dus à une initiative de la base et souvent de la province: à la base de manifester sa combativité, aux états-majors de prouver leur art de négocier. Telle est la division du travail au sein du mouvement ouvrier.

En 1936, la première occupation d'usine est antérieure au succès électoral du Front populaire: elle a lieu le 10 avril à La Boutillerie, près d'Amiens. Et le grand mouvement débute par des initiatives locales et spontanées le 11 mai à l'usine Bréguet du Havre, puis le 13 mai, chez

Latécoère à Toulouse, dans des secteurs qui, à l'époque, ne sont nullement vitaux pour l'économie.

En août 1953, ce sont les postiers de Force ouvrière à Bordeaux qui, les premiers, déclenchent la grève générale des services publics. En 1968, les deux mille ouvriers de Sud-Aviation à Château-Bougon, près de Nantes, sont les premiers, sans consignes venues d'en haut, à occuper leur usine, à s'y barricader (les portes sont soudées) et à séquestrer leur directeur. En mai 1977, les O.S. de Cléon et de Flins, chez Renault, presque tous immigrés et peu syndiqués, occupent les ateliers pour réclamer leur accès à la qualification de professionnels.

Simplement, aujourd'hui, cette base entend prolonger son pouvoir au contrôle des résultats de la négociation. Cette innovation n'est pas négligeable, mais elle constitue plus une modification des frontières qu'une rupture fondamentale. Elle conduit à ne considérer une grève comme terminée que lorsque les salariés ont approuvé par un vote le résultat du compromis discuté par les syndicalistes. Cette extension du pouvoir de la base aboutit d'ailleurs souvent à renforcer l'autorité des états-majors: ainsi, en octobre 1979, la direction d'Alsthom-Atlantique à Belfort, persuadée que les salariés en grève depuis plusieurs semaines allaient reprendre le travail, remet en place le système de ramassage par autocars pour permettre l'organisation d'une consultation à bulletins secrets. Mais le point de vue des syndicalistes, qui jugent le compromis insuffisant, l'emporte très largement et la grève est reconduite pour plusieurs semaines.

D'ailleurs, en Allemagne où la consultation officielle des salariés pour le déclenchement des conflits est habituelle, cette pratique aboutit le plus souvent à conférer un surcroît d'autorité aux organisations syndicales.

3. Enfin, jusqu'à la crise économique actuelle, il était devenu évident d'opposer revendications quantitatives et qualitatives, l'être à l'avoir. En filigrane, on idéalisait une CFDT dynamique et ouverte, aux dépens d'une CGT attachée aux droits acquis et aux thèmes traditionnels: salaires, durée du travail. Aujourd'hui, les priorités de toutes les confédérations sont proches, sinon identiques: maintenir l'emploi et les salaires. Le débat n'est pas clos, il est sans doute moins confus car on se rend mieux compte que les aspirations des salariés sont toujours qualitatives - c'est bien à une autre société que l'on rêve - même si les réponses demeurent "quantitatives". D'ailleurs, augmenter le salaire minimal de plus de 30%, comme en 1968, est-ce du "quantitatif" ou du "qualitatif"? Jamais le mouvement syndical français ne s'est aligné sur le leader américain George Meany à qui on demandait sa doctrine syndicale et qui répondait systématiquement: "Plus 3%".

Les statuts de toutes les confédérations marquent une volonté unanime de ne pas se limiter à la satisfaction d'intérêts professionnels immédiats. Tandis que la CFDT proclame sa volonté d'instaurer "une société

démocratique d'hommes libres et responsables" (art. 1 du statut), la CGT "s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste" (art. 1) et Force ouvrière rassemble tous les "salariés conscients de la lutte à mener contre toutes les formes d'exploitation, privée ou d'Etat, pour la disparition du salariat et du patronat" (art. 1).

LES VRAIS CHANGEMENTS

Les conflits ont maintenant deux visages complémentaires. D'une part, sur un plan national et interprofessionnel, les journées d'action permettent, par les défilés et les rassemblements, de créer un climat, de donner une impression de force, même si, au bout du compte, l'efficacité de ces "grandes messes" est contestable. En 1977, ces conflits généralisés ont représenté 36% du total des journées de grève, mais en 1978 moins de 8% pour remonter à 13% en 1979. Ces conflits sont directement liés à la situation politique (1978 est l'année de la rupture de l'unité de la gauche et de sa défaite électorale en mars) et à l'état des rapports entre les états-majors syndicaux. Les salariés ne font que suivre avec plus ou moins d'enthousiasme les consignes venues d'en haut.

D'autre part, dans les entreprises, parfois en marge des consignes des confédérations syndicales et sans souci de la situation politique ou économique générale, les salariés, même inorganisés, n'hésitent pas à mener des actions longues et dures. Si Lip symbolise le cas le plus célèbre d'un conflit lié à l'emploi, il est loin d'être le seul exemple d'une grève de longue durée. *Le Parisien libéré* en 1976, les Caisses d'épargne en 1976, Montéfiore (usine de Textile des Vosges) ou les chantiers Dubigeon à Nantes en 1977, Alsthom-Atlantique (à Belfort) en 1979 ont, parmi bien d'autres, connu des conflits de plusieurs semaines qui n'étaient pas tous provoqués par les menaces de chômage. Le record de durée est sans doute détenu par les ouvriers de l'usine Chaix à Saint-Ouen qui, en 1980, occupaient depuis cinq ans leur imprimerie désaffectée.

1. Pendant longtemps, toute la vie sociale s'est localisée dans quelques centres névralgiques: "Quand Renault éternue, la France s'enrhume." Est-ce toujours exact? A côté des conflits classiques des grandes entreprises des régions de vieille industrialisation (Berliet, Chausson, Usinor, Rhône-Poulenc, la sidérurgie), les conflits les plus novateurs se sont développés entre 1970 et 1980 dans des entreprises moyennes, souvent insérées dans un tissu semi-rural. Cerisay et Big Chief (textile) en Vendée, Garnier (machines agricoles) à Redon, la chaussure à Romans et à Fougères, le Joint français dans les Côtes-du-Nord, Hutchinson (caoutchouc) à Châtellerauld: les exemples ne manquent pas de grèves provinciales, dures et spectaculaires. La vie sociale se décentralise et donc se démocratise. Ce phénomène comporte deux aspects:

- Une dimension antiparisienne qui se prolonge dans la contestation des entreprises multinationales, Parce que les véritables décideurs sont loin des lieux de production, ignorent les données locales, les occasions de conflits se

multiplient. Les fictions juridiques éclatent car les salariés savent bien que les liens économiques et financiers entre filiales et holdings sont plus importants que les cadres juridiques. La décision prise à l'étranger de fermer un établissement en Bretagne pour en ouvrir un autre à Singapour ou en Afrique ne peut qu'entraîner des conflits durs. Ainsi au Joint français, à Saint-Brieuc, une grève éclate en mars 1972. Les 1 035 salariés réclament classiquement une augmentation des salaires. A ses débuts le conflit ne rencontre guère d'écho dans une région où la possession d'un emploi permanent fait presque figure de privilège. La direction refuse donc toute négociation en s'abritant derrière les ordres venus du siège, à Paris. C'est là l'erreur. Aussitôt le conflit du Joint français devient le symbole d'une région éloignée des centres de décision, terre de main-d'œuvre à bon marché, exploitée et victime du jacobinisme. Il incarne un combat politique plus vaste: le combat breton. Dès lors, toutes les organisations politiques, sociales, religieuses, culturelles appuient les grévistes et le gouvernement lui-même invite fermement la direction à négocier. Les grévistes obtiennent satisfaction après 57 jours de lutte.

- Une dimension culturelle qui permet de globaliser le conflit, d'amplifier une bataille partielle en une mobilisation générale pour le développement d'une région ou la survie d'une profession. Ce n'est pas le hasard, qui, en Bretagne, conduit les syndicalistes à faire du développement régional - et même du régionalisme - un thème majeur de leur action. De même, en Lorraine, les violentes manifestations des sidérurgistes au début de 1979 s'expliquent par le sentiment que, dans une zone de mono-industrie, le déclin de la sidérurgie signifiait la mort lente de toute la région: le combat des sidérurgistes ne pouvait être perçu que comme celui de tous les Lorrains sans distinction de statut et de convictions.

2. Si, au début de la décennie 1970-1980, Lip et Rateau ont été des conflits exemplaires, c'est surtout en ce qu'ils ont donné lieu à une "négociation économique" où les organisations ont discuté les propositions industrielles qui leur étaient faites, voire ont élaboré des contre-propositions industrielles lorsque rien ne les satisfaisait. Les syndicats n'ont pas hésité à entrer dans la logique économique en essayant de démontrer que leur entreprise était viable même si on conservait les critères de l'économie de marché. Ils ne se sont pas réfugiés dans une critique à un niveau théorique, "hors du système", transgressant ainsi l'une des règles du jeu traditionnel.

Traditionnellement les combats pour l'emploi étaient menés au nom de principes moraux de justice sociale. Maintenant, avec des styles certes différents, CGT et CFDT s'efforcent de prendre le patronat à contrepied et de lui imposer le maintien de l'emploi au nom d'une stratégie industrielle cohérente. L'infléchissement du comportement n'est pas seulement tactique: il est lié à une analyse d'ensemble de la situation économique. L'inflation, la crise pétrolière, l'augmentation des prix des matières premières obligent en effet les pays occidentaux

à concevoir une nouvelle division internationale du travail. Ce redéploiement long et difficile prépare la société de demain. Une fois les choix faits, il faudra vivre avec le nouveau potentiel industriel mis en place, quel que soit le régime. Les décisions prises dans des domaines aussi variés que le nucléaire, l'agro-alimentaire ou les composants électroniques engagent l'avenir économique et social pour au moins deux décennies.

TROIS NOUVEAUX TYPES DE GREVES

1. L'emploi est loin de constituer l'enjeu exclusif des conflits. Depuis 1968 se sont multipliés les "conflits d'installation". Ainsi, aux Nouvelles Galeries (Thionville, 1972), aux établissements Cousseau (à Cerisay, dans les Deux-Sèvres, en 1974), chez Penarroya (à Lyon en 1972), aux Eaux de Vittel (1971) ou dans la société de M. Furnon (Alès, 1977), à travers des revendications classiques pour les salaires ou contre les cadences, le véritable enjeu a été l'installation d'un contre-pouvoir syndical face à un employeur paternaliste, répressif ou simplement traditionnel.

Parallèlement à l'installation du syndicat, ce sont des groupes nouveaux qui manifestent leur droit à la parole. Des salariés peu qualifiés et souvent peu syndiqués gèrent eux-mêmes les luttes: Penarroya et les Nouvelles Galeries ont ainsi symbolisé le rôle nouveau des immigrés et des femmes dans l'action revendicative. Parfois, comme dans les banques en 1974, l'objectif a été d'installer de nouveaux rapports avec les directions: Certes, le syndicalisme était reconnu, la négociation existait, mais dans un climat vieillot, héritage de l'image traditionnelle de l'employé.

Tous ces conflits, finalement, présentent les mêmes caractéristiques malgré leur diversité: il s'agit d'abord de mobiliser *tous* les salariés. On est aux antipodes de la "grève thrombose". L'objectif est moins la désorganisation de la production que la mobilisation. Le paradoxe est que le conflit est souvent lancé par une minorité qui se trouve rapidement, et sans en prendre toujours conscience, porteuse des aspirations diffuses de tous. Parce que le but est d'être reconnu par l'employeur, les grévistes sont attentifs à parler pour l'extérieur, à multiplier les manifestations publiques.

Dans le monde clos des entreprises familiales, où la règle habituelle est le silence, l'ouverture soudaine vers l'extérieur, la dénonciation publique de l'"intransigeance patronale" prennent l'allure d'une provocation, d'une atteinte inadmissible aux règles du jeu. Ces conflits sont donc sans doute ceux où il y a le plus de coups irréguliers et où le cycle "provocation-répression-mobilisation" se met en place le plus vite. Eparpillés sur tout le territoire, souvent ignorés de la presse nationale, à l'écart des grands centres industriels, ces conflits sont cependant décisifs pour l'avenir. Ils témoignent que l'heure des grosses entreprises est passée, en matière sociale, et que, contrairement à l'analyse de la CGT qui tient à porter

l'action dans ses bastions traditionnels, c'est peut-être dans la masse de ces entreprises "de province" que se dessinent les relations professionnelles de demain.

2. Dans une société bloquée, il n'est pas surprenant que se développent aussi des conflits bureaucratiques destinés à faire en sorte que ceux qu'on ne rencontre jamais prennent une décision. Le moyen le plus commode de briser l'inertie des hiérarchies internes, c'est encore la grève, d'autant plus efficace qu'elle vise à bloquer les rouages de la machine administrative.

Les postiers ou plus modestement les éboueurs de la Ville de Paris usent régulièrement de ce procédé. Lorsque le syndicat CGT des éboueurs est las de présenter ses revendications au cabinet du préfet et de n'en pas avoir de nouvelles, il mobilise sa base. Selon un mécanisme maintenant bien connu, l'entassement des ordures dans les rues de Paris donne à la machine bureaucratique une accélération qu'aucune liste de revendications n'avait réussi à lui imprimer; le préfet fait des propositions, le conseil de Paris vote les fonds, la tutelle toute-puissante (Intérieur et Finances) accepte, malgré sa crainte du précédent... Passé le temps fort des conflits, l'administration joue les prolongations et diffère les mesures concrètes d'application jusqu'à ce qu'à nouveau le syndicat soit las de présenter ses revendications...

Et régulièrement on découvre que les revendications présentées ne soulèvent pas d'oppositions fondamentales, mais n'ont pas été satisfaites en raison de la multiplicité des responsables, et donc de leur absence. L'enjeu principal du conflit, c'est d'avoir accès au centre de décision de l'adversaire qui a été éloigné du lieu des problèmes par une centralisation ou un retranchement, et d'établir la communication avec lui.

Les grands groupes industriels ne sont pas à l'abri de ces conflits. L'emboîtement des structures juridiques, souvent très différentes de l'organigramme fonctionnel, rend d'autant moins aisée la recherche de l'interlocuteur que les états-majors des holdings ne découvrent les vertus de la décentralisation qu'au moment des conflits. La grève n'est alors pas autre chose qu'un moyen d'établir la communication. Et peu importe que l'opinion publique soit heurtée, l'essentiel est que cela se voie.

3. La grève du *Parisien libéré* a mis l'accent sur un type de conflit moins limité qu'il n'y paraît: les *conflits de monopole*, ou plus modestement de défense du statut. Les usages, la loi et l'action syndicale ont créé chez les ouvriers du livre ou les dockers un véritable statut dont la clé de voûte est le contrôle de l'embauche. En Grande-Bretagne, le gouvernement Heath avait dû reculer devant les dockers refusant d'utiliser des méthodes modernes de déchargement par "containers" qui remettent en cause leurs conditions de travail et surtout leur nombre. En France, la vigueur de la réaction des ouvriers du livre qui luttèrent pendant vingt-sept mois, de 1975 à 1977, s'explique à la fois par le refus de négocier de M.

Amaury, par la "provocation" que constitue l'appel à des ouvriers non syndiqués à la CGT, mais surtout par la crainte que les procédés modernes de composition ne fassent disparaître la spécificité du métier: l'introduction de la photocomposition transforme les typographes en dactylos; la composition à distance fait disparaître l'unité géographique de l'entreprise de presse.

Dans un contexte plus moderniste, l'attitude des pilotes de ligne d'Air-Alpes a été la même à propos d'une possible dérogation visant certains brevets acquis pour le pilotage des appareils à réaction. Les anciens pilotes militaires savent l'hostilité du pilote civil à l'égard de leurs brevets, "qui ne comptent pas". Dans l'enseignement, agrégés, certifiés, "capésiens" ont soigneusement quadrillé le champ clos de leur domaine réservé. Naguère, la CGT ne demandait-elle pas un statut du sidérurgiste? La France des monopoles n'est pas seulement celle des trusts, des notaires, des pharmaciens, mais aussi de ceux qui mêlent la défense de l'emploi à celle d'une chasse gardée.

QUETE D'IDENTITE

Conflits d'installation, de responsabilité économique, antibureaucratiques, de monopole: la typologie n'est pas close. Elle témoigne de la diversité des enjeux et des formes d'action. Contrairement aux thèses des économistes, les conflits ne se limitent pas à un genre unique: le marchandage, le succès se mesurant au rapport entre les avantages obtenus et les pertes de salaires.

De façon apparemment très simple, Dahl, un politiste américain, explique qu'un régime démocratique est celui où se multiplient les possibilités d'initiative pour le citoyen. La diversité des formes de conflit, l'intervention d'un nombre grandissant d'acteurs ne témoignent-elles pas tout simplement que la société industrielle se démocratise

Simplement les voies de la démocratie économique ne sont pas identiques à celle de la démocratie politique. Elle passe non par le suffrage universel mais par la recherche d'une identité collective à travers l'action. Il n'est pas surprenant que, malgré la prospérité, les conflits se soient multipliés dans tous les pays industriels entre 1960 et 1974: l'accélération des transformations économiques et sociales a rendu encore plus puissante cette volonté d'affirmation des groupes sociaux. Le sociologue canadien Mac Luhan exprime bien cette idée lorsqu'il affirme: "Quand tout se meut sans cesse, il n'y a plus de communauté. Ainsi, avec la perte de la communauté, il y a perte d'identité privée et corporative. Cette perte d'identité entraîne la panique, la violence. Des gens qui perdent toute relation avec leur travail, se mettent en grève, pour, au fond, découvrir qui ils sont... Le gréviste devient un héros tragique qui cherche à découvrir son identité dans la violence. La tragédie, c'est la façon dont les gens agissent quand ils ont perdu leur identité et quand ils éprouvent le besoin de s'en créer une nouvelle."

Gérard ADAM

LES FINANCES PUBLIQUES A UN TOURNANT?

par Edmond ALPHANDÉRY

Si la notion de prélèvement obligatoire n'a qu'une signification assez vague pour la majorité des Français, son contenu leur est par contre très familier et fort peu sympathique. Ils paient l'impôt (impôts sur le revenu, T.V.A. impôts sur les successions, taxe sur les produits pétroliers, impôts locaux, etc...) et ils savent que la Sécurité Sociale, perçoit des cotisations assises sur leur salaire. Pour l'essentiel le prélèvement obligatoire est constitué par la somme de ces impôts et de ces cotisations.

Rapporté au produit intérieur brut (P.I.B.) ce prélèvement ne cesse de croître. On pressent bien qu'une telle évolution rencontrera un jour sa limite sauf pour l'Etat à redistribuer le revenu national dans sa totalité, voire, à le redistribuer plusieurs fois. Le malheur c'est qu'à force de redistribution, c'est le revenu lui-même qui disparaît. Un certain socialisme aspire surnoisement à cette forme d'irresponsabilité généralisée.

Cela étant, le procès de l'Etat-providence ne doit être fait qu'avec précaution et mesure : santé, éducation, retraites, compensation des charges de famille, l'accès de tous à ces prestations a constitué un progrès décisif dans l'histoire des sociétés. Un progrès majeur, il faut y insister. Reste que la croissance du prélèvement obligatoire a une limite : y sommes-nous ? Une nouvelle politique des finances publiques va-t-elle s'imposer ? Telles sont les questions.

Edmond Alphandéry, professeur agrégé des Facultés de Droit, député, apporte ici sa réponse, claire, fortement argumentée.

Il conviendrait sans doute de se demander dans quelle mesure les transformations technologiques auxquelles nous assistons ne modifient pas quelque peu les données du problème en raison des considérables progrès de productivité qu'elles induisent non seulement dans la production mais encore dans les services. Ces progrès ne rendront-ils pas possible un taux de prélèvement qui nous paraîtrait aujourd'hui insupportable ? La question mérite d'être posée. Mérite également d'être posée cette autre question : prélèvement obligatoire mais au profit de qui ? Etat, collectivités locales, Sécurité Sociale ? Soit. Mais ne faut-il pas ajouter : associations, fondations, organismes internationaux ?

Le texte d'Edmond Alphandéry constitue une excellente introduction à ce débat essentiel.

Peut-on parler, en ce début des années 80, d'un tournant dans la politique des finances publiques ? Schématiquement, l'évolution historique de la gestion des finances publiques dans les pays occidentaux peut se présenter en trois phases, la troisième étape étant peut-être celle dans laquelle précisément nous sommes en train de pénétrer.

Au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} qui servent d'époque de référence au paradigme de l'économie libérale où l'Etat, en particulier dans nos pays européens, limitait ses interventions aux vocations primitives de la

puissance publique (police, armée, administration), le domaine des finances publiques était borné par ces stricts besoins d'administration.

Depuis l'entre deux guerres, sous la pression de la grande crise d'une part et de l'œuvre théorique de Keynes d'autre part, une nouvelle approche a donné naissance à une nouvelle politique. Celle-ci a consisté à admettre que par les dépenses publiques, l'Etat pouvait lutter contre le chômage, réguler l'activité économique et qu'en définitive dans un régime d'Etat-providence où les rémunérations indirectes, c'est-à-dire celles distribuées par l'Etat

sous forme soit de prestations gratuites (éducation, santé) soit d'allocations, croissaient par rapport aux revenus primaires, on pouvait tout à la fois atteindre la justice sociale et l'efficacité économique, c'est-à-dire le plein emploi sans inflation.

Cette philosophie qui a dominé l'ensemble du monde occidental durant ces 40 dernières années n'a pas été vraiment contestée par les partis politiques qui s'y sont partagés le pouvoir. Et si quelqu'un en doutait, qu'il regarde dans tous les pays l'évolution, durant ces dernières décades, des dépenses publiques au sens large, c'est-à-dire celles de l'Etat, des collectivités publiques décentralisées et de la Sécurité Sociale. Dans la Communauté Economique Européenne prise dans son ensemble, depuis 20 ans celles-ci sont passées d'un tiers à plus de la moitié du P.I.B. Ce chiffre se passe de commentaire.

Vivons-nous en ce moment le début d'une troisième étape ? Si tel est le cas, ce n'est certes pas parce que nous constatons dans les statistiques un renversement brutal de la tendance.

En effet, depuis 1980 plusieurs Gouvernements ont adopté des politiques de freinage délibéré des dépenses publiques. Mais ce n'est certes pas la première fois. Et puis il n'en reste pas moins vrai que leurs efforts sont contrebalancés par l'inertie du système et par certaines évolutions en sens contraire qu'ils contrôlent mal, comme les allocations de chômage. Si bien que les chiffres récents ne sont pas probants. (1) Plus significative cependant est la volonté politique de plus en plus clairement affichée par un nombre croissant de pays de tourner le dos à une doctrine qui fait de plus en plus de sceptiques. Car des arguments de poids tant au niveau théorique que sur le plan de faits militent contre la politique budgétaire et financière pratiquée depuis la guerre.

FIN DE L'ERE KEYNESIENNE

En effet l'inflation et le chômage qui ravagent nos économies posent de toute évidence le problème de l'emploi optimal des deux instruments essentiels dont disposent les autorités publiques pour y faire face, c'est-à-dire la politique des finances publiques d'une part et la politique monétaire d'autre part. Jusqu'à la crise mondiale des années 70, la remise en cause de la politique keynésienne traditionnelle n'a été évoquée que marginalement. Mais lorsque sous le coup de chocs pétroliers répétés, l'économie internationale minée par l'inflation américaine née de la guerre du Vietnam et déstabilisée par le flottement des monnaies, a vu monter le chômage et se propager parallèlement l'inflation, des observateurs de plus en plus nombreux ont commencé à se poser des questions sur l'efficacité d'une politique de finances publiques qui aboutissait au fil des ans à accroître la part des dépenses collectives dans le revenu national. Certains même sont allés plus loin. Ils se sont demandés si cette évolution n'était pas justement l'une des causes de nos difficultés.

Aujourd'hui, le revirement auquel on assiste dans la plupart des pays occidentaux à l'exception notable d'ailleurs de la France, montre que les préjugés des partis dominants ont été sérieusement ébranlés. Au fond si la grande crise de l'entre deux guerres a mis à mal le paradigme libéral et nous a apporté l'Etat providence, la grande crise des années 70 met à mal le paradigme Keynésien et nous oblige à réfléchir à d'autres solutions.

Pour éclairer le débat, on commencera par faire un constat sur l'évolution des finances publiques au cours de ces 20 dernières années dans les pays occidentaux pour lesquels une étude comparée récente est disponible, c'est-à-dire ceux de la Communauté Européenne. (2) Ces indications ponctuelles permettront de poser les vraies questions quant aux relations entre la politique financière et les problèmes lancinants qu'affrontent nos économies, c'est-à-dire avant tout l'inflation et le chômage.

Pour caractériser l'évolution des finances publiques au sens large (c'est-à-dire y compris les collectivités locales et la Sécurité Sociale) depuis 20 ans environ, c'est-à-dire depuis l'origine de la C.E.E., on dira quelques mots sur les dépenses, sur les recettes pour les financer et sur le solde ou, ce qui revient au même, sur le taux des couvertures des charges par les recettes.

En ce qui concerne d'abord les dépenses publiques, on notera que depuis 1960, dans tous les Etats membres de la Communauté, celles-ci ont cru plus rapidement que le P.I.B. Voilà qui confirme la "socialisation" croissante de nos économies, si par socialisation on entend la sortie de la sphère marchande d'une partie croissante de la production. On observera à nouveau au passage que ce mouvement s'est produit alors même que sur cette période de nombreux pays n'étaient pas dirigés par des partis d'idéologie socialiste.

Si, grâce au rapport de la Communauté Européenne précité l'on regarde de plus près l'évolution de la composition de ces dépenses, plusieurs remarques viennent immédiatement à l'esprit (3) :

1° - L'accroissement des dépenses publiques dans la plupart des pays de la C.E.E. n'est pas une conséquence de la croissance des activités traditionnelles des administrations. En effet, leur part dans le P.I.B. est demeurée quasiment inchangée.

2° - L'accroissement des dépenses publiques n'est pas non plus imputable à la défense nationale. Car paradoxalement, on assiste de 1957 à 1977 à une forte diminution de la moitié en pourcentage du P.I.B. des dépenses militaires dans la C.E.E. ; ce qui étant donné l'évolution internationale ne manque pas d'être consternant.

3° - Il ne faut pas plus imputer ce mouvement au soutien à l'activité économique (entreprises publiques), à

l'action en faveur du logement ou des équipements collectifs.

4° - En fait, l'augmentation de la part des dépenses publiques dans le P.I.B. provient de deux postes : l'éducation et surtout la Sécurité Sociale.

La confrontation de l'évolution des dépenses militaires et des dépenses sociales dans le P.I.B. nous amène à une deuxième observation (4) un peu angoissante : depuis 20 ans, les pays européens dépendent relativement de moins en moins pour leur sécurité future et de plus en plus pour leur sécurité immédiate. Où nous conduit cette lente mais inexorable "préférence pour le présent" des pays européens ? N'est-elle pas un signe de laxisme, la manifestation financière d'un "après moi le déluge" collectif qui annoncerait la décadence de notre civilisation occidentale ? Voilà qui mérite réflexion.

Sur les dépenses sociales qui expliquent la plus large part de la croissance des dépenses publiques dans le revenu national, le rapport de la Communauté Economique Européenne nous apporte des enseignements.

Deux grandes catégories représentent chacune 1/3 environ du total. Ce sont les dépenses de santé d'une part et les prestations de retraite d'autre part. Il y a deux autres catégories de moindre importance : les allocations familiales et de maternité qui représentent 10 % du total et les allocations de chômage qui ont évidemment fortement crû ces dernières années.

La forte progression des soins de santé vient de ce que dans la plupart des pays ces dépenses sont mal maîtrisées. Car le prix qui est censé équilibrer automatiquement la demande à l'offre n'est pas ici un élément de choix dans un système qui privilégie la qualité des soins à leur couverture par ceux qui en ont besoin. Comme ces soins sont dispensés gratuitement ou couverts en partie par des ressources publiques, le mécanisme des prix n'assure pas le rôle de régulateur de la demande. Et de ce fait, il y a en quelque sorte "conflit entre d'une part l'intérêt du public en tant que patient et l'intérêt du public en tant que contribuable". (4) Ce conflit est généralement résolu de façon imparfaite et à la limite discriminatoire en agissant sur l'offre de soins : par un rationnement des lits d'hôpital, etc... Comment endiguer ce mouvement tout en respectant le principe de la solidarité ? Telle est l'une des premières interrogations qui ne manquent pas de se poser ceux que préoccupe l'évolution des finances publiques.

La deuxième concerne (et surtout concernera) les allocations de retraite. En effet, on assiste à deux mouvements inquiétants. D'une part, l'évolution démographique de vieillissement de la population dans toute l'Europe accroît les charges des inactifs supportées par les actifs ; d'autre part pour lutter contre le chômage, plusieurs pays se lancent dans des politiques d'avancement de l'âge de la retraite. Là encore, il s'agit d'une

affaire dont il ne faudrait pas minimiser la portée. Car ces orientations ont pour effet d'accentuer, toutes choses égales par ailleurs, la part des prélèvements obligatoires dans le P.I.B.

Un dernier mot enfin sur les allocations chômage. Une croissance ces dernières années conduit certains (tel le gouvernement français qui reste d'ailleurs assez isolé) à faire le raisonnement suivant : si l'on parvient à relancer l'activité économique par les dépenses publiques en particulier, on diminue ainsi le chômage, donc les allocations de chômage, donc la part des prélèvements obligatoires dans le P.I.B. ; ce qui devrait contribuer à résorber le chômage. Cette sorte de magie qui découle d'un raisonnement Keynésien trop simpliste ne résiste malheureusement ni à la réalité des faits (la preuve la plupart des pays font aujourd'hui un raisonnement inverse), ni même à la logique : car finalement comment admettre qu'une augmentation des prélèvements obligatoires dans un premier temps puisse aboutir à une diminution dans un deuxième temps par le même mécanisme ?

La relance pour ne pas être inflationniste doit s'accompagner soit d'une augmentation des impôts, soit d'emprunts nouveaux ; deux mesures qui vont diminuer les dépenses privées de consommation ou d'investissement, anihilent aussi l'effet escompté des dépenses publiques.

Après ces remarques introductives sur les dépenses, quelques mots sur la couverture de ces charges, que ce soit sous la forme de recettes fiscales et para-fiscales ou d'emprunts publics. On fera à cet égard trois remarques.

La première est bien évidemment que la contre-partie de l'accroissement des dépenses publiques dans le P.I.B. s'est accompagnée d'une augmentation des charges fiscales et para-fiscales. Cela est de simple bon sens. Personne ne doit donc s'étonner que depuis 20 ans la part des prélèvements obligatoires dans le revenu national ait cru ; c'est là la conséquence logique de la progression des dépenses publiques.

Deuxième observation : il y a en réalité une plus faible progression des charges que des dépenses, ce qui est humain. Il est au fond plus facile de donner que de faire payer. Le besoin de financement des administrations a tendance à s'accroître. On aurait pu penser que face au changement d'orientation annoncé en 1980 en matière de dépenses publiques dans la plupart des pays de la Communauté, le besoin de financement ait tendance récemment à diminuer. En fait, il n'en est rien (5). Au contraire dans la plupart des pays le besoin de financement doit croître en 1981. Cela tient à deux causes : d'abord 1981 est une année de forte dépression de la conjoncture avec des rentrées fiscales et para-fiscales plus faibles que celles escomptées initialement. Et puis n'oublions jamais la rigidité des dépenses publiques. Il est plus facile d'évoquer leur compression que de la réaliser vraiment. Certes, on peut toujours prétendre que si le pouvoir politique veut vraiment contrôler les dépenses il le peut.

Mais en revanche il contrôle beaucoup plus mal les recettes, car celles-ci dépendent évidemment de l'évolution de la conjoncture. Cette observation conjuguée à la difficulté politique de majorer trop fortement les taxes surtout en période de crise explique pourquoi à partir de 1974 on connaît dans la plupart des pays une forte croissance des déficits publics : moins-values fiscales et para-fiscales du fait d'une croissance plus faible, hésitation en période de crise à relever fortement les impôts, et enfin parfois tentative de réactiver l'économie par des dépenses publiques supplémentaires.

Enfin le troisième point concerne tout autant d'ailleurs les dépenses publiques. Il s'agit de leur hétérogénéité à l'échelle des 10 pays de la C.E.E. Ainsi, au Danemark, en Irlande, au Benelux, les dépenses des administrations publiques excèdent largement 50 % du P.I.B., alors qu'en Grèce on atteint 33,4 % et en Grande-Bretagne 44 %. En 1980, la part du prélèvement fiscal et des cotisations sociales dans le P.I.B. va de 44,4 % et 1,8 % au Danemark à 22,9 % et 19,9 % en France. Voilà des chiffres cités dans le rapport de la Communauté qui se passent de longs commentaires. Il est évident qu'au niveau des mécanismes de la concurrence et du fonctionnement de la C.E.E. de telles distorsions de charges sont des contraintes dont on ne peut pas se débarrasser d'un coup de baguette magique.

Ces observations liminaires sur les dépenses publiques et sur leur couverture sont un préalable indispensable à la réflexion de ceux qui s'interrogent sur la définition d'une nouvelle politique économique et sociale.

GOUVERNER C'EST CHOISIR

La politique, chacun en est conscient, c'est l'art de choisir. Il faut donc clairement savoir ce que l'on veut en se fixant des priorités dans le cadre de ce qui est. Ce n'est un comportement ni responsable ni efficace que de vouloir atteindre tous les objectifs en même temps ; car bien souvent, il arrive en fait que certains de ces objectifs soient contradictoires les uns avec les autres. Il ne serait d'ailleurs pas si étonnant, lorsqu'on écrira l'histoire de notre temps, que l'échec constaté en particulier sur le front de l'inflation et du chômage, soit imputé au manque de clarté dans la définition des priorités, au manque de courage dans les choix et à l'incompatibilité de certains objectifs poursuivis simultanément.

Quels sont les problèmes économiques et sociaux de notre temps prioritaires dans nos pays occidentaux ? Un large consensus existe sur ce point que ce sont l'inflation et le chômage. Les politiques économiques et sociales mises en œuvre doivent donc avant tout permettre à nos économies de se débarrasser de ces deux fléaux. Lorsque cette politique se heurte à d'autres objectifs économiques ou sociaux, il faut avoir le courage de choisir ; et cela tout en préservant évidemment l'essentiel, c'est-à-dire d'abord la liberté et ensuite la solidarité envers ceux qui ne peuvent pas se passer de l'aide de la collectivité.

Il est de plus en plus généralement accepté que l'évolution de l'Etat-providence a eu probablement pour effet d'alimenter l'inflation et le chômage, car la montée des dépenses publiques a eu divers effets que nous avons décrits :

1° - Elle a nécessité une aggravation de la pression fiscale et para-fiscale.

2° - Elle a accru l'endettement public.

3° - Elle a aussi nécessité une plus importante création monétaire.

Or il ne fait pas de doute que ces trois évolutions sont parmi les plus puissants facteurs d'aggravation du chômage et de l'inflation. Pourquoi ?

D'abord parce que les charges sociales sont un élément important du coût du travail. Leur progression décourage l'embauche. Elle rend nos économies plus vulnérables à la concurrence de pays jeunes qui paient des salaires plus faibles et qui souvent ignorent les charges sociales. Plus généralement, on peut dire que les prélèvements obligatoires dans leur ensemble pèsent sur le coût des produits et entament la compétitivité internationale.

Ensuite, parce que le financement du déficit public par l'emprunt ampute le marché financier de fonds qui ne sont plus disponibles pour les investissements productifs privés. Et chacun sait que seul l'investissement productif privé permet à terme de maintenir les emplois, voire d'en créer. Il est clair cependant que selon la taille de son marché financier un pays devra faire plus ou moins attention au déficit qu'il finance par l'emprunt. Ainsi la France qui a un marché financier très étroit doit se contenter d'un déficit plus faible que l'Allemagne par exemple, sous peine de devoir avoir recours à la création de monnaie. A la lumière de ces considérations techniques qui sont maintenant assez généralement acceptées, il est clair que la relation de Keynes entre les dépenses publiques et l'emploi qui est peut être valable à court terme, est fautive à plus long terme. Ce qui se passe depuis 10 ans dans le monde en est la preuve.

L'augmentation des dépenses publiques parce qu'elle s'accompagne, nous l'avons vu, d'un déficit public est source d'inflation. Directement certes, lorsque devant la difficulté de couvrir le déficit par l'emprunt, la Banque Centrale donne à l'Etat les moyens monétaires de couvrir ses charges. Mais indirectement aussi, même si cet aspect des choses n'est pas fréquemment abordé ; car si la collectivité publique opère une plus large ponction sur le marché financier, les autres agents économiques sont incités à accroître leur demande de crédit bancaire pour financer leurs propres opérations ; ce qui est là encore source de création monétaire. Dans tous les cas donc, la poussée des dépenses publiques est certainement l'un des vecteurs les plus puissants de l'inflation et du chômage.

J'ajouterai d'ailleurs que la politique la plus néfaste est celle qui consiste à aggraver le déficit et parallèlement à pratiquer une politique monétaire déflationniste. Il y a en ce moment une mode pour ce genre de politique. Elle peut prendre divers aspects. Aux Etats-Unis par exemple, le déficit se creuse parce qu'on a volontairement diminué les impôts plus fortement que l'on a pu freiner les dépenses. En France, on augmente les dépenses publiques dans le plus pur style keynésien, c'est-à-dire sans accroître les impôts d'un même montant. Il est probable que ce genre de "politique mixte" est la plus mauvaise qui soit, car elle aggrave d'autant plus le chômage que l'effet de l'augmentation des dépenses publiques est accentué par une politique monétaire restrictive, et elle est vouée rapidement à l'échec au niveau des prix; car on est obligé, devant la dégradation accentuée de la conjoncture, de tourner casaque.

Qu'il me soit permis pour conclure de formuler quelques propositions personnelles à verser au débat sur cette 3^{ème} génération des Finances publiques dans laquelle nous entrons probablement.

D'abord il est essentiel que nous sachions où nous voulons aller et quelles sont les conséquences de ce que nous faisons. Cette question peut apparaître comme impertinente, voire incongrue. Elle ne l'est pas. Nous avons besoin d'indicateurs tant à court terme qu'à moyen terme qui servent en quelque sorte de phare à l'action engagée. Deux ont été récemment mis en avant. Et il faut s'en féliciter. Car si l'on admet le bien-fondé de l'analyse qui précède, ils sont indispensables à la lutte contre l'inflation et le chômage: il s'agit du taux de croissance de la masse monétaire et du taux des prélèvements obligatoires dans le P.I.B. Il est essentiel d'une part que les responsables de l'action politique soient guidés par ces indicateurs et que l'opinion publique, quant à elle, fasse ses choix à partir de ces indices simples représentant des options politiques fondamentales. Mais il ne faut pas s'arrêter là. Et nous devons rechercher d'autres indicateurs.

Ma deuxième idée est qu'il faut introduire dans le système économique et social un certain nombre de modérateurs automatiques des dépenses publiques pour assurer une auto-stabilité au système. En d'autres termes, il est dangereux de faire trop confiance à l'administration pour contrôler les dépenses. Trop d'objectifs contradictoires peuvent guider ses décisions. Seule la responsabilité individuelle est susceptible de conduire à une auto-discipline. Si le mécanisme des prix est source de trop de discrimination dans certains domaines comme la santé, alors il convient de mettre progressivement en place des systèmes mixtes faisant appel à la solidarité pour les plus déshérités, à la responsabilité pour les autres. Il convient aussi de réfléchir à un retour progressif à des régimes de capitalisation pour les retraites. Sans une réflexion courageuse sur ces problèmes, on peut être conduit à terme à connaître une déflagration sociale du fait de l'extension insupportable du chômage et de l'in-

flation.

4° - Rien n'est plus néfaste que les politiques en accordéon. Les bouchons sur les routes alors qu'il n'y a aucun feu rouge pour arrêter la circulation montrent bien les conséquences désastreuses des changements de rythme. Il faut éviter à tout prix les politiques conjoncturelles de "stop and go". Pourquoi ne pas réfléchir sur des modifications constitutionnelles qui assureraient cette stabilité

5° - Enfin, dernière piste: il est urgent de réfléchir à la mise en œuvre de mécanismes de convergence des politiques financières et monétaires dans les divers pays membres de la Communauté. Car il y va de l'avenir même de l'Europe. C'est là certes un problème d'une ampleur considérable. Mais en cherchant à le résoudre en priorité on peut être conduit à engager correctement cette réflexion d'ensemble sur les finances publiques qui est indispensable à la solution des problèmes économiques et sociaux de notre temps.

Edmond ALPHANDERY

(1) Le déficit budgétaire américain dont on recherche la diminution va probablement croître en 1982 dans des proportions très fortes.

(2) Voir "Politique budgétaire" dans "Economie Européenne", n° 9, Juillet 1981.

(3) Je reprendrai ici les observations faites dans le rapport précité de la Communauté Economique Européenne.

(4) Opus cité.

(5) Voir tableau en note.

Tableau

Besoins de financement des Administrations Publiques en % du P.I.B. (Etat, collectivités locales, régimes de Sécurité Sociale)			
	1979	1980	1981*
Belgique	7,1	9,4	9,7
Danemark	3,1	4,6	5,7
R.F.A.	3	3,5	3,8
France	0,8	0,6	1,8**
Irlande	11,9	13,5	11,7
Italie	9,4	7,8	8,4
Luxembourg	— 0,1	0,9	2,1
Pays-Bas	2	2,8	3,2
Royaume-Uni	3,3	2,3	2,2

* Estimation

Sources: Economie Européenne n° 8 Mars 1981, p. 24.

** Chiffre estimé début 81 par la C.E.E. Le chiffre estimé à l'automne 81 dans le Rapport Economique et Financier est de 2,4 % (p. 49).

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

Comment taxer la fortune ?

Le débat sur l'impôt sur la fortune est plein d'enseignements. Le gros du financement des dépenses de l'État était assuré jusqu'à présent en France par les consommateurs qui payent la T.V.A. et par les titulaires de revenus qui payent l'impôt direct sur ceux-ci.

Or l'impôt sur la consommation pénalise les plus pauvres, condamnés à dépenser tout ce qu'ils gagnent. Quant à l'impôt sur les revenus, il reste assez largement fraudé, malgré l'accroissement du nombre des salariés pour lesquels la fraude n'est pas facile, puisque c'est le patron qui déclare le salaire.

Il existait quand même plusieurs impôts sur la fortune, c'est-à-dire sur le patrimoine : par exemple la taxe foncière, payée par les propriétaires d'immeubles, la taxe professionnelle, ex-patente, payée par les entreprises non sans pleurs et grincements de dents, les droits d'enregistrement, les droits de succession, sans oublier l'impôt Giscard sur les plus-values.

On pouvait considérer que, malgré cela, la fortune n'était pas assez imposée en France, par rapport à la consommation et aux revenus. Et il revenait naturellement à un gouvernement socialiste de combler cette lacune.

Or voilà qu'au fil des jours, la matière imposable pour cet impôt sur la fortune se réduit comme une peau de chagrin. On s'est d'abord rendu compte que l'imposition de l'outil de travail, machines ou terre agricole, allait à l'encontre de la création d'emplois. On a donc allégé ces impôts pour ce qui concerne l'outil de travail. Ensuite, on a exonéré les objets d'art et les forêts. Dès le début, on avait fixé un seuil de 3 millions de francs au dessous duquel on n'était pas imposé. En définitive, l'impôt sur la fortune va se ramener à un impôt supplémentaire sur les habitations, appartements, immeubles d'un certain prix et sur les bons de caisse anonymes dans les banques, fortement taxés parce qu'ils sont précisément anonymes. Le ministre du Budget doit prier le Bon Dieu qu'ils le restent car, sinon, son malheureux impôt ne lui rapportera plus grand chose.

Quelles leçons tirer de tout cela ? Deux leçons. La première et la plus importante est que, lorsqu'un pays atteint un taux d'imposition global très élevé (environ 44

% l'an prochain, en incluant les cotisations sociales), il devient très difficile de créer de nouveaux impôts. On cite le cas de la Suisse, de l'Allemagne et des Etats-Unis, tout pays capitaliste où existe un impôt annuel sur la fortune. Mais on oublie de dire que dans ces pays là, les taux d'imposition globaux sont beaucoup plus faibles qu'en France, sensiblement moins de 40 % des revenus. On paye donc sur le capital ce qu'on ne paye pas sur la consommation ou sur les revenus.

Deuxième leçon : l'impôt annuel sur la fortune est techniquement un mauvais impôt. Tous les experts en sont convaincus. Sa seule justification est de recouper les déclarations de revenus pour réduire la fraude fiscale mais, pour cela, il doit frapper absolument tous les patrimoines sans aucune exception, avec un taux d'imposition extrêmement faible. C'est en quelque sorte un impôt statistique. Sinon, mieux vaut taxer la fortune au moment d'une succession, c'est-à-dire tous les 30 ou 40 ans et non tous les ans. Cela avait d'ailleurs été démontré en France par des experts parfaitement indépendants. Le meilleur impôt sur la fortune, c'est un impôt plus lourd sur les successions, tenant compte notamment des ressources de l'héritier. Autrement dit, une fois de plus, l'objectif du gouvernement est parfaitement justifiable, mais le moyen choisi pour l'atteindre ne l'est pas.

30/10/1981

Leçons de Pologne

Huit jours après le coup de force du Général Jaruzelski, rien n'est réglé en Pologne. Ni la situation militaire sur le terrain, ni la situation politique, ni la situation économique.

Le grand argument - et même le seul - de la tentative de reprise en main par l'armée était d'éviter l'effondrement total de l'économie polonaise. Or, le pouvoir officiel avoue lui-même son impuissance en ce domaine, puisqu'il annonce qu'on va travailler 7 jours sur 7 et 12 heures par jour, tandis qu'il met en congé les ouvriers des chantiers navals, c'est-à-dire qu'ils ferment ceux-ci pour ne pas avoir à les évacuer par la force une nouvelle fois.

Nous voilà donc au paroxysme d'une crise polonaise qui se caractérise depuis 30 ans par un pouvoir politique illégitime, puisque la grande majorité des polonais n'a

jamais voulu d'un régime communiste, et par un système économique inefficace.

Il est donc clair :

- Que la Pologne n'est communiste que par la présence directe et indirecte de l'armée rouge. Il est désormais acquis que les opérations en cours, ont été préparées de longue main avec le concours des services spéciaux soviétiques.

- Que les accords de Yalta ont bon dos, car contrairement à ce que l'on en a dit, ils prévoyaient explicitement des élections libres en Pologne, élections qui n'ont jamais eu lieu.

- Qu'il n'y aura aucune solution durable du problème polonais sans la participation du peuple polonais. Même si l'armée écrase les premières pousses de liberté, même si les Russes interviennent directement la Pologne restera un foyer d'incendie au cœur du bloc de l'Est. Un foyer qui se réveillera demain ou après-demain à n'importe quelle occasion.

- Que l'occident n'est pas aussi démuné de moyens qu'on veut bien le dire dans cette affaire. Les ripostes doivent viser l'Union Soviétique elle-même, puisque c'est Moscou qui règne à Varsovie. Citons : la dénonciation des accords d'Helsinki sur les Droits de l'Homme que l'Union Soviétique ne respecte pas. La mise en cause des négociations sur le désarmement auxquelles les soviétiques semblent tenir. L'aide aux résistants Afghans. La révision de certains aspects de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest.

- Qu'à l'intérieur même de l'occident, chacun doit prendre clairement ses responsabilités. En France, si la gauche a été amenée au pouvoir, c'est non seulement pour qu'elle fasse le bien (c'est toujours difficile), mais aussi pour qu'elle dise le vrai et le droit. Sinon à quoi bon ! Tous les problèmes ne sont pas de même nature. Défendre les libertés fondamentales même en Pologne, surtout quand elles viennent d'être conquises de haute lutte, c'est autre chose que de combattre plus ou moins efficacement l'inflation, ou de nationaliser un plus ou moins grand nombre d'entreprises. Si l'on n'est pas d'accord sur le premier point, celui des libertés -et il n'y a pas de meilleure façon de le savoir, que de répondre concrètement à un cas concret- peut-on gouverner longtemps ensemble sur les autres ? Telle est la question, que les Socialistes français posent -ou devraient poser, et finiront par poser-aux Communistes français.

Il y avait quelque humour involontaire, et plutôt noir, chez ce dirigeant communiste, qui demandait récemment à l'Episcopat français, de faire preuve de modération à propos de la Pologne. Et chez ce leader de la C.G.T. qui se refusait à intervenir dans les affaires d'un pays étranger, où l'on bafouait les droits syndicaux les plus élémentaires. Qui donc nous a habitué depuis 30 ans en France,

à parler fort à trancher de tout, chez nous et ailleurs, souvent à manier l'invective : nos Evêques ou les communistes ?

21/12/1981

Les 39 heures

Les 40 heures sont mortes, vive les 39 heures ! Pierre Mauroy reçoit aujourd'hui les syndicats et le patronat pour faire le point des négociations sur la réduction de la durée du travail. Après quoi le gouvernement légifèrera, par ordonnance, c'est-à-dire sans avoir besoin d'un vote du parlement pour -entre autre chose- instituer à partir du 1er février la durée légale du travail à 39 heures par semaine.

La loi de 40 heures avait été l'une des grandes conquêtes sociales de Juin 1936. On dira que, passer de 40 heures à 39 heures, en 46 ans, ce n'est pas le signe d'un progrès social très rapide... Ce serait une erreur. Entre temps, il y a eu la guerre, la reconstruction, le retard à combler dans la modernisation du pays. Si les Français n'avaient pas travaillé 46 heures par semaine, en moyenne, jusqu'au début des années 70, ils n'auraient pas le niveau de vie qu'ils ont aujourd'hui. En outre, si la durée hebdomadaire du travail est encore, à l'heure actuelle, en pleine crise, supérieure à 40 heures, (elle est dans la réalité de 40 heures 30 minutes), la durée annuelle a beaucoup diminué grâce à la 3^{ème}, puis à la 4^{ème} et bientôt à la 5^{ème} semaine de congés payés. En 1936, ces congés étaient de 15 jours.

Les vraies questions qui se posent aujourd'hui sont les suivantes. Tout d'abord, est-ce que la durée réelle du travail va devenir équivalente à la durée légale, c'est-à-dire à 39 heures ? Les syndicats poussent naturellement en ce sens. Mais dans les entreprises, c'est moins sûr. Certes, les salariés qui travailleront 39 heures seront payés 40. Mais s'ils continuent de faire 40 heures, ils auront une prime de 25 % pour l'heure supplémentaire.

L'objectif, on le sait, est d'aboutir aux 35 heures en 1985. La C.G.T. voulait 38 heures tout de suite. Le gouvernement s'en tient à 39 parce qu'il donne (en réalité il fait payer par les entreprises) la 5^{ème} semaine de congés payés à ceux des salariés, environ la moitié, qui ne l'ont pas déjà.

Mais les problèmes essentiels se situent ailleurs. Pour les syndicats et le gouvernement, il s'agit de savoir si cette réduction de la durée du travail va permettre de diminuer le chômage. Dans l'immédiat, c'est peu probable. La plupart des entreprises peuvent réduire la durée du travail d'une heure sans embaucher. Cette mesure va simplement favoriser les progrès de productivité, ce qui n'est d'ailleurs pas inutile pour l'économie française.

Pour les patrons, il s'agit de retrouver un peu de souplesse dans l'organisation du travail, à l'occasion de la

remise en chantier de la loi de 40 heures. Mieux coller aux aléas des commandes et au comportement des salariés. Cette refonte en profondeur sera permise par les ordonnances. Mais c'est aux patrons et aux syndicats de se mettre d'accord entre eux pour la réaliser effectivement. Difficile jusqu'à présent, ils n'y sont parvenus que pour 3 à 4 millions de salariés. L'objectif était le double. Ils se reverront en février prochain pour faire le point.

Le gouvernement, tout en poussant à la roue, a raison de ne rien précipiter. Car en imposant des charges insupportables, il détruirait plus d'emplois qu'il n'en aurait créé.

22/12/1981

L'année test

1982. Ce sera l'année test pour le nouveau pouvoir en France. L'année où il va mettre en œuvre les réformes décidées depuis l'été dernier : nationalisations, décentralisation, impôt sur la fortune. Celle où il va appliquer les réformes prêtes à sortir du four où elles cuisent encore : droits des travailleurs dans l'entreprise, réduction de la durée du travail. L'année où il doit parachever son œuvre d'après ce que nous a dit le Président de la République à la St-Sylvestre, avec les réformes de la Sécurité Sociale, de la fiscalité, et de la distribution.

Si après tout ça la France n'est pas réformée on ne sait plus ce qu'il faudrait faire. Souhaitons qu'elle le soit, au bon sens du mot. Car on le sait, il y a aussi des cas de réforme pour incapacité.

Soyons justes, tous ces bouleversements vont d'abord mettre un peu de pagaille, avant de nous délivrer les bienfaits attendus. Du point de vue des réformes, 1982 sera donc une année test dans un sens bien précis : elle testera notre capacité à réaliser cette transition sans trop de dégâts.

Parallèlement, 1982 va tester l'aptitude du gouvernement à faire face aux difficultés de la gestion courante des affaires : le pouvoir d'achat, l'emploi, le franc, les finances publiques. Désormais, plus question de mettre tous nos malheurs sur le dos des prédécesseurs, ce qui était de bonne guerre jusqu'à présent. Le chômage, c'était la faute à Giscard, la vie chère, la faute à Barre... On était plus discret sur les quelques bijoux trouvés dans l'héritage, car il y en avait aussi : un commerce extérieur presque rééquilibré au printemps dernier, une dette publique parmi les plus faibles du monde, une capacité d'emprunt à l'étranger intacte, un système monétaire européen en bon état de marche.

Ce gouvernement commence l'année 82 avec des soucis, comme tout le monde mais aussi avec des atouts qu'on ne doit pas sous-estimer. D'abord c'est un gouvernement jeune (à peine plus de 6 mois), que le pouvoir n'a donc pas encore usé. Ensuite, nous l'avons vu, il peut

vivre à crédit pendant quelque temps, peut-être pendant toute l'année. En outre, la reprise de l'économie mondiale se dessine à l'horizon pour prendre le relais de la nôtre, qui ne durerait pas toute seule. Pour l'instant, les experts ne croient pas à un 3^{ème} choc pétrolier cette année. Du côté des syndicats, le plus encombrant est la C.G.T. mais elle a des soucis à cause de la Pologne ; les autres ont plutôt de la sympathie pour un gouvernement socialiste.

En somme, pour la gauche, c'était bien le moment de prendre le pouvoir. Des institutions solides (merci de Gaulle), des finances saines (merci Barre), des réformes à faire (merci les Conservateurs qui ne les ont pas faites), une pause dans la crise du pétrole (merci à l'Arabie Saoudite et à l'énergie nucléaire), des voisins pas plus brillants que nous (merci la crise).

Il y a certes les 2 millions de chômeurs et la hausse des prix à 14 % l'an. Mais précisément, c'est pour maîtriser cela, que la majorité du peuple français a donné le pouvoir à la gauche. Sinon pourquoi changer ? Si avec tous ces atouts, la gauche ne réussit pas cela signifiera : ou bien que personne ne pouvait réussir ; ou bien que la gauche aura été décidément bien maladroite. Rendez-vous à la St-Sylvestre 82.

4/01/1982

Le parti des propriétaires

"Le premier parti de France, disait Georges Pompidou, c'est le parti des propriétaires". Autant dire que la bataille qui s'ouvre au Parlement sur les rapports entre les propriétaires et locataires sera rude. Il y a chez nous plus de 10 millions de propriétaires de logements, la plupart les occupent eux-mêmes. 2 millions les louent à quelque 8 millions de locataires.

Si l'on ajoute à cela toute l'industrie du bâtiment, on voit que peu de débats auront autant de spectateurs intéressés.

Un gouvernement socialiste se devait, naturellement, de s'occuper de cette question. Traditionnellement la gauche se soucie à la fois des besoins élémentaires des citoyens, et le logement en est un, et de l'emploi, or le bâtiment est un gros pourvoyeur d'emplois. Mais, précisément, le risque est de mettre en contradiction ces deux objectifs. Peut-on en même temps affaiblir le propriétaire face au locataire et le convaincre de construire davantage ?

Tel est le cœur du débat autour du projet de loi présenté par le ministre du logement Roger Quilliot, maire de Clermont Ferrand, par ailleurs fin lettré, spécialiste d'Albert Camus. Le texte initial avait fait frémir les propriétaires, tant en ce qui concerne le montant des loyers que la possibilité de revendre le logement vide de son locataire. On a brandi le spectre des années 20 durant

lesquelles, avec les meilleures intentions du monde, et dans le but de défendre les locataires, on avait rendu la construction si peu rentable que la France a pris 20 ans de retard en matière de logements, entre les deux guerres. Pour le plus grand malheur de tout le monde, non seulement des propriétaires, mais aussi des locataires qui ne trouvaient plus à se loger.

Après la dernière guerre, la France a courageusement reconstruit ses usines avant ses logements. Puis on a fait porter l'effort sur ceux-ci grâce à des crédits publics et en libérant les propriétaires des anciennes contraintes. Les résultats sont là : 5 millions de logements neufs construits en 10 ans, de 1965 à 1975. Une incontestable amélioration de l'habitat : au cours des 10 dernières années, le nombre des logements sans W.C. ni baignoire, est passé de 50 à 25 %, et celui des logements surpeuplés de près de 25 % à 17 %.

Malgré ces progrès incontestables, il y a encore des logements insuffisants et surtout des loyers trop chers. Le cas extrême est celui de Paris où une famille ouvrière ne peut pratiquement plus se loger confortablement. Dans sa forme actuelle, revue et corrigée, le projet gouvernemental protège mieux le locataire, mais sans dissuader le propriétaire. Les loyers ne sont pas bloqués. Et si l'on vend un logement on peut demander à l'occupant de s'en aller. Entre le locataire et le propriétaire, aucun ne met l'autre K.O. Mais ce n'est évidemment pas cela qui va relancer la construction et l'amélioration de l'habitat. D'autant que certains propriétaires vont être frappés en même temps par le nouvel impôt sur la fortune et que tous les candidats à la construction souffrent des taux d'intérêt trop élevés. Or, on aura beau dire, mais la meilleure façon de donner ce "droit au logement" que l'on promet aux Français, c'est encore de construire des logements confortables.

12/01/1982

Une leçon mais laquelle ?

Voyons, que se passe-t-il ? Le gouvernement avait de bons sondages et de relativement bons indices (en décembre les prix ont moins augmenté que les mois précédents et le chômage a paru plafonner) et voilà qu'il a de mauvaises élections.

Certes, les spécialistes nous ont expliqué que c'étaient de mauvaises circonscriptions pour la gauche ; qu'on se défoule dans les élections partielles sans conséquences politiques (mais pourquoi pas dans les sondages qui en ont encore moins ?) ; que les électeurs communistes étaient dans l'embarras et que, de toute façon, cela ne représentait que 0,6 % du corps électoral.

N'empêche, les résultats sont là. Et s'ils avaient été bons pour elle, la gauche au pouvoir n'aurait pas dit que c'était sans importance. D'ailleurs -soyons justes- elle ne le dit pas et semble vouloir en tirer des conséquences.

Mais lesquelles ? Voilà ce qui nous intéresse, surtout en matière économique et sociale. Va-t-on accélérer les réformes, radicaliser la politique, donner un coup de pouce aux salaires, bloquer les prix, renvoyer le conseil constitutionnel à ses chères études juridiques ? Ou bien, au contraire, va-t-on mesurer ses pas, tourner 7 fois son disque dans l'ordinateur avant de sortir les réformes annoncées de la Sécurité Sociale et de la fiscalité, rassurer les propriétaires de logements, ne plus effrayer les patrons ? En résumé va-t-on virer au rouge ou au rose pale ? Mermaz ou Delors ?

Question délicate. A laquelle le chef de l'Etat -le vrai maître du jeu- répondra différemment selon qu'il sera soucieux de rattraper un électorat communiste qui ne va plus nulle part ou de ne pas donner à l'opposition l'occasion de refaire le plein, y compris des voix centristes passées à gauche, l'espace d'un été. La prochaine échéance est pour bientôt, ce sont les cantonales de mars. A ce moment là, les indices seront mauvais : les prix font leur bond en avant au début de l'année et le chômage devrait atteindre un sommet vers le printemps. Le gouvernement peut faire la part du feu sur les cantonales en priant Moscou, Rome et Varsovie de ne rien aggraver en Pologne pour ne pas aggraver, en France, des dissensions entre le P.C. et le P.S.

Mais la véritable échéance politique, ce sont les municipales de 1983. Garder ou perdre une mairie, c'est souvent plus important que garder ou perdre un siège de député. Le président de la République donnait l'impression à ses visiteurs, depuis quelques semaines, d'avoir pris son parti d'un certain recul de la gauche à cette occasion. Il croit que 1982 sera une année difficile pour le gouvernement parce qu'il payera le coût des réformes sans en toucher encore les dividendes.

Il peut se tromper. La réalité pourrait bien être inverse. Nous vivons actuellement la phase où l'on puise dans des caisses qui n'étaient pas complètement vides et où l'on peut s'endetter sans difficulté. C'est plus tard qu'il faudra régler les additions. Mais, précisément, parce que le chef de l'Etat est convaincu que ce sont les réformes d'aujourd'hui, telles que les nationalisations, qui donneront les solutions de demain, il persévéra dans sa politique. Il préférera prendre des risques sur les cantonales et sur les municipales que sur les législatives de 1986. Sa logique est de ne pas ralentir, même si la nôtre est d'éviter le fossé.

19/01/1982

Trop cher ...

Le gouvernement va donc donner 5 à 6 milliards de plus aux actionnaires des entreprises nationalisables avec l'espoir de répondre ainsi aux critiques du Conseil Constitutionnel.

C'est trop cher, dit-on à gauche. Pas assez, dit-on à la

Bourse. Je crois que les deux ont raison et je pense surtout qu'on aurait pu éviter cette querelle de marchands de tapis pour le plus grand profit de tout le monde.

Les boursiers disent que ce n'est pas assez cher payé parce que, dans la plupart des rachats d'actions en Bourse, pour prendre le contrôle d'une entreprise, on paye 30 à 50 % au dessus du cours. Cette fois, on payera 14 % au dessus des meilleurs cours des mois qui ont précédé les élections.

De ce point de vue, l'Etat se taille une belle portion de l'économie française pour un prix relativement modique, environ 35 milliards de francs si la nouvelle formule est retenue. Tout cela, aux frais des contribuables. Car il ne faut pas se tromper de sens. Ce ne sont pas les actionnaires qui ont demandé aux contribuables de leur racheter leurs actions. C'est l'Etat qui a décidé de les leur prendre moyennant indemnisation. Les actionnaires, eux, ne demandaient rien.

Malgré cela, on peut dire que c'est trop cher. Pas tellement parce qu'on va engraisser encore les gros, comme on dit. Mais parce que l'Etat pouvait prendre le contrôle de ces entreprises dans de bien meilleures conditions pour tout le monde. Au lieu de donner 35 milliards à des actionnaires, qui en feront Dieu sait quoi et qui, de toute façon, ne seront pas contents, il pouvait atteindre le même objectif par d'autres moyens.

Quel objectif ? Vivifier le tissu industriel et financier du pays. Le transfert de propriété à l'Etat n'est jamais qu'un moyen. C'est l'objectif qui compte. Or, avec le même argent, et même avec moins, l'Etat pouvait devenir l'actionnaire principal de ces sociétés sans rien racheter à personne. Simplement en faisant des augmentations de capital à son seul profit. Ce faisant, il ne dépossédait pas les autres actionnaires, qu'il n'avait donc pas besoin d'indemniser. Il mettait l'argent des contribuables dans le développement de l'entreprise au lieu de le donner aux anciens propriétaires. De toute façon, il devra mettre de l'argent dans ces affaires pour leur développement, ce qui viendra en plus de l'indemnisation dont on discute aujourd'hui. Par ces augmentations de capital, sans transfert de l'intégralité de la propriété, l'Etat aurait joué son rôle de stimulant au lieu de gaspiller son argent... je veux dire, le nôtre.

Pourquoi n'a-t-on pas fait cela, qui aurait parfaitement convenu à des hommes comme Michel Rocard ou Jacques Delors ? Parce qu'au lieu de faire de l'économie, et en l'occurrence de l'économie socialiste, on a fait de la politique à base étroitement idéologique. On a le droit d'être socialiste. C'est même parfaitement honorable. Mais cela ne dispense pas d'être pertinent. Est-ce qu'on s'en rend compte aujourd'hui ? Ce n'est même pas sûr et de toute façon c'est trop tard.

20/01/1982

Un gaz asphyxiant

Quel est donc ce gaz Soviétique qui va de plus en plus alimenter nos usines et nos cuisines : une aubaine ou une muselière ? Le contrat signé à la fin de la semaine dernière prévoit donc, que l'Union Soviétique qui nous fournit déjà 4 milliards de m³ de gaz naturel, nous en fournira 3 fois plus vers 1990, devenant alors notre premier fournisseur, avec le 1/3 de notre approvisionnement.

Comme la part du gaz naturel dans la couverture de nos besoins en énergie doit elle-même croître sensiblement dans les 10 ans qui viennent -pour économiser le pétrole- nous serons de plus en plus dépendants de l'Union Soviétique. Les chiffres officiels disent : 5 % du total de nos besoins en énergie. Ce peut être sensiblement plus, si nous ne trouvons pas ailleurs du gaz en complément et si nous continuons d'acheter du pétrole en Union Soviétique. A l'horizon de 10 ans, notre dépendance en énergie, vis-à-vis de Moscou, se situera quelque part entre 6 et 10 %. C'est beaucoup à l'égard d'un pays dont on vante certes, la régularité en affaires, mais qui n'hésite pas quand ses intérêts politiques sont en jeu, à envahir l'Afghanistan et à faire faire la police des syndicats par l'armée, en Pologne. Ce serait tout de même moins difficile, pour lui, de fermer le robinet à gaz. Ou même simplement de menacer de le fermer, ce qui suffirait pour influencer les opinions occidentales qui ont peur du froid.

Certes, les arguments ne manquent pas pour nous convaincre que c'est une bonne affaire et que les risques sont faibles. Prix relativement avantageux de ce gaz. Transport par un gazoduc à la construction duquel nos entreprises vont participer ; mais nous allons aussi offrir aux Russes, 10 milliards de Frs. de crédit à des taux très avantageux, et pour l'instant, il n'y a que 4 milliards de contrats conclus avec des firmes françaises. Protection contre une éventuelle fermeture du robinet par l'accroissement des capacités de stockage de gaz et par l'équipement des gros utilisateurs en chaudières reconvertibles au charbon ou au fuel (mais cela coûte cher). Enfin, ultime argument, les autres font comme nous. Les Allemands ont signé, les Italiens vont le faire, suivis par d'autres pays européens. Quel soulagement ! Si Moscou ferme le robinet tous les Européens seront dans la mouise, pas seulement nous. Ouf !

On veut bien croire que c'est un risque calculé. Qu'il faut être réaliste. Que bien souvent, les affaires passent avant la morale (on nous dit ça de la droite jusqu'à la gauche). Que les gouvernements européens ne font que s'aligner sur les aspirations profondes de leurs peuples désireux avant tout de confort et de tranquillité. Tout cela est sans doute vrai. Il est donc vrai aussi que dans les relations avec Moscou, peu à peu dans les faits, sinon dans les discours le comportement de François Mitter-

rand s'aligne sur celui de Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci était allé à Varsovie faire la morale à Brejnev à propos de l'Afghanistan en lui disant qu'il ne fallait pas recommencer. On connaît la suite. François Mitterrand lui, brandit en paroles les fusées Pershing qui sont Américaines et qui seront installées en Allemagne, pas chez nous, face aux S.S. 20 Soviétiques, mais il se passe un gazoduc Sibérien autour du cou. On était pour ou contre les socialistes au pouvoir, mais on pensait qu'eux au moins, diraient le droit, le vrai, prendraient le risque sur des sujets majeurs de protéger la dignité et l'indépendance, fut-ce au prix de la tranquillité. On nous disait que Giscard était un mou et Mitterrand un dur ; il semble bien que ce soient deux mous. Comme nous peut-être. Mais on croyait que la responsabilité des hommes d'Etat était de réveiller les volontés assoupies. Illusion.

25/01/1982

Crise fiscale

Bien qu'il se flatte de ne pas avoir un déficit public plus important que celui des voisins -ce qui est exact- le gouvernement est inquiet. C'est pourquoi le chef de l'Etat a décidé de prendre lui-même, en mains, le contrôle des dépenses de l'Etat et la préparation de la réforme fiscale. Dès demain, il en parlera à l'Elysée avec les ministres intéressés.

On comprend les soucis du président. Rien n'est plus dangereux pour la stabilité du franc et la lutte contre la vie chère qu'un glissement incontrôlé des dépenses publiques. Nous avons commencé l'année avec un trou dans la caisse de 100 milliards. Il ne faut surtout pas l'agrandir. Et l'on va surveiller de très près, nous dit-on, l'évolution des dépenses de santé et la boulimie de certains ministres drogués par les réformes.

Du côté des recettes, c'est-à-dire des impôts, le danger n'est pas seulement économique, il est aussi politique. Ce n'est déjà pas facile de faire voter un impôt sur la fortune. Encore moins de relever les cotisations sociales et la taxe sur l'essence. Qu'en sera-t-il lorsqu'il va falloir manipuler l'impôt sur le revenu et la T.V.A., véritables explosifs ?

Or, comment y échapper, compte tenu des dépenses engagées et promesses faites ? On doit supprimer ou aménager la taxe d'habitation, la taxe professionnelle, l'impôt sur les plus values. Coût : 70 milliards de francs. Ajoutez-y les cotisations sociales qui freinent l'embauche et qu'on voudrait transférer pour une part sur le dos des contribuables, et vous avez tous les éléments d'un casse-tête chinois.

Voilà pourquoi François Mitterrand s'y plonge dès maintenant. Il ne veut pas être pris de court quand il faudra équilibrer le budget de l'année prochaine. Equilibrer est une façon de parler ! On sera déjà bien content si l'ensemble des déficits publics en 1983 reste du même

ordre de grandeur qu'en 1982, soit environ 3 % de la production nationale.

Du côté des impôts, on connaît le souci du président. Pas de tabou. Il a raison, l'homme politique est là pour empêcher les techniciens de s'enfermer dans leur technique. Il n'aime pas beaucoup l'impôt sur les revenus, mais il n'exclut pas un relèvement de la T.V.A. Pour l'instant, ce sont de simples hypothèses de travail. Mais, comme le faisait remarquer Jacques Delors, on ne pourra pas demander à la T.V.A. de tout faire : de remplacer la taxe professionnelle, de financer une partie de la Sécurité Sociale et de compenser la taxe d'habitation.

En outre, toute hausse de la T.V.A. se répercute immédiatement dans les prix. Ce n'est pas la meilleure façon de ramener la hausse du coût de la vie à 10 % l'an fin 82, comme on l'a promis aux Français. Certes, la T.V.A. a aussi des avantages, c'est un impôt plus indolore que l'impôt sur le revenu et il favorise plutôt le commerce extérieur, ce dont nous avons bien besoin.

Mais la France a déjà l'une des T.V.A. les plus élevées d'Europe. Elle a aussi une des inflations les plus fortes. Pour toutes ces raisons, on y regardera sans doute à deux fois avant de surtaxer le consommateur. Ce ne serait pas sortir d'une crise économique que d'entrer dans une crise fiscale.

27/01/1982

La paix verte

Entre la gauche et les agriculteurs, il y a toujours eu un malaise. François Mitterrand s'est efforcé de le dissiper en recevant, le président des syndicats agricoles, François Guillaume, en le recevant seul, à l'Elysée, donc avec quelque solennité.

Les agriculteurs - du moins la majorité d'entre eux - se sont toujours méfiés de la gauche, de ses idées toutes faites sur la propriété, sur les gros qui s'engraissent au détriment des contribuables, en s'abritant derrière les petits. Certes le Front populaire avait donné à la paysannerie française, l'office du blé. Mais, depuis lors, ce n'est pas de ce côté-là de l'échiquier politique que les agriculteurs ont trouvé le plus d'appui pour leur modernisation. La présence de ministres communistes au gouvernement ne pouvait guère les séduire, car s'il y a un secteur, dans les pays de l'Est, où le communisme a fait complètement fiasco, c'est bien l'agriculture.

Enfin, le gouvernement a commis des maladroites. Donnant l'impression de vouloir diviser le syndicalisme agricole pour mieux le régenter. Sans parler du choix d'Edith Cresson pour le poste difficile de ministre de l'Agriculture. Cette femme de tête - et de caractère - a des allures trop bourgeoises pour séduire les femmes de paysans, travailleuses manuelles, s'il en est ! Dans les manifestations contre Madame Cresson, en province, ce sont

souvent les femmes les plus acharnées. Ce n'est peut-être pas juste, mais c'est comme ça. Edith Cresson reconnaissait d'ailleurs dans une interview récente à notre confrère *Le Matin* : "Quand je vois la police, les CRS, ça me fait toujours le même effet. Je me dis que ma place n'est plus là... mais je suis obligée de rester..."

Autant dire, que si, à l'occasion d'un quelconque remaniement ministériel, Madame Cresson était appelée à d'autres responsabilités, elle ne dirait sans doute pas "non". En attendant, elle gagne son paradis politique en labourant la France agricole, non sans éclaboussures.

François Mitterrand, lui, a de la terre sous ses chaussures, comme on dit. Il connaît la France rurale, sinon tous les problèmes agricoles. Rappelez-vous ses affiches durant la campagne électorale : un vieux village avec son clocher. Rappelons son interview à la télévision, sa nostalgie de la vie rurale. Au fond, il serait son meilleur ministre de l'Agriculture. Mais on ne peut pas tout faire. Alerté par le coup de semonce des élections partielles, il monte au créneau avant les cantonales, où les voix rurales pèsent lourd.

Voilà pour le décor politique de cette rencontre. Mais l'agriculture est aussi une activité économique moderne, gérée pour partie de Bruxelles ; et dont le marché est mondial. Il ne s'agit donc pas de rêver sur un tableau de Le Nain ou de Millet. Il faut traiter les problèmes. Les syndicats agricoles disent, en résumé : nos coûts de production augmentent plus vite que nos prix de vente. Ou bien les prix européens s'alignent sur nos coûts (mais nos partenaires n'y sont guère favorables, car l'inflation est plus forte en France qu'ailleurs). Ou bien le gouvernement français fait ce qu'il faut faire pour réduire nos coûts en maîtrisant l'inflation ou en allégeant certaines charges, telles que les taxes sur les produits à base de pétrole, très utilisés en agriculture.

La paix verte n'est pas une simple question de poignée de mains. Il y faut aussi des chiffres. Un agriculteur est, de plus en plus, un entrepreneur.

2/02/1982

Schmidt accélère

Bonne nouvelle pour nous : le chancelier Schmidt a donné un coup d'accélérateur à la relance chez lui. Devant l'aggravation du chômage Outre Rhin (1.950.000 demandeurs d'emploi fin janvier, soit environ 7 % de la population active contre 8 % chez nous), le gouvernement de Bonn en fait un peu plus que prévu pour soutenir les affaires.

On avait parlé d'un plan de quelque 7 milliards de marks. Finalement il est bel et bien de 12 milliards de marks. Aide aux investissements d'entreprises, à l'équipement des communes, aux économies d'énergie, aux

P.M.E., aux logements. Soit l'équivalent d'une trentaine de milliards de francs français ou encore 1 % de notre production nationale.

Certes, le plan allemand de relance se distingue de celui que le gouvernement français a mis en route l'été dernier. Les Allemands donnent la priorité aux investissements alors que nous l'avons donné à la consommation. Outre Rhin, on en profite au contraire pour serrer les salaires. En outre, les Allemands lancent leur opération alors qu'ils sont en train de redresser leurs comptes extérieurs et de freiner la hausse des prix. C'est l'inverse chez nous. Enfin, ils ont prévu de financer tout cela, après coup, par un relèvement de la T.V.A. qui passera, l'an prochain de 13 à 14 %. On sait que chez nous elle est déjà supérieure à 17 %.

La relance allemande n'est donc pas la même que la nôtre. Mais c'est tout de même une relance et cela nous sera favorable puisque l'Allemagne est notre premier client. En outre, au même moment, un autre pays, qui est, lui, notre 3^{ème} client, la Belgique, décide aussi de soutenir l'activité. Il est vrai qu'elle compte 13 % de chômeurs. A chacun ses méthodes, les Belges procèdent surtout par voie d'allègements fiscaux, notamment en faveur de la construction.

Ainsi, peu à peu, notre environnement international devrait s'améliorer. Il est vrai que les Américains, quant à eux, continuent de freiner avec des taux d'intérêt à nouveau à la hausse. Mais cela ne devrait pas durer, si du moins le président Reagan parvient à convaincre les autorités monétaires. Prenons le pari - les échéances électorales approchant - qu'il y parviendra avant l'été...

Tout cela, qui est plutôt optimiste, ne doit pas entamer notre lucidité. Ces plans de relance sont prudents. La reprise de l'économie mondiale sera progressive. Nous-mêmes, nous nous sommes engagés les premiers à découvrir, sans avoir maîtrisé ni notre inflation, ni notre déficit extérieur. 14 % de hausse des prix chez nous, quand elle est de 6 % en Allemagne et de 8 % en Belgique. Couverture de nos achats par nos ventes à l'étranger de 88 % seulement chez nous contre 96 % en Belgique et 112 % en Allemagne où le commerce extérieur est excédentaire.

En outre, on sait d'expérience que, dans une première phase le redémarrage d'une économie ne crée pas d'emploi. On utilise d'abord les capacités inemployées. Les effets sur le chômage se feront donc attendre, comme on vient de le voir en France où les chiffres de janvier ont été mauvais.

En matière de relance des affaires, il ne faut surtout pas confondre vitesse et précipitation. Pour des raisons politiques évidentes nous nous sommes un peu précipités. Espérons que les autres iront assez vite pour nous rattraper, sinon c'est nous qui devons ralentir le pas.

4/02/1982

LE MESSAGE D'EDUARDO FREI

par Alain POHER

Eduardo Frei était un ami. Quand il venait à Paris, c'était une joie pour moi de le recevoir, de l'écouter, de dialoguer avec lui. Il m'apprenait toujours quelque chose.

Homme d'Etat d'une très grande valeur, démocrate-chrétien engagé, Eduardo Frei jouissait d'une grande autorité morale dans son pays et tout spécialement dans les milieux populaires les plus défavorisés. Il fut le premier démocrate-chrétien président de la République en Amérique latine.

Comme chef d'Etat, il a mis en œuvre avec fermeté des réformes profondes, notamment en matière agraire, industrielle et commerciale. C'est ainsi que dès son arrivée au pouvoir, il entreprit une réforme agraire vigoureuse tendant à la redistribution des terres. Il a proposé et réalisé une nouvelle législation pour le commerce national et décidé l'appropriation par le Chili des mines nationales, et particulièrement celles de cuivre. Il l'a fait d'une façon remarquable, courageuse, sans céder aux pressions de ceux qui souhaitaient une simple nationalisation. Il réussit, par des accords avec les compagnies productrices, une restructuration complète de ces industries, aboutissant à accroître les investissements et ayant pour but d'assurer au Chili le premier rang mondial dans ce domaine.

Il n'eut pas de successeur démocrate-chrétien à la tête de l'Etat chilien, la constitution de son pays ne lui permettant pas d'accomplir deux mandats consécutifs. Ce fut le Président Allende qui lui succéda. Contrairement à certaines allégations, il ne s'opposa pas à la prise du pouvoir par Allende et, plus encore, son sens de l'Etat était si grand qu'il assura d'une façon irréprochable la transmission du pouvoir.

Mais il est clair qu'il ne put, par la suite, approuver la totalité de la politique de l'Unité Populaire, notamment dans le domaine économique, car cette politique conduisait le pays à une inflation redoutable et à un désordre grandissant.

En 1973, tout le monde savait au Chili que la dégrada-

tion de l'Etat conduisait au drame, mais le coup d'Etat militaire fut une surprise pour les milieux politiques. Dans ce moment difficile pour son pays, Eduardo Frei sut faire face avec courage, en dépit des critiques violentes qu'il reçut de sa droite et de sa gauche. Ces derniers temps, il apparaissait au Chili, aux yeux de tous, comme l'homme du retour espéré à la démocratie.

Le Chili, avant son aventure totalitaire, était une vieille démocratie solide et profondément républicaine. Au fond du cœur de chaque Chilien il en reste une trace, et Eduardo Frei était la lueur de l'espoir.

Au cours d'un de ses séjours parisiens, il m'a confié le manuscrit d'un ouvrage qu'il venait d'écrire. C'était en 1978. Il y décrivait la crise de la démocratie comme la "conséquence directe de la crise des civilisations occidentales, provoquée par l'oubli et la méconnaissance des valeurs essentielles qui favorisent la montée des extrémismes". A cette occasion, il a révélé l'existence d'une lettre que Jacques Maritain lui avait adressée un jour et qui peut encore aujourd'hui animer notre réflexion de chrétiens et de démocrates:

"Les Chrétiens ont pour mission de dire la vérité et de témoigner; c'est à ce niveau qu'ils doivent accomplir leur devoir temporel et livrer le combat social et politique qui est le leur. En d'autres termes, une véritable vocation doit animer leur action et pas seulement la bonne volonté, ni une inspiration chrétienne élevée. Cette vocation exige une foi d'une solidité à toute épreuve et une intelligence solidement formée, pour intégrer le réel et mener une action à la lumière de cette foi.

Voici les vérités qu'il est nécessaire aujourd'hui de proclamer et dont il importe que les Chrétiens prennent conscience, dans le monde entier comme au Chili."

Je forme le vœu que le peuple chilien, que tous mes amis démocrates-chrétiens et l'Histoire méditent sur l'œuvre admirable du Président Eduardo Frei.

Alain POHER
Président du Sénat

L'OPPOSITION POUR QUOI FAIRE ?

par Etienne BORNE

C'est forcer et fausser le sens d'un scrutin républicain et d'une alternance démocratique que de leur donner la signification d'une "effraction" révolutionnaire.

Nous ne croyons pas inutile de présenter à nos lecteurs le texte d'un article qu'Etienne Borne avait écrit, à la demande de "Témoignage Chrétien", pour le numéro spécial de cet hebdomadaire qui fêtait son quarantième anniversaire (23/11/1981). Ce texte, qui est une réflexion sur l'opposition, telle qu'elle est et telle qu'elle pourrait être, rentre assez exactement dans nos préoccupations, il correspond au style de "France-Forum" qui refuse le sectarisme manichéen et pratique l'ouverture à autrui et la tolérance. "Témoignage Chrétien" a cru devoir illustrer l'article d'Etienne Borne par une photographie de Jean Lecanuet au Congrès de l'U.D.F. à Orléans, en mars 1980, accompagnée de la légende suivante : "l'opposition retourne à ce qu'elle croit être - bien à tort - son profit : le mythe de l'Ange et du Dragon".

Cette mise en page et cette légende déformaient et le sens d'une phrase devenue une inexacte citation et l'aspect général de l'article. Etienne Borne a alors adressé à "Témoignage Chrétien" une mise au point qui n'a pas été publiée. Un certain nombre d'entre nous ayant joué un certain rôle aux origines clandestines et résistantes de "Témoignage Chrétien", il était bon de reconstituer le dossier de cette affaire dérisoire et pourtant significative.

H. B.

La maxime doit être écrite sur l'airain : pas de libre vie publique sans une opposition, non seulement légalement tolérée, mais qui doit être considérée et se considérer elle-même comme un service public. Non pas toute la démocratie, mais condition nécessaire d'une démocratie. Contre-épreuve décisive : là où l'opposition est illégale, poursuivie et punie comme trahison, le régime peut être nationaliste ou socialiste, et d'aventure les deux à la fois, il ne saurait sans imposture se présenter comme démocratique.

Une opposition ou plutôt des oppositions. Il y a dans les familles politiques et les courants d'opinion qui ont porté un gouvernement au pouvoir une inévitable marge d'impatients et d'excessifs qui ne tardent guère à faire le bilan morose des promesses non ou mal tenues, des lenteurs et des détours de l'action, des édulcorations ou des altérations d'un idéal qui était si beau dans les saisons exaltantes où se préparait la conquête du pouvoir. Pour des raisons faciles à apercevoir, un pouvoir qui se dit de gauche est plus exposé à cette sorte d'opposition qu'un

pouvoir qu'on dit de droite. Et s'il est permis de se souvenir et d'anticiper, on s'apercevra que le plus grand danger qui menace un tel gouvernement vient moins de ses opposants déclarés que de ses propres ultras qui abominent les compromis et poussent aux radicalisations catastrophiques.

Dans la conjoncture actuelle française, le modèle démocratique dont la valeur théorique n'est contesté par personne, reste pour une grande part idéal, et les rapports entre la majorité et l'opposition traduisent des deux côtés une sorte d'exaspération, proche du pathologique. Tout se passe comme si la majorité considérait toute objection à sa politique comme une agression relevant d'un sabotage délibéré ou d'une conspiration ténébreuse et comme si l'opposition trouvait abusif le propos que nourrit normalement un grand parti, vainqueur aux dernières consultations électorales, de mettre sa marque sur les institutions et les structures. Et, bien sûr, chacune des deux véhémences alimente l'autre et la pousse aux extrêmes, au moins dans l'ordre du verbe. D'où un partage des responsabilités dans la dégradation du débat démocratique.

Lorsqu'ils sont nouveaux, le vin et le pouvoir montent facilement à la tête. Et de plus les hommes qui viennent de prendre l'Etat en charge, comme étonnés et mal à l'aise dans leur propre victoire, perpétuent les médiocres habitudes prises dans une campagne présidentielle ouverte depuis trop longtemps et qui prenait des allures de chasse à courre, où tous les moyens étaient bons pour forcer le cerf et même la laide exploitation d'"affaires" dont on nous dit maintenant, non sans un certain cynisme, qu'après avoir été politiquement bien utiles, elles peuvent être renvoyées à leur état, vulgaire et subalterne, de faits-divers. Par le style grinçant, passionnel et souvent haineux de son discours, l'opposition d'hier ne donnait pas le bon exemple à l'opposition d'aujourd'hui.

Mais surtout, c'est forcer et fausser le sens d'un scrutin républicain et d'une alternance démocratique que de leur donner la signification d'une "effraction" révolutionnaire - le mot est tombé de haut le jour même de la prise de pouvoir - et d'un changement de société. Tout paraît alors se passer comme si les votes du printemps dernier avaient valeur d'un jugement dernier qui aurait tranché définitivement entre une droite, complice éternelle de Mammon, et une gauche vouée et dévouée à la cause du peuple.

Tel est le manichéisme, cohortes du bien contre légions du mal, qui empoisonne le climat, sinon tout à fait dans l'opinion, du moins dans la classe des hommes politiques et commentateurs de la politique. Certes, ce serait aux vainqueurs à donner le signal d'une nécessaire décrispation, s'il est permis d'employer le vocabulaire maudit de l'ancien régime. Il a été bien seul, l'éminent socialiste, qui, peu après les scrutins de 1981, reconnaissait que des millions de Français, numériquement minoritaires, pouvaient être "inquiets et déçus" pour des raisons qui

n'étaient pas forcément déshonorantes.

L'opposition, certes, insultée et provoquée, n'en est pas moins tombée dans le piège manichéen qui lui était tendu en retournant à ce qu'elle croit, bien à tort, être son profit, le mythe de l'Ange et du Dragon, et en se réclamant, idéologie contre idéologie, du libéralisme contre un socialisme identifié à un collectivisme quasi totalitaire. D'où l'insupportable échange de projectiles en forme d'arguments et dans lequel l'excès du verbe ne rachète pas la pauvreté de la pensée : vous préméditez l'étranglement de la liberté, vous êtes les suppôts de l'argent.

Imaginons qu'un parlementaire ex-giscardien ait proposé un amendement à la nouvelle fiscalité, prévoyant l'exonération des œuvres d'art : les zélotes de la majorité n'auraient pas manqué de lire dans ce comportement l'aveu d'une connivence de l'opposition avec la grande bourgeoisie, ses pompes financières et ses œuvres de luxe. On sait qu'une intervention élyséenne a cassé net le raisonnement manichéen. Et d'un autre côté, une opposition qui a parfaitement le droit de n'être pas socialiste sans être déclarée en statut d'émigration et en état d'indignité nationale, mais qui a le devoir de se montrer plus que jamais démocratique et sociale, pourrait tenter de guérir de leurs fantasmes les activistes de la majorité, en se prononçant avec l'éclat qui convient contre les fuites de capitaux, économiquement malfaisantes, politiquement stupides, patriotiquement scandaleuses.

Le mal, il faut y insister, est dans le manichéisme. Libéralisme et socialisme ont chacun leur part de vérité, et il s'agit, aujourd'hui comme hier, de composer ceci avec cela. Lorsqu'un ministre socialiste me dit que son socialisme s'appelle liberté, solidarité, responsabilité, il fait en réalité sa part à l'autre vérité, et il me donne une tardive envie de me dire moi aussi socialiste quand ce ne serait que pour améliorer mon image de marque. Que le socialisme au pouvoir introduise plus de socialisme dans la réalité française, il le peut légitimement et il le doit à sa vocation. Pensons à l'empreinte gaulliste mise hier sur les institutions et les mentalités, dont nous sommes tous bon gré mal gré les héritiers. De la même manière le socialisme laissera de son passage au pouvoir des traces, que les activistes de l'opposition se flattent en vain d'avoir l'occasion de raturer un jour et que devront assumer, quelles que soient leurs couleurs les gouvernements de demain. Mais l'actuel parti dominant commettrait une vaste erreur politique si, victime du manichéisme, il entreprenait de faire à plus ou moins long terme une France tout entière socialiste.

L'opposition et la majorité. Le libéralisme et le socialisme. La droite et la gauche. Des antithèses qu'il importe de ne point durcir parce qu'elles sont relatives en doctrine démocratique ; des frontières qu'il ne faut pas sacraliser, en exécrant un côté et en canonisant l'autre, car elles sont historiquement mouvantes. Et au surplus c'est un pluralisme vivant et non un dualisme sec et sommaire

qui correspond à la France réelle. La majorité et l'opposition sont faites de coalitions disparates et se dénoueront inévitablement demain. Si l'actuel gouvernement doit céder la place, il n'aura été victime ni d'un pouvoir économique entamé et limité, ni d'une opposition réduite au ministère de la parole, mais de ses propres contradictions internes, qui ne sont déjà que trop visibles. Alors, pour une politique à la fois de sacrifices et de solidarité, sonnerait l'heure que devrait préparer une opposition digne de ce nom, des reconversions et des rassemblements de salut public.

Vous avez dit : "gauche ou droite, choisissez votre camp". Nous sortons d'un 11 Novembre, hexagonal, bien français, patriotique de part en part ; un autre 11 Novembre avait été européen, avec la présence enfin fraternelle, des ennemis d'hier, maintenant réconciliés. Lequel à gauche ? lequel à droite ? Et si on penche plutôt pour le second, on croit, de toute sa conviction, n'être pas infidèle à ce qui fut en un temps où il y avait vraiment des camps, le combat ni libéral, ni socialiste mais patriotique et démocratique du "Témoignage Chrétien" clandestin.

E.B.

"J'ai été très désagréablement surpris par la manière dont vous avez illustré l'article que vous m'avez demandé pour le numéro anniversaire de "Témoignage Chrétien".

Vos lecteurs doivent savoir :

1) que je conteste cette mise en page sur laquelle je n'ai pas été consulté parce qu'on savait que je ne l'approuverais pas.

2) que pour légendiser cette image abusive avec un fragment bien découpé de mon texte, il a fallu fausser ma pensée : c'est à la majorité que je reprochais de donner dans la mythologie de l'Ange et du Dragon, et j'ajoutais que l'opposition se trompait si elle pensait "la retourner à son profit". Vous me faites dire que l'opposition "retourne à ce qu'elle croit être son profit...". Ce n'est pas le sens que je donnais au verbe retourner.

3) que parmi les leaders de l'opposition, Jean Lecanuet est celui dont je me sens le plus proche pour des raisons tant publiques que personnelles ; je vous défie de trouver dans le style de ses interventions la moindre trace d'injure et de violence verbale à l'égard de ses adversaires politiques ; au surplus, la ligne politique de Jean Lecanuet trouve sa rectitude, depuis le temps où il était un combattant de l'ombre contre l'occupant, dans sa résistance à tous les totalitarismes, quelle qu'en soit la couleur ; enfin l'inspiration démocrate-chrétienne qui nous est commune est la mieux faite pour préserver Jean Lecanuet de ce manichéisme qui est en France la désespérante fatalité du débat politique".

Etienne Borne

Points de vues sur la Gauche

"Il m'est apparu que l'opposition totalitarisme-liberté était finalement plus importante que le vieux contraste droite-gauche ... En ce qui concerne l'Europe dans laquelle j'habite, le nazisme ayant été militairement écrasé, et le fascisme n'étant guère menaçant, sinon dans la rhétorique de certains, le principal danger, ou en tout cas l'essentielle réalité totalitaire, émane des structures mises en place à l'est du "rideau de fer" depuis 1945 ; de diverses façons, elles menacent cet état de liberté que constitue (avec ses insuffisances vivantes, dont je suis conscient) l'Europe occidentale".

Emmanuel Le Roy Ladurie - Montpellier-Paris (P.C. P.S.U.)

"On croit généralement que la social-démocratie est un compromis réaliste avec le système en place : aux capitalistes la production, aux socialistes la répartition et la gestion sociale. Ou bien on insiste sur le style qui évite l'affrontement, sur la recherche systématique du consensus dans une négociation globale avec le patronat. Cette vision négative présente la social-démocratie comme un socialisme arrêté en route, ayant perdu son ambition. Elle ignore le trait essentiel de la social-démocratie, son caractère à la fois empirique et progressif. La social-démocratie est moins un régime social strictement défini que la méthode démocratique appliquée à la transformation sociale.

La social-démocratie s'oblige à sans cesse réapprendre la société qu'elle veut transformer, où elle ne cesse de rencontrer des obscurités, des paradoxes et des effets pervers. Les solutions social-démocrates sont critiquables, limitées, parfois épuisées, mais le principe reste : on ne peut agir légitimement que dans la mesure où l'on connaît ce que l'on veut changer, l'aveu d'ignorance est une limite à l'action du pouvoir.

Comment la gauche française maturera-t-elle au pouvoir ? Comment une culture obsédée dans l'opposition d'affirmer et de formuler sa différence essentielle par rapport à ce qui existe supportera-t-elle l'épreuve d'entrer dans le réel ?"

Paul Thibaud - Esprit - La gauche pour quoi faire ?

"Tous comptes faits, les dirigeants du parti socialiste ont raison de récuser l'étiquette de sociaux-démocrates qu'on leur attribue parfois : ce sont en réalité des républicains d'extrême-gauche, pour la plupart étrangers au monde ouvrier, bien qu'électoralement parlant le P.S. soit devenu le premier parti de France. Les descendants en quelque sorte des "jeunes turcs" au sein du radicalisme de jadis ... Tentés par un libéralisme politique de bon aloi, et un dirigisme économique classique dans la tradition d'un socialisme français qui doit plus à Louis Blanc qu'à Proudhon, ils incarnent toute la richesse et toute la contradiction du jacobinisme, qu'on ne saurait réduire à l'étatisme autoritaire. De ce vieux socialisme français, ils ont retenu cette définition du socialisme : la gestion de l'économie par l'Etat. Comment la couche de hauts fonctionnaires qui constituent l'établissement économique du P.S. récuserait-elle l'idéologie des nationalisations qui offre une telle carrière à son ambition, à son talent et à sa cartésienne exigence de rationalité ? Mais comment refuserait-elle la leçon qui nous vient des pays de l'Est, à savoir l'extrême péril que fait courir à la liberté la concentration dans les mêmes mains du pouvoir politique et du pouvoir économique ?"

Jacques Julliard - Esprit - Etat de grâce, état de choc

BONAPARTE EN BRUMAIRE OU LE NAPOLEON IMAGINAIRE

HISTOIRE-FICTION

par Dominique-André KERGALE

"Bonaparte en brumaire" ou "le Napoléon imaginaire" œuvre de notre ami Dominique-André Kergal, et dont nous ne pouvons publier que quelques extraits, est un poème dramatique qui fut créé à France-Culture en novembre et décembre de l'année dernière. L'auteur nous conte avec les ressources conjuguées de la plus littérale histoire, de l'invention théâtrale et de la transfiguration poétique de ceci et de cela, comment, par le coup de Brumaire, Bonaparte est devenu ou plutôt s'est fait Napoléon. César devant le Rubicon, peu profond ruisseau et cependant interdit si redoutable que le pas à peine posé sur l'autre rive, l'homme devient héros pour le meilleur ou pour le pire, ne sachant plus, et là est la dramatique ambiguïté, s'il est le maître du destin ou sa plus pitoyable victime.

Par Brumaire, Bonaparte accède à l'imaginaire du mythe. Ce terme d'imaginaire ne doit point égarer. L'auteur ne puise pas dans un riche passé pour fabriquer à sa guise un personnage fictif, dont il importerait peu qu'il correspondît ou non à un modèle historique qui ne serait plus que prétexte. L'imaginaire du mythe ici est voyance et clairvoyance. Le mythe ou cette vérité du réel, qui sous le superficiel, l'insignifiant, le répétitif, fait entrevoir la substance énigmatique des choses et des êtres. Le Napoléon imaginaire, c'est Napoléon tel qu'en lui-même le change un regard qui, poétique, n'est pas sans connivence avec l'universel et l'éternel.

Non pas qu'une idée générale soit substituée à un être vivant. Le poète dramatique a le sens du singulier ; son héros est à nul autre pareil, non seulement par les circonstances qui ne reviennent jamais telles quelles, mais surtout par ce qu'il y a en lui d'unique qui se retrouve même dans la manière dont il réinvente à son usage les actions déjà inscrites en son Plutarque ; mais si ce héros ne manifestait pas une sorte d'essence de l'héroïsme qui transcende et illumine son aventure singulière, le poète dramatique ne serait pas un poète dramatique. Que de guerriers dans l'histoire ont forcé le chemin du trône par la puissance et le prestige des armes ; que de légalités établies ont été abattues par la brutale violence d'un joueur qui interrompt la partie, jette les cartes et renverse la table. Mais qu'un imaginaire poétique s'empare de Bonaparte et de Brumaire pour faire de leur conjonction une œuvre d'art, et aussitôt Bonaparte et Brumaire deviennent le modèle achevé, indépassable, universel et du soldat qui veut se faire roi et du coup d'Etat, ainsi nommé parce qu'il détruit un Etat pour qu'enfin règne l'Etat. Dès lors les César et les Cromwell, les Prince-Président ou les Pinochet, et les coups de force appropriés à la taille de chacun, n'apparaîtront plus que comme la promesse incertaine ou la caricature bégayante de Bonaparte et de Brumaire.

Un poème dramatique requiert des psychologies non point sommaires, mais simplifiées et radicalisées à la mesure des options ultimes auxquelles sont confrontés ses héros. Il serait fade et prosaïque de parler d'ambition à propos de ce Napoléon. Le feu qui le dévore est d'une autre nature que les plates passions des manuels de morale. Le héros est privé de vie privée. Du côté des femmes des plaisirs et des trahisons. L'adieu au bonheur. Mais l'éruption, une certaine sorte de génie qui apporte l'énivrante certitude d'être capable de briser toutes les clôtures, mais qui en même temps terrifie jusqu'à la panique le cœur ainsi possédé. Le héros de Dominique-André Kergal a, dans l'ambivalence de la plus vraie passion, des instants de désespoir qui, plus encore que les moments d'éclats prométhéens, demanderaient dans leur théâtralité foncière la voix de l'acteur, et pas de n'importe lequel, pour que se manifeste leur intensité tragique.

Dans cet imaginaire mythique, rayonnant d'une vérité immergée dans l'histoire et de portée supra-historique, sont entraînés tous les protagonistes de l'épopée, une Joséphine aussi bien que les Talleyrand, les Fouché, les Sièyès, et puis ces chœurs de tragédie antique, tumultueux fonds de scène, que sont, révolutionnairement empanachées, les cohortes d'officiers généraux ou les cohues de représentants du peuple. Les uns et les autres, par la vertu du mythe, se trouvent haussés à une sorte d'idée platonicienne d'eux-mêmes, encore une fois singulière et universelle, qui, si on a bien compris l'auteur et son présentateur, sont aux antipodes d'un concept abstrait.

Un poème dramatique n'est pas une pièce à thèse, Dominique-André Kergal, même lorsque les propos de ses héros touchent à la métaphysique, s'abstient de démontrer quoi que ce soit, et, selon la loi de l'art, montre de plus convaincante manière des personnages en situation et affrontés les uns aux autres. Batailles d'hommes qui, sans rien prouver, jettent sur le fond des choses et des êtres de plus sûrs coups de sonde que les antagonismes de discours ou les chocs de concepts. Il en est du poème comme du mythe qui ne recèle pas, cachées mais à décrypter à force d'ingéniosité, des solutions à nos problèmes,

mais qui l'un et l'autre donnent beaucoup à penser par le moyen de l'imaginaire. Les problèmes ni raturés, ni oubliés, sont bien là, présents sous forme d'interrogations vivantes et pressantes qui nous laissent d'autant moins en repos que mises à vif, elles restent finalement en suspens.

Dans le poème de Dominique-André Kergal, jouent un rôle capital deux personnages inventés qui seront au long de l'œuvre les interlocuteurs décisifs et exactement les révélateurs de son Napoléon. Peut-être même l'enjeu du drame est-il rendu sensible par le contraste appuyé entre Monsieur Beaugier et Clio, c'est-à-dire, s'il vous plaît, l'Histoire elle-même en Personne.

Monsieur Beaugier, vieux prêtre réfractaire, homme de Dieu, jeté mais non pas perdu parmi le bruit et la fureur de la politique, protégé qu'il est par une puissante armure intérieure de toute connivence avec les puissances équivoques du siècle. Ce témoin du plus pur sacré n'aurait certes pas absous Cadoudal et ses Chouans de conspirer le meurtre de Bonaparte ni encouragé le Pape à couronner Napoléon. A travers Monsieur Beaugier se devine un autre monde qui ne ressemble pas au monde de l'histoire, infini de patience, de douceur et de pitié, dont Bonaparte se sent exclu par une prédestination à l'envers qui, étant l'antithèse nocturne de la grâce, ajoute au tragique de l'homme en mal de surhumanité.

Napoléon, homme de l'histoire ne peut pas ne pas entrer en rapports avec l'histoire nouant avec elle, et là est le cœur du poème, des relations dramatiquement ambiguës. Bonaparte, favori de Clio qui lassée d'une époque décidément trop historique où elle a eu son compte de larmes et de sang poussera Bonaparte sur le devant de la scène, lui insufflant l'énergie et l'intelligence nécessaires pour que, fils de la Révolution, il achève la Révolution dans les deux sens du mot, la termine en tournant la page, mais aussi la porte à son ultime accomplissement, en le satisfaisant complètement, ce que son génie contenait de puissance autoritairement organisatrice. Poussé par l'histoire au-dessus de lui-même et pouvant lui parler d'égal à égal, Bonaparte, dans un accès de ténébreuse gratitude, proposera ou imposera à Clio un pacte d'une tout autre portée : que désormais l'Histoire soit érigée en l'instance suprême qui décide entre le bien et le mal car quelle autre justification pourrait-il y avoir pour Napoléon que l'Histoire elle-même qui glorifie son Prométhée en donnant même grandeur aux triomphes de son midi ou aux faillites de son crépuscule ? Echange égalitaire sur le rebord du temps et de l'éternité : tu m'as fait dieu ? La terre étant trop terrestre, je te fais Dieu, le ciel par ailleurs étant vide. Le Napoléon de Dominique-André Kergal rejoint ainsi d'autres Napoléons. L'Esprit du monde selon Hegel ou le héros romain de Nietzsche. Retour en force du vieux paganisme. Au bout du chemin pourrait se profiler l'horreur totalitaire.

La dernière scène du poème mettra ensemble, et non sans signification, Monsieur Beaugier mourant et sur le point d'entrer dans le royaume invisible qu'il n'a jamais quitté et Clio, comme prostrée, interdite, désespérée. Car dans ce pacte entre l'histoire et l'homme de l'Histoire il pourrait bien n'y avoir que des perdants, et comme l'avait pressenti Péguy dans une œuvre qui s'appelle "Clio", quelle plus grande misère pour l'histoire que d'usurper la place de l'Absolu et donc de Dieu. La dramatique alternative de l'Histoire ou le vrai Dieu, achève le poème parce que dès le commencement elle l'animait et le mettait en mouvement.

Un poème qui est aussi une méditation, pareillement sans conclusion sur le mystère du pouvoir. Ce "Napoléon imaginaire" force-t-il le pouvoir politique -car tout vrai pouvoir est politique- à confesser sa vérité et à lui faire avouer qu'il n'est jamais vraiment lui-même que par la sombre vertu d'un pacte faustien avec l'Histoire athée ? Existe-t-il au contraire et au moins en espérance un pouvoir à visage humain, et guéri des contaminations païennes et des démesures héroïques d'un Destin sans Dieu ? Monsieur Beaugier et Clio sont-ils ainsi faits qu'ils ne pourront jamais s'entendre ? Incertitude ultime. L'imaginaire, mythe ou poème, garde bien son secret, qui, parce qu'il reste caché, nourrit l'esprit de pensées anxieuses et salubres. Le rideau tombé et éteintes les voix, l'auteur qu'il en ait trop dit ou pas assez, et sans doute les deux à la fois, retourne au silence qui l'a fait poète. A moins que, indiscrètement pressé, Dominique-André Kergal, qui connaît son Corneille, ne réponde sans répondre : "Devine si tu peux et choisis si tu l'oses".

Et. BORNE

"France-Forum" entreprend dans ce numéro la publication du texte d'une dramatique intitulée "Bonaparte en brumaire ou le Napoléon imaginaire" de notre collaborateur Dominique-André Kergal. Cet ouvrage a fait l'objet d'une adaptation radiophonique pour France-Culture, sous la forme d'une série de 12 émissions qui ont été diffusées du 30 novembre au 15 décembre 1981. Georges Godebert en a assuré la réalisation avec l'assistance de Maryvonne Noël. Jean Négroni interprétait Bonaparte, Annie Dupérey, Joséphine, Catherine Ferran, Clio, Hubert Gignoux, M. Beaugier, Roger Coggio, Lucien, Robert Party, Sieyès, Julien Guiomar, le général

Lefebvre, Jean Berger, Bernadotte, William Sabatier, Barras, Robert Rimbaud, Talleyrand, Michel Bouquet, Fouché. Apportaient également leur concours, Bernard Véron et François Chaumette de la Comédie Française. La prise de son était de Daniel Toursières, le mixage de Bernard Chapus, les bruitages de Louis Matabon, la musique originale de Jacques Bondon.

* * *

Vous avez trente ans. La Grande Révolution a fait de

vous un général chargé de gloire et d'honneurs. Vous avez fait la campagne d'Italie : Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi, victoire après victoire vous avez défait les meilleures armées de l'Europe, battu les généraux les plus renommés. Vous avez déjoué les pièges que vous tendaient les politiques. Vous souvenant d'Alexandre, vous avez entrepris de conquérir l'Orient : les Pyramides, Le Caire, Aboukir. Pressentant les mutations prochaines, vous êtes revenu d'Egypte. Vous avez échappé à la surveillance anglaise en Méditerranée. Vous avez débarqué à St. Raphaël. Vous avez pris la route de Paris au milieu d'un grand concours de peuple. Avignon, Lyon : tout au long du chemin, les ovations du peuple disent que votre heure est venue. Votre nom est une rumeur qui roule sur la France.

Vous voici à Paris. Vous savez qu'on vous attend, qu'on vous guette, qu'on vous craint, qu'on vous espère.

Vous pourriez être lieutenant d'artillerie en garnison à Auxonne. Ou chef de bureau au ministère de la Guerre. Ou attaché au service de Barras, l'un des cinq directeurs qui composent le Directoire. Ou simplement notaire en Corse. Désormais, cependant, les chefs de bureau, les attachés, les notaires imagineront, au moins une fois dans leur vie, qu'ils vivent votre aventure. Au moins une fois dans leur vie, ils se tiendront debout dans la tempête au milieu des soldats, le cheveu au vent, les mains derrière le dos, le front plissé, l'œil sombre, méditant l'ordre fulgurant qui dans un instant fera fondre la défaite sur l'ennemi incrédule. Concentrant sur soi tous les regards, récapitulant tous les espoirs, défiant le destin sous un ciel de bataille, ils vivront la minute unique que vous avez vécue et dont vous n'êtes pas rassasié, où l'Histoire s'immobilise dans l'attente de la parole du héros. Le héros, c'est vous. Vous êtes Bonaparte. Vingt victoires vous font une légende. A vous la puissance et la gloire. Jeunesse, mystère, grandeur : vous êtes le rêve de la nation.

I. - LA GLOIRE INUTILE

1. *24 vendémiaire an VIII.* — C'est le matin. Sans escorte, Bonaparte arrive en son hôtel particulier, rue Chantierine, rebaptisée rue de la Victoire. Joséphine, partie à sa rencontre, est absente. Traversant le vestibule, Bonaparte avise Monsieur Beaugier, vieil homme qu'il a déjà rencontré et qu'il entraîne dans son cabinet particulier.

Bonaparte : Vous ici, citoyen ?

M. Beaugier : Précisément, général, c'est à ce sujet que je désirais vous entretenir dès votre arrivée. Je vois que vous vous souvenez de moi.

Bonaparte : Parfaitement. Vous êtes de la parenté de Joséphine.

M. Beaugier : En effet. Quelques mois après votre départ en Egypte, la citoyenne Bonaparte a bien voulu m'accueillir temporairement dans cette maison. Mais je crois qu'à présent il serait meilleur pour chacun que je m'en

aille.

Bonaparte : Et pourquoi ? J'ai des raisons de m'en prendre à Joséphine, aucune de vous en vouloir.

M. Beaugier : Oubliez-vous ma qualité, Général ? Je suis prêtre et de surcroît prêtre réfractaire.

Bonaparte : Je suis étranger aux passions religieuses des Français. Ne le savez-vous pas ?

M. Beaugier : Ne craignez-vous pas de vous compromettre en m'abritant ?

Bonaparte : Personne dans la République n'est assez puissant pour me faire trembler.

M. Beaugier : Mais la calomnie ? Les gazettes ?

Bonaparte : En dehors de Joséphine, qui connaît votre état ?

M. Beaugier : Nul, excepté vous-même.

Bonaparte : En ce cas nous garderons la confiance.

M. Beaugier : N'est-il pas plus prudent cependant que je m'en aille ?

Bonaparte : Non. Restez. Cette affaire étant réglée, dites-moi plutôt ce que l'on dit de moi ici ?

M. Beaugier : Il n'est bruit que de votre retour. On dit que partout le peuple a salué votre passage par des fêtes et des ovations.

Bonaparte : Il est vrai. Mais que dit-on encore ?

M. Beaugier : On dit que la victoire a suivi vos pas comme à l'accoutumée et qu'avant de quitter l'Egypte vous avez défait les Anglais et les Turcs à Aboukir.

Bonaparte : Ne dit-on pas plutôt que je suis un général qui a déserté son poste devant un ennemi menaçant ? Un général qui a abandonné son armée, une armée décimée par les combats, par les fièvres, par la peste ?

M. Beaugier : D'aucuns le murmurent aussi.

Bonaparte : Au vrai, s'il n'y avait eu Aboukir, je serais un général vaincu.

M. Beaugier : Mais il y a eu Aboukir... ?

Bonaparte : Une erreur de l'ennemi, imputable à la présomption et à l'incompétence. Mais l'armée d'Egypte est toujours en péril. Je sais bien que la marine anglaise, les cavaliers turcs, les guerriers arabes et les sables du désert finiront par en avoir raison.

M. Beaugier : Alors ne fallait-il pas tenter de la sauver, organiser son rembarquement pour la France ?

Bonaparte : C'était avouer la défaite et c'était, de surcroît, entreprendre l'impossible. Nous n'avions plus de bateaux, l'ennemi les ayant coulés. A supposer même que nous en ayons eus, jamais nous n'aurions pu traverser la Méditerranée qui est tout entière sous surveillance anglaise.

M. Beaugier : Ne fallait-il pas alors tenter de faire la paix ?

Bonaparte : Pensez-vous, citoyen, que je pouvais attacher mon nom à ce qui eût été une reddition ? Non d'autant moins que les nouvelles qui, en thermidor, me parvinrent d'Europe m'annonçaient que la patrie était en danger. Scherer était battu en Italie : en floréal nous avons perdu presque tout le pays, notre armée avait reculé jusqu'à La Bormida. Jourdan était défait en Forêt Noire et avait repassé le Rhin. Je jugeais que je devais rentrer pour rétablir les armes de la République.

M. Beaugier : Vous pouvez vous réjouir, général, elles sont rétablies. Brune a vaincu les Anglais en Hollande, et Masséna les Austro-Russes, à Zurich.

Bonaparte : Je m'en réjouis sans réserves. Mais je ne puis me dissimuler que ces victoires enlèvent à mon retour toute justification... Au vrai, je suis un général vaincu qui a quitté son poste. C'est ce qu'on dira et on aura raison.

M. Beaugier : Quels sont vos projets, général ?

Bonaparte : Quels projets voulez-vous que nourrisse un soldat dont les victoires d'Italie sont oubliées et que la Fortune abandonne ? A quoi servent toutes ces ovations qui m'ont accompagné depuis mon débarquement à St. Raphaël ? A quoi servent-elles puisque je ne sais ce que l'on attend de moi et le saurais-je d'ailleurs que je ne pourrais y répondre ? Mes projets ? Dormir, citoyen, dormir en attendant que ma femme veuille bien reparaitre dans ma maison. Joséphine n'a pas même osé m'attendre ; les raisons ne lui manquaient pas, il est vrai, de fuir.

M. Beaugier : Elle a voulu aller au-devant de vous. Mais elle a pris la route de Bourgogne alors que vous aurez pris sans doute celle du Bourbonnais.

Bonaparte : Décidément, nos routes ne se seront croisées qu'une seule fois dans la vie et au mauvais moment.

M. Beaugier : A son retour elle vous fournira toutes explications.

Bonaparte : Quelles explications voulez-vous qu'elle me fournisse ? Comment une femme qui a couché avec tout ce que Paris comporte d'oisifs inutiles pourrait-elle se justifier ? Il n'y a rien à dire. Je suis un général déserteur, un mari trompé. Les ovations du peuple n'y changeront rien. A quoi bon Toulon, l'Italie, l'Égypte, à quoi bon Vendémiaire, ce massacre sans honneur de monarchistes sans armes, à quoi bon Vendémiaire, cette victoire qui m'est un remords, à quoi bon la gloire et les honneurs si c'est pour avoir au-dedans de soi cette morsure dont la douleur ne s'apaise jamais ? Mais je ne sais pourquoi je vous dis toutes ces choses que je ne confie à personne. Au revoir, Monsieur. Il faut que je dorme.

2. *26 vendémiaire an VIII.* — C'est l'aube. Joséphine, le visage fatigué, les yeux rougis par les larmes, les cheveux défaits, est affalée dans un fauteuil. Elle est rentrée tard, la veille au soir. Toute la nuit, elle a frappé à la porte de Bonaparte. La porte est restée close. Puis, suivant le conseil de sa femme de chambre, elle a fait venir les deux enfants, Hortense et Eugène, qu'elle a eus de son précédent mariage. A la voix des enfants, la porte s'est ouverte.

Grande scène de famille. Pleurs, embrassements, réconciliation. A présent Hortense et Eugène sont sortis. Joséphine porte encore son costume de voyage.

Joséphine : Es-tu toujours fâché contre moi ?

Bonaparte : Je ne te demande pas combien tu as eu d'amants. Sans doute ta mémoire te trahirait-elle.

Joséphine : Tu exagères ! Fallait-il aussi que tu partes ? Tu m'as abandonnée. J'étais seule.

Bonaparte : Singulière solitude ! Tu étais au milieu de Paris, dans les fêtes et dans les plaisirs ! Étrange solitude en vérité ! Moi, je labourais le désert.

Joséphine : Tu labourais le désert, mais moi je m'ennuyais de toi et je prenais soin de tes affaires.

Bonaparte : N'ajoute pas l'impudence au mensonge.

Joséphine : Je m'ennuyais de toi et je prenais soin de tes affaires.

Bonaparte : Que veux-tu dire ? Quels mensonges es-tu en train d'ajouter à tes mensonges ?

Joséphine : Connaissant les citoyens Gohier, Barras, Fouché et Talleyrand, j'ai pu les entretenir de tes mérites et de tes droits.

Bonaparte : Ne crois-tu pas que tu dépasses un peu la mesure ? Te rends-tu compte du rôle que tu me fais jouer ? Et crois-tu que j'ai du goût pour ce rôle ? Mais enfin pour qui me prends-tu ? Qui suis-je pour que tu me traites ainsi ? Ne suis-je pas capable de faire valoir mes mérites par mes propres moyens ? Laisse-moi prendre soin de ma gloire. Je n'ai que faire de ta sollicitude.

Joséphine : Tu ne m'as pas toujours tenu ce langage ! Tandis que tu étais en Égypte et qu'on t'y oubliait, tandis qu'on te critiquait même, moi, à Paris, je rappelais sans cesse tes victoires et tes mérites.

Bonaparte : On me critiquait ? Qui me critiquait ?

Joséphine : Crois-tu que ta fortune ne fasse pas de jaloux ? Crois-tu être à l'abri de la calomnie ?

Bonaparte : Non.

Joséphine : Crois-tu que ton retour d'Égypte, avant même que le Directoire ne t'en donne l'ordre, n'ait fait naître que des approbations ? Sache qu'on t'épie, qu'on te guette, qu'on te craint autant qu'on t'espère.

Bonaparte : Que dit-on de moi ?

Joséphine : On ignore tes projets. On les redoute.

Bonaparte : On a tort. Je les ignore moi-même. Mais dis-moi plutôt pourquoi n'as-tu pas pu m'attendre seulement une année ? Moi, je t'aimais. Je t'aimais comme un fou. J'étais possédé de toi. Tu emplissais mes jours et mes nuits. Je gagnais les batailles, me demandant ce que tu faisais. Je pressais les opérations, espérant te voir plus tôt. Et tu m'as trompé. Tu n'as pu m'attendre une année et demie. Il faut que j'exhale mon amertume et ma tristesse.

Joséphine : Tu n'as pas su me garder.

Bonaparte : Que pouvais-je faire ? Rien.

Joséphine : Viens dans mes bras et accepte ma tendresse.

Bonaparte : Ah ! Laisse-moi seul. Va-t-en !

Joséphine : Nous nous reverrons tout à l'heure.

*
* *

3. 26 *vendémiaire*. Cabinet de Bonaparte. Bonaparte marche de long en large.

Bonaparte : Cette femme ne me passera plus le mors. C'est fini. Il y eut des jours où le seul nom de Joséphine récapitulait pour moi toute la douceur du monde. J'ai connu les jours de l'extase. Ils sont finis. J'ai trop attendu. On m'a trop trompé. Tu es passée à côté de ta destinée, Joséphine. Si tu m'avais aimé, toi et moi aurions conquis les étoiles. Tu n'as pu attendre et moi je suis là, malade de solitude, n'ayant personne à qui dire le fond de ce qui me tourmente. La vie comme un désert et, à la fin, la mort ! Seul au milieu du monde, ayant épuisé les vanités de la gloire, je suis à l'heure où je ne parviens plus à me supporter moi-même. La vie me pèse. Tout est sombre en moi. S'il n'y a personne pour m'entendre, à quoi bon respirer ? Ces heures de l'aube sont intolérables où l'on sent que la vie n'est qu'une longue solitude, une prison dans laquelle on ne peut que tourner et se retourner en vain. J'ai trop attendu. On m'a trop trompé. Quelque chose est mort en moi qui ne ressuscitera pas. Joséphine, tu es passée à côté de ta destinée. Mais peut-être est-ce de ma faute ! Peut-être l'angoisse qui est au fond de moi remue-t-elle trop fort pour que Joséphine puisse la supporter ? Peut-être la bête montre-t-elle trop souvent son mufle pour ne pas faire peur ! Mais alors à quoi sert-il de vivre ? Peut-être cela ne sert-il à rien. Peut-être suis-je un exemplaire monstrueux de l'espèce humaine. Peut-être ne peut-on pas m'aimer !

Joséphine n'aura pas voulu entendre ma plainte de crainte d'en être submergée.

Les élans du commencement sont-ils retombés à jamais ? L'homme n'est pas semblable à la nature : les arbres après le dépouillement de l'automne retrouveront leurs feuilles. Mais moi aucune sève nouvelle ne me rendra mon printemps. L'hiver a fondu sur moi. Je suis pris dans les glaces. C'est ce qu'un jour chacun finit par s'avouer. Mais moi c'est à trente ans que je m'en fais l'aveu. Trente ans, et déjà si vieux ! Que me reste-t-il au sein de cette solitude ?

Il me reste les plaisirs et les combats. Je suis Bonaparte. Il me reste les plaisirs et les combats. Mais que m'importent les plaisirs et les combats si les jours de l'extase sont à jamais révolus ?

*
* *

4. 27 *vendémiaire*. Cabinet particulier de Bonaparte. La nuit tombe. Dans la cheminée des bûches flambent. Bonaparte. Monsieur Beaugier.

M. Beaugier : J'ai souhaité vous voir, général, parce que, rentrant ce soir d'une courte promenade, j'ai été abordé, juste à l'entrée de votre hôtel, par une jeune femme qui m'a dit vouloir vous entretenir d'une grande affaire.

Bonaparte : Quelque solliciteuse sans doute ?

M. Beaugier : Non, général, il ne s'agit pas de cela. Elle se nomme Clio et veut que vous la receviez.

Bonaparte : Clio est son nom ?... Clio ? Mais n'est-ce pas la déesse de l'Histoire ?

M. Beaugier : Je ne sais rien d'autre, général.

Bonaparte : Clio ?... L'Histoire ?... Que signifie tout ceci ?

M. Beaugier : Que dois-je lui dire ?

Bonaparte : Point de précipitation. Il me faut réfléchir... Qu'en pensez-vous, Monsieur Beaugier ?

M. Beaugier : J'en pense, général, ce que vous en pensez vous-même.

Bonaparte : Quoi, serais-je élu de l'Histoire ?

M. Beaugier : Je le crains, général.

Bonaparte : Voyons, Monsieur Beaugier, c'est absurde et nous extravagons vous et moi... Et cependant... cependant... Cette femme, je devine que c'est elle que j'ai déjà rencontrée à la veille de certaines batailles. De quelles batailles, je ne sais plus. Une femme jeune, austère, d'allure antique : oui, oui je l'ai déjà vue. Et elle se nomme Clio ? Serais-je l'élu de l'Histoire ?... Et pourquoi ne le serais-je pas ? L'Italie, toutes ces victoires accumulées, le génie de la Révolution guidant mes pas, n'est-ce pas le signe que j'ai été choisi ? Pourquoi garderais-je secrète cette image de moi-même qui, depuis des années, s'est établie en moi, cette image où je m'apparais revêtu des insignes de la puissance et de la grandeur, où je me vois marchant à la tête des nations ? L'image est en moi, c'est sûr. Et je n'y suis pour rien. Combien de fois, ne me suis-je pas étonné moi-même ! Combien de fois, aux veilles de batailles, mesurant mes forces, ne me suis-je pas dit que j'allais périr ? Et puis, fixant mon esprit, je prenais mes dispositions. Je combinais mes moyens, je plaçais mes régiments sur le terrain, je décidais des interventions à faire. Surtout, je ménageais la surprise. Calme à l'extérieur, fébrile à l'intérieur, j'arrêtais toutes choses et chaque chose prenait sa place. Je savais ce qu'il fallait faire, je savais le moment qu'il fallait choisir, je savais les lieux qu'il fallait investir. Et je regardais mes généraux : et je voyais bien que ce que je faisais, ils n'auraient pas su le faire. Mes généraux, non plus que les généraux adverses, ne voyaient l'évidence. Mais moi, je la voyais. Qu'on m'aimât ou non, on me suivait et l'ennemi connaissait mon plan en même temps que sa défaite. Tous je les

voyais piétiner et moi seul devinais les coups qu'il fallait porter. Tout se combinait dans ma tête. Puis tout s'appliquait sur le terrain. Ne laissant rien au hasard, je faisais mes plans. Je forçais la Fortune. La Fortune me suivait. Et, dans les regards qui se portaient vers moi, je lisais l'attente. Je n'avais que 26 ans. L'âge n'y faisait rien. C'est vers moi que l'on se tournait. Je n'en tirais nulle vanité. De l'inquiétude seulement. Qu'attend-t-on de moi, monsieur Beaugier ? Que me veut Clio ?

M. Beaugier : Je l'ignore, général.

Bonaparte : Savez-vous, monsieur Beaugier, que j'ai peur ? Peur de n'être pas fait pour le bonheur et peur de manquer la gloire. Tout m'est fermé. L'ennemi est repoussé. Quel commandement pourrait me satisfaire ? Les victoires de routine ne me suffisent plus. Vais-je passer ma vie à faire la navette entre Joséphine et les directeurs, les camps et les bureaux de l'État-Major ? Vais-je continuer à faire semblant de considérer tous ces généraux comme mes égaux ? Pas un que je ne devine et ne domine, pas un qui soupçonne les horizons qui me sont familiers, pas un qui comprendre son temps comme je le comprends. Et tous ces directeurs, ces ministres, ces avocats, vais-je devoir subir leur loi, leur montrer les marques du respect alors qu'ils sont méprisables et qu'ils font le tombeau de la République ? Et ils sont tous là, guettant mes fautes, prêts à m'ensevelir, jaloux de ma gloire, attentifs à la faire oublier, bavards malveillants qui m'obstruent l'avenir avec leurs lois, leurs toges et leurs discours. Il n'y a plus de place en France pour moi. Faudra-t-il que j'aille aux Amériques fonder quelque colonie ?

M. Beaugier : Clio demande que vous la receviez. La recevrez-vous ?

Bonaparte : Allons, il faut répondre oui. Nous verrons bien.

*
**

II. — LA VIEILLESSE DE CLIO

1. *Bonaparte :* Où t'ai-je déjà vue ? N'étais-tu pas à Toulon, en Italie, à Arcole, à Mantoue ? N'étais-tu pas en Egypte, aux Pyramides, à Aboukir ? Ou n'était-ce qu'un mirage ?

Clio : J'étais à Toulon, j'étais en Italie, à Arcole, à Rivoli, à Mantoue. J'étais en Egypte, aux Pyramides, à Aboukir.

Bonaparte : Qui es-tu ?

Clio : Je suis Clio, Clio l'incertaine, Clio l'infidèle.

Bonaparte : Que fais-tu sur mes pas ?

Clio : Je vais où me portent les forces qui me font mouvoir.

Bonaparte : Pourquoi as-tu demandé à me voir ?

Clio : Nous avons à parler.

Bonaparte : Qu'ai-je à faire avec toi ? Tout se dérobe sous

mes pieds. Je ne suis qu'un général sans commandement et sans avenir.

Clio : N'avais-tu pas conçu le projet de te retirer aux champs avec des amis, de vivre dans leur société avec Joséphine, de goûter là le bonheur et la paix ?

Bonaparte : La paix m'accable et j'ai peur que le bonheur m'ennuie.

Clio : Je ne t'apporte ni la paix ni le bonheur.

Bonaparte : Quoi alors ?

Clio : Je ne saurais parler clairement de ce qui m'est obscur. Je ne suis que mémoire. Pour l'avenir, je ne saurais que deviner, pressentir et ne puis jamais rien promettre. Je puis seulement ouvrir les portes de l'aventure.

Bonaparte : Quelle aventure ?

Clio : La seule que je puisse offrir, la seule qui compte, celle que mes amants ont connue. J'offre la puissance et la gloire.

Bonaparte : Ce sont là jouissances divines.

Clio : Tu peux les arracher aux dieux.

Bonaparte : Je ne veux point tenter l'Éternel.

Clio : Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Dis-moi plutôt : qu'attends-tu de la vie ? Veux-tu que je me retire ?

Bonaparte : Reste ! Il est une certaine ivresse que toi seule peux communiquer.

Clio : Tu sais cela aussi ?

Bonaparte : Reste ! Joséphine ne comprendra jamais ce qui m'habite. Mais toi tu peux comprendre. Tu peux comprendre pourquoi l'impatience me ronge, pourquoi je m'exaspère d'avancer à tâtons, sachant que j'ai quelque chose à faire, mais ne sachant ni quoi, ni comment. Comprends-tu ?

Clio : Je comprends.

Bonaparte : Oui, tu comprends. Tu comprends qu'à trente ans je suis vieux, ayant beaucoup vécu. Je suis vieux. Les années me sont comptées. Je tourne en rond dans ma cage. La France est trop petite. L'Europe est trop petite. Le monde est trop petit. Et je suis là, battant le pavé de mon impatience et de mon impuissance. Comprends-tu ?

Clio : Je comprends. Mais qu'attendais-tu de la vie ?

Bonaparte : Je suis comme les autres. J'attendais le bonheur. La vie ne m'a pas apporté le bonheur.

Clio : Mais la gloire ?

Bonaparte : C'est le bonheur que je voulais.

Clio : Tu te trompais toi-même.

Bonaparte : Je le sais. L'ennui m'eût dévoré.

Clio : J'ai vécu l'ennui et j'ai vécu l'horreur. Du sein de l'ennui, j'appelais l'épopée. Du sein de l'horreur, je sou-

pire après l'ennui, le pacifique ennui des jours ordinaires.

Bonaparte : Quelle part ai-je dans tes projets ?

Clio : L'heure est venue où tu peux ravir la première place, où tu peux prendre la tête de la caravane humaine, marcher au-devant de la tribu tel Moïse et gravir seul la montagne sacrée. Tu vivras pour le compte de tous, la plénitude de l'humanité. Le souffle qui monte de leurs entrailles te portera. Ils feront de toi une divinité parce qu'ils aspirent à la divinité et qu'ils se reconnaîtront en toi.

Bonaparte : Je ne suis pas impie au point de me proclamer dieu.

Clio : Tu seras le dieu du jour et la Fortune suivra tes pas.

Bonaparte : Tais-toi !

Clio : Ne les entends-tu pas gémir ? Ils ont fait de ce monde un désert au milieu duquel ils meurent de soif.

Bonaparte : Je n'ai pas l'eau qui apaiserait leur soif.

Clio : Au moins peux-tu faire lever le mirage.

Bonaparte : Je ne veux point vendre de cette marchandise-là.

Clio : Le mirage est la seule chose que je puisse leur offrir. C'est beaucoup. Le mirage aide à tenir debout et à marcher sous le soleil.

Bonaparte : Je ne suis pas ton homme. Tu me fais peur.

Clio : C'est toi qui à cette heure me fais peur.

Bonaparte : Pourquoi trembles-tu ?

Clio : Ne comprends-tu donc rien ? Ton esprit est-il si borné qu'il ne voie pas ce qui devrait l'aveugler ? N'entends-tu rien ? Ne sens-tu rien ?

Bonaparte : Qu'y a-t-il à entendre ? Qu'y a-t-il à sentir ?

Clio : Je tremble parce que j'entends des cris de mort et que je sens des odeurs de charnier.

Bonaparte : Toi aussi ?

Clio : Ils sont dans l'angoisse. Ils ont chassé le Dieu des Ecritures. Ils errent à tâtons dans la forêt nocturne. Le moment vient où il leur faudra de nouveaux sacrifices humains pour apaiser leur angoisse. Déjà ils invoquent 93.

Bonaparte : Le peuple vomit les politiques. Il s'insurgera.

Clio : La faction ripostera en instaurant la Terreur. Je tremble à la pensée de ce qui fermente, de ce qui roule, de ce qui gronde et qui monte comme un raz-de-marée. Mes entrailles sont nouées. Ma gorge est sèche. Chaumette et Fouquier-Tinville vont revenir. J'entends déjà leur pas résonner sur le pavé. Et moi, je suis dans la fièvre et j'implore pitié.

Bonaparte : Vas-tu renier la Grande Révolution ?

Clio : Non. Non. Il fallait bien que les énergies engrangées explosent. Depuis un demi-siècle les idées fermentaient, l'impatience grandissait, la monarchie s'épuisait.

La maison du Dix-huit Brumaire

Et il ne se passait rien. Les esprits vivaient les aventures de la philosophie. Mais les corps et les âmes étaient en léthargie et dans les profondeurs régnait l'ennui.

Bonaparte : J'ai connu dans les garnisons cette sorte d'engourdissement. Un présent plat et morne. Point d'avenir. La vie comme un renouvellement de jours semblables les uns aux autres. Le jeu des idées comme seul divertissement. Cependant il y avait eu l'Amérique. Les soldats qui en revenaient parlaient comme s'ils avaient vécu.

Clio : Un temps vint où je sentis qu'une force irrésistible se saisissait de moi. Cela venait des profondeurs du passé. J'étais comme portée, soulevée, roulée par la vague. C'était au printemps de 1789. Chaque jour apportait quelque chose. Je prononçais des mots inconnus. La vie était comme une fête. La tête me tournait. Dans l'air flottait le parfum frémissant des commencements.

Bonaparte : Qui n'a pas connu cela ne sait ce que c'est que vivre.

Clio : J'entrais en effervescence. Je sentais la sève monter en moi. Le monde connaissait un nouveau printemps. Je revivais. J'avais oublié mon âge. J'étais jeune à nouveau. Je débordais d'espoir. La vie m'étouffait. C'est là qu'il eût fallu jeter l'ancre. Je voudrais indéfiniment revivre ces jours de renaissance. T'en souviens-tu ?

Bonaparte : Je m'en souviens.

Clio : Te souviens-tu de notre jeunesse.

Bonaparte : Je m'en souviens.

Clio : La nature elle-même embaumait. Le cœur battait plus vite. Le sang parlait fort. Les désirs et les passions nous portaient. Les grands rassemblements nous exaltaient. Le jour de la Fédération, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes clamèrent que l'avenir leur appartenait. La vie humaine avait élargi ses horizons. La houle nous emportait serrés les uns contre les autres. Liberté, égalité, fraternité : les mots nous enivraient. Le peuple en marche faisait trembler les tyrans. Et moi je marchais au milieu du peuple. Je porte en moi l'inguérissable nostalgie des commencements. Dis, quand reviendront les jours de notre jeunesse ?

Bonaparte : Veux-tu revivre le cycle ?

Clio : Plutôt mourir. Je n'aspire qu'à la léthargie, qu'à l'engourdissement. La gloire est engrangée. Les principes de la liberté sont établis. Les propriétés sont assurées. L'Europe est révolutionnée. Arrêtons-nous. Il est temps de jouir en paix et de reprendre souffle.

Bonaparte : Qu'attends-tu de moi ?

Clio : J'attends que tu arrêtes le cycle.

Bonaparte : Pourquoi moi ?

Clio : Il n'y a que toi qui en sois capable.

Bonaparte : C'est risquer la Guyane.

Clio : Faudra-t-il que je t'implore pour que tu m'entendes ?

Bonaparte : Que crains-tu donc si fort ?

Clio : Je crains que ne se lèvent à nouveau les matins sanglants de 92, 93, 94. Rappelle-toi ces journées où le tocsin appelait au rassemblement, rappelle-toi ces cohortes déferlant sur le pavé de Paris en un bouillonnement de mots et de passions, les mots libérant les passions, les passions se masquant sous les mots. C'était un cratère d'où la lave brûlante jaillissait indéfiniment, comme si les fureurs accumulées au fil des temps étaient entrées en éruption. Tout ce qu'avaient enduré, tout ce qu'avaient engrangé les générations surgissait du volcan avec une force démente. Des chefs d'émeute, eux-mêmes emportés par une houle dont ils n'étaient que l'écume, choisissaient la cible et ajustaient les coups. Alors s'instaurait la grande fête de la mort. Les têtes roulaient. Le sang giclait. On décapitait. On empalait. On sabrait. L'air s'emplissait d'effluves funèbres qui montaient à la tête. T'en souviens-tu ?

Bonaparte : Je me souviens de cette horreur qu'il eût fallu écraser.

Clio : Jours de colère. J'ai vécu ces jours un à un. Le 10 août 1792 j'ai vu, aux Tuileries, des gardes suisses, des valets et des marmitons exterminés pas la horde en fureur, les uns empalés sur des piques après avoir été jetés vivants par les fenêtres, les autres déchiquetés, tous bien-tôt entassés nus les uns sur les autres puis transformés en brasiers ardents dans la chaleur de l'été... Puis il y eut les jours de septembre, on sonna le tocsin, on tira le canon, on battit la générale, on ferma les barrières, on hissa le

drapeau noir. O Dieu ! interminables jours de septembre, chacun pire que le précédent, jours de sang, orgasmes du meurtre, on tuait comme on pouvait, la princesse de Lamballe décapitée sur une borne et le sang giclant de toutes parts et les haches et les piques travaillant les corps convulsés et les cris des mourants et l'exultation des bourreaux, hommes à demi-ivres, femmes hystériques, Paris comme une fournaise, l'ennemi aux portes, les massacreurs tenant le pavé et les grands mots de la tribu comme un roulement de tambour pour couvrir la plainte des chairs en agonie, et moi au milieu engrangeant pour l'éternité cette horreur sans nom, dans la détresse et dans l'abomination.

Bonaparte : N'étaient-ce pas les douleurs de l'enfantement ?

Clio : C'étaient les douleurs de l'avortement. Entends mon cri. Entends la longue plainte qui monte de mes entrailles. Après les jours de septembre on jugea le roi, on le condamna, on l'exécuta. 21 janvier 1793 : "peuple je meurs innocent" et voici Sanson faisant le tour de la mortelle plate-forme tenant la tête de Louis XVI par les cheveux, poussant les cris les plus atroces et se livrant aux gestes les plus indécents ; et voici le citoyen inconnu surgissant de la multitude, montant sur la guillotine, le voici plongeant son bras entier dans le sang de Capet, en aspergeant par trois fois la foule pressée au pied de l'échafaud, et demandant que le sang du roi retombe sur le peuple ; et battent les tambours et roulent les têtes. Les puissances qui me gouvernent deviennent folles. C'est la Terreur. Hanriot, Marat, Chaumette, Danton, Saint-Just et Robespierre ; Hanriot avec ses canons imposant à la Convention éperdue la proscription des Girondins ; Marat hurlant à la mort dans son bain et s'y faisant assassiner ; Chaumette excitant aux profanations et Danton aidant Robespierre à précipiter Hébert sur la planche fatale et Saint-Just réduisant Danton au silence de peur que son éloquence ne conquiert le public et n'ébranle le Tribunal révolutionnaire : Robespierre et Saint-Just, lecteurs de Rousseau, incorruptibles gardiens des lois, préposés à l'ordonnement des sacrifices humains ; Hanriot, Marat, Hébert, Chaumette, Danton, Saint-Just et Robespierre, battent les tambours, roulent les têtes, dansons la Carmagnole, c'est la fête ; à Saint-Denis on viole les sépultures, on éventre les cadavres ; à Nantes on enfourne les suspects enchaînés les uns aux autres dans des chalands percés de petites ouvertures et qui, tout à l'heure, s'engloutiront lentement dans la Loire indifférente cependant que Carrier, ayant terminé son repas, se lève de table et hurle : "Tue, tue" ; à Lyon on mitraille des centaines de jeunes gens attachés deux à deux et on achève les agonisants au sabre ; à Rennes au cimetière St. Etienne on fait fusiller les condamnés par une compagnie d'enfants spécialement constituée à cette fin. Le torrent m'emporte. Comme ivre, je surgis au milieu des batailles, spectre qu'on invoque pour forcer le destin. Je roule sur l'Europe et me voici, hébétée, l'âme remplie d'images qui épouvantent mes nuits et qui corrompent mon repos. Or je n'aspire plus qu'au repos. Entends-tu ? Tandis que la faction veut proclamer la

patrie en danger, reconquérir son pouvoir et m'imposer sa loi, moi, je ne veux plus que la paix, le repos, le sommeil.

Bonaparte : Qui te fait croire que je t'apporterai la paix et le repos ?

Clio : Il le faudra bien. C'est ce que veut le peuple. M'as-tu bien entendu ?

Bonaparte : Cela mérite réflexion. J'ai à faire. Je te quitte.

(*Bonaparte sort*. Restent Monsieur Beaugier et Clio.)

M. Beaugier : Tu es une fille, Clio, tu t'es donnée un maître.

Clio : Tais-toi. Si tu savais l'angoisse qui m'étreint, tu ne me condamnerais pas.

M. Beaugier : Il fallait un peu de courage, un peu de prudence, un peu de patience. Il fallait compter sur la Providence.

Clio : Tais-toi, vieillard ! Mes entrailles sont nouées. Je n'en peux plus. N'aura-t-on pas pitié de moi ? Je veux la paix et l'ordre.

M. Beaugier : Avec le général, tu auras l'ordre et même la tyrannie. Mais tu n'auras pas la paix.

Clio : Il voudra la paix.

M. Beaugier : Il ne la porte pas en lui. Il ne porte que l'orage. Il ne sait ce qu'est le repos. Le corps est toujours en mouvement, l'esprit toujours en projet, une idée chassant l'autre, une action couvrant l'autre, il lui faut se mouvoir sans trêve et sans répit. Quelle paix espères-tu de lui ?

Clio : Je veux l'humble paix des jours ordinaires, la paix des moissons qui mûrissent au soleil de juin, la paix des veillées hivernales, la paix des matins de printemps lorsque le jour qui naît découvre la nature humide de rosée. Je veux jouir à nouveau des senteurs qui montent des prairies quand les foins sont coupés.

M. Beaugier : Tu n'auras que l'odeur de la poudre et des casernements, l'odeur des chevaux qui pourrissent au soleil. Tu n'auras que la fureur des combats et les cris des mourants.

Clio : Que sais-tu de l'avenir ?

M. Beaugier : Rien. Mais je pressens les choses. L'espèce a rompu ses amarres avec les terres de vieille humanité. Elle vogue sur la mer en proie aux tempêtes, habitée par la peur, prête à tout pourvu qu'on la délivre des périls.

Clio : Sans doute. Mais que fallait-il faire ?

M. Beaugier : Il fallait au moins attendre. L'inespéré aurait pu survenir. Quoi ? Je ne sais : l'inespéré, l'inattendu.

Clio : Moi je vois venir l'horreur de 92, 93, 94. J'entends déjà le tocsin sonnante l'hallali. Dans l'ombre il y a des bruits de couteaux qui s'aiguisent. Que Bonaparte me

rende la paix civile. C'est tout ce que j'attends de lui.

M. Beaugier : C'est le cri des bourgeois. Ils veulent jeter l'ancre. Ils veulent la jouissance paisible des terres et des richesses qu'ils ont acquises. Il ne l'auront pas.

Clio : Pourquoi ?

M. Beaugier : Parce que l'inégalité des conditions sera intolérable aux pauvres et que les pauvres demanderont justice. Et ils auront raison.

Clio : Ah ! Tu m'ennuies, importun vieillard ! Je roule sur l'avenir et ne sais où je vais. C'est ma destinée. Laisse-moi jouir en paix de mes heures d'illusion.

Bonaparte est mis au courant par son frère Lucien des projets de Sieyès. Sieyès veut changer la constitution, remplacer les cinq directeurs par trois consuls et instituer un Sénat. Il se propose de faire voter par le Conseil des Anciens le transfert à Saint-Cloud des deux conseils. Pour vaincre la résistance des Cinq Cents, il compte sur Bonaparte à qui il fera conférer le commandement des troupes de Paris et des environs. Bonaparte donne une approbation de principe mais refuse de s'engager plus avant.

III. — LA REPUBLIQUE EN PERIL

Talleyrand de son côté presse Bonaparte d'entreprendre une action. Fouché, ministre de la police du Directoire, assure le général qu'il ne manifestera aucun zèle excessif dans l'accomplissement de sa tâche. En revanche, Gohier, président du Directoire refuse d'envisager la nomination de Bonaparte en qualité de directeur, la Constitution fixant impérativement l'âge minimum pour une telle nomination à quarante ans. Bernadotte, général jacobin, refuse d'apporter son concours à Bonaparte qui confie ses hésitations à Lucien et à Clio.

Cependant que Sieyès se plaint amèrement à Lucien du comportement de Bonaparte, celui-ci fait part à ses intimes, Bourrienne, Régnault de Saint-Jean d'Angely et Roederer, de ses projets : ses résolutions ne sont pas encore prises mais tout doit être prêt pour le moment où il viendrait à entreprendre une action.

IV. — SI TU SAVAIS L'HORREUR DU MONDE...

1. **10 brumaire.** Le bois de Boulogne. Bonaparte et Clio, chevauchent au pas, côte à côte.

Clio : As-tu pris ta décision ?

Bonaparte : Non.

Clio : Qu'attends-tu ?

Bonaparte : Je crains l'échec.

Clio : Quelle sorte de général serais-tu si tu ne prenais le risque de l'échec ?

Bonaparte : Je hasarde tout dans cette affaire.

Clio : Depuis des années tu prépares ce moment. Et maintenant, alors que l'instant d'agir est arrivé, tu abandonnerais la partie ?

Bonaparte : Je n'ai aucun des atouts qui me seraient nécessaires pour la gagner.

Clio : Tu les as tous. Et, en tous cas, tu n'en auras jamais plus.

Bonaparte : Tu parles à ton aise. Je risque tout, toi, rien.

Clio : Tu t'égares, je risque plus que toi.

Bonaparte : Es-tu toujours dans l'inquiétude ?

Clio : Plus que jamais. Je suis lasse. L'élan qui me soutenait est retombé. Les jours de 89 se sont envolés. Ils furent mon printemps. Mais je les ai trop payés pour ne pas les maudire. Les chaleurs et les horreurs de l'été m'ont épuisée. Voici l'automne et je n'aspire plus qu'au repos en attendant la nuit hivernale.

Bonaparte : Quel est le ressort qui te fait mouvoir ?

Clio : Courbés sous le fouet, les enfants des hommes avancent sous le ciel noir. Ils ruminent leurs désirs, ils ressassent leurs frustrations, ils s'épouvantent de leurs terreurs. Dans leurs cœurs rampent des pensées de haine et de mort. Soudain le rêve passe. Ils regardent l'horizon : ils disent qu'il est devenu lumineux. Ils regardent le ciel : ils disent qu'il est devenu clair. Ils désignent à la vindicte du bourreau ceux qui aperçoivent encore des nuages. Ils bâtissent des murailles à l'abri desquelles ils s'adonnent aux supplices et aux exterminations par quoi ils se délirvent de leurs frustrations, de leurs terreurs, de leurs pensées de haine et de mort. La meule passe sur eux, les broyant, eux-mêmes et leurs enfants. La douleur les réveille. Ils se ruent hors du rêve. Ils se voient tels qu'ils sont. Malgré le printemps, malgré les roses, malgré les rires des filles et des garçons, ils voient le malheur du monde et la mort qui les guette et, dans le vent du soir, ils perçoivent la plainte des trépassés.

Bonaparte : Point d'espérance alors ?

Clio : Je porte aussi témoignage d'une espérance plusieurs fois millénaire, dont l'accomplissement ne peut s'opérer que hors de moi et dont, en vérité, je ne peux rien dire, sinon qu'elle est là en moi, qui palpite. Elle promet la plénitude et l'éternité. C'est comme un murmure dont je sais seulement que je l'entends.

Bonaparte : La solution de l'énigme ?

Clio : Je ne la connais pas et ne peux la connaître. Ma loi c'est le mouvement en avant de l'espèce. C'est une loi terrible ! Je charrie dans mon cours de tels péchés, des péchés si monstrueux, qu'il m'arrive — aux heures de désespoir — de me dire que l'engeance tout entière est damnée. Si tu savais l'horreur du monde ! J'ai tout vu, tout connu, tout subi. J'ai vu torturer l'enfant devant la mère, déchiqueter les chairs humaines, écarteler les membres. Aussi loin que je remonte dans mon souvenir, on broie les os, on arrache les ongles, on coupe les langues,

on travaille les chairs enténébrées avec le fer rougi à blanc, avec le plomb fondu, avec les tenailles. Il y a une science du supplice dont je ne sais d'où elle vient. D'âge en âge, les bourreaux transmettent leur savoir et ce savoir est capable de progrès. Et le peuple s'assemble pour voir agoniser les suppliciés. Il est puissant, le souffle qui s'échappe de l'ancre du Mal.

Bonaparte : Quel malheur pèse sur nous ?

Clio : Cela vient d'avant moi car je ne connais pas les origines. Je sais seulement que je porte en moi le Mal, que, depuis le commencement, le Mal se déploie en moi comme si la source ne devait jamais en être tarie, que je suis le lieu où se déploie l'épopée du Mal, où déferlent le Mal et le malheur comme un raz-de-marée et ces fourmis agrippées les unes aux autres en de sanglantes étreintes me font horreur et me font pitié. Mais l'horreur et la pitié glissent sur le cœur humain comme les vagues de la mer sur les rochers. Chaque génération refait pour son compte le parcours de la douleur et du péché.

Bonaparte : Comment sachant ce que tu sais, connaissant les crimes que tu connais, peux-tu persévérer dans ton cours ?

Clio : Il m'arrive d'avoir des nausées et des vomissements. Je trébuche et je m'assieds sur le bord du chemin. Parfois je m'allonge et je dors en proie aux cauchemars de l'espèce humaine. Si tu savais les cauchemars qui naissent dans les profondeurs de l'âme collective !

Bonaparte : Cependant chaque année la nature vit son printemps.

Clio : Je ne suis pas la nature, mais j'ai aussi mes printemps dont je me souviens au cœur de mes hivers. Mais de quel prix n'ai-je pas à les payer ?

Bonaparte : Quelle est ta destinée ?

Clio : Je l'ignore. Tantôt accablée par l'âge, tantôt rajeunie par mes renaissances, je vais où le mouvement des hommes me porte. Je ne connais pas les fins dernières. Je ne cherche pas le sens. Je sais seulement le poids du jour, je sais le prix des choses et, parfois, je goûte l'ivresse des commencements.

Bonaparte : Cela te suffit-il ?

Clio : Non, cela ne me suffit pas. Mais je n'ai pas mon accomplissement en moi-même. Je suis comme les humains qui m'engendrent. Je vais mon chemin ne sachant où il va. Je vais mon chemin car il n'y a rien d'autre à faire.

Bonaparte : N'y a-t-il qu'un seul chemin ?

Clio : Non. Certes non ! Il en est qui mènent aux cavernes de l'épouvante, d'autres qui traversent d'aimables vallées. Et c'est pourquoi aujourd'hui je t'appelle à l'aide.

Bonaparte : Ne t'a-t-on pas dit qui j'étais ?

Clio : Si, mais je me raccroche à toi.

Bonaparte : Qu'est-ce qui te fait vivre ?

Clio : Ce qui fait vivre les humains. Je suis femme. Me

plaît l'amour, me plaît la brise et l'odeur des roses et la chaleur du soleil et les bavardages et les confidences et les moissons et les fenaisons et les cris des enfants en qui la vie, inlassablement, se renouvelle, me plaît le battement du sang dans les artères, me plaît la fraîcheur du jour qui naît, le silence du soir qui tombe, me plaît la divine rumeur dont les poètes et les musiciens emplissent le monde, me plaît tout ce que l'esprit des hommes arrache à la nuit de l'ignorance, m'émerveille l'instant où le comédien établit le silence dans le théâtre, la minute ineffable où, toutes choses s'étant arrêtées, l'on n'entend plus que la palpitation de l'âme commune, me plaît la joie, me plaît la paix.

Bonaparte : Et les combats ?

Clio : Ah ! Dieu ! j'ai trop aimé les combats et les chefs de guerre !

Bonaparte : Que suis-je sinon un homme de combat et un chef de guerre ?

Clio : Sors de ta condition. Fonde un empire. La postérité ne se souviendra que du légiste et elle ne se rappellera le guerrier que pour le louer d'avoir sauvé la patrie.

Bonaparte : Que diras-tu au jour du Jugement ?

Clio : A pleine voix je plaiderai la cause de l'homme.

Bonaparte : Tu seras trop vieille, trop lasse, trop chargée de crimes.

Clio : Si vieille et si lasse que je puisse être, je me redresserai et, dans le feu de la passion, je retrouverai ma jeunesse.

Bonaparte : Que diras-tu ?

Clio : Je plaiderai coupable pour les péchés. Je plaiderai coupable pour les tortures, pour les meurtres, pour les massacres. Je plaiderai coupable pour l'exploitation des pauvres par les riches, je plaiderai coupable pour les supplices et pour les crucifixions.

Bonaparte : C'est à quoi se résume notre histoire.

Clio : Mais je dirai que les enfants des hommes sortent d'une caverne si obscure, où retentissent de tels cris de terreur, que la peur qui noue leurs entrailles est si forte, que le ciel au-dessus de leur tête est si sombre, que la faim qui les tenaille est si impérieuse, que leur vie est si fragile, leur mort si proche, je raconterai leur histoire en termes si véridiques qu'il faudra bien considérer le mal qui est en eux comme un malheur. Je dirai les grandes images qui hantent la part inconnue de leur âme et dont ils sont les jouets. Je dirai leur peur de manquer et leur peur de mourir, je dirai le froid et la solitude des vivants sur la terre et Dieu m'entendra. Je plaiderai l'innocence des individus au nom du malheur de l'espèce. Certes je conviendrai que les enfants des hommes sont mauvais, qu'ils ont le cœur dur, mais ils naissent ainsi et on ne peut leur tenir rigueur de l'état où ils sont.

Bonaparte : Veux-tu que je te récite l'acte d'accusation ?

Clio : Non. Je le connais. Moi c'est le plaidoyer qui

m'occupe. Quand les nations seront rassemblées dans la vallée de Josaphat, je raconterai l'histoire de l'homme, je dirai la peine de l'être vertical pour seulement tenir debout, pour seulement subsister, pour seulement assurer la survie de sa progéniture, pour seulement perpétuer sa race. Je dirai l'épopée de sa croissance et cette illumination par laquelle le divin se révèle à lui. Je le montrerai cultivant son champ, bâtissant sa maison, je le montrerai construisant des villes, inventant des civilisations, formulant des lois. Je dirai sa lente émergence hors de l'ignorance, son patient effort pour arracher ses secrets à la nature, pour déchiffrer bribe par bribe le langage de l'univers. Je dirai la patience et l'effort des peuples. Je ferai paraître les artistes et les poètes et, à la fin, quand tout sera dit, j'appellerai les saints. J'implorerai le pardon pour les criminels, les bourreaux et les tortionnaires, disant qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient. Je prierai pour qu'à la fin la création tout entière soit libérée du péché et de la mort.

Bonaparte : Et si Dieu ne t'entend pas ?

Clio : Dieu m'entendra. Son Fils connaît trop bien notre histoire pour ne point la comprendre.

Bonaparte : Tu as réponse à tout.

Clio : C'est qu'au cours des millénaires, m'étant beaucoup tourmentée, j'ai beaucoup réfléchi. Je viens de loin.

Bonaparte : Alors, qu'as-tu besoin de moi ? Va ton chemin. Je ne puis rien pour toi. Tout est trop mal engagé.

Clio : J'ai besoin de toi pour que les jours de la Révolution soient abrégés.

Bonaparte : Je ne suis pas ton homme.

Clio : Ne me laisse pas dans cette incertitude.

Bonaparte : Quelles certitudes pourrais-je te donner, moi qui n'en ai aucune ?

Clio : Mais l'Italie, l'Égypte, les victoires, les rois à terre, la Grande Nation donnant sa loi à l'Europe et toi à sa tête, marchant d'un pas vainqueur, ai-je rêvé, s'agit-il d'un songe ? Joues-tu la comédie ?

Bonaparte : Non. Je ne sens pas l'affaire. Elle est étrangère à mon génie.

Clio : Aurais-tu peur ?

Bonaparte : Oui.

Bonaparte en présence de Lucien a un entretien avec Sieyès au cours duquel tout en donnant son accord de principe au citoyen directeur, il manifeste ses divergences sur la procédure d'élaboration de la nouvelle constitution et sur les rôles qu'il reviendra à chacun des participants de jouer dans le futur gouvernement. A Lucien qui lui fait remarquer qu'il n'entre pas du tout dans les vues de Sieyès, Bonaparte répond qu'il ne se laissera dicter sa conduite par personne. Pendant ce temps Barras trame ses propres intrigues. Il pense à l'institution d'une présidence de la République et il se voit dans le rôle de président. Bonaparte fait part à M. Beaugier de son

intention de rétablir la liberté de conscience, de rendre les églises au culte et de donner une place au clergé dans l'Etat. M. Beaugier l'approuve pour ce qui concerne la liberté de conscience et la restitution des églises mais le dissuade d'intégrer le clergé dans l'Etat.

V. — LES COMPAGNONS DE LA NUIT.

1. **13 brumaire.** L'Hôtel de Talleyrand. Salon. Le soir tard après dîner. Bonaparte, Fouché, Talleyrand.

Talleyrand : L'affaire est à présent engagée. Je ne saurais dire si elle est bien engagée.

Bonaparte : Bien ou mal engagée, citoyen Talleyrand, je commence à penser qu'il faut maintenant, quoi qu'il advienne, la mener à son terme.

Talleyrand : J'en conviens, général. Mais à parler franchement, s'il advenait qu'elle échoue, je ne serais pas homme à en supporter les conséquences avec résignation. J'ai trop de goût pour la société civilisée, pour aller périr en Guyane.

Fouché : Il est des circonstances où la prudence tient tout entière dans l'audace.

Bonaparte : Tout entière, en effet.

Fouché : En thermidor, j'étais perdu. Robespierre et les siens avaient juré ma mort. A livrer le combat, je risquais ma vie. A ne pas le livrer, je montais à coup sûr à l'échafaud. Sur cette considération, je cessai de balancer. C'était ma tête ou celle de Robespierre. Ce fut celle de Robespierre.

Talleyrand : Quels sentiments éprouve-t-on à tramer la condamnation de quelqu'un ?

Fouché : Le sentiment d'être l'instrument de la nécessité.

Talleyrand : Est-ce tout ?

Fouché : Il fallait que quelqu'un abattît le tyran. Ce fut moi.

Talleyrand : Mais les jeunes gens de Lyon, attachés deux à deux puis abattus au canon, achevés au sabre et enfin précipités dans la fosse commune où plusieurs ont dû continuer d'agoniser cependant qu'on les ensevelissait sous la terre, ces jeunes gens, citoyen ministre, quel souvenir vous laissent-ils ?

Fouché : Là, citoyen Talleyrand-Périgord, vous vous avancez sur un terrain plein d'embûches.

Talleyrand : Ces jeunes gens, citoyen ministre, y pensez-vous parfois ?

Fouché : Il m'arrive en effet de me souvenir des jeunes gens de Lyon.

Talleyrand : Il est étrange de penser qu'ils pourraient aujourd'hui être vivants et qu'il n'a tenu qu'à vous qu'ils le soient.

Fouché : Collot voulait de grands châtimens. Je n'y étais pas assez hostile pour m'opposer à lui. J'ai consenti. Mais à quoi tient une signature ?

Talleyrand : A quoi, citoyen ?

Fouché : Vous le savez comme moi, citoyen Talleyrand, à cette somme de considérations dont la résultante forme une décision. C'est-à-dire à rien. J'étais sans haine. Je remplissais ma fonction. Ma fonction c'était d'administrer la mort. Je l'administrais. Sans la Terreur, la Révolution était perdue. Il fallait que la Terreur fût exercée. Je l'exerçais. C'est tout.

Talleyrand : Mais pourquoi vous, citoyen, vous un austère pédagogue, un oratorien voué aux travaux de l'esprit, pourquoi vous citoyen ?

Fouché : C'est là sans doute le mystère des êtres, pareils les uns aux autres et cependant chacun unique en sa destinée.

Talleyrand : Chacun connaît son histoire.

Fouché : Qui peut dire les amertumes et les frustrations qui s'accumulent dans le cœur d'un jeune pédagogue, qui dira l'ennui des études, la lassitude devant un avenir qui ne promet que l'insipide renouvellement de jours semblables ?

Bonaparte : Je vous entends citoyen.

Fouché : La vie réglée d'avance, chacun enfermé dans sa condition, la monotonie des travaux, l'existence enveloppée dans une sorte de léthargie, ma jeunesse s'est accomplie dans une torpeur que berçait la religion. A trente ans, tout était dit. A soixante, tout serait comme à trente et je mourrais sans avoir vécu ! Mourir sans avoir vécu : qui peut comprendre cette angoisse ?

Bonaparte : Moi, citoyen.

Talleyrand : Il me tarde de savoir pourquoi et comment l'on tue.

Fouché : C'est l'enchaînement des circonstances qui a fait de moi le représentant de la République, d'abord à Nevers et ensuite à Lyon.

Talleyrand : N'aviez-vous pas, cependant, sollicité ces missions ?

Fouché : La République ne méritait-elle pas qu'on la serve ? Etes-vous en train d'instruire le procès de la République, citoyen Talleyrand-Périgord ?

Talleyrand : J'instruis le procès de ceux qui ont déshonoré la République.

Fouché : N'était-ce pas le temps où, exilé en Angleterre, vous-même collaboriez avec les ennemis de la France ?

Talleyrand : Je ne collaborais pas avec les ennemis de la France. J'attendais que l'Etat fût arraché aux forcenés qui l'avaient accaparé et qui m'eussent fait monter sur l'échafaud si j'avais été en leur pouvoir.

Fouché : Vous attendiez pendant que moi j'agissais. Car, si en thermidor l'Etat fut arraché à ces forcenés, je n'y fus pas pour rien. Encore fallait-il pour combattre Robespierre être en France et avoir fait la preuve d'une rigueur républicaine au-dessus de tout soupçon.

Talleyrand : Sans doute, les jeunes gens de Lyon étaient-ils cette preuve.

Fouché : Ils l'étaient.

Talleyrand : Ne pouvant vous faire estimer, vous aviez à vous faire craindre.

Fouché : C'est pour avoir su me faire craindre que j'ai su me faire respecter. Et beaucoup aujourd'hui me mépriseraient s'ils n'avaient à me redouter.

Talleyrand : Ainsi les jeunes gens de Lyon...

Fouché : Les jeunes gens de Lyon furent exécutés parce qu'ils encombraient l'avenir de la République.

Talleyrand : Requiescant in pace.

Fouché : Amen.

Talleyrand : Nous venons de loin, Fouché. Des années durant, nous avons prononcé les mêmes mots.

Fouché : Vous étiez prêtre, moi, non.

Talleyrand : Je fus même évêque, je le suis toujours.

Bonaparte : C'est un sujet dont il ne me convient pas qu'on plaisante.

Talleyrand : Plaisanter ? Qui parle de plaisanter ?

Bonaparte : Pas moi, Talleyrand. Vos reniements m'effrayent plus que les crimes de Fouché.

Talleyrand : Vous avez raison, général. Sait-on ce que c'est que de recevoir le sacerdoce sans avoir la vocation ? Sait-on ce que c'est que de recevoir l'épiscopat sans avoir la foi ? Savez-vous, général, ce que dure la cérémonie de consécration d'un évêque ? Cela dure trois heures, trois heures, général, pendant lesquelles il m'a fallu, à genoux, jurer fidélité à la Sainte Eglise romaine, invoquer l'aide de Dieu et des Saints Evangiles, m'engager à régler ma conduite sur les maximes de la Sainte Ecriture, me prosterner par deux fois devant l'autel, recevoir la mitre et la crosse, bénir enfin les fidèles présents, Il y eut un moment, général, où, si résolu que je fusse à ne manifester que de l'impassibilité, je me trouvai mal. Un instant, l'angoisse, comme un raz-de-marée, surgit des profondeurs et me submergea. Je perdis conscience. Cependant, ayant repris connaissance, je trouvai en moi le courage, de ne pas fuir. Chacune de ces minutes, je les ai vécues, chacune de ces paroles je les ai prononcées. Je suis allé jusqu'au bout du sacrilège, sans pitié pour moi-même.

Bonaparte : Sans trembler ?

Talleyrand : Je tremble encore et cependant la mort n'est-elle pas un sommeil éternel ?

Fouché : Elle l'est Talleyrand. Elle l'est. C'est l'inscription que j'avais fait graver à l'entrée des cimetières du Nivernais.

Bonaparte : Pourquoi la mort serait-elle un sommeil éternel ? Qu'en savez-vous ?

Talleyrand : Il faut qu'elle le soit, général.

Fouché : Il y va de notre salut.

Talleyrand : Fouché et moi avons parié sur le néant.

Bonaparte : C'est abandonner les morts au tombeau. C'est ne laisser à la justice aucune chance.

Fouché : Qu'avons-nous à espérer de la justice ?

Talleyrand : Quel besoin avons-nous de nous préoccuper des morts ?

Bonaparte : Je me méfie des esprits forts. Ils disent ne rien craindre et ils ont peur de tout. Pour moi, je suis né dans la religion catholique et j'entends y mourir.

Fouché : Et y vivre ?

Bonaparte : Cela est une autre affaire.

Talleyrand : Mais les dogmes ? Mais les mœurs ? Qu'en faites-vous, général ?

Bonaparte : Je laisse cela aux prêtres. Je vois dans la religion non point le mystère de l'Incarnation mais le mystère de l'ordre social.

Talleyrand : Vous en parlez librement, général. Mais nous, nous ne sommes point aussi détachés de ces choses que vous.

Bonaparte : Avez-vous cessé de vous préoccuper des jeunes gens de Lyon ? A présent, êtes-vous réconcilié avec Fouché ?

Talleyrand : Là-dessus, oui.

Fouché : En effet, c'est que, voyez-vous général, la question que vous évoquez nous touche et nous brûle au même endroit.

Talleyrand : Si peu qu'on y ait cru, on y a cru assez pour que continuent de vivre en nous les grandes images de la crainte et de l'espérance.

Fouché : Pour moi, j'y croyais.

Talleyrand : Nous avons trop souvent répété les mêmes mots et les mêmes invocations, pour que dans les profondeurs de notre âme l'unique question ne demeure à jamais posée. Dites-moi, Fouché, parviendrons-nous jamais à effacer la question, parviendrons-nous jamais à l'oublier ?

Fouché : Elle demeurera toujours.

Talleyrand : Comment vivre alors ? Comment jouir des choses et des êtres ?

Fouché : Il faudrait bâtir un monde qui se soutienne sans que le nom de Dieu ait jamais à être prononcé...

Bonaparte : Cela est impossible.

Fouché : ...Un monde où les enfants de Caïn, débarrassés de ceux d'Abel, puissent enfin construire leur cité en paix, un monde où la pensée même de l'Eternel aurait disparu, un monde fait pour les hommes et par eux seuls, un monde enfin où la mort sera reconnue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un sommeil sans fin dans la torpeur de l'inconscience. Il faut reprendre la Tour de Babel et mener l'ouvrage à son terme. Alors Talleyrand et moi

aurons gagné notre pari sur le néant.

Bonaparte : Votre passion m'étonne.

Fouché : C'est que nous portons en nous l'orgueil de l'homme. Nous avons pris à partie les dieux. Notre mission est de les vaincre sur terre en les boutant hors du ciel. Le cœur humain ne sera en repos que lorsque l'entreprise sera achevée.

Talleyrand : Vous m'effrayez, Fouché. Tout ceci peut-il se faire autrement que par une tyrannie sans fin ?

Fouché : Non. D'où la déchristianisation que nous avons entreprise et à laquelle Robespierre s'opposait de toutes ses forces.

Talleyrand : Sur ce point les gens de goût ne pouvaient que l'approuver. Ne dit-on pas qu'à Moulins, il se déroula, certain jour de septembre 1793, une procession conduite par vous et qui, après avoir détruit les croix, les statues et les calvaires et tous les signes extérieurs de la religion, fit un grand amas de chasubles, chapes, voiles et autres ornements sacrés, y mit le feu et dansa autour du brasier une ronde folle qui ne s'arrêta que lorsque les participants eurent perdu le souffle ?

Fouché : Vous faites le délicat, Talleyrand, mais il faut savoir ce que l'on veut. Il fallait bien apprendre au peuple à fouler aux pieds ce que des siècles de superstition lui avaient appris à révéler. Il fallait bien que des fanatiques profanent les vases sacrés pour que les esprits faibles, toujours prompts à suivre les suggestions de la crainte, connussent de quel côté était la force. Il fallait bien à la fin que moi, Fouché, je m'assure que le sacrilège pouvait s'accomplir sans que le ciel s'entrouvrît.

Talleyrand : En doutiez-vous ?

Fouché : On n'est sûr de rien tant qu'on n'est pas allé jusqu'au bout du sacrilège. Au-delà il n'y a point de retour.

Bonaparte : Je connais un vieux prêtre qui dit le pardon toujours possible.

Talleyrand : Fouché et moi savons de quoi nous parlons. Nous avons commis le péché dont il est dit qu'il ne sera pas pardonné. Nous avons jeté notre gant à la face de l'Eternel et décidé qu'il n'existait pas. Nous avons choisi le Monde de préférence au Royaume. Nous sommes résolus à l'impénitence finale. Et cependant l'un et l'autre nous savons que jusqu'à notre dernier souffle nous serons menacés par la tendresse de Dieu. Fouché et moi nous nous comprenons à demi-mot.

Bonaparte : Comme des canailles qui connaissent le mot de passe.

Talleyrand : Général, vous êtes bien aise que, dans votre jeune âge, on vous ait conduit dans une caserne et non dans un séminaire. Le hasard vous a épargné des reniements auxquels Fouché et moi ne pouvions échapper.

Bonaparte : Ne craignez-vous pas, au jour du Jugement, de vomir toutes ces hosties que vous avez imprudemment reçues tout au long de votre vie ?

Talleyrand : Avez-vous reçu mission de me tourmenter ?

Bonaparte : Avez-vous jamais été innocent ?

Talleyrand : Si ma mère m'avait aimé, je le serais encore.

Bonaparte : N'est-ce pas plutôt vous qui avez le cœur sec ?

Talleyrand : Ne parlez pas de ces choses que vous ne connaissez pas. Que savez-vous de la solitude de l'enfant qui ne se sent pas aimé ?

Bonaparte : N'est-ce pas plutôt vous qui avez fait dépérir votre mère par le scandale de votre vie ?

Talleyrand : Ce fut ma vengeance. Elevé hors du giron maternel, infirme et solitaire, j'engrangeais l'amertume ; mon délaissement exigeait des revanches éclatantes.

Bonaparte : D'où le sacerdoce et le sacrilège ?

Talleyrand : On m'imposa le sacerdoce. On eut le sacrilège. Ainsi bon gré, mal gré était-on obligé de me prêter attention. On n'avait pas entendu ma plainte. Au moins entendrait-on mon ricanement.

Bonaparte : Ricanerez-vous sur votre lit de mort ?

Talleyrand : On verra.

Fouché : Il faut, général, que vous marchiez avec nous, tels que nous sommes. Nos cœurs sont tortueux mais le sont-ils plus que ceux des honnêtes gens ? Qui sait sur quel fumier s'élèvent les pensées des honnêtes gens ? Ce qui les sauve c'est qu'ils n'ont pas le courage de leurs pensées. Nous, ce courage, nous l'avons eu. Nous avons jeté nos dés.

Talleyrand : Nous avons misé sur ce monde éphémère, délectable et féroce, sur ce monde futile et funèbre.

Fouché : Etant à Lyon, j'ai fait rapport à la Convention pour dire que nous éprouvions, Collot et moi, de secrètes satisfactions et de solides jouissances, que la nature reprenait ses droits, que l'humanité était vengée et la patrie, consolée. J'ai entamé le grand œuvre de destruction de l'Eglise, j'ai jeté la dérision sur ce qu'il y avait de plus sacré, j'ai lancé le mouvement qui a ébranlé la superstition et qui, un jour, l'abattra. J'ai mis un terme aux agenouillements millénaires. Ah ! oui, certes, j'ai vengé la nature opprimée par la théologie.

Bonaparte : Ce serpent qui est dans votre cœur, ne craignez-vous pas qu'une fois, il vous morde ?

Fouché : Qu'importe ! A de certaines heures le grand projet m'a habité comme une obsession.

Bonaparte : Etes-vous résolu à le mener à son terme ?

Fouché : Non. Le renouvellement du pacte social exige qu'un répit soit accordé à l'institution, j'en suis d'accord, général.

Bonaparte : N'y a-t-il que cela ?

Fouché : Non. Quand la raison reprend son empire, je vois les hommes tels qu'ils sont et le monde tel qu'il est.

Bonaparte : Est-ce tout ?

Fouché : Non. Il y a aussi mon ami Duvoisin, prêtre fidèle, homme des idées nouvelles et dont l'entretien suffit à me délivrer de l'emprise maléfique.

Talleyrand : Nous avons nos fragilités, général. N'avez-vous pas les vôtres ?

Bonaparte : Quel est ce bruit ? N'entendez-vous pas le sabot des chevaux sur le pavé ?

Le bruit se rapproche.

Talleyrand : Dites Fouché, que signifie ceci ? Vient-on nous arrêter ?

Bonaparte : Est-ce là l'une de vos machinations ?

Fouché : Si ce peloton est pour vous, il est aussi pour moi.

Talleyrand : Le Directoire aura découvert le complot et aura décidé d'en prévenir les effets.

Bonaparte : En ce cas nous sommes perdus.

Talleyrand : Ne nous abandonnons pas. Je sais telle sortie par où nous pourrions fuir pendant qu'on nous cherchera dans la maison.

Fouché : Eteignons les lumières et demeurons silencieux.

Fouché et Talleyrand soufflent les bougies.

Talleyrand : Il serait dommage que notre affaire se terminât ici.

Le martèlement des chevaux sur le pavé s'amplifie. La troupe arrive à hauteur de l'hôtel. Elle passe sans s'arrêter et s'éloigne. Le bruit devient une rumeur de plus en plus lointaine. Bientôt le silence s'établit qui dure quelques minutes.

Talleyrand : Allons citoyens, buvons une dernière coupe. Ce soir la Fortune ne nous aura pas été contraire.

Fouché : Savez-vous quelle était la mission de ce peloton de cavalerie ?

Talleyrand : Comment le saurions-nous ?

Fouché : Eh ! bien, à présent, moi, je le sais. Il s'agissait, comme chaque soir, d'accompagner et de protéger la recette des maisons de jeux de Paris.

Bonaparte : La République confie à ses soldats la garde des tripots et nous, nous tremblons qu'on vienne nous arrêter !

Sieyès, affolé par les rumeurs qui annoncent sa déportation hors de Paris, veut précipiter l'action. Ce sera pour le 16 dit-il. Bonaparte s'y refuse. Joséphine confie son anxiété à Bonaparte. Jourdan, général jacobin, refuse d'entrer dans le complot de Sieyès et de Bonaparte. Le 17 brumaire Bonaparte, ses plans arrêtés, se sent en pleine possession de ses moyens.

2. 17 brumaire. Le Jardin de l'hôtel de la rue de la

Victoire. Bonaparte, Monsieur Beaugier.

M. Beaugier : A la fin, général, il faudra bien mourir, cependant.

Bonaparte : C'est la loi, contre laquelle tout en moi se révolte. La nature n'y fait point d'exceptions. Et cependant de quelque manière, j'entends bien y échapper.

M. Beaugier : Seriez-vous abusé, général, au point de vous prendre pour un être surnaturel ?

Bonaparte : Si je m'abandonnais à l'inspiration qui me soutient, je dirais que parfois, oui, je me prends pour un être surnaturel.

M. Beaugier : D'une certaine manière, vous l'êtes, comme tout être humain à qui Dieu communique sa vie. Mais ce n'est point dans ce sens que vous l'entendez.

Bonaparte : En effet, je l'entends comme on l'entendait d'Alexandre en qui les populations conquises voyaient un dieu.

M. Beaugier : Ce n'était qu'un homme et c'est déjà beaucoup. Prenez garde d'imiter ces malheureux qui se prennent de vertiges devant leurs propres travaux.

Bonaparte : A sa manière, Alexandre était bien un dieu, dieu par la puissance qui était en lui, par l'exaltation qu'elle lui communiquait, par l'intelligence et l'énergie qu'elle lui conférait.

M. Beaugier : Que savez-vous de cette puissance ?

Bonaparte : Beaucoup. A présent, c'est en moi qu'elle a fait son siège. Pensez-vous que je perde la raison ?

M. Beaugier : Non. Je vous entends.

Bonaparte : C'est une puissance d'angoisse et de jouissance, une force qui tient le corps et qui soulève l'âme. A de certaines heures, elle me plonge dans une anxiété qui m'étouffe et je me vois abandonné sans rémission dans la solitude du monde. J'éprouve la vanité des choses. Pas un geste alors dont j'aie le courage.

M. Beaugier : Nul n'échappe à ces terreurs intimes.

Bonaparte : Mais la mienne est d'une intensité si forte que je ne parviens plus à respirer et qu'il me devient difficile de continuer à vivre. Mais bientôt l'objet de mon angoisse disparaît et alors la puissance qui est en moi me donne une concentration, une lucidité, une intelligence des fins et des moyens qui, en d'autres temps, firent prendre Alexandre pour un dieu.

M. Beaugier : Abandonnés à eux-mêmes les mortels finissent toujours par proclamer dieu l'un d'entre eux. L'idolâtrie est dans la nature de l'espèce.

Bonaparte : N'est-ce pas pour elle une façon de surmonter sa condition ?

M. Beaugier : Expérience dégradante où la multitude se dépouille de l'être au profit de l'idole.

Bonaparte : Vous avez les paroles de la sagesse, vieil homme. Mais moi, je chevauche d'autres chevaux sous

d'autres soleils. Pouvez-vous seulement concevoir mes rêves ? De quel droit les jugeriez-vous ?

M. Beaugier : Je ne juge pas, général. Je plaide seulement pour que vos rêves ne deviennent pas un cauchemar universel. Je plaide pour les hommes du commun, pour qu'il puissent, eux aussi, vivre leur vie.

Bonaparte : C'est l'épopée qui les fait vivre. C'est l'épopée que je leur offre.

M. Beaugier : Laissez-les en paix. Ne troublez pas le repos des humains.

Bonaparte : Savez-vous dans quel abaissement de pensées et de sentiments la vie ordinaire les précipite M. Beaugier ? Toute grandeur alors se retire d'eux. Il n'y a plus que des paysans, des marchands et des boutiquiers, il n'y a plus que des nobles à qui l'épée n'est qu'un ornement inutile. Mariages, adultères, héritages, c'est tout ce qui les occupe. Ils meurent sans avoir su ce que c'est que vivre. Au moins, les jeunes gens que j'ai menés en Italie auront idée de ce que sont la vie et la mort. Ils auront de grands souvenirs pour leurs vieux jours. Ils auront vécu.

M. Beaugier : Et les massacres et les tourments, et les filles violées et les villes pillées et les campagnes dévastées, les raconteront-ils à leurs petits-enfants ? Et que raconteront ceux que la mitraille a fauchés dans leurs vingt ans ?

Bonaparte : De toute manière, et vous ne me démentirez pas, il faut bien mourir. Au moins les soldats morts à la guerre laissent-ils un souvenir héroïque.

M. Beaugier : Quels souvenirs laissent-ils à leur mère ?

Bonaparte : Ceci n'est pas tout à fait à imputer à la guerre mais à l'humaine condition dont la guerre, ainsi que la mort, font partie.

M. Beaugier : Ah ! je n'oublie pas, général. Je n'oublie pas. Du moins que les puissants n'ajoutent pas au malheur des peuples. C'est tout ce que je dis.

Bonaparte : J'entends bien et je partage si bien votre sentiment que tout mon projet consiste à faire la paix au dedans comme au dehors. Mais pour moi, je ne saurais épuiser ma vie que dans le mouvement. C'est ma loi. Si je reste sans affaires, la puissance m'étouffera.

M. Beaugier : Il faudra la mettre au service d'une entreprise si haute et si étendue qu'elle vous fasse une légende plus grande que toutes les légendes guerrières.

Bonaparte : Il le faudrait. Mais c'est affaire de circonstances.

M. Beaugier : C'est affaire de choix.

Bonaparte : Je chevaucherai les chevaux que le destin m'offrira. Ne m'en demandez pas trop. Si parfois je me sens fort comme un dieu, je ne suis pas Dieu. J'essaierai de tracer mon sillon dans le champ de la mémoire.

M. Beaugier : Je donnerais ma vie dans l'instant que ce sillon ne soit pas sanglant.

Bonaparte : Cela ne dépend ni de vous ni de moi.

M. Beaugier : Cela dépend plus que vous ne le pensez et de vous et de moi.

Bonaparte : Je ne puis pas tout. Vous ne pouvez rien.

M. Beaugier : Vous avez la raison pour vous. Et cependant il me semble parfois que dans l'imprévisible enchaînement des causes et des effets, on ne doit pas négliger le pouvoir des invocations que le plus démuné des êtres peut toujours adresser à l'Être inconnu.

Bonaparte : Vos chimères passent les miennes.

M. Beaugier : Mais les vôtres sont celles de la puissance, les miennes celles du dépouillement.

Bonaparte : On ne peut pas vivre à genoux.

M. Beaugier : C'est à genoux que les saints ont révolutionné les âmes.

Bonaparte : La sainteté n'est pas mon fort. Je suis homme de guerre, Monsieur Beaugier.

3. 17 brumaire au matin. Le Cabinet de Bonaparte. Bonaparte, Talleyrand.

Talleyrand : Prenez garde, général. Ce matin on vous a cru perdu. Ce fut une panique. Personne ne vous connaissait plus. On avait oublié jusqu'à votre nom.

Bonaparte : Je le sais, Talleyrand. Mais croyez-vous que je sois homme à me laisser arrêter sans opposer de résistance ?

Talleyrand : Si le guet-apens est bien monté, vous disparaîsez dans la trappe, nul n'entend plus parler de vous, chacun vous oublie. On ne revient pas de Guyane. On y pourrait et on y meurt.

Bonaparte : Pensez-vous qu'il faille abandonner, Talleyrand ?

Talleyrand : Non, général. Au point où nous en sommes, il serait plus dangereux d'abandonner que de poursuivre.

Bonaparte : A la bonne heure !

Talleyrand : Mais je redoute vos imprudences, général.

Bonaparte : Je suis homme de combat.

Talleyrand : Vous connaissez les champs de bataille, pas les assemblées, pas les mœurs policières.

Bonaparte : Le citoyen Fouché ne nous est-il pas acquis ?

Talleyrand : Le citoyen Fouché sera du côté du vainqueur. Si vous êtes vaincu il ne vous connaîtra plus.

Bonaparte : Et vous non plus, Talleyrand. Je sais tout cela, voyez-vous. Mais rien aujourd'hui n'entamera mon allégresse.

Talleyrand : C'est cette allégresse qui m'inquiète. J'ai peur qu'elle ne vous aveugle.

Bonaparte : Il est vrai que je suis aujourd'hui de la meilleure humeur. Ce matin, Talleyrand, je soulèverais le

monde. Savez-vous ce que c'est que de sentir en soi une force capable de soulever le monde? Non, Talleyrand, vous ne pouvez pas le savoir.

Talleyrand : Sans doute l'ai-je oublié !

Bonaparte : Vous ne l'avez jamais su, Talleyrand. Cela étouffe, cela exalte, cela transporte. Il faut qu'on marche, il faut qu'on crée, il faut qu'on vibre. On porte en soi le monde, le vent, la mer, les forêts où les arbres au printemps entrent en jubilation.

Talleyrand : Il faut se méfier de la nature et des hommes.

Bonaparte : Il y a beau temps que je ne crois plus aux chimères de Rousseau. Pour la politique, Machiavel est plus sûr.

Talleyrand : Certes ! Au moment d'agir, il faut compter plutôt sur ses obligés que sur ses amis.

Bonaparte : Je vous entends, Talleyrand. Mais en même temps, je vois bien que quelque chose vous manque qui fait que jamais vous ne serez un grand homme.

Talleyrand : Et quoi, s'il vous plaît, général ? Que savez-vous que je ne sache pas ?

Bonaparte : Que la grandeur suppose que l'on assume la noblesse des hommes.

Talleyrand : Dieu me garde de la grandeur !

Bonaparte : Il vous en a gardé. Moi, non.

Talleyrand : J'ai peur qu'avec de pareilles illusions notre affaire n'échoue.

Bonaparte : Dites-moi, Talleyrand, pensant ce que vous pensez, disant ce que vous dites, d'où tirez-vous le courage de vous lever chaque matin ?

Talleyrand : J'ai appris à me contenter de peu, à n'attendre de la vie que ce qu'elle peut donner.

Bonaparte : Elle vous donne peu parce que vous en exigez peu.

Talleyrand : Je sais trop les caprices de la Fortune pour ne pas savoir qu'en une époque comme la nôtre, c'est beaucoup que d'être vivant, libre et riche.

Bonaparte : Qu'avez-vous besoin alors de vous engager à mes côtés ?

Talleyrand : C'est que je vois venir un temps où l'impérialité de ceux qui nous gouvernent nous vaudra des convulsions propres à engloutir tout ce qui fait pour moi le charme de la vie.

Bonaparte : N'ayez crainte. Vous saurez toujours vous rétablir. N'y a-t-il rien d'autre ?

Talleyrand : Sans doute la politique est-elle le seul plaisir dont je ne sois pas blasé.

Bonaparte : Enfin, un aveu sincère.

Talleyrand : Vous avez trop d'esprit, général. Avec vous il faut toujours qu'on passe aux aveux. Mais prenez garde aux aveux qu'on vous fait. Il pourrait arriver qu'on

ne vous les pardonne pas.

Bonaparte : Alors dispensez-moi de vos confidences.

Talleyrand : C'est que, voyez-vous, je suis pareil aux autres et ne puis me dispenser de cette sincérité intermittente qui est la faiblesse des politiques.

Bonaparte : Vous êtes une canaille, Talleyrand. Mais je vous aime bien. Je suis en ce moment de la meilleure humeur. C'est l'automne mais moi je suis irrigué par les sèves du printemps.

Talleyrand : Illusion funeste qui ne peut que troubler vos calculs.

Bonaparte : Elan vital, Talleyrand, qui me fait porter l'avenir. Le torrent du monde passe à travers moi. La nature est un tumulte de passions contraires. L'effervescence de l'âme collective est une symphonie qui ébranle l'univers. Et moi je suis au milieu du vent, des arbres et des vagues, je suis au milieu des armées et des nations, je suis au milieu de l'Histoire et j'éprouve à vivre une jouissance qui me fait frémir et qui me fait peur. Voilà Talleyrand un autre aveu sincère.

Talleyrand : Prenez garde aux brumes du Nord qui menacent de vous envelopper. Ossian n'est pas un bon guide pour penser exactement. Mieux vaut s'en rapporter à la lumière grecque.

Bonaparte : Que savez-vous de la lumière, Talleyrand ? Que savez-vous de l'atrocité midi solaire ?

Talleyrand : Rien, général. Rien. Mais dites-moi plutôt vos projets.

Bonaparte : Tout est à faire, Talleyrand. Tout est à ressaisir. Une société est à édifier. Il nous faut des hommes de sciences, des hommes d'affaires, des maîtres du droit et des maîtres des comptes, il nous faut des théologiens, des écrivains, des artistes et des musiciens qui racontent notre épopée. Il nous faut penser à hauteur de ce que nous vivons. Il nous faut créer sans relâche. Il faut que la grandeur des œuvres surpasse celle des conquêtes.

Talleyrand : Tout ceci nous éloigne de notre affaire.

Bonaparte : Nullement, Talleyrand. Nous sommes au cœur de l'entreprise. Que croyez-vous que j'aie en vue ? Pensez-vous qu'il s'agisse seulement de mettre trois consuls à la place de cinq directeurs ? Non, il s'agit de bien autre chose.

Talleyrand : Pour l'heure, l'important c'est de réussir le changement de gouvernement. Si nous échouons là-dessus, nos visions et nos personnes iront périr en Guyane.

Bonaparte : Ce matin de brumaire est un moment de bonheur, Talleyrand. Ne le troublez pas par vos vaines inquiétudes. Vous n'y parviendrez d'ailleurs pas : ma passion est trop forte. Suis-je donc le seul à entendre la grande rumeur qui vient de l'avenir ?

La 2^e partie de ce texte sera publiée dans le prochain numéro de France-Forum.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Sur Gobineau - Gabriel Matzneff : Ivre du vin perdu - Michel Déon : Un déjeuner de soleil - François Nourissier : L'Empire des nuages - Guy Dupré : Le grand coucher - Jacques Laurent : Les Sous-Ensembles flous.

Ludwig Scheman a créé en Allemagne en 1894 la société Gobineau. En France, l'auteur de *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* était complètement oublié, s'il avait jamais été connu. Son ami Tocqueville dont il avait été le chef de cabinet, avait prédit que dans un pays où "la liberté de l'esprit était de toutes les libertés, celle qui manquait le plus", il se ferait autour de lui "un silence universel". Mais Albert Sorel avait annoncé que *son heure viendrait*. Gobineau devrait l'attendre, comme Stendhal, la jeune, pendant un demi-siècle. Dès 1904, cependant, Daniel Halévy, Julien Benda et Robert Dreyfus s'attachèrent à le faire connaître par les *Cahiers de la Quinzaine*, mais Maurras mettait en garde une partie de l'intelligence française contre le *Rousseau gentillâtre* venu d'outre-Rhin sans passeport, de surcroît contempteur de la latinité et dont les idées anti-démocratiques ne lui paraissaient être que de contrebande. C'est en 1923, dans son grand amphithéâtre de la Sorbonne, qu'à l'occasion de son cinquantenaire (le demi-siècle !) l'heure de Gobineau sonna enfin. Edouard Herriot qui l'avait appelé "un conservateur anarchiste", donnait l'estampille officielle au moins à l'anarchiste. Pourtant, ce n'est qu'après la dernière guerre que Gobineau opéra vraiment sa percée. Jean Mistler et André Fraigneau nous firent lire alors *les Pléiades*. François-Régis Bastide l'introduisait au Seuil dans la prestigieuse petite collection des *Ecrivains de*

toujours où n'entrait pas qui voulait. Enfin, de savants professeurs, MM. Jean Gaulmier, Duff, Jean Boissel fondaient la *Revue des Etudes gobiniennes*. L'un d'eux, le montpellierain M. Boissel, se prépare à faire entrer Gobineau à la Pléiade. Du 27 de la rue Jacob au 5 de la rue Sébastien Bottin, le chemin est court, mais il aura fallu à Gobineau vingt ans pour le parcourir. Maître des cérémonies de cette imminente apothéose, M. Boissel publie, en attendant, une biographie de son grand homme, encore incomplète, car trop de pans de cette vie restent dans l'ombre, trop de dossiers conservés à la bibliothèque de Strasbourg demeurent inexplorés, trop de lettres continuent de dormir dans les archives privées... mais passionnées (1) (M. Boissel ne cache pas qu'il veut rendre justice à Gobineau) et combien passionnante, tant par le sujet que par le ton de l'ouvrage dont la vivacité, l'ardeur parfois polémique, la chaleur ne pourront laisser personne indifférent. Ce qui se manifeste le plus dans ces pages, c'est la joie, c'est, dans une exultation toute méditerranéenne, la sympathie communicative de l'auteur avec son sujet. M. Boissel est heureux de vivre et de nous faire vivre dans l'intimité de Gobineau. Il en rejailit sur son livre comme une lumière où l'auteur des *Pléiades* apparaît enfin non plus tel que l'a dépeint sa fille Diane de Guldencrone avec "l'air superficiel et léger d'un grand seigneur du temps de Louis XV" ou tel qu'il se présentait à Gabriel Hanoteaux dans son bureau du Quai

d'Orsay, suprêmement détaché, désinvolte, vêtu de carreaux clairs, le monocle sautillant au bout d'un ruban noir, mais dans la position d'un homme sérieux avec lequel il faut compter.

Réhabiliter Gobineau?... M. Boissel explique que sa réputation ne s'est fondée en Allemagne que par le hasard d'une relation avec Wagner qui avait trouvé un matin de Noël *les Pléiades* et *la Renaissance* dans ses souliers. Il ajoute que si Rosemberg a pu chercher des arguments en faveur du racisme dans *l'Essai sur l'inégalité des races humaines*, il ignorait certainement que, pour Gobineau, les allemands d'aujourd'hui n'étaient que des métis de celtes et de slaves. Celui dont on a voulu faire le patron d'une Europe germanique, écrivait à son ami Prokesch-Osten le 11 mars 1879 : "De toute l'Europe, je n'aime que ce qui n'est plus". Il la plaçait, afin de pouvoir l'aimer à sa convenance, dans un temps mythique où elle n'avait peut-être jamais existé. Ce qu'il a écrit de la France en 1870 : "Ce pays est un pays perdu, cette race est une race avilie et le tout est inguérissable. La plus extrême coquinerie confite dans l'imbécillité ne saurait rien être que ce qu'elle est", il le pensait aussi de l'Europe où il ne voyait, comme Prokesch, que le "règne de la canaille". C'est vers l'Orient, c'est vers l'Asie seule, antérieure à toutes les civilisations, qu'il se tournait. "Tout conduit à l'Orient parce que tout en vient" écrivait-il dans un célèbre article de la *Revue des Deux mondes* en 1836. M. Jean Boissel remarque très justement : "Ce qui frappe chez lui c'est le parti-pris pro-asiatique, pro-islamique, du moins l'absence d'une analyse critique fondée sur l'idée d'une supériorité du chrétien et du civilisé sur ces barbares des pays du soleil". L'Islam lui paraissait être de toutes les civilisations actuelles, celle qui se rattachait le plus directement à une ancienne et universelle Tradition. Cependant, il faut se rappeler que c'est l'Allemagne qui l'a ouvert dans sa jeunesse à l'Orient. Le chemin qui conduisit Gobineau de Paris à Téhéran où il devait rassembler les matériaux de son *Histoire des Perses* et de *Religions et philosophies de l'Asie centrale* passe par le pays de Bade et la Suisse alémanique. Il avait fait ses études à Bienne au bord même du lac des *Rêveries d'un promeneur solitaire* (ô le Rousseau gentillâtre !...) C'est sans doute sur ces rives, non loin de "la fatale échancre de Coppet" qu'il contracta "les maladies épidémiques du siècle romantique" dont Tocqueville l'avait jugé atteint. Le virus n'en provenait-il pas de cette Germanie qui a exercé sur la France du XIXème siècle sa régence intellectuelle et morale, au point que Michelet s'écria en 1866, le lendemain de Sadowa, à l'annonce de la victoire de la Prusse sur l'Autriche : "La belle culture protestante a triomphé de la barbarie catholique", et que Guizot, le protestant Guizot, avait pu écrire dans son *Histoire générale de la civilisation en Europe* : "Les Barbares germains ont introduit dans la civilisation européenne le sentiment de la personnalité et de l'individualité humaine inconnu au monde romain, à l'Eglise chrétienne, à presque toutes les civilisations antérieures". Rémusat déclarant à Gobineau : "Vous êtes un féodal avec des idées anti-chrétiennes", avait découvert le défaut de la cuirasse de

chevalier du Moyen-Age que celui-ci arborait pour se protéger des idées modernes, mais sans y être à l'abri de ces insidieuses contaminations.

Dira-t-on que Gobineau partant pour l'Orient sous son armure de croisé, y allait, comme à Canossa, faire amende honorable? Ou bien s'inventant une généalogie qui le faisait descendre du Viking Ottar Jarl n'a-t-il été qu'un amateur de romans de chevalerie? Gabriel Hantou le soupçonnait déjà de n'être qu'un amateur de diplomatie et l'une des raisons du silence qu'on a fait autour de ses travaux dans l'Université du XIXème siècle, c'est qu'on le taxait aussi d'amateurisme scientifique. L'un des plus fervents gobiniens de la nouvelle école, M. Jean Gaulmier se refusait à croire dans son *Spectre de Gobineau* publié il y a quelques années (2) qu'il ait pu apprendre le sanscrit et l'araméen au collège de Bienne et il n'était pas loin de penser que le *Traité des cunéiformes* était le résultat d'une mystification. Sur ce point encore, M. Boissel veut réhabiliter Gobineau. Bon connaisseur de l'Islam, ayant percé les arcanes de l'ésotérisme judaïque et musulman, découvreur du soufisme iranien, linguiste non négligeable, ainsi apparaît-il à M. Boissel qui a enseigné en Iran et en Egypte et à qui, me semble-t-il, on peut faire crédit. L'une des raisons opposée par Hachette, Plon et Didier à la réédition des œuvres de Gobineau, après sa mort, ne fut-elle pas que, contrairement à l'opinion des universitaires d'alors, il était "trop grand érudit pour être compris des masses"? Pourtant, Gobineau était le premier à se méfier de l'érudition. Alors qu'il avait mis en chantier *L'histoire des Perses*, il écrivait à Prokesch : "Ce à quoi je pense, c'est à ne pas me perdre dans les détails que l'érudition menace de traîner après elle ni dans les forêts de l'orientalisme. Tout cela n'est que moyens et je n'en veux pas faire un but". Historien des Arsacides et des Sassanides, il se demandait dans un article de la *Revue nouvelle* à quoi sert l'Histoire : "Après tout, ce n'est qu'un thème donné aux convictions particulières, aux théories, aux caprices d'un écrivain". M. Boissel montre très bien que l'Histoire a été pour Gobineau un itinéraire de fuite. Il a voulu fuir son temps qu'il méprisait et qu'il exécrait, mais, aussi en s'inventant un passé et en s'insérant dans une lignée, se fuir lui-même. Celui que Maxime du Camp prétendait être le neveu d'un épicier bordelais, se proclamait *fils de roi*. En écrivant l'histoire d'Ottar Jarl, il croyait qu'il descendait d'Odin. Il fouillait les archives du Walhalla pour se donner au moins un état-civil de bâtard de Dieu. Il n'était en remontant vers les sources sacrées de l'Humanité qu'à la recherche de lui-même. On le traitait d'écrivain de salon. Il voulait prendre sa place, la première, Titan déchu, mais revendicateur, dans le Chaos primordial. Il écrivait à sa sœur Caroline, la mère Bénédicte de Solesmes : "J'ai dix fois plus de talent et de valeur que la plupart des hommes les plus considérables de ma génération". Il amorçait lui-même de son vivant sa propre réhabilitation en se plaçant au-dessus des hommes et en se soustrayant à leur jugement. Orgueil ou secrète faiblesse? Gobineau, porteur du virus de son siècle, en exprime, dans cette démarche romantique, la nocivité.

Ainsi se trouve confirmé le diagnostic de Tocqueville. Il faut noter, cependant, que le malade et le médecin, étaient atteints du même mal, qu'ils éprouvaient la même impuissance à vivre dans leur temps, qu'ils nourrissaient le même sentiment morbide de la décadence. Ils professaient tous les deux les mêmes théories aristocratiques héritées de Boulainvilliers et de Montesquieu sur les origines franques de la noblesse et sur les institutions libérales de la profonde et ancienne Germanie. Ils étaient tous les deux des adversaires du centralisme monarchique et jacobin. Mais là où Tocqueville se projetait dans l'avenir en tentant d'aborder sur les rives de l'Amérique dans un monde nouveau lavé de sa souillure originelle pour y faire coexister dans un chaste mariage républicain la liberté et l'égalité, Gobineau, par le même mouvement de fuite, ne se projetait que dans le passé et, dans la décadence de l'Europe, il s'écriait que l'on ne pouvait plus vivre qu'"au fond de l'Asie". Ni l'un, ni l'autre ne peuvent vivre, en effet, dans la France bourgeoise du XIX^{ème} siècle. Alors que Tocqueville se pose en apôtre d'une démocratie idéale vers laquelle il vogue sur un océan de tempêtes, Gobineau, en retournant aux origines de l'humanité, prône des idées soi-disant réactionnaires. Ces idées sont en réalité, dans la mesure où elles visent à restaurer un impossible âge d'or, essentiellement anachroniques et chimériques. Elles procèdent de la même rêverie rousseauiste sur la bonté et la liberté primitives de l'homme, elles ne tendent qu'à tirer du fond des bois un mode et un système politiques. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de la pensée gobinienne que la lucidité de jugement appliquée à son siècle puise sa source dans un bûche de nuées.

*
* * *

Saluant il y a vingt ans, dans *Combat* le premier livre de M. Gabriel Matzneff, *le Défi*, j'écrivais : " M. Matzneff est un des rares jeunes écrivains de la nouvelle génération qui fasse confiance à l'âme ". Il écrit aujourd'hui dans *Ivre du vin perdu* (3), à l'occasion d'une villégiature rotative aux îles Philippines : " Nous sommes les derniers Byzantins assiégés dans leurs palais de marbre et d'or. Bientôt l'irrésistible flot de la barbarie nous submergera. C'est pourquoi nous devons avec une passion vigilante saisir au vol l'instant qui s'enfuit ; il ne nous reste que peu de temps pour nous délecter du sexe des anges ". D'une Byzance transportée dans l'Orient extrême, l'Occident ne peut plus attendre qu'elle remplisse sa fonction de rempart. Mais M. Matzneff ne s'est jamais posé en défenseur de l'Occident et quand on fait confiance à l'âme, ce n'est pas en effet dans l'Occident matérialiste que l'on doit placer sa foi. Seulement, peut-on se délecter, au sens propre du terme, du sexe des anges, dans des jeux où l'esprit lutinant la chair tient l'âme à l'écart, sans que celle-ci finisse par en souffrir ? Des lecteurs non prévenus pourraient se poser la question.

Nil Kolatcheff déclare dans le dernier roman de M. Matzneff qu'il n'est plus qu'"un cadavre spirituel, un

figuier stérile". Il réclame " la félicité ou la mort ". Jouir, sinon périr, c'est tout son programme. Il y a dans *Ivre du vin perdu* une soif inextinguible de chair jeune et fraîche, une précipitation vers l'abîme où les corps sont jetés, une impatience de braver le destin qui relèvent d'un donjuanisme désespéré. Mais on ne peut pas comprendre ce roman si l'on n'a pas lu d'abord *Isaïe réjouis-toi* (4) dont le mariage et le divorce de Nil Kolatcheff sont le sujet. " Le mystère de mon approche vers Dieu passe par mon amour pour Véronique ", s'écriait Nil. Après avoir longtemps en esthète " fait joujou avec le Christ ", M. Matzneff qui ressemble beaucoup à son héros le conduisait vers un lit de noces paré comme l'autel du Sacrifice. Satan, hélas, s'était dissimulé dans le tabernacle pour tendre un guet-apens au Saint Esprit. La nuptialité n'est plus aujourd'hui pour Nil Kolatcheff qu'une " chimère " et il a tenté de prendre sa revanche d'une aventure avortée de sainteté dans l'amour pour Angiolina, seul astre qui, désormais, dans la nuit où d'innombrables petites étoiles ne font que clignoter, éclaire son errance donjuanesque. Après *Isaïe réjouis-toi*, élan vers le Dieu qui *réjouis notre jeunesse*, *Ivre du vin perdu* marque dans l'œuvre de M. Gabriel Matzneff ce qu'André Gide a nommé, à l'occasion de la jeunesse de M. Julien Green, " une embardée du côté du démon ". Sera-t-il la victime de cette embardée ?

On ne peut répondre à cette question si l'on n'a pas présent à la mémoire cet autre roman de M. Matzneff, *Nous n'irons plus au Luxembourg* (5). " Nil aime le malheur, écrit l'auteur d'*Ivre du vin perdu*, mais il aime aussi frénétiquement le bonheur ". Quand il y a dix ans, M. Matzneff publia *Nous n'irons plus au Luxembourg*, il pouvait proclamer qu'*être heureux, c'était être suspect*. La jeunesse suspecte avait été chassée du jardin du Luxembourg à la suite des échauffourées de mai 1968 et M. Matzneff avait tiré de cet épisode un délicieux roman où des fantoches que l'on retrouve dans *Ivre du vin perdu*, le professeur Dulaurier, la comtesse Graceola, Maître Béchu, dansaient devant les grilles fermées du Paradis Perdu un ballet allègre et ironique, mais profondément mélancolique. On percevait dans ce roman comme un adieu à la jeunesse et déjà le pressentiment de la longue traque dans laquelle Nil Kolatcheff allait s'élaner, lorsqu'il n'écrirait plus, comme il nous en avait prévenu à la fin d'*Isaïe réjouis-toi*, que des romans de célibataire. Dans *Ivre du vin perdu*, M. Matzneff revient des Philippines vers le Luxembourg, comme vers sa terre toujours promise, et il n'y traque plus que sa jeunesse. Au lieu de se projeter dans l'avenir sur les traces de Dulaurier, un de ses *possibles*, comme Coantré et Dandillot étaient des *possibles* de Montherlant, M. Matzneff, remontant le temps, en réintègre les moments fragmentaires et discontinus dans l'unité, la continuité et la totalité d'une vie. *Ivre du vin perdu* est ainsi une tentative de récupération de l'être dispersé, éparpillé, volé en éclats (ah, l'embarquée !) et est, à ce titre, une opération de sauvetage, il faudrait dire de salut. Au moment où il jette le corps de Nil Kolatcheff aux brasiers du plaisir, M. Matzneff a senti, sous la brûlure suprême, une âme à

laquelle on ne pensait plus, se révolter et, peut-être, se révolter. Il en répercute le cri : " Je ne veux pas être damnée ". Nihiliste sceptique, libertin trop sentimental pour être vraiment Don Juan, ne croyant peut-être plus en Dieu, mais croyant toujours au Diable, M. Matzneff, est au point où il ne devra plus complètement désespérer cette âme qui réclame qu'on lui fasse encore confiance.

La vieillesse de M. Matzneff, ai-je dit un jour, sera bien intéressante. Finira-t-il en adepte de la diététique comme M. Dandillot, ou éperdu de solitude comme M. de Coantré, ou rhétoricien de la décadence sous la défroque du Des Esseintes d'*A Rebours* ? S'il y avait eu encore des empires à conquérir, il aurait pu suivre son cher Scipion sur les pistes du désert et s'y perdre pour s'y trouver comme le père de Foucauld. Déjà, après avoir refait maintes fois l'Itinéraire de Paris-Babylone à Jérusalem, il a été tenté, au cours d'aller-retours instructifs, de faire un détour par Anduze qui est, comme on sait, le Tamanrasset du désert cévenol. Nil Kolatcheff accomplit dans ce roman un aller-retour entre le jardin du Luxembourg et Manille. Mais il laisse entrevoir qu'il pourrait faire un détour sans retour par le mont Athos. Il ne faut pas donner à *Ivre du vin perdu* une lecture distraite, encore moins jeter le livre en criant au scandale. Il faut être attentif au contraire à y chercher des signes, à y suivre des pistes, à y débusquer la grâce sur les traces de celui qui n'est conduit dans ses errances que par " la nostalgie de l'éternité ". Il y a jusqu'au fond de l'enfer et dans l'œuvre de M. Matzneff qui en sonde les recoins, des réserves de spiritualité dont il ne faut pas faire fi.

*
* *

M. Michel Déon raconte dans *Un déjeuner de soleil* (6) la vie d'un écrivain. Stanislas Beren, est apparu mystérieusement un matin des *années folles* dans la classe de troisième A du lycée Janson de Sully, il est peut-être le fils d'un prince monténégrin détrôné par les Karageovitch, il bénéficie grâce à de bonnes fées d'une formation accélérée d'humaniste occidental, se mêle au mouvement littéraire de la première après-guerre, devient, lui qui n'a pas de généalogie, le fils de ses œuvres. Ainsi, M. Michel Déon, en commentant celles-ci, en enquêtant sur les personnages qu'elles mettent en scène, en suivant la filière qui le conduit, selon un procédé critique classique, de l'œuvre à l'homme, a-t-il reconstitué une biographie. Mais alors que Stanislas Beren est surtout soucieux de se dissimuler et alors qu'il nous assure que les créatures de ses romans ne le représentent pas, mais le trahissent, cette biographie au second, voire au troisième degré, des personnages-relais s'interposant continuellement entre M. Michel Déon et Stanislas Beren, ne peut se fonder que sur des suppositions ou des approximations. Elle pose des questions. Elle multiplie les énigmes. Stanislas Beren demeure insaisissable.

De *Je ne veux jamais l'oublier* (7) où un jeune homme faisait passer au lendemain de la guerre un souffle libéra-

teur sur une littérature sentant le renfermé et la nettoyage des eaux sales qu'y avait déversées l'existentialisme, aux *Poneys Sauvages* et au *Taxi mauve* qui le rendirent célèbre, M. Déon a écrit une bonne dizaine de romans, sans compter les nouvelles et les pamphlets, en ne se livrant jamais à aucune confiance. Secret et quelque peu farouche, retiré dans des îles lointaines parce qu'il souffrait comme Gobineau d'un certain malaise d'être français, il éloignait les curieux et décourageait les indiscrets par un air de hauteur, tout en intriguant les critiques qui ne le jugeaient que sur la désinvolture qu'il affichait. Pour la première fois, dans ce roman où il s'avance masqué dans l'ombre d'un personnage qui se dérobe à des investigations trop précises, il découvre un peu de son visage. La question n'est pas de savoir si M. Michel Déon est ou n'est pas Stanislas Beren. Bien sûr, il ne l'est pas. Mais il lui ressemble, ne serait-ce que par son goût pour les casquettes de tweed et ce teint cuivré de gentleman britannique aux tempes argentées dans lequel s'est mué le *jeune homme vert* que nous avons connu il y a trente ans. Comme Stanislas Beren, il ne fait plus que passer par Paris en coup de vent, s'arrêtant juste quelques instants à Saint-Germain-des-Prés pour réveiller dans des bistrot disparus de la rue des Saint-Pères les ombres de Kléber Haedens et de Roger Nimier. Comme lui, il continue à parcourir les chemins de la Méditerranée sur lesquels jadis l'entraînait André Fraigneau, n'adressant à ses amis que de brèves cartes postales de Grèce, d'Italie ou d'Espagne. Comme lui, il ne s'est lancé dans une stendhalienne chasse au bonheur que pour fuir peut-être la mort.

Pour ne pas avoir à reviser des opinions bien arrêtées et à déranger des classements littéraires bien établis, on demande à M. Michel Déon comme à Stanislas Beren d'écrire toujours le même livre et c'est la succession de René Boylesve que M. Bernard Frank lui avait promise. Or, *un déjeuner de soleil* déconcertera une certaine critique routinière. M. Déon écrit à propos d'un des derniers livres de Stanislas Beren : " Ce roman, si l'on peut appeler roman cette longue incantation, dérouta la critique ; elle ne parvint pas à ranger dans le tiroir Beren ce murmure mélancolique, ces personnages fantomatiques qui abandonnent derrière eux des messages sybillins. La mort ou plutôt l'idée de la mort est constamment présente ". Ce jugement s'applique exactement au roman même de M. Michel Déon. Aussi bien ne rangera-t-on pas facilement dans le tiroir Déon *Un Déjeuner de soleil*.

Cependant, ceux qui surent reconnaître dès le *Dieu pâle* le signe mystérieux que la mort n'a cessé d'adresser aux personnages d'une œuvre qui n'a été vouée au bonheur, comme on est voué au bleu, que pour donner change sur sa profonde inspiration, ne seront pas surpris en lisant *Un déjeuner de soleil*. De ce roman construit savamment et conduit avec une nonchalance élégante jusqu'au terme mis par le hasard à son déroulement monte une musique à laquelle ils seront sensibles. Je ne sais dans quel tiroir il faut le ranger, mais le roman insolite de la soixantaine de M. Michel Déon doit pre-

dre place à côté de l'inoubliable *Je ne veux jamais l'oublier* de sa jeunesse pour la délectation des *happy few*.

*
* *

M. François Nourissier, dans des livres où il ne s'avancait qu'à pas feutrés en affectant toutes sortes de feintes, n'a cessé de parler de lui. Un *petit bourgeois* a été le chef-d'œuvre de l'autobiographie déguisée. Mais il a fallu attendre *le Musée de l'Homme* pour découvrir enfin sous son masque le visage authentique de ce dandy en transit de société entre la banlieue Est et le XVI^{ème} arrondissement. Se repliant sur ses lignes de force — "tout ce qui est mou me répugne" a-t-il écrit — retrouvant sa vérité, lui qui s'était toujours exprimé dans la demie-teinte et n'avait jamais cherché l'ombre exquise de lui-même qu'à travers des faux-fuyants, il se reconnaissait et se révélait à cinquante ans héritier d'un passé, mainteneur d'une tradition, continuateur d'une lignée, peut-être même propagateur d'une foi. *La ligne bleue des Vosges* surgissait dans le paysage romanesque de M. Nourissier qui se proclamait par dérision, ou pour donner encore le change, "lorrain de fantaisie", comme la limite, la crête, la charpente d'une existence réoccupant son territoire et se réinstallant dans son destin.

L'Empire des nuages (8) romprait-il avec la direction générale d'une œuvre qui n'a cessé d'indiquer ce retour vers soi ou plutôt cette rentrée en soi? A des récits de caractère personnel succède un roman de société et de mœurs, à des récits où un individu attentif à sa seule image définissait ses contours, remontait vers ses sources, approfondissait son être en explorant une intimité qu'il affinait et épurait, succède un roman touffu où le monde contemporain est saisi au moment où, sous la poussée de ses forces centrifuges, il éclate et s'éparpille. Il y a certes dans *l'Empire des nuages* un personnage qui est le centre du tableau, et c'est un homme de cinquante ans, et c'est un père de famille, et c'est un peintre célèbre, et M. Nourissier raconte comment cet homme de cinquante ans s'éprend d'une jeune femme, comme ce père de famille essaye de se partager entre sa maîtresse et ses enfants, comment enfin ce peintre qui fut à l'avant-garde de son époque, fait face à l'incompréhension et à l'hostilité de la nouvelle avant-garde, mais l'histoire de Burgonde n'est au milieu de la nébuleuse romanesque que où elle s'inscrit que l'histoire d'une vie qui se défait en se diluant dans ce que M. Nourissier a nommé jadis un *malaise général*, qui est celui de notre temps; elle montre comment la dissolution d'un destin individuel est lié à un état de déliquescence universelle.

L'Empire des nuages s'ouvre sur la description d'une fête dans un mas languedocien restauré par des "parisiens". C'est la description, dans un décor de convention, d'un monde brillant et artificiel, c'est la description d'« une nuit qui finit » et d'« une société qui crève ». Comment dans la cacophonie de cette fête expirante, "vivre juste"? Comment, pour l'homme et pour l'artiste,

retrouver à travers les simulacres et les pantomines d'un univers en toc, le contact avec le réel? Comment se remettre d'accord avec la vérité? Comment rétablir une notion fondamentale de l'ordre? S'agirait-il seulement, par la redécouverte de recettes prudentes, d'apprendre à vieillir? M. Nourissier disait au temps de sa jeunesse qu'il avait "tout à apprendre des vieillards". Ne s'agit-il pas plutôt d'apprendre à vivre? "Qu'ai-je à faire de ce dérèglement?" constate Burgonde qui pressent dans le monde de divertissement et de diversion où il chemine cahin-caha, la voie de son salut, et ce ne pourrait être que celle qui le ramène vers ses origines. "Le père de Burgonde est né à Bar-sur-Aube, écrit M. Nourissier. Quelle poisse d'être né là!" Non, quelle chance!... Tout homme est sauvé dès qu'il reconnaît, dans l'état de rupture du monde présent avec le passé, son point d'ancrage, son point de résistance.

L'Empire des Nuages rend compte, en cinq cents pages denses où chaque notation compte, du désordre contemporain, mais à travers le chaos de nos mœurs, c'est ici, comme dans toute l'œuvre de M. François Nourissier toujours la même ligne directrice qui est indiquée. Elle ramène l'individu vers une réflexion sur soi d'où les chimères du monde moderne tendent à le distraire, *L'Empire des nuages* est dans cette perspective une éducation morale et sentimentale dont l'homme de cinquante ans à qui elle est destinée peut tirer profit pour une entreprise de redressement général.

*
* *

M. François Nourissier a évoqué dans son histoire d'*Un petit bourgeois* un petit garçon fasciné par Lyautey et l'Exposition coloniale, que son père conduisait à la Tranchée des Baïonnettes et à l'ossuaire de Douaumont. Dans *Une histoire française*, devenu grand, il emmenait sa fiancée en pèlerinage à Verdun. M. Guy Dupré a écrit à son tour *le Grand Coucher* (9) pour se délivrer de la même obsession de la Grande Guerre que ceux de sa génération, les Vingt ans en 1945, ont éprouvée dès qu'ils ont eu l'âge de jouer à la petite guerre sous le déguisement des poilus de 14, de feuilleter *l'Illustration* avec les dessins de Georges Scott et d'aller voir au cinématographe *A l'ouest rien de nouveau*. La Main de Massiges, le Vieil Armand, le Mort-Homme, le Saillant de Saint-Mihiel, le Bois-Brûlé composent dans leur mémoire héréditaire une carte de géographie où ils s'ouvrent en initiés des itinéraires ésotériques. Mais l'entreprise de M. Guy Dupré n'a rien de commun avec le simple relevé cartographique des points de repère d'où les hommes de notre génération peuvent s'adresser des signaux en langage codé. C'est une fouille verticale et profonde dans une tranche d'histoire française où la défaite de 1870, le boulangisme, l'Affaire Dreyfus, l'action des services de renseignements de 1914-1918 et 1939-1945, les guerres d'Indochine et d'Algérie, l'O.A.S. ont laissé des dépôts successifs, où s'établit et se déchiffre à l'envers de ce qui est visible pour le profane, une continuité occulte de devoirs, de services, de fidélités.

Barrés avait convoqué sous le dôme des Invalides, au tombeau de Napoléon, ses sept jeunes lorrains. C'est autour du même dôme immatériel d'où rayonnent les mêmes ondes électro-magnétiques, c'est à l'intérieur du même territoire-refuge de toutes les valeurs sacrées de la patrie, entre l'École militaire, l'Église Sainte-Clotilde et le Ministère de la guerre que M. Guy Dupré a inscrit sa quête et déroulé son chant.

Le Grand coucher dont l'inspirateur, soldat-chevalier des services secrets, "a perdu l'espérance en gardant les rites", est une quête initiatique le long de chemins historiques où une femme couverte de voiles de deuil est postée pour transmettre des messages énigmatiques. Cette quête, ce voyage dans le temps à travers une nuit glorieuse d'où émergent des visages déjà happés par la mort, Colette Darfeuil, Georges Pompidou, Bastien Thiry, cette initiation dont le dernier degré est le régicide, ce réapprentissage, par la vertu de résignation dont le capitaine Dreyfus fut l'exemple, de la servitude et de la grandeur militaires, cette marche funèbre qui a aussi le caractère d'une démarche érotique, conduit à une étrange cérémonie nuptiale. *Le grand coucher* débouche, sous une voûte d'épées flamboyantes, sur les noces de l'initié avec une image qui n'est peut-être que celle de la France.

"Histoire d'hommes", dit M. Guy Dupré de ce *Grand coucher*. Oui, mais animée, mais aimantée, mais transsubstantiée par l'incantation mystérieuse et sacrificielle de la Femme voilée, patrie ou épouse, vers laquelle s'élève, dans sa marche graduelle, le fiancé-orphelin-lévite. C'est cette incantation qui donne au beau et secret récitatif de M. Guy Dupré ce ton, ce rythme, cette ampleur de mélodie majestueuse et grave par laquelle la littérature devient, à son point sublime, un acte de liturgie.

*
* *

Tout écrivain s'entend par lui-même signifier cet ultimatum : *écrire ou ne pas être*. C'est ainsi que M. Jacques Laurent, essence écrivante, n'a jamais écrit que pour *être*, c'est ainsi qu'il ne peut donner vie à ce qui existe qu'en transposant l'existence dans l'écriture. Taine, lorsqu'il traversait le lac de Côme, s'enfermait dans la cabine du bateau pour lire la description du lac dans *La Chartreuse de Parme*. La chose écrite et lue était plus vraie que la chose vue... De même, M. Jacques Laurent nous dit dans *Les sous-ensembles flous* (10) que le noyer qui pousse au bord du chemin le laisse indifférent, mais que sa description dans un roman l'enthousiasme. Il a écrit naguère *Les bêtises de Cambrai* pour raconter, non pas comment il avait manqué sa vie, mais, ce qui était plus important, comment il avait manqué un roman. Il écrit aujourd'hui *Les sous-ensembles flous* pour raconter comment un personnage qu'il appelle Paul Bache et qui, avec son nez moqueur et sa mère rebelle, lui ressemble beaucoup, a fait le tour du monde pour écrire un scénario de film sur "la situation d'un homme en butte avec son passé", mais

il n'est rentré à Paris que pour mourir d'une maladie qui n'existe pas (le cancer du cœur) sans avoir écrit le scénario. Au moins, s'élançant autour du monde sur les traces de Philéas Fogg et de Lavarède pour réaliser son projet, M. Jacques Laurent a-t-il rattrapé l'enfant qui lui échappe et le temps qui s'enfuit, en projetant dans le futur sa mort rêvée dès la première page du livre et en étalant toute sa vie au présent.

Ce n'est pas la bêtise, c'est l'excès d'intelligence qui conduit M. Jacques Laurent à dévorer sa substance comme Catoblépas pour en nourrir ses rêves. Il éprouve, dit-il, plus d'émotion à *rêver* qu'à *réaliser*. Ainsi dans *Les sous-ensembles flous* rêve-t-il sa mort en la nourrissant des aliments bien réels de sa vie. Mais à quoi M. Jacques Laurent a-t-il passé sa vie ? A parcourir un peu le monde, sans doute en projetant sur lui le regard livresque de Taine — *Ah, que le monde est grand à la clarté des lampes...* s'écrit-il — à jouer avec les mots : il a une passion pour la linguistique et il excelle dans le pastiche ; rappelons-nous celui de Marcel Proust écrivant à Paul Morand sur un coin de table de Larue dans *Hortense 14-18*, à manier des idées : "Pendant que nous parlions, écrit-il dans *Les sous-ensembles flous*, le temps passait, nous restions aussi jeunes dans le maniement des idées, ce qui nous rendait insensibles au vieillissement..." Que ce soit avec les mots, les idées ou les cubes dont il compose le puzzle de ses livres, M. Jacques Laurent est resté fidèle à l'esprit de jeu qu'il a manifesté avec éclat, il y a quelque trente-cinq ans, dans *Les corps tranquilles*.

Depuis, dans toute son œuvre, jusque dans ce dernier roman où il raconte une mort incroyable, sinon impossible, il a cherché un tremplin pour "sauter du quotidien dans l'éternel". Chacun de ses livres est ce saut périlleux, cet exercice acrobatique où la virtuosité est ce qui éblouit le plus. M. Jacques Laurent s'est peint sous les traits d'un fils bâtard de *Thomas l'imposteur* et de *L'espiègle Lily*. J'ajouterai qu'il ressemble au Passe-Partout du *Tour du monde en quatre-vingt jours*. Il multiplie ce qu'il appelait dans *les bêtises de Cambrai* "les ruses d'écrivain". La plus réussie, sans doute, est celle qui le conduit à imiter à la perfection le premier romancier de sa génération qui est M. Cecil Saint-Laurent. *D'Hortense 14-18* où celui-ci s'égale à Alexandre Dumas, d'*Histoire d'un égoïste*, des *Corps tranquilles*, de ces *Sous-ensembles flous*, (avec notamment, une curieuse physiologie du *jean*), on composera un jour un recueil de morceaux choisis où seront recensés les brillantes retombées d'un *feu d'artifices*.

Philippe SENART.

(1) Hachette.

(2) J.J. Pauvert.

(3) (4) (5) (9) La Table Ronde.

(6) Gallimard.

(7) Plon.

(8) (10) Grasset.

DU PASSÉISME A L'ARCHAÏSME

par Yvan CHRIST

Le passéisme est une mission. L'archaïsme, qui en est la caricature, est une mode. A la vérité, l'archaïsme est de tous les temps, singulièrement de ceux auxquels nous ressemblons. C'est une espèce de réaction d'auto-défense contre les poisons et les délices d'une civilisation donnée, parvenue à son point d'épuisement. Nous en savons aujourd'hui quelque chose. C'est par conséquent, au premier degré, une matière de défi, de contestation, de provocation. Marie-Antoinette sacrifiait à l'archaïsme lorsque, désertant ses palais qu'elle jugeait soudain trop superbes, elle s'allait réfugier en son hameau de Trianon pour jouer à la fermière, une houlette à la main, parmi ses moutons enrubannés. L'antiquomanie des révolutionnaires, née, avant la Révolution, du refus vertueux des galantries rocaille, relève du même absolu, non moins que la gothiquomanie des romantiques, issue, comme l'autre, du siècle de Jean-Jacques.

Archaïser, c'est se travestir — quel que soit le déguisement choisi. Retour à la nature, retour à l'antique, retour au Moyen-Age, retour à la terre, retour aux sources, c'est tout un — de la philosophie des Lumières et du rejet des perruques aux campagnes anti-nucléaires des écologistes de choc et aux sabots des folkloristes de combat, en

passant par les provocants gilets rouges des "Jeunes-France" de 1830 et par les mâles bérets basques de la Révolution nationale de 1940, jusqu'aux hardes barbares des *hippies*, jusqu'à nos bottes de gardians et à nos *jeans* encanailleurs, qui ne sont autres que des pantalons de cow-boys, c'est-à-dire de garçons vachers. Dans sa phase post-conciliaire, l'Eglise elle-même, grisée de "ressourcement" intégral, et qui se flatte d'être "présente au monde" pour mieux "épouser son temps" — même s'il boîte et chancelle et peut l'entraîner dans sa chute — n'échappe pas à cette mode ambiante, à cette mode permanente...

Nos contemporains laissent désormais au magasin des accessoires la toge des citoyens romains et l'armure des chevaliers moyenâgeux. Aussi ne confectionnent-ils plus de temples corinthiens ni de chapelles flamboyantes. Il reste que pour leurs menus plaisirs, l'archaïsme les meut et les point comme devant. Voilà qui va du bon pain cuit au feu de bois, au beau tissu peint à la main, de la peinture naïve à la sculpture primitive, des gros verres tachés de bulles aux odorantes grillades en plein vent qui grésillent parmi les choux frisés du jardinet de la résidence secondaire en milieu rural, sans oublier le souper ou le concert aux chandelles. Je ne crois pas m'avancer en affirmant

Marie-Antoinette avait déjà le goût des fermettes finement aménagées.

que Marie-Antoinette ne serait pas trop dépaycée en notre fin de siècle et qu'elle y reconnaîtrait les siens. A nos barres et à nos tours de béton, elle donnerait la préférence aux fermettes finement aménagées qui fleurissent à l'envi dans nos campagnes et qui, par l'intermédiaire des chalets normands de la Belle époque, sont les descendantes directes de son hameau joli. Il est dans tout Français un paysan qui sommeille...

*
* *

Suis-je, par hasard, trop indulgent ? Il est si facile de sourire ou de s'indigner face à de telles déviations du goût !

On me conviait l'autre matin, à admirer une pimpante cuisine dotée de tout le confort désirable dans l'ordre technico-culinaire. Mais sa machinerie "sophistiquée" était dissimulée avec pudeur par des boiseries et des placards furieusement "rustiques". Qui plus est, le plafond s'adornait de poutres apparentes en matière plastique, patinées en usine. A signaler que cette cuisine "de style" ne déployait pas ses charmes agrestes dans quelque chaumière bretonne ou savoyarde, mais à Paris, au quatrième étage d'un immeuble très haussmannien... Je n'ai pas osé, par courtoisie, dénoncer ce passéisme de contrebande et décevoir ses gentils tenants, si fiers de leur exploit. "*Quoi ! nous n'aimons pas les choses nouvelles, et, comme vous, nous chérissons les vieilles choses. Pour-*

quoi nous reprocher nos boiseries et nos poutres qui sentent si bon le bon vieux temps ?"

Ainsi réagissent les petits amis du passé, qui, croyant, eux aussi, bien faire et archaïsant avec gloutonnerie, jettent leur dévolu sur une ferme abandonnée, en percent les honnêtes plafonds et en grattent les traditionnels enduits pour en dégager les poutres et les pierres les plus indigentes ou qui, pis encore, les parent de colombages, pour mieux les déguiser sur le mode rustique. Ils en sont là ... Vomissant le béton et l'acier qui, de toutes parts, les assaillent, la pierre et le bois, fussent-ils médiocres ou artificieux, demeurent, tels des symboles, leur facile consolation, leur ultime recours.

L'archaïsme est l'antidote du modernisme. Aux yeux de ceux qui le pratiquent avec une bonne volonté aussi touchante qu'irritante, c'est un contrepoison. Est-il besoin de dire qu'il devient à son tour un poison très pernicieux ?

*
* *

Ce mal, qui se donne les apparences du bien, est profond et tenace. Convertir le grand public ? Travail d'Hercule ! N'est-ce pas ce public moyen qui, féru de rusticité immédiate, accorde ses faveurs aux maisonnettes à l'ancienne (comble mansardé et lucarnes à fronton), qu'alant au devant de leurs désirs confus, leur proposent

d'astucieux promoteurs ? Il m'arrive de visiter la Foire de Paris, où sont précisément exposées, groupées sous la forme d'un village d'opérette, nombre de ces maisons réputées néo-classiques, qui se proclament bien de chez nous. Quelques autres maisons se veulent néanmoins plus téméraires : leur modernisme de série ne dit rien qui vaille aux visiteurs bénévoles, qui n'ont d'yeux que pour la fausse pierre et pour l'ardoise feinte, image reposante d'un confort esthétique qui, sur-le-champ, séduit leur âme tendre... Ce sont là des faits qui comptent. Et dans une telle ligne, les amateurs d'archaïsme léger sont comblés, auxquels il en est donné de toutes les façons.

*
* *

Doit-on le dire ? Oui, il faut le dire... L'aberration qui consiste à mettre au jour toute pierre et tout bois n'est pas le seul fait du public non prévenu, mais celui d'architectes respectables et parfois officiels qui ne laissent pas de céder ainsi aux exigences impérieuses de leur clientèle. Il n'est que d'aller et venir dans le Marais parisien pour s'en persuader et pour mesurer les effets d'une telle tendance. Un des plus récents exemples en est fourni par l'hôtel de Tallard, 78, rue des Archives, dont la systématique restauration se poursuit. *" Dans les pièces qui ne possédaient pas de décor à entablement, le lattis des plafonds et la couche de plâtre le recouvrant ont été détruits afin de laisser apparaître les solives. De telles pratiques peuvent être admises dans de simples immeubles du quartier pour se plier à la mode de notre temps, mais elles sont inadmissibles dans un hôtel où le plâtre a été travaillé avec une épaisseur et une qualité qu'il est désormais impossible d'obtenir "* (1).

D'une façon générale, on ne sait plus ou l'on ne veut plus exécuter des enduits au "plâtre gros" ou au mortier de chaux, le ciment zébré de joints tirés, le mortier bâtard étant désormais, d'une manière quasi constante, utilisés lors des campagnes de ravalement que l'on sait et qui sont à l'origine de maints ravages. Sur tous ces points, je renvoie à une excellente communication technique de M. Christian Langlois, membre de l'Institut, architecte en chef du Sénat, lors d'une séance de la Commission municipale du Vieux Paris (2).

La capitale n'est pas seule en cause. Un lecteur clairvoyant me le rappelle avec opportunité — mais il prêche un converti de longue date : *" Traversant la Bourgogne et la Provence, je n'ai vu, surtout en Provence, que des villes entièrement râclées, sans couleur, sans enduit. Des tas de moellons : telles deviennent nos plus belles maisons anciennes, notamment à Bagnols-sur-Cèze, à Uzès, à Antibes — naguère rose et ocre. Ne pourriez-vous expliquer à vos lecteurs que les plafonds et les enduits, le plâtre et la couleur sont l'épiderme de l'architecture ? Le gros œuvre, quand il n'est point en pierre de taille, n'est que squelette... Rappelez aux Français que dans les pays civilisés, les maisons ont gardé leurs couleurs. En Suisse, en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, en Italie, au*

Danemark, en Espagne, en Grèce, les maisons sont encore blanches ou rose, ocres ou bleutées ".

La France, qui se veut pourtant à la pointe la plus acérée du progrès technique, sera-t-elle bientôt la dernière à donner aveuglément dans cet archaïsme à la petite semaine ? Autre interrogation : est-ce précisément en raison de son modernisme de commande — une des formes de son vandalisme inné — qu'elle cède plus facilement que ses voisins proches ou lointains à ce passéisme primaire qu'elle considère comme une panacée miraculeuse ? Pour ma part, j'y vois surtout une parade désespérée.

Un fait est certain : jusque dans ses comportements officiels, notre temps, comme honteux de lui-même, s'ingénie, avec plus ou moins de bonheur, à dissimuler ce que, dans sa logique propre, il devrait tenir pour ses plus hauts titres de gloire. Se sent-il, se sait-il très coupable ? A cet égard, la création, dans les grandes villes de France et de l'étranger, de secteurs dits piétons, où l'automobile est prohibée au nom de la loi, est le symbole éclatant et paradoxal du passéisme latent de la civilisation moderne — un passéisme qui vire sans tarder à l'archaïsme.

Oui, cette civilisation-là, pour se faire aimable, tend par tous les moyens, à se faire oublier : c'est sa dernière ressource... Car enfin, comment expliquer autrement, dans nos rues sans voitures, ces gros pavés d'antan, ces bornes pseudo-médiévales et ces lanternes Louis XIV, ces étals en plein vent et ces enseignes en fer forgé, ces arbustes et ces fleurettes ? Au creux de chacune de leurs boutiques, grimées en échoppes à l'ancienne, triomphe un archaïsme flamboyant, fait, comme il se doit en pareil cas, de pierres très dénudées et de poutres très apparentes. C'est là aussi que le mythe de la "fête" exerce en priorité ses charmes, parmi les montreurs de bêtes sauvages, les cracheurs de flammes et les joueurs de pipeau. Tiens ! tiens ! la "fête" ne serait-elle donc pas naturelle au pied des tours du Front de Seine, de la place d'Italie ou du carrefour de la Défense ? Quel aveu !

*
* *

Il paraît que nous entrons lentement dans l'ère post-industrielle. Dans celle que nous serions, affirment certains augures, à la veille de quitter, nous coulions corps et biens. Alors que nous perdons pied, quelques petites bouées équivoques nous sont, ici et là, jetées, auxquelles nous sommes condamnés à nous raccrocher, fût-ce du bout des doigts et sans trop réfléchir. Est-ce ainsi que nous éviterons le naufrage ?

Yvan CHRIST.

(1) Jean-Marie Bernard, *Le Marais-Vaudeville, l'hôtel de Tallard, ou l'envers du décor*, in *Opinions*, n° 01, mars 1981, cf. également Jean-Pierre Babelon, *Le Marais et ses problèmes*, in *Cahiers de la Rotonde*, 4, 1981.

(2) Procès-verbal de la séance du lundi 4 décembre 1978, in *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris*, 28-29-30 janvier 1979, n° 20.

RAGTIME - MÉPHISTO

Milos Forman est un évadé du Printemps de Prague ; réfugié aux Etats-Unis, il a tourné une fresque sur l'Amérique capitaliste des années agitées et charmantes qui précéderent la première guerre mondiale. Il a voulu se faire l'historien-chroniqueur de sa nouvelle patrie à l'époque du "ragtime". "J'ai toujours pensé que tout ce qu'on peut dire sur l'Amérique contient une part de vérité : les choses les plus horribles comme les plus belles ou les plus formidables. Tout est vrai !" a proclamé Forman en réponse à ceux qui critiquent sa tendance à la complaisance pour les lieux communs du libéralisme américain. On se souvient que Milos Forman, qui en Tchécoslovaquie mit en scène "*Les amours d'une blonde*" et "*Au feu les pompiers*", a tourné depuis son arrivée sur le sol des U.S.A. "*Taking-off*", suivi de "*Vol au dessus d'un nid de coucou*" qui fut couvert d'oscars, puis "*Hair*" d'après la célèbre comédie musicale américaine dont le succès fut immense des deux côtés de l'Atlantique.

Voilà maintenant Forman transposant un roman fleuve, "best seller", de E.L. Doctorow dont ceux qui l'ont lu regrettent un peu qu'il en ait réduit la richesse psychologique et ignoré la nouveauté de structure narrative pour n'obtenir qu'une demi réussite cinématographique, malgré l'importance du budget mis à sa disposition. Mais on retrouve avec plaisir la générosité, l'humour, l'insolence tonique de Forman.

Le scénario de "*Ragtime*" un peu compliqué et confus n'atteint jamais la rigueur de construction de "*Nashville*" ou d' "*un mariage*", et l'on ne peut s'empêcher de songer à ce que Robert Altman eut pu réaliser à partir du livre de E.L. Doctorow. Des bandes d'actualité ponctuent les premiers temps de narration, le seul point qui fasse penser à Dos Passos...

L'aventure dramatique du jeune pianiste noir crée une

sorte de ligne directrice ou de fil conducteur qui donne quelque cohérence au récit mais l'originalité du film est faite des diverses et multiples destinées qui se croisent et s'entrecroisent. Des personnages que tout devrait séparer se rencontrent, se quittent, se retrouvent. L'intérêt principal de l'œuvre est constitué par le foisonnement de personnages que le cinéaste juge révélateurs de la complexe et fascinante réalité sociale américaine.

Le film s'ouvre sur une série de portraits et de tableaux bien enlevés. L'action se noue ensuite autour de Coalhouse Walker, le jeune pianiste noir d'un élégant club de Harlem. Une plaisanterie raciste du plus mauvais goût affecte Coalhouse Walker et déclenche, avec sa colère, le processus conflictuel qui débouche sur une action terroriste meurtrière et sur les problèmes de la position des justiciables devant la justice, de la révolte des humiliés, de la violence des opprimés face à celle des oppresseurs.

Howard E. Rollins dans "*Ragtime*"

L'auteur n'échappe pas à un certain schématisme qui raidit la description des personnages bloqués dans leurs préjugés racistes ou leurs convictions puritaines. La tendresse et l'amour triomphent heureusement quelquefois de ces blocages et de ces raideurs. Le film s'achève sur l'image mélancolique du courageux petit bourgeois puritain, mari trompé et digne, regardant sa femme, ex-petite-bourgeoise-puritaine, partir avec leur enfant et son amant, émigré juif et pionnier du cinéma.

"*Ragtime*" offre-t-il une vision pessimiste de l'Amérique ? D'aucuns l'ont dit, un peu vite... Le racisme, l'intolérance, le cynisme, l'affairisme, ne sont pas, on le sait bien, l'apanage du monde américain d'hier ou d'aujourd'hui ! Forman ne désespère ni de l'homme, ni de l'Amérique, mais il ne cache pas que sa sympathie va plutôt aux exilés qu'aux installés, aux exploités qu'aux exploités. Qui s'en choquerait ? "*Ragtime*" vient utilement nous rappeler que la voie la plus sûre pour préserver du pire est d'éviter à tous les êtres l'humiliation et la honte, que le progrès de la démocratie dépend de l'effort sans cesse renouvelé des hommes pour concrétiser dans la réalité les plus clairvoyants de leurs rêves.

Metteur en scène hongrois, Istvan Szabo a réalisé avec "*Méphisto*" une œuvre forte et ambitieuse dont les qualités ont été reconnues au Festival de Cannes par le Prix du meilleur scénario et le Prix de la Presse cinématographi-

que internationale. "*Méphisto*" évoque l'Allemagne des années 30, la montée du nazisme, les rapports entre l'artiste et le pouvoir, entre l'art et la politique. Le film frappe par son accent d'honnêteté et d'authenticité, il ne cède pas à l'esthétisme du "rétro" à la mode.

Dans une Allemagne où les chemises brunes à croix gammée écrasent la démocratie, la neutralité est-elle possible ou illusoire ? L'artiste peut-il indéfiniment éluder l'heure du choix ? Graves et fondamentales questions auxquelles l'Histoire a tragiquement donné des réponses.

"*Méphisto*" est l'adaptation libre et originale d'un roman de Klaus Mann publié par l'écrivain en 1936 dans l'émigration, livre-pamphlet qui portait en sous-titre cette légende : "le roman d'une carrière" et dont le caractère conventionnel pouvait s'expliquer alors par les nécessités du combat politique. Klaus Mann avait pris pour modèle un personnage ayant réellement existé : Gustav Gründgens, qui succéda au fameux Max Reinhardt, directeur du théâtre d'Etat de Berlin et fut un protégé de Goering.

Hendrik Höfgen le héros de Szabo ressemble par de nombreux traits à Gründgens. Un héros-caméléon.

Il a d'abord été tenté par la révolution communiste, puis après quelques timides essais de résistance, il cède à l'évolution des événements et des esprits ; il va du compromis à la compromission, devient prisonnier d'une célébrité que lui assure le Reich. Il paie le prix de la notoriété obtenue sous le règne national socialiste, c'est le fatal engrenage, il est "récupéré" par les nazis. Parti d'une attirance pour un théâtre engagé à gauche, Höfgen devient le symbole de l'art mis au service du pouvoir totalitaire dont il finit par faire l'apologie, sans pour autant s'y convertir sincèrement. Höfgen n'est pas un homme méchant - il cache des Juifs, rend service à un ami communiste - mais il est devenu le type même de l'intellectuel opportuniste et servile, qui a vendu son âme au diable. Son revirement idéologique est provoqué par son obsession de voir son talent enfin reconnu et applaudi, et cette considération l'emporte sur toute autre plus noble. Le réalisateur a fort bien défini le personnage : "Il entre dans la peau du traître changeant simplement de rôle. Il est le comédien de sa propre vie, de son sort à lui". Et il n'hésite pas pour se donner bonne conscience et se justifier à invoquer l'irresponsabilité du comédien se contentant de jouer les rôles qu'on lui confie. Interrogation toujours renaissante sur la liberté de l'artiste et du créateur devant les sollicitations et les pressions du pouvoir politique qui dispose de tant de moyens de séduire.

Klaus Maria Brandauer incarne le personnage de Höfgen avec infiniment de talent et fait remarquablement ressortir la complexité, les contradictions, les faiblesses douloureuses de ce "saltimbanque".

notes de Lecture

● Enquête sur les idées contemporaines de Jean-Marie Domenach

Les maîtres-penseurs sont morts. L'annonce est déjà ancienne. Pourtant le traumatisme qu'a provoqué l'effondrement de ces vénérables producteurs d'idéologies carnivores n'a pas fini d'alimenter la chronique de l'esprit.

L'échec des "événements de Mai 1968" — qui n'avaient d'ailleurs aucune perspective de réussite — sonna la fin d'une représentation imaginaire et idéalisée de la société. Personne ne se prosterne plus devant les "cités du soleil" que furent en leur temps et tour à tour Moscou, Pékin ou La Havane. La plaie béante de leur goulag a eu raison de l'immense appareil idéologique qui masquait le redoutable fonctionnement de ces univers carcéraux. Ceux qui trônaient sur un océan de certitudes

glacées, distribuant bénédictions ou anathèmes, n'en finissent pas de découvrir que le chemin n'est pas long qui mène des paradis imaginaires à de réels charniers. Les mouvements révolutionnaires de masse, au lieu de délivrer l'Homme par d'interminables révolutions permanentes, l'oppriment et le détruisent. Les "accidents de l'Histoire" ou les "étapes inévitables et nécessaires" permettant d'accéder à la société idéale, ne sont plus des concepts opératoires suffisants pour justifier ou expliquer ces béances par où s'est engouffré un irrationnel sanglant.

Ceux qui ont eu 20 ans en mai 1968 ont depuis appris de quels suaires sont couvertes certaines pensées libératoires. Ils peuvent, avec plus d'amertume que d'autres,

mesurer l'effondrement de ces constructions idéologiques à prétention scientifique qui rendaient compte indifféremment du présent, du passé et de l'avenir à travers des grilles de lecture d'une simplicité et d'une efficacité redoutables.

Il reste sans doute quelque chose de ce vertige de l'esprit dans la façon dont certains de nos dirigeants actuels tentent de plier les réalités aux exigences de leurs conceptions idéologiques, alors même que le bon sens (notion suspecte entre toutes) préconise précisément la démarche inverse.

Les maîtres-pensées sont mortes. Etrange délivrance qui nous prive de nos garde-fous et nous rend la raison. Les idéologies du XIX^{ème} siècle ont craqué non seulement devant les tragiques découvertes dont la décennie qui s'écoule a été porteuse, mais aussi sous la poussée de pensées longtemps refoulées dont il faut saluer l'émergence.

Dieu fut longtemps en réparation. La nouvelle avait été suffisamment répétée pour que personne ne s'en inquiète plus. L'Homme ne se portait guère mieux. Nous nous savions pensés, parlés, agis, manipulés par nos gênes, par notre inconscient, par notre appartenance de classe qui conditionnait nos comportements, nos discours et nos réactions. Nous vivions sous le règne de l'homme entre guillemets. Il occupait la place centrale de gigantesques toiles d'araignée où des experts en tirant sur tel ou tel fil rendaient compte de ses ultimes sursauts.

Pourtant, sur ces cadavres, ont bourgeonné des singuliers rameaux. Pour parer au plus pressé, ce fut la défense des Droits de l'Homme qui, parallèlement au développement de la nouvelle philosophie, a permis ce come-back inattendu. Dans les plis de ce vaste manteau qui couvre bien des malentendus et des arrière-pensées, ont pu se faire entendre des interrogations nouvelles pour lesquelles il n'existait pas de réponses toutes prêtes. Les sciences de l'Homme, grand refoulé de la période précédente, ont ressurgi, démontrant à l'évidence que malgré l'exclusion, voire la persécution dont elles étaient l'objet, elles avaient élaboré en silence de nouveaux concepts ou fait des bonds en avant.

On s'est trop moqué du mot "nouveau" qui, accolé à l'histoire, la philosophie, la psychanalyse, traduisait à l'usage des médias cette évolution féconde.

Il fallait qu'un esprit libre arpente ce champ, mi-ruines mi-chantier, et rende compte des mutations vertigineuses qui s'y produisent.

Ce n'est pas par hasard si Jean-Marie Domenach s'est révélé être le guide de cette dangereuse promenade. La Revue "Esprit" lui a fourni sans nul doute, pendant des années, un poste d'observation privilégié. Attentif plus que d'autres aux liens existant entre les théories philosophiques et les réalités sociales, il était bien placé pour

nous conduire vers les idées qui occupent la scène en cette fin du XX^{ème} siècle.

Conçu sous forme d'articles primitivement confiés à "L'Expansion", l'ouvrage se présente de façon claire et simple. Il explore différents domaines de la pensée contemporaine et fournit à chaque fois une bibliographie substantielle.

Sur les présentoirs des libraires, à côté des derniers ouvrages parus de Bernard-Henri Lévy, de Lévy-Strauss, Régis Debray, Adorno, Le Goff, Lacan, Glucksmann, un livre de 125 pages nous parle de tous les autres et permet aux non-initiés d'entrer dans les interrogations et les méandres des idées contemporaines d'un pas plus alerte. Certains ont pu lui reprocher d'avoir préféré porter son attention sur tel ou tel axe de recherche, en laissant dans l'ombre quelques écoles de pensées ou quelques chercheurs dont le nom aurait mérité de figurer à côté de ceux de Lefort, Castoriadis, Illich ou René Girard. On trouvera toujours motif à critiques. Il reste que cet ouvrage, qui est une grande première dans la présentation des courants philosophiques de ce temps, manquait singulièrement dans nos bibliothèques. Il répond à une nécessité et aidera le lecteur à enrichir sa réflexion et ses recherches.

Je ne connais pas M. Jean-Marie Domenach. Une photo au dos de son ouvrage nous le montre de profil. Il se dégage de ce visage une sorte de joie grave et tranquille. Cette jubilation silencieuse, nous la retrouvons dans le texte qu'il nous livre. L'essentiel, semble-t-il nous dire, est dans le plaisir vital et inassouvi de la quête. La tentation est éternelle de chercher un système clos et une idéologie définitive rendant compte de l'alpha et de l'omega. L'histoire et la raison nous enseignent que toute pensée qui s'arrête, surtout si elle devient vérité d'Etat, se transforme en bouffonnerie tragique.

Il reste à ceux qui s'engageront munis de ce précieux guide dans des allées bien balisées la souffrance légère de savoir qu'il est de la nature de l'esprit de poursuivre sans fin cette enquête philosophique et cette quête culturelle dont nul ne peut ignorer l'exigence.

A l'heure où les chars font régner "l'ordre" à Varsovie et en Pologne, où l'Europe chancelle, où l'Islam retrouve les accents de la Guerre Sainte, où les violences de l'oppression ou du terrorisme affectent de vastes zones d'Amérique latine, ceux qui se battent contre les "bêtes immondes" ont besoin de s'adosser à quelques certitudes et d'argumenter leur révolte devant des événements dans lesquels l'esprit de l'Homme s'enorgueillit de ne pas voir une fatalité. Cet ouvrage, parce qu'il élargit fort opportunément notre champ de réflexion, nous rend plus aptes à comprendre le monde actuel et sa fascinante complexité.

Hugues BOUSIGES.

Editions du Seuil.

● Le sel de la terre d'Alfred Grosser

C'est un véritable *essai de morale* que nous livre ici Alfred Grosser. Au sens le plus classique du terme: une réflexion sur l'inscription de la tension morale dans la vie quotidienne, dans ses ambiguïtés comme dans ses exigences. Un essai qui n'est pas pour autant un *traité*, puisqu'il ne prétend pas reconstruire un système, mais bien plutôt porter le doute et l'interrogation au centre des systèmes les mieux formés, retrouver la saveur première du choc et de l'étonnement par delà les justifications ultérieures.

La filiation n'en est pas moins directe avec la vieille et sympathique "morale laïque" qui, puisant son inspiration dans le kantisme sinon dans Kant, souhaitait constituer en elle-même la sphère morale en retrouvant le fonds commun des religions et des philosophies: fi des soubassements théologiques, pourvu que l'exigence éthique rende l'existence moins âpre, plus humaine...

Autre parenté de l'ouvrage d'Alfred Grosser avec la tradition laïque: la croyance que le défaut de morale est souvent le défaut de raison, que le retour sur nos incohérences et nos durcissements nous amène nécessairement à reconnaître la parenté profonde des valeurs qui font vivre. L'exigence morale est donc étroitement liée au désir d'un peu *plus de lumière*: au demeurant, ne sommes-nous pas dans l'année Goethe?

La première raison, pour Alfred Grosser, de nos "obscurités morales" c'est notre crispation sur nos appartenances immédiates: nous sommes beaux, intelligents et ouverts, ils sont moches, bêtes et entêtés. La construction des *ils* est d'ailleurs incohérente, nos appartenances sont entremêlées, et nous gérons comme nous pouvons nos rejets et nos intérêts.

C'est l'institution qui a charge d'arbitrer nos désirs contradictoires. Mais l'acte de *régler* engendre ses pro-

pres contraintes: la loi produit toujours des effets étonnants, voire les effets inverses de ceux attendus, lorsque l'équilibre entre liberté et obligation est défectueux. C'est l'une des faces de la question de la violence, l'une des questions les plus confuses qui soient. Voyez les façons dont elle peut être appréhendée lorsque l'on débat des cliniques psychiatriques, de la peine de mort, des grèves ou de l'avortement... Sans même évoquer le débat sur le pacifisme! De plus, la question de la violence est souvent mal cernée, parce qu'elle néglige les manipulations modernes, parce qu'on la confond parfois avec celle de l'*influence*, qui, elle, peut et doit être libératrice.

Difficile, dans le monde moderne, de construire une cohérence! Au vrai, la première cohérence à trouver est celle de son être propre. Une cohérence qui ne peut faire l'économie de la maîtrise individuelle, d'un engagement réfléchi, d'une remise en valeur du travail et du service. "Accepter l'idée qu'une vie conduite vaut mieux qu'une vie au hasard" (p. 162), c'est allier l'engagement et la distance critique, c'est donner sa saveur à la réalité.

On peut certes s'interroger sur les assises d'une morale indépendante de la référence transcendante. D'autres l'ont déjà fait (1). On pourrait aussi regretter la rapidité de l'ouvrage. Mais mieux vaut sans doute en retenir la tonalité et l'appel, et souhaiter la multiplication de citoyens qui sachent s'ouvrir à la parole d'autrui et donner à la rectitude morale sa véritable résonance: celle de la liberté intérieure.

Henri BOURBON

(1) Marcel MERLE, "Une morale sans religion?" *La Croix* du 24.11.1981

Alfred Grosser - *Le sel de la terre; pour l'engagement moral* - Paris, Ed. Seuil, 1981.

● La vie politique dans la Haute-Loire de 1815 à 1974 d'Auguste Rivet

La Haute-Loire. Pourquoi la Haute-Loire? Pourquoi pas!

Les historiens affectionnent, pour leur thèse la monographie régionale, et plus encore, pour l'époque contemporaine, départementale. D'ailleurs s'ils faisaient mine d'abandonner de telles enquêtes géographiquement circonscrites, leurs collègues américains viendraient vite les y remplacer. On comprend d'ailleurs qu'il y tiennent: par commodité, les archives sont à portée de main; par goût ils participent ainsi à leur manière à la mise à nu des racines du présent; par amour du travail bien fait, car la monographie départementale permet d'«épuiser» le

sujet, après avoir "dépouillé" toutes les sources; par désir plus ou moins avoué de rencontrer les "grands" sur leur terrain, Goubert, Le Roy Ladurie, Vovelle, Agulhon...

Revenons à la Haute-Loire. Nous ne nous en étions d'ailleurs guère éloigné. Cette thèse se présente comme un bon travail de professionnel, solide, mais toujours lisible, ce qui ne peut s'appliquer à tous les travaux similaires. La vie économique du département avait fait l'objet d'une étude antérieure. A. Rivet a choisi "la vie politique", d'une seule coulée, de Louis XVIII à Pompidou. Plus d'un siècle et demi, c'est une audace que peu

jusqu'alors s'étaient permis. On peut, de ce beau livre, faire deux usages différents. Le prendre d'abord comme un annuaire, ou, si le terme conserve une connotation péjorative, comme un dictionnaire. En parcourir les chapitres au hasard d'une envie, au gré d'un besoin : les grands hommes, les préfets, les partis, les élections, les associations aussi. Bref tout ce qui touche de près ou de loin à la chose politique trouve ici une réponse claire, précise et concise. Il n'est pas nécessaire d'être du pays pour se promener dans ce jardin à la française. Il suffit d'être habité par cette nostalgie naturelle de "ce monde que nous avons perdu". Autant en chercher l'évocation par qui sait de quoi il parle.

Solution paresseuse, peut-être. L'ouvrage mérite aussi d'être lu pour ce qu'il est, une thèse au sens le plus intéressant du terme. Sur un échantillon, l'auteur a recherché le fonctionnement du politique au quotidien, de la politique aussi, au ras des hommes et des terroirs, des conseils généraux et des municipalités. La démarche thématique, ici suivie, offre d'incontestables avantages ; les principaux acteurs entrent successivement en scène : l'administration, les maîtres d'écoles, le clergé, les notables. Les instruments de la politique sont tour à tour examinés : les associations, la presse, les partis. Fort bien. Cette méthode présente aussi quelques inconvénients. J'en vois deux, pour ma part. D'abord elle conduit à minimiser l'importance des ruptures essentielles. Une grande interrogation traverse cet ouvrage : pourquoi ce

département qui a vécu au rythme des grandes mutations politiques de la France jusque vers 1930 se trouve-t-il ultérieurement à contre-courant, du Front Populaire, de la Libération, du Gaullisme même. Des réponses sont avancées, convaincantes le plus souvent, mais qu'il faut cueillir ici et là au détour de plusieurs chapitres. Le second inconvénient est plus paradoxal : cette grille d'analyse quelque peu passe-partout conduit à banaliser ce département qui ne manque pas de singularité, et en particulier, à ne pas prendre en compte certaines formes de sociabilité traditionnelles que l'auteur d'ailleurs connaît fort bien pour les avoir autrefois décrites avec précision.

Mais il serait injuste de s'en tenir à cet ultime constat, car, par ailleurs, dès que l'on aborde les périodes les plus récentes, il apparaît avec évidence que l'auteur puise autant dans ses souvenirs et son expérience que dans des sources érudites plus difficiles à rassembler. Il en résulte non pas des révélations fracassantes ou des portraits féroces, mais l'attention toujours soutenue d'un chroniqueur narquois doublé d'un moraliste discret. Sans sortir de son propos d'historien, Auguste Rivet n'oublie jamais que la politique est un combat toujours indécis mais qui vaut la peine d'être mené à son terme, un art aussi, en quelque sorte, qui a ses grands et petits maîtres.

Claude LANGLOIS.

Ed. des Cahiers de la Haute-Loire, Le Puy, 1979.

● Le Gaullisme en question de Jean Teitgen préfacé par Etienne Borne

Un livre de plus sur le général de Gaulle ? Certes. Mais un livre différent, car voici cette fois le témoignage et l'analyse d'un homme politiquement engagé et de culture démocrate chrétienne. Très critique sur l'action du général, en tant que président de la République, Jean Teitgen, parfois polémique et partial mais soucieux de ne jamais tomber dans le pamphlet, exprime les réactions d'un citoyen profondément attaché à la démocratie parlementaire et à l'Europe unie, devant les choix gaullistes dans les domaines de la pratique constitutionnelle, de la décolonisation, de la construction européenne et de la politique étrangère. C'est pour lui l'occasion de rappeler un certain nombre de faits, quelque peu tombés dans l'oubli, mais suffisamment importants pour justifier l'opposition — ou tout au moins les réserves — du courant démocrate social au gaullisme.

Ce témoignage d'un homme "amer parce que déçu" (p. 32) peut être partagé par beaucoup d'hommes politiques issus de la Résistance, portés par un profond désir de rénovation, que l'auteur distingue des gaullistes d'après 1958. Ce que Jean Teitgen reproche le plus sévèrement à de Gaulle, c'est d'avoir, entre 1945 et 1960 changé d'opinion sur quelques grands sujets, non par

conviction, mais dans le but de s'emparer du pouvoir, entraînant dans le reniement ses fidèles inconditionnels lorsqu'il lui apparaît nécessaire de renverser sa position.

Ainsi en est-il de la constitution de 1958. L'auteur met en valeur des citations du général et de Michel Debré montrant leur opposition, en 1946 (discours de Bayeux le 16 juin 1946), mais aussi en 1958, à l'élection du président de la République au suffrage universel, ce qui est contredit bien sûr par le référendum de 1962, sur la constitutionnalité duquel Jean Teitgen rouvre le débat. Il ne voit pas en de Gaulle un véritable démocrate : il se méfie des assemblées. "S'il se déclarait "républicain", on ne m'enlèvera pas de l'esprit qu'il s'agissait d'un "truc" supplémentaire" (p. 63). En fait de Gaulle est totalement éloigné de la pensée du démocrate chrétien qu'est Jean Teitgen qui lui, se réfère à la conception maritainienne de l'Etat (1) qui peut se résumer ainsi : "le peuple n'est pas pour l'Etat, l'Etat est pour le peuple".

C'est la même distance qui sépare les deux hommes sur le problème algérien, non pas que Jean Teitgen soit hostile à l'indépendance de l'Algérie. Ce qui le choque, c'est à nouveau l'opposition entre l'homme qui fait des

discours et celui qui agit, entre le discours de Mostaganem du 7 juin 1958 et les accords d'Evian. Il accuse : de Gaulle savait qu'il fallait donner l'indépendance à l'Algérie, " mais s'il l'avait admis d'emblée, il n'eut pas tenu plus longtemps qu'un quelconque président du Conseil de la IV^{ème} République " (p. 75). Pour lui la question était d'arriver au pouvoir. L'affaire algérienne fut cette occasion de retrouver le pouvoir. Jean Teitgen est d'une grande sévérité pour les exécuteurs de la politique algérienne du général : ceux qui ont accepté de se renier ont réalisé " les œuvres les plus contraires à leur volonté première et maintes fois proclamée " (p. 88). Pensons à un homme comme Michel Debré, l'homme du " Courrier de la colère ". Sa reconversion n'aurait pas été si grave s'il n'avait d'abord entraîné tant de jeunes hommes, civils et militaires, sur la voie de l'Algérie française, pour ensuite assister, muet, à leurs condamnations, brisant ainsi des vies et des carrières.

L'autre grand point de discorde est l'Europe. Prisonnier de sa formation nationaliste, imprégné de la pensée maurassienne, de Gaulle n'a pas su comprendre l'enjeu. Là aussi l'homme est étranger à la conception démocrate chrétienne des rapports internationaux : pour lui les relations ne peuvent être qu'intéretatiques, et non communautaires : n'existent que les états nationaux. Il a vu dans la construction européenne non pas une chance, mais un risque pour la France, car son action " fut inspirée par deux mobiles : l'exclusive " grandeur " de son pays et son corollaire, le nationalisme. Une grandeur rêvée. Un nationalisme périmé " (p. 116).

Dans ce domaine aussi Jean Teitgen voit une absence de continuité dans la pensée et l'action gaullienne : dans les années 1950, le général, comme Michel Debré ne sont pas très éloignés de l'idée du transfert de souveraineté en Europe. Rien alors ne permettait d'imaginer les écarts de langage exprimant un " mépris haineux aux partisans de la supranationalité " (p. 123).

Ce livre est aussi un livre de regret : que de Gaulle ne soit pas resté dans l'histoire seulement celui qui " incarna aux yeux du monde le refus de la France de s'incliner devant le sort contraire d'une bataille " ! Mais n'était-ce pas là déjà la conjonction d'une personnalité hors série et d'un destin hors du commun ? Homme de culture, représentant d'un certain courant de pensée, de Gaulle pouvait-il ne pas être gaullien ? La forme de pensée dont il est l'héritier peut se résumer par ces mots : grandeur, fierté nationale. L'antagonisme est irréductible entre l'ancien président de la République et le démocrate chrétien qu'est l'auteur. Ce livre montre l'affrontement de deux cultures : la culture qui entendait se nourrir de toutes les énergies nationales, et la culture catholique-libérale, démochrétienne. Ainsi lorsqu'il reproche à de Gaulle l'indétermination de sa proposition sur la participation, il l'oppose à la conception d'une " organisation sociale qui tend à porter au maximum la conscience et la responsabilité civique de chacun ", selon l'expression de Marc Sangnier (p. 139).

C'est ce que montre très bien la belle préface d'Etienne Borne qui rattache la pensée des deux hommes à l'histoire des idées du XIX^{ème} siècle. Pour lui, le gaullisme est une reprise du bonapartisme, un bonapartisme modernisé, libéralisé, humanisé (p. 11). L'analogie entre ces deux courants politiques avait déjà été bien vue par René Rémond qui a écrit : " en insistant sur le consentement du pays dans ses profondeurs, en se targuant d'avoir rendu la parole au peuple, en élargissant la pratique de la démocratie par le référendum et l'élection du président de la République au suffrage universel, (le gaullisme) a même ramené la tradition bonapartiste à ses origines " (2). Etienne Borne pousse l'analogie plus loin, va davantage dans le détail. Il voit dans les deux idéologies l'union d'une pensée politique avec un grand homme de l'histoire " en lequel un verbe patriotique se fait chair " (p. 11). De même l'autorité de l'Etat se confond avec un homme. Bonaparte comme de Gaulle sont pleins de contradictions : ils ont voulu unir, rassembler, mais ont divisé.

L'un et l'autre ont utilisé largement le thème de la grandeur, leurs opposants étant forcément les petits et les médiocres, " les pense-petits réchauffant à un maigre feu leur potage clairnet " (p. 17).

" Le jugement que porte Jean Teitgen sur le gaullisme n'est pas, écrit Etienne Borne, une improvisation de circonstance et d'humeur, il s'enracine dans toute une tradition " (p. 22). Si donc on rattache le gaullisme au bonapartisme, on comprend mieux l'opposition des responsables politiques comme François de Menthon, Jean Lecanuet, P.H. Teitgen, André Colin, qui s'incrit dans la même sensibilité que l'opposition de Chateaubriand, Montalembert, Lamartine à Napoléon Ier et Napoléon III.

L'opposition au bonapartisme a puisé sa source dans le catholicisme-libéral. Il y a une filiation de celui-ci à la démocratie chrétienne. C'est au nom des idéaux de cette dernière que l'auteur s'oppose à ce que représente le gaullisme, bien que le général ait attiré à lui, à partir d'une certaine idée de l'unanimité française, certains représentants de ce courant tels Edmond Michelet, Maurice Schumann, Louis Terrenoire.

La vérité historique oblige en outre à ne pas omettre, qu'au début de la V^{ème} République, le M.R.P. a participé au gouvernement et a assumé des responsabilités ministérielles non négligeables, avec Pierre Pflimlin, Robert Buron, Robert Lecourt, Paul Bacon, Joseph Fontanet.

Un éclairage du gaullisme sous un jour démocrate chrétien, voilà l'originalité du livre de Jean Teitgen. A posteriori il confirme les raisons d'une opposition telle qu'elle a été marquée par la candidature de Jean Lecanuet en 1965. Le recul du temps nous permet aujourd'hui de constater qu'il y avait bien deux conceptions différentes de la démocratie et du rôle du citoyen qui se

faisaient face : une "certaine idée de la France" contre une "certaine idée de la démocratie" entre lesquelles il ne pouvait y avoir qu'un antagonisme "intellectuellement irrémédiable", dit Etienne Borne (p. 9-10).

Jean-Dominique DURAND.

Jean Teitgen, *Le gaullisme en question*, préface d'Etienne Borne, Paris, Julliard, 1981, 151 p.

(1) Jacques Maritain, *L'homme et l'Etat*, Paris, P.U.F., 2ème éd. 1965, 204 p.

(2) René Rémond, *La droite en France*, Paris, Aubier, 1963, pp. 286-290.

● La Pensée d'Hannah Arendt

La "vie de l'esprit" est le testament politique d'Hannah Arendt conçu en trois parties : la Pensée, la Volonté et le Jugement : les trois activités fondamentales de la vie mentale. La première partie vient d'être éditée en France aux P.U.F.

L'interrogation qui court dans le premier ouvrage : *la Pensée* porte sur les racines de la banalité du mal qui s'est révélé à Nuremberg comme la figure du tragique politique.

Inutile d'attendre de grandes déclarations à prétention métaphysique du style : "Nous sommes tous les enfants du totalitarisme" pour ceux qui se piquent de pessimisme shopenhauerien ou "C'est l'Etat dans tous ses états" pour ceux qui n'ont pas encore digéré leur khâgne. Non, sobrement Hannah Arendt s'étonne et donne à penser que la philosophie est bien l'expérience que nous faisons de notre propre faiblesse et de notre impuissance.

Son étonnement est profond quand elle assiste au procès d'Eichmann à Jérusalem (1). Elle est alors frappée non par la stupidité de l'accusé mais par un manque de pensée. Eichmann répondait par des codes d'expression standardisée et ignorait totalement le reste de l'humanité. Dès lors, la question que pose Hannah Arendt est la suivante : la faculté de distinguer le bien du mal serait-elle en rapport avec notre faculté de penser ou plus exactement : l'activité de penser en elle-même, l'habitude d'examiner tout ce qui vient à se produire ou attire l'attention sans préjuger du contenu spécifique ou de la compétence fait-elle partie des conditions qui poussent l'homme à éviter le mal ?

S'emparant de la question, Hannah Arendt se promène avec une aisance qui lui est toute particulière dans les sentiers de la métaphysique occidentale.

La pensée est d'abord vision. Pour les Grecs, la passion de voir est l'attitude première, vient ensuite l'essai de la traduction de la vision en mots. Dans ces deux composantes de la pensée, seul le *nous* lui permet de participer de l'éternel et du divin, le *logos*, lui, est chargé de dire ce qui est. Mais cette notion de spectateur perd progressivement de sa valeur surtout quand elle se "romanise", comme beaucoup de concepts grecs ; le désir de voir n'est plus participation à l'immortel mais curiosité vulgaire.

La pensée s'attache donc pour les grecs à des choses invisibles mais signalées par les phénomènes qui sont objets invisibles présents dans le monde visible "à la manière des dieux homériques, visibles par ceux qu'ils approchaient".

Mais à Rome la pensée devient préparation à l'action, technique d'un genre particulier, elle n'est plus faculté de rendre présent ce qui est absent, son but est d'écartier le désagréable, de rendre absent ce qui est en réalité présent (épéurisme, stoïcisme)... Mettre la réalité entre parenthèses devient à partir de cet instant la grande tentation des "penseurs de profession". Et pour échapper à ce danger, resurgit la figure de Socrate qui représente l'acte de penser dans sa réalité. Cet acte est l'examen critique, élément invisible mais capable de défaire, dégeler ce que le langage avait figé sous forme de pensée (concepts, phrases, définitions, doctrines...)

Devant l'impossibilité de se tenir rigidement à une définition, l'homme est tenté par le cynisme. Le résultat négatif n'est-il pas un risque inséparable de la pensée elle-même ? Il n'y a pas - écrit Hannah Arendt - de pensées dangereuses, c'est la pensée qui l'est et pour toutes les croyances dès lors qu'on s'empare des concepts dans le discours quotidien et qu'on commence à les manier comme produit de la connaissance.

Cependant que dire de l'état de non-pensée qui conduit à valider tout discours institutionnel ? On aboutit à une situation paradoxale : plus les hommes se cramponnent au passé sans réfléchir, plus ils sont prêts à accepter un changement radical. Cette idée éclaire d'une lumière nouvelle le comportement du "conservateur" en politique et explique la facilité de renversement de valeurs dans certaines circonstances (Russie stalinienne, Allemagne nazie, Chine maoïste...).

La grande leçon de Socrate est que la pensée est d'abord une entreprise non esseulée mais solitaire, ce par quoi l'homme se tient compagnie à lui-même et découvre la dualité du deux en un. Il faut alors "s'arranger" pour que les deux interlocuteurs soient en bonne forme et amis l'un de l'autre. Nous pouvons avoir des rapports avec nous-même aussi bien qu'avec les autres et les deux types de rapport ont pour point commun : l'amitié (*philia*).

L'homme qui attend de pied ferme Socrate chez lui pour tout passer au crible : c'est lui même.

L'anticipation de la rencontre avec cet individu est la conscience qui ne crée nulle valeur mais amène les implications d'opinion admises sans examen au grand jour pour les détruire. La pensée est cette activité curieuse, hors de l'ordre, qui trouve sa fin en soi. A ce titre nous pouvons donner à Hannah Arendt le qualificatif de penseur.

Elle a su poursuivre avec d'autres le démantèlement de la métaphysique occidentale qui n'est possible que si nous admettons que la chaîne de la tradition est rompue. Mais ce démantèlement n'est pas destructeur : c'est celui du chercheur qui observe que la continuité du passé a disparu ainsi que sa cohésion interne, laissant place à un passé fragmentaire.

Il n'existe pas de "pensée arendtienne" tout comme il serait stupide et simplification de journaliste de parler de philosophie heideggerienne. La pensée d'Hannah Arendt est une pensée identique à la définition qu'elle donne de l'activité de penser. Elle mène à l'écroulement de la pensée politique en place qui "n'a plus de raison d'être depuis la révélation du fait totalitaire".

Elle ne dresse pas seulement un constat d'échec, elle cherche à travers ses travaux de sages à ébouler les fondements qui ne sont pas assurés en profondeur. C'est sans doute pourquoi chacun des écrits d'Hannah Arendt se lit comme si elle recommençait tout et reprenait uniquement la langue forgée par tous ceux qui l'ont précédée

tant il est vrai que le penser est aussi "une marche en arrière" pour reprendre une expression d'Heidegger.

En fait, ce regard en arrière n'engendre pas la construction d'un système modelé sur les précédents et ne s'arrête pas à une simple critique mais aboutit à une pensée à neuf du déjà pensé.

C'est en cela qu'Hannah Arendt n'établit pas seulement des jalons : elle révèle la chaîne rompue par le phénomène totalitaire et la nécessité absolue de liberté comprise comme aptitude à créer - condamnant les doctrines dont l'ambition avouée est d'en finir avec l'histoire. D'où l'importance capitale de la notion de commencement pour comprendre le sens d'une telle démarche : l'acte de fondation est acte politique et acte libre par excellence.

Il faut citer ici une phrase de Platon qu'elle place dans l'introduction d'une courte biographie sur Martin Heidegger (2) : "Le commencement est aussi un dieu qui tant qu'il demeure parmi les hommes sauve tout".

Dès lors, en reprenant une pensée chère à René Char, remercions Hannah Arendt de nous avoir remis sur "la trace de ce dieu enfui".

Joseph MACE-SCARON

Edit. P.U.F.

(1) *Eichmann à Jérusalem.*

(2) *"Vies politiques" Ed. Gallimard.*

● La prodigieuse aventure des plantes de Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Cuny

Le dernier ouvrage, écrit par notre collaborateur Jean-Marie Pelt en collaboration avec Jean-Pierre Cuny, est illustré par les belles photographies couleur de Jean-Claude Hayon, il porte un sous-titre plein d'humour qui définit bien le projet des auteurs "... ou les extraordinaires et véridiques tribulations des plantes racontées grâce à la complicité d'un homme de science et d'un autre de la rue, et tendant à montrer qu'elles ressemblent étrangement aux tribulations des hommes !"

Qui mieux que notre collaborateur Jean-Marie Pelt lui-même pouvait présenter cet ouvrage ? Nous lui laissons la parole :

" Jean Giono écrivait en 1967 : " On va dans les étoiles et on ne sait toujours pas ce qui se passe sur le talus en face de chez soi... ". Encore fallait-il trouver le langage pouvant faire franchir au grand public le fossé qui le sépare jusqu'ici dudit talus. C'est ce que Jean-Pierre

Cuny et moi-même avons tenté de faire.

Si les animaux nous passionnent, c'est parce qu'ils nous sont proches, au point que nous croyons parfois nous reconnaître en eux.

Mais les plantes, immobiles, silencieuses ? En quoi nous ressemblent-elles ?

Comme les animaux, elles ont vécu une grande épopée, celle de l'évolution. Comme nous, elles ont une histoire. A les voir vivre, on découvre chez elles des "mœurs" et des "comportements" qui sont aussi les nôtres.

Car, au-delà des apparences, la vie est une : et les plantes obéissent comme nous à ses lois immuables. Pour rendre intelligible leur vie mystérieuse, il fallait le regard neuf de qui cherche à dégager ce qui fait l'unité fondamentale du monde vivant. C'est ce que nous avons fait

pour vous.

Certes, je mesure les risques d'une telle initiative et les critiques qu'elle ne manquera pas de susciter : prétendre trouver des analogies de "comportement" entre les plantes et nous paraîtra à certains saugrenu ! D'autres crieront au scandale, refusant de voir l'homme se commettre avec des êtres juste bons à sécher dans des herbiers ou à s'exhiber dans des catalogues, ce qui revient au même. D'autres encore parleront d'«anthropocentrisme», comme si dégager de l'observation des plantes les lois et principes qui sont ceux-là mêmes de la vie devait nous interdire de reconnaître en elles, comme en tout être vivant, une part de nous-mêmes.

Voilà pour le fond. Et que dire de la forme ? J'ai, je l'avoue, hésité à co-signer ce livre. Car il est difficile et risqué, pour un scientifique, de quitter le laboratoire pour descendre dans l'arène.

Pourtant il fallait bien un jour tenter d'introduire le public, tout le public et tous les publics, dans les secrets du monde végétal, de son histoire, de ses amours, de ses mœurs, de ses civilisations.

C'était le but que nous nous proposons en réalisant la série télévisée : *L'aventure des plantes*. Réinstaller le

● L'histoire culturelle

J'emprunte ce titre à *L'histoire culturelle de la médecine* travail d'équipe dirigé et réalisé en grande partie par le regretté professeur Marcel Sendrail, enseignant à l'Université de Toulouse (Privat 454 pages), qui montre bien à travers ses chapitres la volonté de ce type d'histoire de relier les événements à des thèmes culturels qui font l'unité et la signification d'une période. Il y a eu l'âge des pestes, comme celui des fièvres romantiques. Notre siècle est celui du cancer et de la dépression. On mourait poitrine au siècle dernier, comme d'infarctus aujourd'hui ! Il y a pour chaque époque un mal dominant, redouté par dessus tout, lié semble-t-il au milieu culturel. Ce qui traduit à prouver la plasticité de la pathologie qui se modèle au rythme des civilisations ! Est-ce à dire qu'on est malade de sa civilisation ?

L'histoire culturelle se refuse à isoler un type d'événements, de privilégier l'économie comme les marxistes le font par exemple. Elle ne croit pas au mécanisme historique. Elle croit à l'homme, à son génie créateur de civilisations. Elle croit à la solidarité d'une période, aux civilisations des êtres vivants et globaux. Elle aime les synthèses de l'histoire sociale, mais accorde au spirituel une place que l'autre lui marchande. Ainsi j'ai cherché en vain dans le livre de Pierre Dockes, "*La libération médiévale*" (Flammarion nouvelle bibliothèque scientifique, 320 p.),

monde vert au cœur même de la vie, où nous sommes aussi... où nous sommes ensemble ; tel est aussi le but de ce livre.

Jean-Pierre Cuny donne au récit un ton alerte et savoureux auquel la plupart des ouvrages consacrés aux plantes ne nous ont guère habitués ; point ici de savantes descriptions botaniques, d'interminables répertoires, mais un fourmillement d'images et d'idées parfaitement ordonnées, fondées sur des exemples concrets, judicieusement sélectionnés, qui rendent l'ouvrage aisément accessible au plus large public.

J'ai, comme c'était mon rôle, veillé à ce que ce texte soit le plus proche possible de la vérité scientifique. Ainsi la botanique, d'approche si souvent rébarbative, prend-elle une tout autre dimension pour ceux qui aiment les plantes et veulent les mieux connaître.

En vivant avec nous l'«aventure des plantes», vous vous trouverez proches, très proches des fleurs que vous aimez".

Il vous reste maintenant à lire cet ouvrage si agréable ment présenté par l'un de ses auteurs ...

Ed. Fayard.

qui explique pourquoi l'esclavagisme antique a disparu la moindre mention du rôle libérateur du christianisme. L'auteur explique que "ce sont les luttes serviles qui ont réussi à liquider cette forme d'exploitation", il veut ignorer que les maîtres chrétiens ont affranchi leurs esclaves et ont vécu avec eux souvent en communauté. A nos yeux, dans la disparition de l'esclavage, le Christ a pesé plus lourd que Spartacus !

Mais ailleurs qu'en Occident l'esclavage a survécu sous bien des formes jusqu'au XIXème siècle. En Russie l'abolition du servage date de 1861 et au Brésil de 1888. Katia M. de Queizos Mattoso, professeur à l'université de Salvador de Brasilia s'est efforcé, malgré la destruction officielle des archives concernant la traite et l'esclavage ordonnée après l'abolition officielle, de suivre l'intégration progressive des esclaves africains dans la société brésilienne. Le mérite de ce livre "*Etre esclave au Brésil XVIème - XIXème siècle*" (Hachette 317 p.) est de montrer comment cet apport africain, malgré la situation très déprimée des esclaves, a réussi à devenir une des composantes majeures du Brésil contemporain. La culture brésilienne est profondément marquée par les reminiscences de l'autre continent. Le métissage général a produit un homme nouveau culturellement original.

Arlette Jouanna a essayé de démêler les mécanismes complexes et les mutations profondes de l'ordre social de notre pays au tournant des temps modernes, "*Mythes et hiérarchies sociales dans la France du XIIème siècle*" (Hachette, 252 p.). L'entreprise est intéressante, car les concepts ont sensiblement évolué depuis la grande destruction et la naissance d'une société bourgeoise, fondée sur la richesse. Aujourd'hui la hiérarchie sociale, plus feutrée mais peut-être en fait plus impitoyable qu'avant, repose sur l'argent et le pouvoir réellement exercé, le prestige social découlant de ces deux réalités principales, les autres valeurs : naissance, culture jouant un rôle plus secondaire.

Au XIIème siècle, tout semble reposer sur le rang dû à la naissance, d'où l'importance des notions de race, de sang, d'hérédité. Les qualités du noble sont héréditaires. Elles ont un soubassement biologique aux yeux de beaucoup. Le noble est d'une autre race, peut être celle des conquérants francs ! Tous ces mythes alimentent chez les uns l'orgueil et chez les autres le respect ou le dépit. Mais tout le monde cherche à devenir noble dès qu'il a de l'argent et le roi monnaie l'anoblissement. L'argent joue donc en fait, même s'il n'est pas reconnu, déjà un rôle prépondérant dans l'ascension sociale de la France d'Henri IV et de Louis XVI.

De très bonnes études se multiplient sur les métiers et la culture dont ils participent. Louis Rodil a consacré un petit livre à la vie passionnante d'Antonia Carême, dont le paradoxal patronyme s'applique au plus grand cuisinier français du XIXème siècle "*Antonin Carême de Paris 1783-1833*", chez Jeanne Laffitte). A travers ce livre on devine la civilisation raffinée qu'a connue la haute société française de ce temps qui consacrait beaucoup d'application et d'intérêt à l'art culinaire. Nous en

retrouvons les recettes à travers les deux grandes œuvres d'Antonin Carême que Jeanne Laffitte publie simultanément, "*Le pâtissier royal*", et "*La pâtisserie pittoresque*" (chez Jeanne Laffitte).

Aux deux extrémités de la hiérarchie professionnelle "*Le banquier*" de Roland Auguet et "*Le Boucher*" de Françoise Salvetti sortent chez Berger Levrault (chaque volume 100 p. très illustré). A travers ces essais rapides mais percutants nous redécouvrons le mécanisme de métiers aussi différents qu'indispensables dans une société, les mentalités de la profession, ses exigences et ses pratiques. Après avoir écrit "*Priez pour nous à Compostelle*", P. Barret et J.N. Gurgand ont cette fois, suivi les Compagnons du tour de France dont ils ont retracé les traditions dans "*Ils voyageaient la France*" (Hachette-Littérature, 467 p.), un livre dense qui montre l'intensité des liens solidarité à l'intérieur du compagnonnage et son insertion dans la France profonde du travail bien fait.

Il faut, je crois dans le genre, réserver un traitement particulier au témoignage d'Antoine Sylvère, "*Toinou, le cri d'un enfant auvergnat*" (Plon, coll. *Terres Humaines*, 448 p. préface de Pierre Jakez Hélias), autobiographie bouleversante d'un fils de métayer, né à la fin du siècle dernier dans la région d'Ambert en Auvergne, au sein d'une famille très pauvre, Sylvère raconte précisément les conditions de vie de ce Toinou, l'enfant qu'il fut, élevé dans la misère, écrasé par le poids de la hiérarchie sociale et qui grâce à l'aide affectueuse de son grand-père a pu s'arracher à sa condition. Ce cri d'enfant, exceptionnel dans la littérature française, exhale la douleur d'une classe meurtrie dans sa chair et dans sa dignité. Un pathétique témoignage d'histoire culturelle.

Jean CHELINI.

● 1956, Budapest, l'insurrection de François Fejto

"Moins un culte est raisonnable, plus on cherche à l'établir par la force" Jean-Jacques Rousseau.

Jamais cette phrase n'a été ressentie avec autant de poids qu'à la lecture du dernier ouvrage de François Fejto, consacré à l'insurrection de Budapest en 1956.

1956 : un quart de siècle déjà. Des images reviennent en mémoire : le temps du muguet fredonné par Francis Lemarque, les tomates lancées à Alger par des Pieds Noirs mécontents à un Président du Conseil socialiste, la vignette automobile de Monsieur Ramadier, les trois semaines de congés payés et surtout l'émergence politique du Tiers Monde avec son cortège d'idées nouvelles, la décolonisation, le non alignement, le neutralisme positif.

L'Europe sortait de la reconstruction de l'après-guerre et la France s'enlisait dans le conflit algérien.

C'est cette époque de bouillonnement intellectuel confus qui connut un développement inattendu avec les événements de Hongrie.

Inattendue pour les Occidentaux peu enclins à s'encombrer de problèmes en Europe Centrale, inattendue pour le camp socialiste répugnant à répandre sous la lumière crue le sang ouvrier, la Révolution hongroise allait détacher des partis communistes occidentaux un bon nombre d'intellectuels.

L'image de ces partis s'en est trouvée gravement affectée : jamais le parti communiste français, par exemple, ne retrouvera ses voix des élections législatives du 2 Janvier

1956, pas même en 1967 qui fut sa meilleure année électorale sous la V^{ème} République.

Le mérite de François Fejto est grand : il donne au lecteur un triple éclairage sur ces événements en analysant de manière saisissante le groupe des Princes qui gouvernaient la société hongroise avant l'insurrection, en donnant une description claire des événements de 1956 et surtout en s'attachant à démêler les fils de ce qui fut la première "normalisation" dans un pays de l'Est.

La crise de 1956 n'est que l'épiphénomène d'une crise bien plus grave qui secoue le mouvement communiste international : Staline est mort le 5 mars 1953 et la direction du parti communiste soviétique est divisée entre intégristes staliniens, Molotov, Kaganovitch, révisionnistes modérés, Khrouchtchev, Malenkov et partisans d'une ligne "moyenne" Boulganine, Souslov, Mikoyan.

Aucun de ces groupes ne l'emportant, l'Armée Rouge avec le vainqueur de Berlin, le Maréchal Joukov, joue les arbitres.

Le premier secrétaire du Parti communiste soviétique a fait appel à elle déjà à deux reprises, pour éliminer physiquement le Ministre de la Police Beria et pour réduire les pouvoirs de Malenkov. Il aura encore besoin d'elle en 1957 pour triompher du "groupe anti parti" (Molotov, Malenkov, Kaganovitch) qui cherche à le renverser. Il faut donc donner des gages à cette armée soucieuse de conserver le glacis militaire chèrement payé entre 1941 et 1945.

Pourtant, Khrouchtchev s'est lancé dans une courageuse entreprise de déstalinisation au XX^{ème} Congrès du PCUS en février 1956.

Cette faiblesse de la direction soviétique va faciliter la naissance de mouvements contestataires à l'intérieur des partis communistes polonais et hongrois.

Gomulka revient au pouvoir en Pologne le 20 Octobre 1956. Il a la chance d'avoir, unis derrière lui, le Comité central, le Parti, l'Administration d'Etat et l'Armée convaincus de pouvoir mener les réformes économiques, sociales et culturelles sans faire le lit de "la contre révolution", c'est-à-dire de la démocratie représentative.

Cette chance, Imre Nagy, ne l'a jamais eue ; le parti hongrois était déchiré depuis 1953 entre Staliniens, réformistes et pragmatiques, l'appareil d'Etat s'était effondré dès les premiers jours de l'insurrection. Le Kremlin ne pouvait alors que redouter un dérapage, la fameuse dérive idéologique droitière, qui se produisit sans coup férir.

Les princes qui gouvernaient la Hongrie ne formaient pas un groupe homogène : les communistes de "l'extérieur" restés à Moscou pendant le régime de l'Amiral

Horthy, Rakosi, Gero, Farkas et... Nagy avaient les faveurs des maîtres de Moscou, ceux de "l'intérieur" résistants sur le territoire national à l'oppression fasciste, Rajla, Kadar ne suscitaient que de la méfiance.

Le Premier secrétaire du parti communiste hongrois, depuis 1945, le sinistre Rakosi, avait en trois ans conquis le pouvoir, aidé par l'Armée Rouge. Nationalisations et collectivisation à outrance, industrialisation forcenée, lois liberticides, déportations, procès étaient les fruits de sa politique. Personne, pas même les hiérarques les plus élevés du régime, n'échappaient aux purges successives.

Janos Kadar, cette personnalité ambiguë, mise magistralement en lumière par l'auteur, aujourd'hui septuagénaire et maître incontesté de la Hongrie, n'échappa pas à la règle cruelle et connu sinon la corde, du moins les gênes pendant trois ans.

Imre Nagy, bien qu'écarté du pouvoir en 1948, n'avait pas connu un tel déshonneur.

Ce social démocrate égaré, d'après l'auteur, dans la galère communiste avait montré sa répugnance extrême devant la politique économique de Rakosi.

Cela lui avait valu des inimitiés solides mais aussi la confiance de ceux qui, au Kremlin, souhaitaient une déstalinisation rapide.

Devenu Président du Conseil en Juillet 1953, au lendemain de la mort de Staline, Imre Nagy s'était efforcé de faire renaître le petit commerce, l'artisanat, la propriété privée, l'industrie légère et alimentaire. Il tendait la main aux intellectuels, proclamait la tolérance religieuse.

Les dogmatiques du Parti obtinrent cependant en Avril 1955 sa disgrâce. Exclu du parti sans être assigné à résidence, Imre Nagy était devenu en 1956 le recours de tous ceux, intellectuels, paysans, ouvriers, communistes qui souhaitaient une transformation pacifique de la société.

Lorsque l'insurrection se déclenche le 23 Octobre 1956, le parti hongrois a remplacé à sa tête Rakosi trop dévalué par un fonctionnaire du parti Gero froid et obtus et rappelé auprès de lui Janos Kadar.

Ce qui est stupéfiant dans l'affaire hongroise, c'est de voir à quel point, le parti, l'administration, n'avaient pas de prise sur le pays.

Il a suffi de 12 petites heures pour que l'armée et la police fraternisent avec les émeutiers et que le Comité central affolé nomme Imre Nagy, président du Conseil, et appelle au secours le grand frère soviétique.

Les erreurs vont très vite s'accumuler. Imre Nagy appelé au pouvoir pour établir l'ordre a toujours 24 heures de retard sur l'insurrection et 24 heures d'avance

sur les autres dirigeants du parti et s'épuise à convaincre des délégations, d'ailleurs inégales, de lui apporter leur soutien, leur confiance, de reprendre le travail.

Trois fractures dans la classe dirigeante hongroise se produisent pendant ces événements.

Jusqu'au 28 Octobre 1956, le parti hongrois s'efforce de gérer la crise en restant en contact étroit avec le Kremlin.

Janos Kadar est élu premier secrétaire du parti, des négociations s'engagent avec des conseils ouvriers constitués spontanément et des militaires insurgés comme le général Maleter. Les troupes soviétiques cessent le feu et un nouveau gouvernement est constitué avec trois représentants des partis dissous en 1948 (Tildy, Kovacs et Erder) et des communistes pragmatiques ou révisionnistes.

Pourtant le calme ne se rétablit pas. Enhardis par les concessions du gouvernement, les conseils ouvriers, erreur fatale, demandent élections libres et évacuation des troupes soviétiques.

Imre Nagy est alors à un tournant : il lui faut coller à l'opinion publique, et exiger bruyamment le départ des troupes soviétiques.

Mikoyan et Souslov revenus en hâte à Budapest constatent que politiquement, idéologiquement, moralement, la Hongrie a déserté le camp soviétique et que pour sauver, ne serait-ce qu'une parcelle de l'influence communiste, le gouvernement estime indispensable le franchissement du cap de la neutralité et du multipartisme.

Le 30 Octobre, le système du parti unique est abrogé, le 1^{er} Novembre, la neutralité de la Hongrie proclamée.

A cette date se produit la seconde fracture : les pragmatiques comme Kadar et Munnich le ministre de l'Intérieur, qui avaient avalisé multipartisme et neutralisme, prennent peur et s'enfuient en URSS.

C'est alors pour Nagy et ses collaborateurs la fuite en avant : levée de la censure, appel à l'ONU, légalisation de l'insurrection avec la constitution d'un nouveau gouvernement où les communistes sont largement minoritaires.

La suite est hélas facile à deviner : l'insurrection est

écrasée en huit jours par une Armée Rouge revenue en force, l'Occident empêtré par l'affaire de Suez démontre son impuissance et ses divisions.

Les dernières pages de l'ouvrage sont alors passionnantes. Janos Kadar revenu dans les fourgons soviétiques s'efforcera pendant longtemps de négocier avec Imre Nagy réfugié à l'Ambassade de Yougoslavie afin d'arracher une collaboration de sa part au sein du gouvernement.

Refusant ce rôle de Quisling, Nagy plus ou moins abandonné par les Yougoslaves, sera emprisonné pendant deux ans et demi avant de connaître la corde du bourreau.

Sans plus de succès, Kadar essaiera d'élargir son audience politique en tentant d'intégrer au processus de normalisation les plus modérés des insurgés. Ses promesses d'accomplir une partie de la politique d'Imre Nagy ne réussirent pas mieux à convaincre le peuple hongrois et il dut se résigner à une répression sanglante (un millier d'exécution capitale, une vingtaine de milliers d'emprisonnements).

Dans la période suivante, le principal atout de Kadar fut la lassitude générale, la déception nationale.

Grâce à une aide économique considérable de l'URSS, le miracle économique permit une évolution des esprits encouragée par le gouvernement vers la résignation, le repli vers la vie privée, l'intérêt individuel.

Tout au long de cet ouvrage remarquable, le parallèle est saisissant avec les événements de Pologne.

Achévé en Juillet 1981, il posait avec angoisse la question de l'avenir polonais en soulignant les convergences avec les événements hongrois : désaveu du parti communiste par la classe ouvrière, concept de l'auto-organisation indépendante de l'Etat soutenu par les intellectuels.

4 Novembre 1956, 13 Décembre 1981 : deux dimanches à l'aube, les mêmes chars à Budapest et à Varsovie ont écrasé sans pitié les espérances d'un peuple et apporté une réponse aux inquiétudes de l'auteur sur l'attitude soviétique.

Ed. Complexe.

Albert KALAYDJIAN

● Les gens, les us, et les coutumes

Aujourd'hui, beaucoup de livres, rompant avec l'anecdote ou la fiction, nous présentent des monographies de groupes ou de personnes, des études de familles d'objets

significatifs de la vie. Le public aime ces sortes d'ouvrages qui satisfont sa curiosité et enrichissent ses connaissances.

DE L'INSTITUTEUR LOZÉRIEN...

Je retiendrai pour commencer deux biographies exemplaires, traitées largement dans l'épaisseur de la vie quotidienne, sans concession au romanesque. Marguerite Arnaud nous présente la vie de *Monsieur Brajon, maître d'école* (Hachette, 252 p.). C'est la belle histoire, véridique et stupéfiante à la fois, d'un petit Lozérien du début du siècle, loué dès l'âge de six ans comme berger, qui, à quatorze ans ne savait encore ni lire ni écrire, et qui quatre ans plus tard commençait une longue et fertile carrière de maître d'école dans l'enseignement chrétien M. Brajon, "monté" à Paris, racontait à ses élèves de Pantin ou de la Villette, les épisodes campagnards de sa jeunesse. Marguerite Arnaud a persuadé M. Brajon de consigner par écrit ses souvenirs précieux. Ce sont ces mémoires vivants qu'elle nous communique. Un livre passionnant.

... AU CURÉ CORRÉZIEN

A soixante et douze ans, l'abbé Jean Espinasse nous raconte sa vie de *Prêtre en Corrèze* (Robert Laffont, 292 p.). C'est un homme encore solide, toujours sur la brèche, comme en produit cette terre corrèzienne qui a vu se dérouler à Tulle, à Allasac, à Brive, à Bort-les-Orgues, toute son action sacerdotale. En 1969, après avoir été pendant vingt cinq ans le curé aimé et respecté de Bort-les-Orgues, il a pris sa retraite à Tulle, près de la cathédrale, dont il est l'un des chanoines. Aujourd'hui, se retournant sur ce qui a empli sa vie, il nous dit, de sa bonne manière directe et chaleureuse, ce que c'est qu'être prêtre, ce que c'est d'être curé de paroisse en Corrèze — c'est-à-dire partout en France.

Dans cette existence toute de travail et de simplicité, l'Histoire majuscule est entrée, un jour de juin 1944, avec fracas : c'est le drame des pendus de Tulle. Dans cette terrible circonstance, il a pu, par sa présence parmi les otages, par son action — et, il faut le dire au péril de sa vie —, sauver vingt et une des cent vingt victimes exigées par le commandement de la division "Das Reich". S'il raconte l'affaire ici, c'est qu'elle est historique et l'un des événements de sa vie : à ses yeux, il n'a fait là que son devoir de prêtre — comme il l'a fait tout au long des années, vicaire, aumônier, curé ; comme il continue à le faire.

Ce livre nous le montre dans le quotidien de son sacerdoce. Auprès des enfants, des jeunes gens, des femmes, des hommes, de la naissance à la mort. Dans ses relations avec les autorités civiles et religieuses — pas toujours faciles, les rapports avec la hiérarchie ! A travers le grand mouvement de rénovation de l'Eglise depuis Vatican II. Que de questions, de problèmes, de difficultés ! Quelle persévérance et quelle foi !

Un prêtre "très ordinaire" nous parle de son "métier" tout simplement. Son récit vient enrichir le portrait de cette France "profonde" qui est au cœur de chacun de nous.

VOLEURS ET GENDARMES

Quand nous étions enfants, nous jouions volontiers à voleurs - gendarmes. Bernard Gouley et Antoine Délestre ont choisi de nous présenter *Les gendarmes* (Fayard, 397 p.). Jamais un ouvrage d'ensemble n'avait présenté au grand public les 75.000 gendarmes français, leur histoire, leurs traditions, leurs missions et leur rôle dans notre société. Les Editions Tallandier publient à nouveau l'ouvrage classique de Frantz Funck-Brentano sur *Les Brigands* (272 p.). L'auteur a interrogé l'histoire, mais aussi la mémoire populaire pour nous présenter le monde du brigandage. J'ai relu avec plaisir les belles pages consacrées à Mandrin et à sa légende. Un livre bien documenté et très agréable.

LES OBJETS DE LA VIE DOMESTIQUE

Raymond Lecoq nous fait découvrir *Les objets de la vie domestique* (Berger-Levrault, 320 pages, 1.000 illustrations dont 780 dessins de l'auteur et 300 photographies en noir et couleurs, 250 F.), cette porte ouverte sur le quotidien de la société traditionnelle. Cette porte nous fait d'abord pénétrer au sein de la cuisine d'autrefois, au centre de laquelle régnait la cheminée, source de chaleur et lieu de préparation de la nourriture. Mais la cheminée serait restée un objet sans âme si elle n'avait pas été entourée de tous les ustensiles qui lui donnent la vie : les chenets, les plaques, les crémaillères, les landiers et les hastiers, les pelles et les pincettes, les soufflets, les pinces à braises et les pinces à bûches, les grils et les gaufriers, les broches et les tournebroches, les poêles et les chaudrons, les fourches et les fourchettes, les couteaux, etc. Le soir, à la veillée, lorsque la lueur du foyer déclinait, la flamme mystérieuse des chandeliers, des lampes à huile ou des chaudières venait éclairer de sa lumière dansante les travaux des fileuses.

Ce sont tous ces ustensiles en fer de la cuisine et du foyer, des origines jusqu'au XIXème siècle, polis par un long usage, et dont peu d'exemplaires nous sont parvenus, que Raymond Lecoq a étudiés dans son livre. Grand collectionneur, expert en serrurerie et en ferronnerie de réputation mondiale, il a réuni en plus de 20 ans de recherches passionnées, une exceptionnelle documentation. Mais son livre ne se contente pas d'être un inventaire. Ces objets, Raymond Lecoq a également essayé de les comprendre ; il s'est attaché à découvrir les techniques de fabrication, le fonctionnement des mécanismes (en particulier pour les tournebroches) et il a tenté d'en dresser une typologie suivant les époques et les provenances régionales.

Jean CHELIN

La sentinelle de l'Europe

par Etienne BORNE

Privée de culture historique, l'appréhension du présent, trop sollicitée par des idéologies abstraites et sans mémoire, n'atteint pas à une véritable intelligence des temps que nous vivons. Les disciplines historiques, plus encore s'il se peut que le savoir philosophique, sont parmi les plus déplorablement victimes de cette fureur modernisante qui tient lieu de doctrine aux pédagogies à la mode et au pouvoir. Ne nous offre-t-on pas pour les deux dernières classes de l'enseignement secondaire, premières et terminales un programme d'histoire si contemporaine qu'il n'aura comme contenu que notre XX^{ème} siècle, et finalement sous une forme plus thématique qu'événementielle.

Conséquence singulièrement déplorable, le XIX^{ème} siècle entendu dans sa plus grande longueur de durée qui va de 1789 à 1914, risque d'être réduit, dans ses révolutions et ses évolutions, ses hommes et ses idées, à des silhouettes indistinctes perdues, pour de neuves générations, dans les brumes d'un semi-oubli. Et pourtant il s'agit d'une époque où sont les clefs et les sources, où christianisme et démocratie, capitalisme et socialisme, recherches scientifiques et novations artistiques ont pris les formes qui pèsent sur notre destin, et où les événements eux-mêmes nous jettent au visage de bouleversantes similitudes. Comment, par exemple, comprendre l'actuel drame polonais sans le souvenir de quelques tragédies du siècle dernier ?

Si les maîtres du Kremlin, de Lénine à Brejnev en passant par Staline, peuvent être légitimement qualifiés de tzars rouges, c'est qu'en toute vérité historique, la politique qu'ils font et font faire à Varsovie, est dans la droite ligne de celle qu'y menaient et faisaient mener ces fraternels précurseurs nommés Nicolas ou Alexandre. La Pologne fut aussi au siècle dernier une affaire intérieure française et introduisit une ligne de partage entre une droite conservatrice et autoritaire d'une part et de l'autre une gauche libérale et attachée aux idéaux de 1789. La première était vite résignée à l'acceptation du fait accompli, soucieuse de ne pas jeter de l'huile sur le feu en excitant de loin un peuple trop facilement effervescent, peu regardante en fin de compte sur la qualité de l'ordre qui régnait à Varsovie, puisque de toutes manières l'ordre vaut mieux que le désordre. La seconde au contraire se sentait en communion d'espérance patriotique et révolutionnaire avec les insurgés et les résistants polonais, accueillait les exilés avec amitié, respect, admiration et dénonçait dans la terreur cosaque, sous laquelle la Pologne pliait sans se rompre, la perversité foncière d'un système de gouvernement qui avait pour emblèmes le knout et la potence.

Au siècle dernier, parmi les Maîtres, du verbe français, se sont toujours élevées de grandes voix pour dire avec éclat la solidarité de la plus vraie France avec la Pologne soldat et martyr de la liberté. Ainsi Lamennais, en 1831, écrivait pour les lecteurs de ce premier journal démocrate-chrétien que fut "l'Avenir", mais aussi à notre usage, que la Russie qui venait d'écraser la revendication polonaise "avait eu peur d'une ombre de liberté" qui ne rendait que plus manifeste devant Dieu et devant les hommes la hideur de son régime autocratique. Ainsi, en 1852, Victor Hugo, exilé parlant à des exilés, lors d'un banquet polonais à Jersey, saluait en la Pologne "la sentinelle de l'Europe", désignée par la Providence pour veiller en avant-garde aux confins d'une civilisation menacée.

Hugo, qui n'était pas comme nous risquons de le devenir,

historiquement analphabète, se souvenait que la Pologne avait servi de rempart à l'Occident contre cet empire turc, dont les armées à la fin du XVII^{ème} siècle investissaient Vienne et allaient enlever la capitale habsbourgeoise sans le secours polonais qui fit lever le siège. Mais Empire pour Empire, le russe selon Hugo est plus redoutable que le fut le turc. Lorsqu'il compare l'emprise russe à l'étreinte d'un spectre venu de la nuit, on pourrait craindre que le poète force sur le lyrisme et l'orateur sur l'éloquence. Mais qui sent avec la Pologne, ne saurait manquer complètement la cible, en sentinelle de son temps, comme la Pologne est sentinelle de l'Europe et n'avoir tort que parce qu'il a raison trop tôt.

L'exilé de Jersey ne vaticine pas en vain du haut de son rocher océanique puisque son propos, lancé à l'aventure des siècles, correspond à notre temps avec une si fulgurante exactitude. Lorsque Hugo s'écrie : "Il semble que le despotisme russe se soit dit : j'ai un ennemi, l'esprit humain", tout se passe comme si l'auteur des "Châtiments", explorateur perdu dans l'avenir désignait la Russie stalinienne et post-stalinienne, persécutrice de ses dissidents et qui dans l'exercice jugé hostile des libertés de l'esprit ne sait voir que maladie mentale, ou, pire conspiration contre l'Etat. La parole hugolienne se fait encore plus précisément prophétique lorsque, faisant le procès des puissances occidentales, elle dit que l'Europe a livré à l'ennemi sa propre sentinelle et "qu'à son tour le cadavre de la Pologne livre l'Europe à la Russie". Les termes mêmes dont devait se servir en 1920 le général et futur maréchal Toukhatchevski lorsque, à la tête de la neuve armée rouge déferlant vers Varsovie, il lançait le fameux défi, depuis mieux camouflé : "La route de l'incendie mondial passe par le cadavre de la Pologne".

Aujourd'hui encore plus qu'hier, l'Europe libérale et démocratique compromet son existence et ses raisons de vivre en abandonnant la Pologne non pas à son destin mais à la volonté impérialiste obstinée à l'asservir depuis deux siècles comme si la Pologne était cette sentinelle trop dangereusement avancée pour qu'il soit possible de la secourir. Aujourd'hui encore plus qu'hier, la Pologne divise l'opinion française entre une prudence calculatrice du moindre mal et une générosité à haut risque, si elle va au bout de sa logique, mais qui est finalement devant l'histoire, le seul réalisme qui tienne ; et c'est une pitié que le raisonnement jadis de la droite bourgeoise et Louis-Philipparde soit repris en ce moment par un parti communiste qui trahit les valeurs authentiques de la gauche, celles dont Hugo était le témoin, et aussi par quelques compagnons de route, parmi lesquels, surcroît de tristesse, une poignée de chrétiens qui, ignorant l'histoire, ne savent pas qu'en cette affaire ils renient "l'Avenir" de Lamennais et de Lacordaire pour se mettre à l'alignement d'une hiérarchie, alors encore d'ancien régime et qui manifestait beaucoup de compréhension pour les entreprises polonaises de Nicolas 1^{er}. Aujourd'hui et plus encore qu'hier, c'est la fidélité à sa propre histoire, dont on voulait lui ôter la mémoire, qui donne au peuple polonais le courage de résister et d'espérer, histoire où de plus en plus se renforcent l'une par l'autre la fierté catholique et la fierté nationale : "La nation ne reculera pas" affirmation de l'évêque polonais au lendemain du 13 décembre. "Pas un pas en arrière", consigne de Lech Walesa du fond de sa prison. Cette convergence entre le spirituel et le temporel pour la défense de la liberté, c'est, laborieusement obtenu, le meilleur d'une civilisation. La Pologne sentinelle de l'Europe, sentinelle en effet très avancée.